

LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE 2003

Pour chaque enfant
Santé, Éducation, Égalité, Protection
FAISONS AVANCER L'HUMANITÉ

unicef 



LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE 2003

Remerciements

Ce rapport a été préparé avec l'aide de nombreuses personnes et organisations, y compris les bureaux extérieurs de l'UNICEF et les Comités nationaux pour l'UNICEF des pays et territoires suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Angola, Argentine, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bureau de la région des Caraïbes, Burundi, Cameroun, Chine, Colombie, Costa Rica, Egypte, El Salvador, Erythrée, Ethiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Gabon, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Maurice, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Moldova, Républiques d'Asie centrale et Kazakhstan, République démocratique du Congo, République islamique d'Iran, République-Unie de Tanzanie, Sao-Tomé-et-Principe, Sénégal, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Territoire palestinien occupé, Thaïlande, Timor-Leste, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zambie et Zimbabwe. Les bureaux régionaux de l'UNICEF, ainsi que le Centre de recherche Innocenti et le Bureau de l'UNICEF au Japon ont également apporté leur concours.

Les photos prises par les enfants viennent de Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (Agence allemande de coopération technique, GTZ) (www.imagine.glz.de), « Through the Eyes of Children »/The Rwanda Project, Save the Children UK, Fundação Casa Grande, Kemetic Institute et PhotoVoice (www.photovoice.org). Les œuvres d'art proviennent d'« Amazed World », une exposition de l'artiste Ik-Joong Kang et des bureaux de l'UNICEF en République islamique d'Iran, en Oman et au Timor-Leste.

© Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Une autorisation est nécessaire pour publier quelque partie de cette publication que ce soit. Veuillez vous adresser à la Section de la rédaction et des publications, Division de la communication, UNICEF NY (3 UN Plaza, NY, NY 10017 USA, Tél. 212-326-7513 Télécopie : 212-303-7985, E-mail : pubdoc@unicef.org). L'autorisation sera accordée gratuitement aux établissements d'enseignement et aux organisations à but non lucratif. Les autres devront s'acquitter d'une somme modique.

ISBN 92-806-3784-6

Cette publication figure au catalogue de la Library of Congress des Etats-Unis sous le nom suivant :
The state of the world's children 2003

UNICEF, UNICEF House, 3 UN Plaza,
New York, NY 10017, Etats-Unis

E-Mail : nyhqdoc.permit@unicef.org
Site sur Internet : www.unicef.org/french

UNICEF, Palais des Nations,
CH-1211 Genève 10, Suisse

Photo de couverture :
Umuhzoza, 12 ans
« Through the Eyes of Children »/The Rwanda Project

LA SITUATION DES ENFANTS DANS LE MONDE 2003

Carol Bellamy
Directrice générale
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Illustré de photos et dessins réalisés par des enfants

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos de M. Kofi A. Annan, Secrétaire de l'Organisation des Nations Unies

Chapitres	1	2	3	4
	IL FAUT ÉCOUTER LES ENFANTS	POURQUOI LA PARTICIPATION ? POURQUOI MAINTENANT ?	LA VIE À BRAS-LE-CORPS	APPRENTISSAGE ACTIF
	Page 1	Page 9	Page 19	Page 27
				

Encadrés	1. Les enfants expriment ce qu'ils voient.....6
	2. La participation des enfants : mythes et réalités.....16
	3. Le « droit » d'un enfant à la participation24
	4. La grande victoire des filles !..... 32
	5. Bâtir des nations.....40
	6. Nous leur avons donné la parole50
	7. Les enfants et les médias58
	8. Nous sommes les enfants du monde.....66
Figures	1. La participation des enfants3
	2. Le monde se démocratise10
	3. Déclin de la participation électorale dans les pays du G712
Références70

5

ENTRE PARTICIPATION ET PROTECTION

Page 35



6

SE METTRE À L'ÉCOUTE DES ENFANTS

Page 43



7

FAVORISER LA PARTICIPATION

Page 53



8

À LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ONU CONSACRÉE AUX ENFANTS

Page 61



9

POUR ALLER DE L'AVANT

Page 69

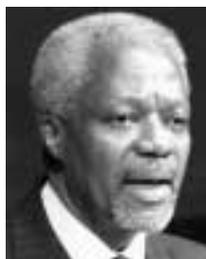


Cartes73
1. Ce que pensent les enfants	74
2. Ce que veulent les enfants : santé, éducation, environnement sain	76
3. Ce que veulent les enfants : protection	78
4. Notes générales	80
Tableaux81
1. Indicateurs de base	84
2. Nutrition	88
3. Santé	92
4. Education.....	96
5. Indicateurs démographiques.....	100
6. Indicateurs économiques.....	104
7. Femmes	108
8. VIH/SIDA et paludisme.....	112
9. Le taux du progrès	116
Index128
Glossaire131

« Ils nous ont fait part
de leurs idées, de
leurs espoirs et de
leurs rêves. »

Kofi A. Annan

AVANT-PROPOS



La situation des enfants dans le monde a cette année pour thème la participation des enfants. Ce thème a pour but de rappeler aux adultes qu'il leur incombe de demander l'avis des jeunes et des enfants lorsqu'ils prennent des décisions qui les concernent.

Ce thème s'inscrit dans le droit prolongement de la Session extraordinaire historique que l'Assemblée générale a consacrée aux enfants en mai 2002. Pour la première fois, l'Assemblée générale s'est réunie pour ne débattre que de questions concernant les enfants; et, pour la première fois, un grand nombre d'enfants sont intervenus en qualité de membres officiels des délégations, représentant des gouvernements et des organisations non gouvernementales.

La présence des enfants a véritablement transformé l'ambiance à l'ONU. A nos débats habituellement modérés et diplomatiques, ils ont insufflé leurs passions, leurs questions, leurs peurs, leurs défis, leur enthousiasme et leur optimisme. Ils nous ont fait part de leurs idées, de leurs espoirs et de leurs rêves. Ils ont donné vie aux valeurs énoncées dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Et ils nous ont apporté ce qu'eux seuls pouvaient apporter : leur expérience de jeunes du XXI^e siècle, à une époque où le VIH/SIDA continue de se propager à un rythme alarmant; où des richesses sans précédent côtoient la pauvreté extrême; où les droits des enfants, bien qu'ils soient quasiment universellement reconnus, continuent d'être systématiquement et quotidiennement bafoués dans le monde entier.

Dans la déclaration adoptée à l'issue de la Session extraordinaire, les gouvernements se sont engagés à changer le monde pour et **avec** les enfants – à bâtir un monde digne des enfants au XXI^e siècle. Nous ne parviendrons à cet objectif que si les gouvernements, comme ils l'ont promis, permettent aux enfants de s'exprimer haut et fort; que si nous garantissons la participation entière des enfants à l'édification d'un monde meilleur.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'K. Annan'. The signature is fluid and cursive, written in a dark color.

Kofi A. Annan
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies



1

IL FAUT ÉCOUTER LES ENFANTS

« Vous, les adultes, vous passez à côté de l'essentiel. Quand considérez-vous qu'un enfant est suffisamment compétent pour contribuer et participer ? Si vous ne lui donnez pas l'occasion de participer, il n'acquerra pas cette compétence. Donnez-nous très tôt cette possibilité et regardez-nous voler de nos propres ailes. »

Khairul Azri, 17 ans, délégué malais à la Session extraordinaire de l'ONU consacrée aux enfants

Lorsqu'elle a pris la parole au Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg (Afrique du Sud) en septembre 2002, la jeune Chinoise Liao Mingyu, 10 ans, était l'un des trois représentants de la Conférence internationale des enfants du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), laquelle avait réuni trois mois plus tôt plus de 400 enfants venus de plus de 80 pays. « Nous avons tous plein de choses à dire », a déclaré la jeune fille, « mais ce qui nous préoccupait le plus, c'est que la plupart des dirigeants n'écoutent pas. »

Liao Mingyu partageait la tribune avec quatre autres enfants, Justin Friesen (Canada), Analiz Vergara (Équateur) et Julius Ndlovena et Tiyiselani Manganyi, représentant tous deux le pays hôte, l'Afrique du Sud, venus mettre en demeure les délégués. « Nous ne demandons pas trop ! Vous avez dit que ce Sommet a pour but de

passer à l'action ! Nous avons besoin d'autre chose que de vos applaudissements et de vos commentaires du genre 'bien dit' ou 'bonne intervention'. Nous avons besoin que l'on passe à l'ACTION. »

Ces jeunes militants allaient être entendus. Guidés par leur vision de l'avenir, armés de leur passion, ils ont inspiré les délégués de la Conférence, comme l'avaient fait leurs camarades lors de la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants en mai 2002. « Pensez aux enfants, avaient-ils imploré, quelle sorte de monde souhaitez-vous pour eux ? »

Les enfants ont fini par obtenir un résultat auquel le processus habituel de négociations entre adultes sur la déclaration finale du Sommet n'avait pas permis d'aboutir : les dirigeants de la communauté internationale ont reconnu qu'ils

« Dans cet espace immense, qu'y a-t-il dans les yeux de ces deux petits garçons ? Comment pouvons-nous comprendre ce qu'ils veulent exprimer ? Peut-être est-ce leur désir d'avoir un avenir meilleur. » Nguyen Chau Thuy Trang

© Nguyen Chau Thuy Trang/Viet Nam/Street Vision/PhotoVoice

devaient assumer une responsabilité non seulement les uns à l'égard des autres mais aussi à l'égard des **enfants**. Et ils ont promis de libérer le monde de la pauvreté et de mettre fin à la dégradation de l'environnement et aux modes de développement non durables¹.

Dans des villages du sud de l'Inde, l'ONG Myrada a organisé des groupes d'enfants locaux autour de deux questions relevant de la justice sociale : la servitude pour dette, dans le cadre de laquelle les enfants travaillent sous la contrainte pendant de longues périodes pour acquitter les dettes de leurs parents et doivent souvent endurer des conditions de travail particulièrement néfastes; et le mariage d'enfants, pratique qui fait que des filles qui n'ont pas plus de 11 à 13 ans sont obligées de se marier et d'assumer un rôle d'épouse préjudiciable à leur intérêt supérieur.

Plusieurs clubs d'enfants créés dans différentes communautés locales ont collaboré pour engager un dialogue respectueux avec les parents, d'autres adultes et les autorités locales, dans le souci d'atteindre deux objectifs : convaincre des propriétaires fonciers et des propriétaires d'usines de la région de libérer les enfants de la servitude pour dettes, et convaincre les parents de filles sur le point d'être mariées de revenir sur leur décision de marier leurs filles si jeunes. Ils ont réussi dans les deux cas.

De plus, le projet Myrada a créé un « réseau de soutien » autour des questions d'éducation : les dirigeants de la communauté et les autorités locales, les parents et les notables, les jeunes et les enfants s'efforcent ensemble de limiter l'absentéisme et les abandons scolaires en prenant contact avec les enfants qui ne vont pas à l'école et leurs parents.

Dans le cadre des parlements d'élèves, les enfants se sont attelés à diverses tâches à l'école, ou en rapport avec l'école et avec la communauté locale. Ils ont élu un « parti d'opposition » chargé d'observer les plans, engagements, promesses et actions des élèves déjà en fonctions. L'exercice

des responsabilités a appris aux enfants qu'ils doivent rendre des comptes à ceux qui les ont élus et que toute fonction électorale suppose que l'on prenne des engagements et que l'on tienne ses promesses et s'acquitte des responsabilités ainsi assumées².

Ce ne sont là que deux exemples parmi bien d'autres tirés de contextes et de cultures différents qui montrent les changements qui peuvent se produire quand on donne aux enfants et aux jeunes la possibilité de participer.

Des aptitudes pour la vie

Chaque génération doit relever de nouveaux défis. La nôtre doit notamment se montrer réceptive et prêter attention aux vues des enfants. Cette année, *La situation des enfants dans le monde* se concentre sur la responsabilité des adultes en deux domaines : il leur faut chercher à connaître les conceptions et les opinions des enfants et les prendre au sérieux, d'une part, et d'autre part il leur faut aider les enfants et les adolescents à acquérir les aptitudes dont dépend leur participation authentique et constructive à la vie du monde.

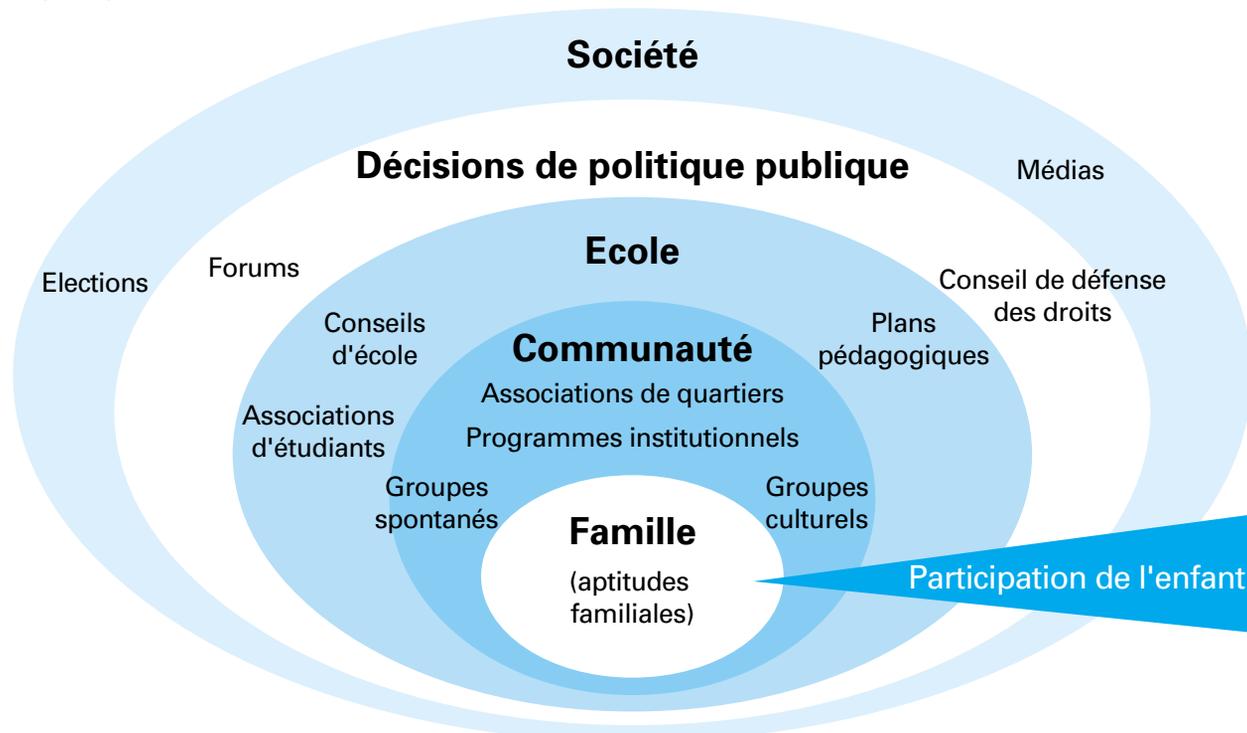
Pour y parvenir, les adultes doivent eux-mêmes acquérir de nouvelles aptitudes. Nous devons apprendre à capter les opinions des enfants et des jeunes, à distinguer leurs voix multiples et les différentes façons dont ils s'expriment, et à interpréter ce qu'ils nous communiquent – verbalement ou non. Ce n'est pas tout : nous devons offrir aux enfants et aux jeunes le temps et la possibilité de s'exprimer, en toute sécurité, et accorder à leurs opinions l'importance qui leur revient. Nous devons également affiner notre capacité de tenir compte comme il convient des messages et des opinions des enfants et des jeunes.

En préparant ce rapport, l'UNICEF entendait :

- Appeler l'attention du public sur l'importance, la raison, l'intérêt et la faisabilité de la participation active des jeunes à la vie de la famille, de l'école, de la communauté et de la nation;

FIGURE 1 LA PARTICIPATION DES ENFANTS

A mesure que les enfants grandissent, leurs possibilités de participation passent de la sphère privée à l'espace public, d'une influence locale à une influence mondiale.



Tiré de la présentation Powerpoint faite par R. Nimi en juin 2002 à l'atelier d'UNICEF Global Lifeskills Workshop, à Salvador (Bahia), Brésil.

- Encourager les Etats, les organisations de la société civile et le secteur privé à promouvoir l'engagement véritable des enfants dans les décisions qui les concernent;
- Présenter des exemples qui montrent comment la vie des enfants, des familles et des communautés change lorsque les enfants ont l'occasion d'apporter leur contribution à l'examen des questions qui les concernent;
- Lancer des projets visant à atteindre les objectifs d'« Un monde digne des enfants » et les Objectifs de développement pour le Millénaire, en y associant les enfants et les jeunes. A mesure que l'on se rapprochera des objectifs, on améliorera nécessairement

la vie des enfants et des jeunes; et chacun des succès remportés reposera sur leur participation.

Définition de la participation

La participation est un sujet difficile à définir avec précision et qui fait l'objet de multiples interprétations (voir Encadré 2 « La participation des enfants : mythes et réalités », page 16). En fait, les enfants ont toujours participé à la vie : au foyer, à l'école, au travail, dans leur communauté, à la guerre. Ils l'ont fait parfois délibérément et héroïquement, parfois sous la contrainte et victimes de l'exploitation. Chaque culture a un enfant-héros dans son panthéon historique et des contes de fée qui narrent la vie d'enfants

qui ont fait bouger les choses dans le monde qui les entourait.

Ce qui s'est passé, c'est que l'enfance en tant que concept social a accompagné l'évolution des sociétés et des valeurs et que les enfants en tant que groupe apparaissent peu à peu comme des personnes dotées de droits et d'un rôle à jouer dans la société. Mais dans la mesure où l'immense majorité des enfants du monde restent marginalisés, il est devenu indispensable de s'organiser pour assurer leur participation et les protéger contre l'exploitation.

On définit souvent la participation comme « le fait d'être associé à la prise des décisions qui vous concernent et qui concernent la vie de la communauté dans laquelle vous vivez. C'est la pierre angulaire de la démocratie et l'aune à laquelle il convient d'évaluer les démocraties³. »

Reconnue comme un phénomène multiforme, la participation peut recouvrir des activités très différentes par la forme et le style et correspondant aux différents âges de l'enfant : recherche de l'information, expression du désir d'apprendre même à un âge très tendre, formation des opinions, expression des idées; participation à des activités et à des processus; fait d'être informé et consulté lors de la prise de décisions; lancement d'idées, de processus, de propositions et de projets; analyse de situations et adoption de solutions; respect d'autrui et fait d'être traité avec dignité⁴.

Pour les enfants et les jeunes, il ne s'agit pas simplement de participer davantage, mais d'optimiser leurs possibilités de participation constructive. Il importe toutefois de noter que quelque séduisante que puisse paraître la notion de participation de l'enfant, ce n'est pas, comme on le croit trop souvent, un « bien gratuit », et elle ne confère pas nécessairement un surcroît de rationalité à un projet quel qu'il soit. Elle a à la fois des coûts directs et des coûts de substitution. Les aptitudes dont se nourrit la participation doivent être acquises et pratiquées en tenant compte de ce que coûterait à moyen et à long terme à la

société le fait de **ne pas** faciliter la participation : les jeunes adultes vivraient sans savoir s'exprimer, régler un différend, prendre part à un dialogue constructif ni assumer des responsabilités à l'égard d'eux-mêmes, de leur famille, de leur communauté et de la société.

Mais, surtout, la participation de l'enfant est une responsabilité et une obligation pour tous ceux dont la démarche s'inspire de la Convention relative aux droits de l'enfant. Dans le contexte de la Convention, la participation consiste également à encourager les enfants à faire connaître leurs points de vue sur les problèmes qui les concernent et leur donner les moyens de le faire.

En pratique, la participation consiste pour les adultes à écouter les enfants – en prêtant attention à leurs modes multiples et variés de communication –, à garantir leur liberté de s'exprimer et à prendre leurs vues en considération au moment de prendre des décisions les concernant.

Le principe selon lequel les enfants doivent être consultés au sujet des questions qui les concernent se heurte souvent à la résistance de personnes pour qui il s'agit là d'un moyen de saper l'autorité des adultes au sein de la famille et de la société. Mais il ne faudrait pas en conclure que le fait d'écouter les opinions des enfants revient tout simplement à les approuver. L'idée est plutôt de les amener à prendre part à un dialogue et à un échange qui leur enseignent comment influencer de façon constructive le monde qui les entoure. L'échange social que suppose la participation encourage les enfants à assumer des responsabilités croissantes en tant que citoyens actifs, tolérants et démocratiques en devenir.

Participation authentique

La prudence est de mise car la participation des enfants peut prendre bien des formes d'engagement, d'action et d'association, et toutes ces formes de participation ne sont pas toujours actives, sociales, utiles, judicieuses ou constructives. La participation, même lorsqu'elle est conçue par des adultes

animés des meilleures intentions, risque trop souvent de devenir de la non-participation si les enfants sont manipulés ou utilisés de manière purement symbolique ou décorative (*voir « L'échelle de la participation⁵ »*). La participation des enfants peut trop facilement « dérapier » et servir les intérêts de l'adulte, ou être imposée à l'enfant, ou ne convenir ni à son âge, ni à ses capacités. La participation peut même aboutir, sous ses pires formes, à la répression, l'exploitation et aux mauvais traitements.

Au contraire, une participation authentique des enfants doit être voulue par les enfants et les jeunes eux-mêmes et s'exercer sur des bases qu'ils définissent eux-mêmes, dans le cadre de leur propre réalité et compte tenu de leurs propres idéaux, rêves, espoirs et préoccupations. Les enfants ont besoin d'information, de soutien et de conditions favorables pour participer d'une façon qui soit adaptée à leurs besoins et qui renforce leur dignité et leur estime de soi.

La participation authentique consiste à accorder de l'importance à certaines personnes – les enfants – dans le contexte où évoluent les autres et par rapport aux autres et au monde.

La participation d'un enfant au monde qui l'entoure est liée à plusieurs facteurs, parmi lesquels l'évolution de ses capacités, la présence de parents et adultes ouverts au dialogue et l'existence au sein de la famille, de la communauté et de la société, d'espaces adaptés à un tel dialogue. La participation dépend aussi du contexte socioculturel, économique et politique.

Par-dessus tout, pour être authentique et efficace, la participation passe par un changement radical des modes de réflexion et de comportement des adultes. Ils doivent inclure, et non exclure, les enfants et leurs capacités. Ils doivent renoncer à être les seuls à définir le monde et accepter que les enfants contribuent à édifier le type de monde dans lequel ils veulent vivre.

« Si vous pensez que les enfants ne peuvent pas modifier le cours des choses, vous vous trompez lourdement. Les enfants sont bien placés pour décrire tout ce qui ne va pas dans le monde. Il faut laisser s'exprimer les enfants et tenir compte de leurs idées et de leurs opinions. Alors peut-être les dirigeants de la communauté internationale réfléchiront-ils à tout le mal qu'ils font au monde et essaieront-ils simplement de venir en aide à tous les enfants de la planète. »

Urška Korosec (16 ans), Slovénie
Site Internet La voix des jeunes
24 mars 2002

La plupart des photos et des dessins de cette édition du rapport *La situation des enfants dans le monde* sont l'œuvre d'enfants et témoignent de la volonté constante de mieux connaître la vie des enfants en écoutant leurs « points de vue », quelle que soit la forme sous laquelle ils préfèrent l'exprimer.

ENCADRÉ

1

LES ENFANTS EXPRIMENT CE QU'ILS VOIENT

Non seulement les enfants ont une vision du monde différente de celle des adultes, mais leurs capacités à exprimer leurs réactions varient selon l'âge. Alors que les adultes ou les jeunes manient souvent avec une relative aisance les mots et les phrases (après tout, ils ont des années de pratique), les appareils photo ou les crayons de couleur sont souvent le moyen de communication le plus expressif dont disposent les jeunes enfants. Comme l'explique Nguyen Chau Thuy Trang, un Vietnamien de 17 ans, « Il y a certaines choses que nous ne pouvons dire avec des mots, certaines émotions s'expriment mieux par des images¹. »

Au Rwanda par exemple, où près d'un million de personnes ont été massacrées au cours du génocide de 1994, les 13 enfants de droite (du dernier rang à gauche), Frederick, Gazore, Bazunki, Dusingizimama, Uwamahoro, Imanizabayo, Ingabire, Elizabeth, Twagira, Jacqueline, Umuhoza, Gadi et Musa, apprennent à raconter leur vie de tous les jours dans une série d'ateliers organisés dans le cadre de « Through the Eyes of Children »/The Rwanda Project. Les photos, comme celle de la couverture, celle de droite ou celle de la page 68, font partie de leur portfolio et nous présentent leur pays tel qu'ils le voient.

Dessins et rêves

Les dessins permettent aux jeunes enfants de « s'exprimer ». Dans le cadre de programmes organisés dans le monde entier, les enfants sont invités à faire part de leur vision du monde. Lors de la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants, près de 34 000

enfants originaires de plus de 125 pays se sont exprimés par leurs dessins. Placée bien en vue à l'entrée des visiteurs du Secrétariat de l'ONU, l'exposition « Amazed World » a été parrainée par le Gouvernement de la République de Corée, l'UNICEF, la Fondation de la Corée et le Comité de la Corée pour l'UNICEF. Ce projet visait à encourager les enfants à exprimer leurs rêves et leurs points de vue par des dessins. (Voir dessins, page 18)





Photos et réalité

En apprenant à photographier, les jeunes acquièrent davantage de confiance en eux et une meilleure opinion d'eux-mêmes, ainsi que des compétences techniques et un nouveau regard sur leur vie. « Quand je prends des photos, j'espère être heureux ... quand je traverse la ville, j'espère qu'un jour mon pays ressemblera à ceci », déclare Onesmus, un réfugié de 15 ans qui vit à Londres².

Dans le cadre de divers projets entrepris un peu partout dans le monde, les enfants et les jeunes s'expriment par leurs photos. Plus de 500 enfants et jeunes de 45 pays ont par exemple photographié des scènes de leur vie quotidienne pour « Imagine – tes photos m'ouvriront les yeux », un projet en faveur de la jeunesse organisé conjointement par l'Agence allemande pour la coopération technique (GTZ) et Philipp Abresch, un journaliste berlinois. Se jouant des obstacles linguistiques, le projet « Imagine » facilite la communication entre enfants et adolescents et entre des générations et des cultures différentes. « Imagine » permet également aux enfants de dialoguer sur les photos et les thèmes qu'elles évoquent, grâce à des « cybersalons » sur Internet, à un catalogue, à des cartes postales et à une exposition en ligne. (Voir les photos, pages 17, 26, 41, 42, 52)

De même, PhotoVoice, une agence de Londres, donne la parole à des groupes marginalisés au sein de la société, comme les enfants réfugiés et les enfants qui vivent dans la rue. Elle fait connaître leurs conditions de vie tout en aidant les enfants à gagner de l'argent au moyen de leurs compétences nouvellement acquises. (Voir la photo au chapitre 1). A Mound Bayou (Etats-Unis), une ville peuplée en majorité d'Afro-Américains, et dans la région environnante du delta du Mississippi, l'Institut Kemetic se sert de la photographie pour aider les enfants à devenir des citoyens productifs. Pour ce faire, il crée des conditions

qui stimulent, guident et incitent les jeunes à découvrir leurs propres talents. (Voir les photos, pages 25, 54). Et dans le cadre de « Droit de savoir », une initiative commune de l'ONU, de l'UNICEF et de plusieurs ONG dont l'objectif est d'inciter les adolescents à prendre des décisions en connaissance de cause et à adopter un mode de vie sain, des adolescents prennent des photos pour expliquer aux adultes les aspects importants de leur vie. Les photos serviront à une campagne de communication mondiale visant à transmettre des informations sur le VIH/SIDA aux adolescents de 13 pays pilotes. (Voir les photos, pages 20, 51)

Continuez !

Dans le cadre du projet « Eye to Eye » de Save the Children UK (Royaume-Uni), les enfants palestiniens ont l'occasion de s'exprimer de façon créative et de montrer leurs photos à d'autres enfants du monde entier. Les photos des enfants sont exposées en ligne. Inspirés par les photos, Kim (14 ans) et Daventry (15 ans) du Royaume-Uni ont écrit sur une messagerie en ligne : « Nous voudrions dire à quel point nous avons été émus en voyant des photos de jeunes de notre âge vivant dans des situations complètement différentes de la nôtre ... mais vous arrivez malgré tout à être heureux, positifs et optimistes. Vous nous avez fait prendre conscience de la chance que nous avons. Continuez à vous occuper en faisant du sport... DU FOOTBALL ... NOUS ADORONS LE FOOTBALL ! Continuez à sourire. »

1 On the Record For Children, 10 mai 2002, voir photo p.1.

2 The PhotoVoice Exhibition, 'Transparency: Living without borders', London, 2002



2

POURQUOI LA PARTICIPATION, POURQUOI MAINTENANT ?

Dans un monde où tant d'adultes – des femmes, par exemple – se voient refuser l'occasion de participer pleinement à la vie de la société, n'est-ce pas aller un peu trop loin que de préconiser la participation des enfants ? Alors qu'il y a encore 150 millions d'enfants souffrant de malnutrition dans les pays en développement, que 120 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont toujours pas scolarisés, que le VIH contamine 6 000 jeunes par jour et que des enfants souffrent dans la guerre ou travaillent dans des conditions dangereuses, pourquoi est-il si important d'écouter la voix et les opinions des enfants ?

Parce que leur croissance et leur développement dépendent d'une participation utile et efficace. Un enfant que l'on aura encouragé d'emblée à prendre le monde à bras-le-corps sera un enfant qui aura acquis les aptitudes nécessaires pour se développer pendant sa petite enfance, saisir les chances qui se présentent en matière d'éducation et franchir le seuil de l'adolescence avec confiance et assurance, équipé qu'il sera des moyens de contribuer au dialogue et aux pratiques démocratiques

au foyer, à l'école, au sein de sa communauté et dans son pays.

Parce que les enfants ont prouvé que lorsqu'ils sont associés à l'activité du monde qui les entoure, ils font bouger les choses. Ils ont des idées, une expérience et des intuitions qui enrichissent la compréhension des adultes et apportent une contribution positive aux actions de ces derniers.

Parce que lorsque, au moment de la clôture de la Session extraordinaire consacrée aux enfants qu'elle a tenue en mai 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies s'est engagée à édifier « un monde digne des enfants », les dirigeants du monde se sont déclarés déterminés à changer le monde **pour** les enfants, mais aussi **avec** leur participation⁶.

Parce que la construction de la démocratie est une question de très grande importance pour la paix internationale et le développement⁷. Les valeurs de la démocratie, telles que le respect des droits et de la dignité de tous les êtres

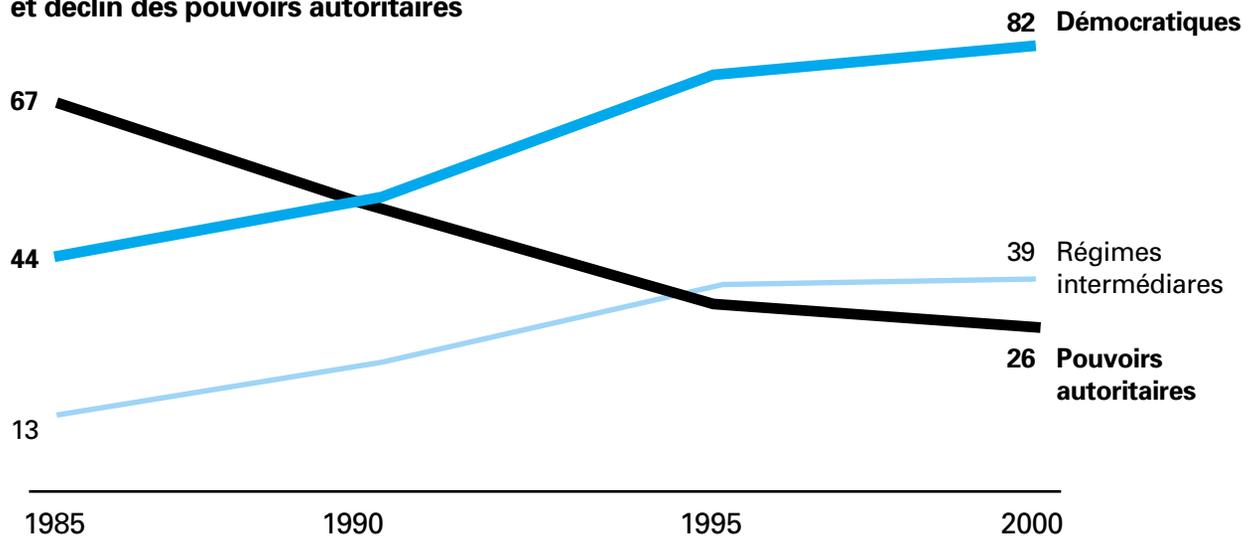
« Je m'appelle Heba. Je veux être docteur ... si Dieu le veut. »

Une des photos prises par de jeunes Palestiniens pour montrer des scènes de la vie quotidienne dans des camps de réfugiés du Liban et du Territoire palestinien occupé.

FIGURE 2 LE MONDE SE DÉMOCRATISE

Nombre de pays

**Montée en puissance des régimes démocratiques
et déclin des pouvoirs autoritaires**



Source : Polity IV 2002, cité dans le *Rapport sur le développement humain 2002* du PNUD.

humains et le respect de leur diversité et de leur droit de participer à la prise des décisions qui les concernent, sont apprises tout d'abord pendant l'enfance, la période la plus propice pour cela. La participation authentique et efficace, c'est celle qui prépare les enfants à être partie prenante de l'avenir. La participation, avec tout ce qu'elle permet aux enfants concernés d'apprendre et de comprendre, est un élément central de sociétés solidaires, lesquelles sont elles-mêmes la clé de voûte de la paix dans le monde.

Parce que nous n'avons d'autre choix que de nous mettre à l'écoute des enfants maintenant. La volonté de participation est innée chez tous les êtres humains, prête à se développer chez chaque nouveau-né, prête à être stimulée chez chacun des 2 milliards d'enfants que compte le monde d'aujourd'hui.

Lorsque cette volonté de participation n'est ni respectée ni encouragée, lorsque les enfants sont

exclus ou qu'on ne tient pas compte d'eux, on porte atteinte à leur capacité à contribuer à leur communauté. Et lorsque les enfants ont été mis au ban de la société, ils risquent fort de vivre en paria et d'orienter leur vitalité et leur créativité vers des sous-cultures au lieu de contribuer à la création de sociétés solidaires.

A présent, alors que des millions d'enfants ont faim, sont malades ou sont exploités, la question principale qui se pose n'est pas de savoir **si** les enfants participent, mais **comment** ils participent. C'est la qualité des dialogues engagés par les enfants, entre eux, avec les adultes ou leur environnement social, qu'il nous appartient aujourd'hui d'améliorer.

Une révolution tranquille

Au cours des deux décennies écoulées, les adultes, les parents, les enseignants, les responsables, les décideurs, les autorités, les composantes de la

société civile et les administrations publiques à tous les niveaux ont été invités à assumer leur responsabilité commune à l'égard des droits des enfants à la survie, au développement, à la protection et à la participation. Et l'on a appris beaucoup de choses au fil des ans, notamment que l'engagement des familles, des parents, des communautés et des autorités locales peut créer les conditions et le contexte du développement; que ce sont les personnes qui sont concernées par des politiques qui devraient être associées à leur conception, à leur exécution et à leur évaluation; et que la discrimination et l'exclusion ne vont pas sans coûts humains. Après des millions de dollars d'aide au développement et des milliers de projets exécutés de par le monde, on sait à présent qu'il faut tenir compte de ce que les gens ont à dire et de la réalité de leur existence.

Jusqu'à une date récente, ces enseignements n'avaient pas été appliqués au travail accompli auprès des enfants et des jeunes. Les adultes et les organisations se sont souvent montrés incapables de considérer les enfants et les jeunes comme des ressources et des sujets dotés de droits, à qui doit être reconnue la dignité qui s'attache à toute personne et qui ont le droit de se faire entendre dans le cadre des décisions qui les concernent.

Parallèlement, une autre révolution tranquille et respectueuse s'est amorcée. Les enfants et les jeunes ont montré qu'ils étaient disposés à mettre leurs énergies et leurs intuitions au service d'un monde plus digne d'eux. Sans considération de pays, de traditions culturelles et religieuses, de situations politiques, de castes et de classes, les enfants à qui l'on a donné l'occasion de participer d'une façon adaptée à leurs besoins ont le plus souvent agi de façon responsable et efficace.

Pas de démocratie sans les enfants

Confrontés à la menace et à la réalité du terrorisme, à une misère dégradante un peu partout dans le monde et à un sentiment généralisé de privation

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MILLÉNAIRE

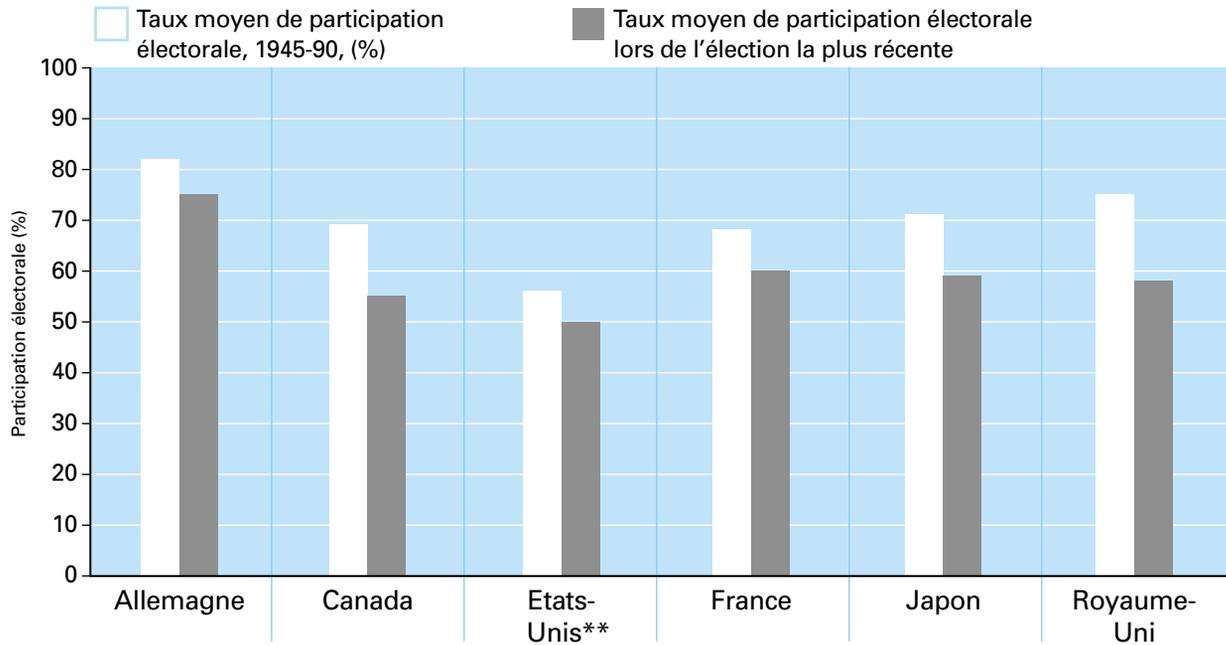
Les Etats Membres des Nations Unies se sont engagés à atteindre, d'ici à 2015, les objectifs suivants :

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
7. Assurer un environnement durable
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

DOMAINES PRIORITAIRES D'ACTION DANS « UN MONDE DIGNE DES ENFANTS »

1. Promouvoir une existence meilleure et plus saine
2. Offrir une éducation de qualité
3. Protéger les enfants contre la maltraitance, l'exploitation et la violence
4. Lutter contre le VIH/SIDA.

FIGURE 3 DÉCLIN DE LA PARTICIPATION ÉLECTORALE DANS LES PAYS DU G7*



*Sans compter l'Italie, où le vote est obligatoire.

**Elections présidentielles; le taux de participation aux élections législatives est encore plus faible.

Source : Compilation de statistiques électorales faite par l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance.

des droits, les dirigeants mondiaux ont reconnu qu'il s'imposait d' « approfondir la démocratie » – d'instaurer une démocratie qui soit plus inclusive et plus attentive et plus attentive⁸. Cette nécessité et la volonté de remédier au malaise démocratique perceptible dans le monde étaient manifestes lorsque les 189 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont indiqué dans la Déclaration du Millénaire qu'ils « ... n'épargner[ai]ent aucun effort pour promouvoir la démocratie et renforcer l'état de droit, ainsi que le respect de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus sur le plan international, y compris le droit au développement⁹. »

Dans le cadre de leur action en faveur du développement, les Etats Membres de l'ONU se sont engagés à atteindre, d'ici à 2015, huit objectifs, dont six ont un rapport direct avec les enfants

(voir les Objectifs de développement pour le Millénaire, page 11). Ces huit objectifs sont étroitement liés aux principaux engagements pris lors de la Session extraordinaire consacrée aux enfants tenue en 2002, les gouvernements ayant alors décidé de s'employer à promouvoir et à défendre les droits de tous les enfants, et, dans le cadre d'actions nationales et de la coopération internationale, à promouvoir une vie saine, à dispenser une éducation de qualité, à protéger les enfants contre la maltraitance, l'exploitation et la violence, et à combattre le VIH/SIDA (voir « Un monde digne des enfants », page 11).

Il ne fait aucun doute que si les gouvernements, les organismes nationaux et leurs différents partenaires internationaux se désintéressent des droits et du bien-être des enfants, les objectifs de développement ne seront jamais atteints. Et si l'on ne

réalise ni les objectifs de développement pour le Millénaire, ni les engagements pris lors de la Session extraordinaire consacrée aux enfants, la pauvreté ne pourra que perdurer et la démocratie s'atrophier.

Les ressources sont là pour relever les défis inscrits dans la Convention relative aux droits de l'enfant, et tenir les promesses et réaliser les objectifs de la Déclaration du Millénaire et ceux d'« Un monde digne des enfants »: ce sont les voix, les intuitions, les expériences, les capacités et l'énergie des enfants et des jeunes eux-mêmes. Non que les adultes, les gouvernements et la société civile des pays du monde puissent se soustraire à leurs responsabilités ou s'en décharger sur les enfants. Mais il doit s'instaurer un nouveau partenariat entre les adultes et les jeunes, les premiers devant rechercher les opinions des seconds et en tenir compte – dans la famille, dans la communauté, à l'école, dans nos organisations et dans la société.

Les besoins de la démocratie

Aujourd'hui, on compte dans le monde un bien plus grand nombre de pays qui sont au moins théoriquement démocratiques qu'il y a 20 ans, et une majorité de la population du monde dispose à présent du droit de vote, qui contribuera à la formation de leur gouvernement national ou à l'influencer. A l'heure actuelle, 140 des pays du monde organisent des élections pluralistes : il n'y avait jamais eu autant de pays à le faire¹⁰. Cela étant, la santé de ces démocraties est jugée préoccupante dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement.

La désaffection des jeunes vis-à-vis du processus démocratique est peut-être l'aspect le plus problématique. Dans certaines régions du monde, moins de la moitié des jeunes interrogés voient dans le bulletin de vote un bon moyen d'améliorer la situation de leur pays et pas moins d'un tiers des jeunes ont indiqué qu'ils ne font pas confiance à leur gouvernement (*voir Encadré 6, « Nous leur avons donné la parole », page 50*).

Dans ces conditions, les opinions des jeunes du monde présentent de fortes similitudes avec celles des adultes : l'enquête du millénaire réalisée par Gallup International auprès de 57 000 personnes dans 60 pays a montré qu'une sur 10 seulement estimait que son gouvernement tenait compte de la volonté populaire¹¹. Il n'est pas jusqu'aux pays industrialisés eux-mêmes qui, encore bien ancrés dans leur représentation d'eux-mêmes comme des démocraties parvenues à maturité, ne soient à l'abri de la désaffection croissante des électeurs vis-à-vis de la classe politique et de l'ensemble du système politique. Les années 90 ont vu baisser régulièrement dans la plupart des pays occidentaux le pourcentage des personnes en âge de voter qui votaient effectivement (*voir Figure 3, page 12*).

Et les désillusions qu'inspirent parmi la population des pays en développement la politique nationale et le processus politique international sont jugées encore plus préoccupantes. « De plus en plus, les principales puissances mondiales peuvent se rendre compte qu'un sentiment très répandu d'exclusion et d'impuissance dans les pays en développement peut représenter une menace pour la croissance économique et la sécurité des pays industrialisés comme des pays en développement¹². »

L'espoir de démocratie

Qui dit démocratie ne dit pas simplement tenue d'élections pluralistes. La promotion d'une citoyenneté et d'une réflexion démocratiques « ... nécessite un processus de développement politique plus profond qui doit ancrer les valeurs et la culture démocratiques dans toutes les composantes de la société – processus qui n'est jamais complètement mené à son terme¹³. » C'est un processus qui s'ouvre pendant la petite enfance et implique « ... de développer des moyens tels que l'éducation, pour permettre à l'individu de jouer un rôle plus efficace dans la politique [démocratique], et de faciliter la création de groupes de la société civile et d'autres organisations informelles¹⁴. » C'est avec les enfants qu'il

faut commencer à édifier la démocratie, aussitôt que débute l'acquisition des connaissances qui accompagne le processus de leur croissance et de leur développement.

L'exercice de la fonction d'agent et de citoyen responsable n'est pas quelque chose qui est donné brusquement à l'âge de 18 ans. Comme les adultes, les enfants prennent confiance dans leur propre valeur en se situant positivement et activement par rapport au monde. Le sentiment de respect et de responsabilité voué à soi-même et à autrui est une valeur qui est vécue dès les premiers moments de la vie et que l'enfant nourrit constamment dans son interaction avec le monde.

L'espoir de démocratie est placé dans les enfants qui ont été préparés dès leur petite enfance à réussir à l'école et dont les opinions et les conceptions sont appréciées dans leur famille, à l'école, dans leur communauté et dans la société, qui ont pris conscience de la diversité de l'expérience humaine et de l'utilité du dialogue, et qui ont bénéficié de multiples occasions d'acquérir des aptitudes et de se perfectionner. Ces enfants-là confortent la société civile d'aujourd'hui, en tant qu'enfants, et de demain, en tant qu'adultes.

La démocratie est une chose avec laquelle les enfants se familiarisent à toutes les phases de leur développement, depuis la première enfance jusqu'à l'adolescence. Lorsque les enfants, qui sont nettement plus capables que l'on veut bien le croire communément, ont la possibilité pendant toute leur enfance d'acquérir les aptitudes nécessaires à la participation, ils apprennent par la même occasion ce qu'ils ont besoin de savoir pour devenir des membres efficaces d'une société démocratique. Un enfant que l'on aura encouragé d'emblée à participer à la vie du monde autour de lui sera un enfant et un citoyen du monde qui aura plus

de chances d'accorder de la valeur à ses propres opinions et convictions et à celles d'autrui.

Mis en présence de cas de participation authentique d'enfants au sein de leur famille, de leur école, de leur communauté ou de la société, nous entendons des enfants et des jeunes nous dire qu'ils ont davantage confiance en eux-mêmes, connaissent mieux leur communauté et ses problèmes, sont plus déterminés à se mettre au service d'autrui et à travailler avec les autres, et sont plus optimistes quant à l'avenir et au rôle qu'ils pourront y jouer.

Nous entendons aussi les parents nous dire que leurs enfants ont une attitude plus responsable à la maison, se lèvent plus tôt, réussissent mieux à l'école, sont plus expansifs et respectueux, et s'intéressent davantage au monde qui les entoure.

Les enseignants nous disent qu'ils sont favorablement impressionnés par le fait que leurs élèves sont plus attentifs et sérieux et davantage disposés à aider d'autres élèves à améliorer leurs résultats scolaires en leur donnant des leçons particulières.

Nous constatons que la participation et le fait de s'intéresser dès leur plus jeune âge aux questions qui les concernent, loin de promouvoir l'anarchie ou l'irrespect envers l'autorité ou de saper l'autorité parentale, produisent une génération de jeunes qui sont plus respectueux et s'intéressent davantage à leurs droits et aux droits d'autrui.

Nous voyons une génération beaucoup mieux préparée et plus apte à s'attaquer aux problèmes, aux inégalités et à l'injustice qui leur ont été légués. Nous voyons des enfants et des jeunes prêts à défendre les principes démocratiques que les dirigeants mondiaux ont faits leurs.

« Les Etats parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité. »

Article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant

ENCADRÉ 2

« On voit un homme réparer un vélo ... dans la rue, près de chez moi », explique Yu Pei, un Chinois de 10 ans, à propos de sa photo. « Cette photo montre un type d'activités très répandu. »

LA PARTICIPATION DES ENFANTS : MYTHES ET RÉALITÉS

Mythe : La participation des enfants signifie que l'on choisit un enfant pour représenter les perspectives et opinions des enfants dans un groupe de discussion d'adultes.

Réalité : Les enfants ne constituent pas un groupe homogène et aucun enfant ne saurait à lui seul représenter les intérêts de ses pairs, qui peuvent être d'âge, de race, d'ethnie ou de sexe différent. Les enfants ont besoin de leurs propres groupes de discussion dans lesquels ils peuvent dégager leurs priorités, communiquer à leur façon et s'informer auprès de leurs camarades. De cette manière, les enfants sont mieux à même de choisir ceux qui les représenteront et la façon dont ils souhaitent que leurs points de vue soient présentés.

Mythe : La participation des enfants suppose que les adultes transfèrent tous leurs pouvoirs à des enfants qui ne sont pas prêts à les assumer.

Réalité : La participation ne signifie **pas** que les adultes laissent aux enfants le soin de prendre toutes les décisions. La Convention relative aux droits de l'enfant indique clairement que davantage de responsabilités devraient être confiées aux enfants « d'une manière qui corresponde au développement de leurs capacités », au fur et à mesure de leur croissance. Dans de nombreux cas, ce sont encore les adultes qui prennent en dernier lieu les décisions, en fonction de « l'intérêt supérieur » de l'enfant – mais, d'après la Convention, ces décisions devraient tenir compte du point de vue de l'enfant. A mesure que les enfants grandissent, les parents doivent les laisser participer davantage aux décisions qui les concernent, même à celles qui sont sujettes à controverse, comme par exemple les questions relatives à la garde d'un enfant à la suite d'un divorce.

Mythe : Les enfants devraient pouvoir se comporter comme des enfants et ne pas être obligés d'assumer des responsabilités qui incombent aux adultes.

Réalité : Les enfants doivent sans aucun doute avoir le droit de se comporter comme des enfants et de bénéficier de toutes les protections nécessaires à une croissance saine. Et aucun enfant ne devrait être obligé d'assumer des responsabilités qu'il n'est pas prêt à endosser. Mais pour s'épanouir harmonieusement, les enfants doivent pouvoir participer à la vie du monde qui les entoure, prendre des décisions de façon plus indépendante et assumer davantage de responsabilités à mesure qu'ils grandissent. Les enfants dont on limite la participation risquent de devenir frustrés, voire apathiques; des jeunes de 18 ans qui n'ont jamais eu aucune expérience participative seront mal préparés aux responsabilités qui incombent aux citoyens d'une démocratie.

Mythe : La participation des enfants n'est qu'une illusion. Quelques enfants, souvent issus de milieux privilégiés, sont sélectionnés pour s'adresser à des adultes haut placés qui ne font ensuite aucun cas de ce qui a été dit, tout en se vantant d'avoir « écouté » les enfants.

Réalité : Dans de nombreux cas, la participation des enfants a donné de très bons résultats. Au lieu de mettre en place un système inefficace, il est de notre devoir à tous de définir de véritables moyens de faire participer les enfants, dans l'intérêt de ces derniers, ainsi que de l'ensemble de la société.



Mythe : La participation des enfants ne concerne que les adolescents, qui sont de toute façon déjà presque adultes.

Réalité : L'image qui est donnée de la participation des enfants à la vie publique et politique est plus souvent celle d'un adolescent que d'un enfant de six ans, mais il est pourtant essentiel de consulter les enfants de tout âge à propos des questions qui les concernent. Cela suppose que la participation des enfants se fasse au sein des écoles et des familles, lorsque l'on y discute des décisions à prendre. A tous les âges, les enfants peuvent faire plus que ce dont on les croit généralement capables et s'adaptent souvent aux défis qui leur sont présentés s'ils bénéficient du soutien des adultes.

Mythe : Aucun pays au monde ne consulte les enfants sur toutes les questions qui les concernent et aucun pays n'est prêt à le faire.

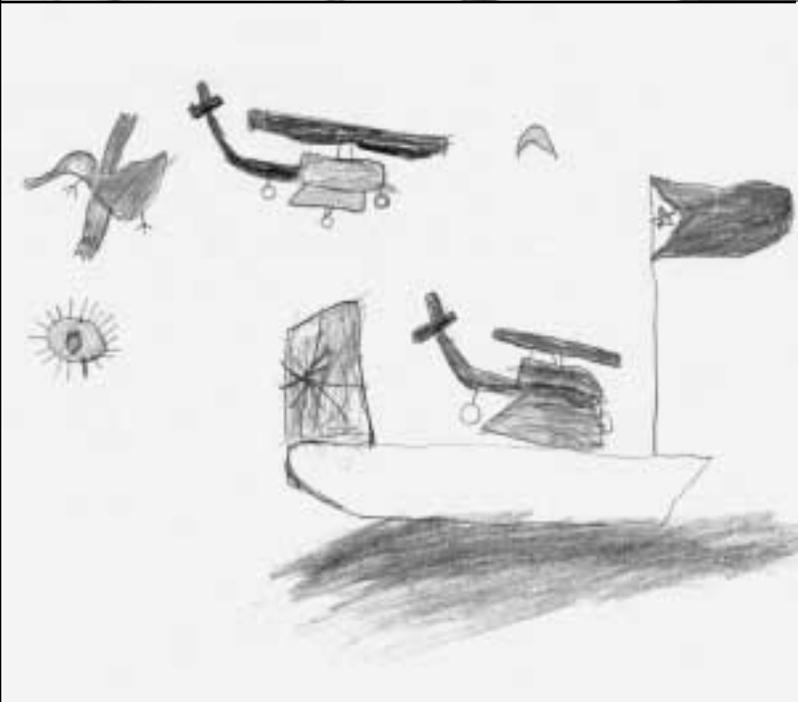
Réalité : C'est en partie exact. Cependant, tous les pays qui ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant se sont engagés à veiller à ce que les enfants aient des droits en matière de participation, par exemple, le droit d'exprimer librement leur point de vue sur les questions qui les concernent et la liberté de pensée, de conscience, de religion, d'association et de réunion pacifique. Et presque tous les pays ont réalisé des progrès importants dans la mise en place de systèmes et de politiques permettant aux enfants d'exercer ces droits.

Mythe : Les enfants sont parfois consultés pour la forme, mais leurs opinions n'ont jamais aucun effet.

Réalité : Lorsque l'on demande l'avis des enfants de façon respectueuse et que l'on cherche véritablement à les comprendre, ces opinions ont souvent de nombreuses répercussions : elles font parfois apparaître des choses que les adultes n'auraient pas comprises d'eux-mêmes, elles peuvent radicalement modifier des politiques et des programmes et, dans certains cas, protéger d'autres enfants de préjudices. Même la consultation de très jeunes enfants peut donner des résultats remarquables. Le problème est que les enfants sont rarement consultés avec autant d'attention.

Mythe : En refusant de participer, les enfants perdent leurs droits.

Réalité : En fait, cette réticence peut être un aspect important de la participation. Qu'il s'agisse de négociations au sein de la famille, du refus d'accepter une punition à l'école ou de son attitude envers la participation à la vie civique de la communauté, la réticence d'un enfant ou d'un adolescent peut témoigner de son opinion sur une question ou de ses réactions face aux conditions de sa participation. Les adultes devraient reconnaître que cette réticence est une forme de communication et y répondre par la compréhension, le dialogue et des négociations, au lieu d'essayer de vaincre cette réticence par la force ou la persuasion. Les enfants ne doivent en aucun cas être obligés de participer.



3

LA VIE À BRAS-LE-CORPS

La participation diffère en fonction de l'âge de l'enfant. Pour stimuler la participation des enfants, il faut écouter non pas seulement les plus grands, les plus intelligents et ceux qui s'expriment avec le plus d'aisance, mais les enfants de tous âges et de tous niveaux d'aptitudes. Les enfants participent tous à la vie, et leur capacité d'exprimer leurs besoins et leur insatisfaction, leurs rêves et leurs aspirations évolue et gagne en complexité à mesure qu'ils grandissent et deviennent adultes. Il existe certes des différences très marquées entre la participation du plus jeune enfant et celle du jeune adulte, mais l'on peut établir, dans un tel processus d'évolution progressive des capacités, un lien entre les premiers mouvements du nourrisson et les actions politiques de l'adolescent.

Tout enfant se développe d'une manière qui lui est propre. L'environnement dans lequel il grandit, et notamment sa classe sociale et sa situation économique, les normes culturelles et les traditions et perspectives locales ou familiales, ce que l'on attend de lui, tout cela a des répercussions sur la façon dont il grandit et apprend. Les aptitudes de l'enfant seront d'autant plus grandes qu'il aura eu l'occasion de participer lors d'étapes antérieures de sa vie. Chaque étape de l'enfance prend appui

sur celle qui l'a précédée, avec les conséquences positives ou négatives que cela implique.

Le meilleur départ possible dans la vie

Les bébés communiquent de façon non verbale à l'aide de mouvements et de mimiques. Ils peuvent ainsi non seulement faire connaître leurs vœux aux personnes qui s'occupent d'eux, mais peuvent leur « parler » en imitant leurs actions. Au cours des 20 dernières années, les chercheurs ont remis en question la conviction naguère dominante selon laquelle, dans les premiers mois de sa vie, un bébé est incapable d'imitation : dans le cadre d'études contrôlées en laboratoire, des bébés nés depuis quelques heures seulement ont reproduit toute une série de gestes¹⁵. Chaque geste est lui-même un signal aux parents et autres dispensateurs de soins qui, par leurs réponses, renforcent et élargissent le répertoire de l'enfant.

Les parents sont de plus en plus nombreux à se rendre compte que l'interaction avec leur bébé fonctionne dans les deux sens. Le sourire d'un bébé est un signal instantané provoquant une réponse bienveillante d'un adulte, mais il existe bien d'autres possibilités de communication et

Dessins d'enfants de quatre à huit ans, présentés dans l'exposition « Amazed World » d'Ik-Joong Kang, à l'exception du dessin d'en bas à droite, de Julio da Silva, 6 ans, présenté dans « Tuir Labarik Sira Nia Haree » ou « Aux yeux des enfants », un recueil de dessins et de réflexions d'enfants du Timor-Leste (ex-Timor oriental), publié par l'UNICEF.

d'interaction entre les adultes et les nourrissons. Le facteur du développement psychosocial de l'enfant le plus important est l'existence d'au moins une relation étroite avec un adulte affectueux¹⁶. Si les parents et dispensateurs de soins encouragent le nourrisson pendant la première année de son existence (comme au début de l'allaitement au sein par exemple), l'échange mutuel contribue à créer chez l'enfant un sentiment d'attachement qui lui est bénéfique.

La valeur de la participation des enfants à la vie et à la société au cours des années suivantes dépend de la façon dont on les aura encouragés à participer lorsqu'ils étaient petits. Pour que leur croissance et leur développement s'accomplissent dans de bonnes conditions, les enfants sont tributaires de trois éléments de base : la santé, la nutrition et les soins – par « soins » on entend également la protection et la présence d'un entourage affectueux, attentif à leurs besoins et stimulant¹⁷. Le caractère affectueux d'un parent ou d'un dispensateur de soins est important, par exemple, pour le développement de l'intelligence et du langage chez l'enfant. Il peut améliorer l'état nutritionnel des enfants : quand des enfants souffrant de malnutrition reçoivent de la nourriture, ceux qui ont bénéficié d'une stimulation verbale et cognitive enregistrent des taux de croissance supérieurs à ceux qui n'ont pas été stimulés de la même manière¹⁸.

Plus la relation entre le jeune enfant et la personne qui s'occupe de lui est interactive et participative,

plus le développement de l'enfant a de chances d'être sain – et plus le profit qu'en tirera l'ensemble de la société sera important. Comme la majorité des enfants d'âge préscolaire, que le pays soit riche ou pauvre, sont élevés chez eux et dans leur propre famille, il est indispensable d'établir le dialogue avec les parents, en offrant de les aider si nécessaire et en leur fournissant des informations sur ce dont le jeune enfant a besoin pour son développement et sur la meilleure façon de répondre à ces besoins.

Aspects préoccupants

Lorsque le processus de création de liens d'affection est perturbé par la maltraitance, l'abandon ou une succession de dispensateurs de soins différents, il peut s'ensuivre, notamment, une méfiance de l'enfant vis-à-vis des adultes exerçant une autorité quelconque; ou encore une incapacité à témoigner de l'affection et à en recevoir, et une incapacité à faire preuve d'empathie ou à prendre conscience d'autrui ou à éprouver de la compassion pour autrui¹⁹. Ces conséquences négatives ont plus de chances d'advenir en milieu institutionnel : les personnes qui ont grandi dans des établissements pour enfants sont systématiquement sur-représentées dans le système pénitentiaire et parmi les sans-abri²⁰.

Ces résultats négatifs prévisibles sont extrêmement préoccupants au vu de l'accroissement du



nombre des jeunes enfants que le SIDA rend orphelins. Ils sont particulièrement alarmants dans 10 pays d'Afrique subsaharienne – Botswana, Burundi, Lesotho, Malawi, Mozambique, République centrafricaine, Rwanda, Swaziland, Zambie et Zimbabwe – où plus de 15 % d'enfants de moins de 15 ans sont orphelins. On s'attend à une forte augmentation du nombre d'orphelins et l'on estime qu'en 2010, plus de 20 % de tous les enfants de moins de 15 ans vivant dans quatre pays – Botswana, Lesotho, Swaziland et Zimbabwe – seront orphelins²¹.

Multiplier les chances de participation des enfants

La responsabilité d'assurer aux enfants le meilleur départ possible dans la vie en multipliant et en améliorant les modalités de leur participation est partagée par les familles, les gouvernements à l'échelle locale, la société civile et le secteur privé. Quant aux gouvernements nationaux, il leur incombe de fixer le cadre directif et institutionnel sur lequel s'appuient les initiatives locales, et de tracer la voie à suivre.

Le Programme philippin de services d'appui à l'efficacité parentale illustre la démarche qui consiste à apprendre aux familles à écouter et à comprendre ce que leur enfant essaie de leur dire. Les parents apprennent, par exemple, qu'il est important de lire des histoires à leur enfant ou de regarder avec lui ou elle une émission de télévision éducative. Le Programme a amélioré la nutrition des enfants et réduit à la fois la maltraitance des enfants et les punitions excessives infligées par les parents. En Turquie, l'Initiative en faveur d'une meilleure éducation des enfants, en place dans toutes les régions du pays, utilise des vidéos et des séances de discussion pour aider les parents à mieux comprendre ce dont les enfants ont besoin et ce qu'ils peuvent faire pour améliorer l'environnement dans lequel ils évoluent. Les évaluations ont montré que ces démarches permettaient d'améliorer le développement et l'éducation des enfants.

En Amérique latine, comme en bien d'autres régions du monde, les centres d'éducation préscolaire voient de plus en plus dans la participation de l'enfant un aspect essentiel d'un bon programme d'études, nécessaire à une expérience d'apprentissage de bonne qualité. Naguère, les enfants étaient considérés comme des apprenants passifs, comme des bénéficiaires et comme l'objet de l'enseignement; ils sont à présent de plus en plus souvent perçus comme les agents de leur propre apprentissage, les créateurs de leurs programmes et les responsables de leur propre épanouissement²².

On a pu montrer que la participation accrue des enfants à leur propre apprentissage avait un impact sur leurs résultats scolaires. A Cuba, par exemple, l'UNICEF a collaboré avec succès avec le gouvernement pour appuyer un programme national en faveur de la petite enfance appelé Educa a tu hijo (Eduquez votre enfant), lequel élargit la participation du jeune enfant en dehors de sa famille en mettant des services de proximité à la disposition de plus de 600 000 enfants du groupe d'âges de 0 à 6 ans, parmi lesquels plus de 440 000 fillettes et leur famille. Fort de plus de 14 000 organisateurs et de plus de 60 000 bénévoles, le programme établit le dialogue avec les futures mères et futurs pères ainsi qu'avec les familles ayant de jeunes enfants. Les familles reçoivent des informations et des conseils sur la santé pendant la grossesse et sur le développement du jeune enfant lorsqu'elles vont voir un médecin ou une infirmière ou, après la naissance de l'enfant, pendant les visites régulières à domicile, les excursions de groupe ou les cours et discussions familiales.

Le programme s'emploie tout spécialement à tendre la main aux enfants des zones rurales et isolées et à amener les familles et les communautés locales à assumer leurs responsabilités vis-à-vis des jeunes enfants. Le système national cubain, déjà ancien, de programmes pour la petite enfance et l'éducation préscolaire avait permis d'atteindre 98,3 % des enfants âgés de 0 à 6 ans à la fin de 2000. Il a obtenu des résultats

mesurables pour ce qui est d'améliorer les performances des enfants cubains en matière de développement et d'éducation. Des études ont montré que les enfants cubains ont des résultats sensiblement meilleurs en mathématiques et en espagnol que leurs homologues des autres pays d'Amérique latine²³.

Et au Nigéria, il a fallu que des enfants plus âgés prennent l'initiative au sein de leurs communautés respectives pour garantir la vaccination de milliers de nourrissons, qui est l'une des conditions à remplir pour assurer le meilleur départ possible dans la vie. A Afugiri, banlieue densément peuplée de Umuahia (dans l'Etat d'Abia), dans laquelle des écoliers participaient à une opération de localisation des bébés, les agents sanitaires et le personnel de l'UNICEF ont pu obtenir et maintenir un taux très élevé de vaccination.

Avant le lancement du projet en 2000, la communauté d'Afugiri, forte de quelque 25 000 personnes, n'utilisait guère les installations de soins de santé primaires du dispensaire local, pourtant bien équipé et d'accès facile. Sur une période de 11 mois, par exemple, on n'y avait vacciné en moyenne mensuelle que six à huit nourrissons sur une population de 1 000 enfants âgés de 0 à 11 mois. Entre cinq et sept femmes en moyenne mensuelle se sont rendues aux consultations prénatales et six enfants seulement sont nés dans ce centre en huit mois.

C'est alors que les élèves âgés de 10 à 16 ans du club des droits de l'enfant de l'école secondaire Williams Memorial ont décidé de réagir face aux taux catastrophiques de vaccination de leur communauté et de l'ensemble de l'Etat d'Abia. Ils ont organisé des débats sur la santé ayant pour thèmes la vaccination, le VIH/SIDA, la thérapeutique de réhydratation par voie orale, l'allaitement exclusif au sein et les droits de l'enfant. Ils ont convaincu les femmes d'emmener faire vacciner leurs enfants, et ont relevé avec enthousiasme le défi consistant à localiser les bébés et les personnes qui omettaient de faire vacciner leur enfant, après une formation d'une journée et demie dans

le cadre d'ateliers organisés par le personnel du bureau extérieur de l'UNICEF et des représentants du Ministère de la santé de l'Etat concerné.

Ces élèves de 10 à 16 ans ont visité maison après maison pour identifier les jeunes enfants à vacciner. Des fiches de suivi ont été remplies et remises aux parents et aux enfants plus âgés à qui on a demandé d'amener les enfants à vacciner aux centres de soins de santé primaires. Les résultats ont été impressionnants : sur huit mois, on a vacciné 328 nourrissons chaque mois au lieu de huit bébés par mois avant le lancement du projet.

Qui plus est, les agents sanitaires ont demandé aux mères qui amenaient leurs enfants à la vaccination de participer à diverses activités en rapport avec la santé maternelle et infantile. Elles ont reçu une formation à la maternité sans risques et à la prévention et au traitement à domicile des maladies courantes, en particulier la diarrhée; des sels de réhydratation par voie orale ont été distribués, les enfants ont été pesés et une fiche de surveillance de la croissance a été établie pour chacun d'eux; et l'allaitement exclusif au sein, l'alimentation complémentaire et la diversification du régime alimentaire ont été enseignés et ont fait l'objet de démonstrations pratiques.

Ces services supplémentaires ont attiré au centre de santé un nombre encore plus grand de femmes. Au lieu de cinq à sept femmes par mois avant le lancement du projet, ce sont plus de 300 femmes que le centre a accueillies chaque mois. Le nombre d'accouchements y est passé de moins de six par mois en moyenne à un peu moins de 15.

Non contents de convaincre les mères d'amener leur enfant recevoir sa première vaccination, beaucoup d'écoliers ont suivi plusieurs cas en s'assurant que les enfants recevaient bien les trois doses de DCT. Ce succès remarquable, rendu possible par la participation active des enfants à la campagne de mobilisation, a suscité beaucoup d'intérêt dans plusieurs autres Etats, qui ont l'intention de suivre cet exemple²⁴.

« Il n'est pas
nécessaire d'être
âgé pour être sage. »

Proverbe yoruba

En faisant poser ces deux jeunes enfants d'une famille du Sud des Etats-Unis, Deidra Robinson, 12 ans, a réussi à saisir l'ambiance chaleureuse du foyer.

ENCADRÉ

3

LE « DROIT » D'UN ENFANT À LA PARTICIPATION

La Convention relative aux droits de l'enfant n'énonce pas explicitement le droit d'un enfant à la participation – sauf dans le cas des enfants handicapés (article 23). Plusieurs articles font cependant référence à ce thème. Considérés dans leur ensemble, ces articles justifient le droit des enfants à la participation.

Article 5. Les Etats parties respectent la responsabilité, le droit et le devoir qu'ont les parents ou, le cas échéant, les membres de la famille élargie ou de la communauté, comme prévu par la coutume locale, les tuteurs ou autres personnes légalement responsables de l'enfant, de donner à celui-ci, d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités, l'orientation et les conseils appropriés à l'exercice des droits que lui reconnaît la présente Convention.

Article 9. 2. Dans tous les cas prévus au paragraphe 1 du présent article (qui traite de la séparation de l'enfant de ses parents), toutes les parties intéressées doivent avoir la possibilité de participer aux délibérations et de faire connaître leurs vues.

Article 12. 1. Les Etats parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.
2. A cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'une organisation appropriée, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale.

Article 13. 1. L'enfant a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen du choix de l'enfant.

Article 14. 1. Les Etats parties respectent le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion.
2. Les Etats parties respectent le droit et le devoir des parents ou, le cas échéant, des représentants légaux de l'enfant, de guider celui-ci dans l'exercice du droit susmentionné d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités.

Article 15. 1. Les Etats parties reconnaissent les droits de l'enfant à la liberté d'association et à la liberté de réunion pacifique.

Article 16. 1. Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.
2. L'enfant a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 17. Les Etats parties reconnaissent l'importance de la fonction remplie par les médias et veillent à ce que l'enfant ait accès à une information et à des matériels provenant de sources nationales et internationales diverses, notamment ceux qui visent à promouvoir son bien-être social, spirituel et moral ainsi que sa santé physique...et mentale....



Deidra Robinson/Kennetic Institute/United States/2002

Article 21. Les Etats parties qui admettent et/ou autorisent l'adoption s'assurent que l'intérêt supérieur de l'enfant est la considération primordiale en la matière, et :

a) Veillent à ce que l'adoption d'un enfant ne soit autorisée que par les autorités compétentes, qui vérifient, conformément à la loi et aux procédures applicables et sur la base de tous les renseignements fiables relatifs au cas considéré, que l'adoption peut avoir lieu eu égard à la situation de l'enfant par rapport à ses père et mère, parents et représentants légaux et que, le cas échéant, les personnes intéressées ont donné leur consentement à l'adoption en connaissance de cause, après s'être entourées des avis nécessaires.

Article 22. 1. Les Etats parties prennent les mesures appropriées pour qu'un enfant qui cherche à obtenir le statut de réfugié ou qui est considéré comme réfugié en vertu des règles et procédures du droit international ou national applicable, qu'il soit seul ou accompagné de ses père et mère ou de toute autre personne, bénéficie de la protection et de l'assistance humanitaire voulues pour lui permettre de jouir des droits que lui reconnaissent la présente Convention et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou de caractère humanitaire auxquels lesdits Etats sont parties.

Article 23. 1. Les Etats parties reconnaissent que les enfants mentalement ou physiquement handicapés doivent mener une vie pleine et décente, dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité.

Article 29. 1. Les Etats parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à :

- a) Favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités;
- b) Inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies;
- c) Inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que le respect des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, du pays duquel il peut être originaire et des civilisations différentes de la sienne;
- d) Préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux, et avec les personnes d'origine autochtone;
- e) Inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel.



4

APPRENTISSAGE ACTIF

Les écoles sont l'un des lieux où les enfants acquièrent les aptitudes de base et apprennent à connaître le monde, où se fait leur « socialisation » et où ils prennent conscience de ce que la société attend d'eux en tant que futurs citoyens. Cette socialisation consistait souvent à imposer une obéissance et une déférence aveugles. Aujourd'hui, les écoles sont de plus en plus des lieux de socialisation d'un autre type : les enfants y apprennent à faire preuve d'esprit critique, s'y familiarisent avec leurs droits et leurs responsabilités et s'y préparent activement à jouer leur rôle de citoyens.

Les enfants appuient l'éducation des filles

Tous les organismes qui s'occupent de développement, quelle que soit leur taille, s'accordent depuis longtemps à dire que l'éducation des filles est un investissement rentable et qu'il est tout particulièrement urgent d'effectuer cet investissement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, où plus de 50 millions de filles qui ont l'âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisées²⁵.

Un projet lancé en Ouganda en août 2001, le Mouvement pour l'éducation des filles (MEF), a choisi une nouvelle orientation : ce sont les enfants et adolescents africains eux-mêmes – des garçons aussi bien que des filles – qui ont pris la direction des opérations, en mettant au besoin à profit l'expertise et les conseils des adultes et en insufflant au mouvement leur enthousiasme et leur optimisme.

La participation des enfants a eu elle-même une portée éducative : les jeunes Kényens et Ougandais impliqués dans le lancement du MEF, dont certains étaient handicapés, avaient reçu une formation aux techniques d'animation créative. Cela leur a permis de conduire des ateliers du même type en Afrique du Sud et en Zambie pour diffuser leur message, avant la convocation à Kampala du Parlement des enfants et des jeunes. « Cette conférence a été un tournant pour tant de jeunes filles qui au début n'osaient rien dire », a dit Caroline, élève ougandaise bénévole. « Nous avons pris confiance en nous et, fortes de notre nouvelle assurance, nous nous sommes mises à croire en nos capacités²⁶. »

Cette jeune fille en train de danser dans un cours de danse à Kurgan (Russie) a retenu l'attention du photographe de 16 ans, Michail Garmasch.

Fédération de Russie/ « Imagine – tes photos m'ouvriront les yeux »/GTZ/2002

Le MEF n'est pas le seul cas où les garçons se sont ralliés à la cause de l'éducation des filles. Dans la province du Baloutchistan (Pakistan), où le taux d'alphabétisation des filles est de 2 %, le bureau local de l'UNICEF avait déjà collaboré avec une association de scoutisme particulièrement motivée dans le cadre de campagnes sur l'iodation du sel et la vaccination contre la poliomyélite. Mais en 2000, l'extension de cette collaboration à la promotion de l'éducation des filles était une première du genre : jamais auparavant des garçons de cette région n'avaient pris part à la promotion des droits des filles. Le projet s'est appelé *Brothers Join Meena*, en référence à la fillette Meena, célèbre personnage de bande dessinée de l'UNICEF.

Les scouts, parmi lesquels Jehanzeb Khan, 12 ans, qui a participé à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants en tant que porte-parole du projet, se sont rendus de maison en maison pour suivre la fréquentation scolaire des filles et, au besoin, essayer de convaincre leur père d'inscrire leur fille à l'école. En partie pour neutraliser le fait qu'il s'agissait d'un sujet controversé, les scouts ont également abordé d'autres questions importantes telles que la vaccination et la construction de latrines. Dans le cas des villages n'ayant pas d'école primaire de filles, ils s'employaient à convaincre l'école de garçons d'accepter les filles; lorsque le trajet à pied pour se rendre à l'école pouvait être dangereux, les scouts proposaient d'y accompagner les filles.

Les résultats de la première année ont été encourageants : chaque école ciblée a inscrit entre 10 et 15 nouvelles filles, soit quelque 2 500 filles au total. Dans le village de Killi Abdul Razaq, où les scouts étaient particulièrement bien implantés, les résultats ont été encore meilleurs : 80 nouvelles filles ont été inscrites à l'école du village. « Auparavant, nous

disions qu'instruire une fille, c'est comme arroser les plantes du voisin », admet Abdul Malam, le *malik* ou chef tribal du village. « Mais les scouts nous ont fait changer d'avis. Maintenant, nous voulons que nos filles deviennent professeurs, médecins ou n'importe quoi d'autre²⁷. »

Les écoles et les idéaux démocratiques

On ne voit pas encore beaucoup d'écoles véritablement adaptées aux besoins des enfants, encore que certaines régions et certains pays du monde soient de plus en plus nombreux à en implanter. L'UNICEF continue de faire campagne pour faire adopter des méthodes pédagogiques qui maximisent la participation des enfants et encouragent l'apprentissage actif, non la réception passive de faits et de conceptions généralement admises. L'expérience montre qu'un enseignement centré sur l'enfant et ancré dans la vie et l'environnement de sa communauté sera aussi un enseignement qui incite à scolariser les filles et à leur donner les moyens de poursuivre leurs études jusqu'au bout.

Les écoles Escuela Nueva d'Amérique latine, par exemple, sont structurées autour de groupes d'enfants d'âges divers dans lesquels



« *Nous avons droit à la nature* », de Tohfa Mohammed Al-Wardy, 9 ans, de l'école privée Tahjez Al-Elmi.

« Les enfants d'Oman dessinent leurs droits »/UNICEF Oman et Ministère des affaires sociales du travail et de la formation professionnelle, Oman.

les droits des enfants et l'engagement démocratique tiennent une place essentielle. Une étude réalisée récemment sur 25 écoles de deux des régions les plus violentes de Colombie confirme que la coopération, la coexistence et le règlement pacifique des conflits peuvent s'enseigner. Les entretiens menés dans le cadre de cette étude avec les parents, les diplômés, les enseignants et les directeurs d'école ont permis de constater que les 15 écoles qui appliquaient la méthodologie « escuela nueva » avaient un impact direct et important sur la participation et le comportement démocratique de leurs diplômés au sein de la communauté locale et sur le comportement électoral des parents. Qui plus est, l'étude a établi que le soutien apporté par les organisations locales et la société civile était un élément du succès du modèle, le mouvement des bénévoles remplissant de son côté une importante fonction d'impulsion. Le cadre de référence du modèle de l'Escuela Nueva ne cesse d'évoluer, a conclu l'étude, et cela s'explique par la créativité des enseignants, des élèves par l'intermédiaire des conseils d'élèves, des parents et des communautés qui comprennent que cette évolution recèle bien des possibilités²⁸.

Le modèle initial Escuela Nueva de la Colombie rurale a connu un tel succès et a reçu un tel accueil au plan international qu'il a depuis été adopté par d'autres pays d'Amérique latine, tel le Honduras. Le Guatemala a également adopté ce modèle, et le nouveau programme scolaire – Nueva Escuela Unitaria Bilingüe Intercultural – avait, en 2000, sept ans à peine après son lancement dans 12 écoles, été appliqué dans 210 établissements, touchant donc quelque 23 000 élèves.

L'un des éléments essentiels de l'approche guatémaltèque consiste à réaliser les droits des enfants de la communauté indigène des Mayas qui, bien que représentant la moitié de la population, font l'objet d'une discrimination marquée et se retrouvent marginalisés. L'enseignement et l'apprentissage sont participatifs et s'appuient pleinement sur les langues et la culture des Mayas. Le jeu et l'étude sont combinés de façon créative dans les « coins apprentissage » et, dans chaque école, un

conseil des élèves élu exerce des responsabilités en matière de discipline, d'apprentissage et d'activités culturelles. On a vu des conseils d'élèves se charger de peindre les bâtiments scolaires et les pupitres, de construire des murs d'enceinte, voire de distribuer des rations alimentaires pendant une famine. L'engagement des parents et de la communauté au sens large est jugé indispensable.

Le succès des nouvelles écoles se mesure en partie par un taux de fréquentation scolaire et d'achèvement des études qui, à 93 %, est supérieur à la moyenne nationale, ainsi que par le fort taux de scolarisation des filles, lesquelles sont en fait plus nombreuses que les garçons. Ces écoles apportent également une contribution importante à la promotion d'une culture de paix et de démocratie dans un pays qui reste profondément marqué par des décennies de conflit civil. Le gouvernement a pris conscience de l'importance des nouvelles écoles et envisage d'élargir le programme à 2 000 autres écoles et 120 000 élèves²⁹.

Adoptée au Guyana en 1998, l'approche « Escuela Nueva » a d'ores et déjà des répercussions importantes, en particulier grâce aux conseils d'élèves qui fonctionnent dans les écoles isolées. Chacun de ces conseils se compose de membres élus et crée en son sein des comités chargés de la discipline, de la santé et de l'assainissement, de la bibliothèque et du jardin. Les élèves apportent leur aide pendant les assemblées quotidiennes des professeurs et des élèves, assurent le nettoyage de l'enceinte de l'école, organisent des activités de collecte de fonds et invitent des conférenciers extérieurs. Selon une enquête récente de l'UNICEF, les enfants apprécient le degré de participation et de responsabilité que leur reconnaissent les conseils des élèves – tout comme les aptitudes qu'ils acquièrent dans les domaines de l'animation, de l'art de parler en public et de l'organisation³⁰.

Apprendre grâce aux sports

Les écoles ne sont certes pas le seul lieu où un enfant peut acquérir les valeurs de la paix et de la

démocratie. Tout aussi importantes pour l'enfant et pour le développement et la paix sont le jeu et les loisirs, deux types d'activités auxquelles l'enfant a droit et qui ont le pouvoir de transformer radicalement sa vie dans un sens positif. Les organisations internationales, les membres du Mouvement mondial en faveur des enfants, des ONG locales, accordent une place de plus en plus importante aux programmes de sports organisés dans leurs activités et l'on se sert également de ces programmes pour entrer en contact avec les filles aussi bien que les garçons, et avec les enfants handicapés aussi bien que ceux qui ne le sont pas (*voir encadré 4, « La grande victoire des filles », page 32*).

On sait depuis longtemps que le sport est utile au développement physique et mental de l'enfant. Et l'on a beaucoup écrit sur les valeurs et les aptitudes sociales que permet d'acquérir la pratique des sports d'équipe, comme la résolution de conflits, la collaboration, la connaissance de ses adversaires et le fait de savoir gagner ou perdre dans le respect d'autrui. Le sport offre aux jeunes leur propre espace, sur un plan physique et mental à la fois. Ceci revêt une importance particulière pour les filles, qui ont souvent moins d'occasions que les garçons d'élargir leur réseau social au-delà du cercle familial et à l'extérieur du foyer. En de nombreux pays, les lieux publics où l'on considère que la présence des femmes et des filles est légitime, les marchés ou les dispensaires par exemple, sont ceux directement liés à leurs rôles de mère ou de femme au foyer. En revanche, lorsque les filles commencent à faire du sport, lorsque certaines d'entre elles accèdent au statut d'athlète connue du public, elles élargissent leur réseau au sein de la communauté et s'ouvrent de nouveaux espaces; elles se trouvent des modèles pour elles-mêmes et deviennent des modèles pour d'autres et se mettent à participer à la vie de la communauté de manière plus visible. Qui plus est, lorsque le monde du sport, bastion traditionnel des hommes, s'ouvre et permet aux filles et aux jeunes femmes de participer, ces stéréotypes qui présentent les filles et femmes comme des objets décoratifs, plus faibles – physiquement ou mentalement – que les garçons, volent en éclats.

On est de plus en plus convaincus à présent que le sport peut aider à atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire, et le Secrétaire général de l'ONU Kofi A. Annan a créé un groupe spécial sur le sport pour le développement, la santé et la paix, chargé de mettre au point des recommandations pour faire du sport un outil du développement.

« Nous avons souvent pu constater que le sport peut développer l'estime de soi, l'aptitude à l'encadrement, la solidarité et le souci de surmonter les clivages ethniques ou communautaires, » a déclaré le Secrétaire général lors d'un forum d'Olympic Aid. « Nous avons vu comment il peut mettre les énergies au service de l'apprentissage et d'une motivation positive en mettant hors jeu l'agression ou l'autodestruction³¹. »

Le sport est souvent utilisé pour amener une collectivité à se lancer dans la réalisation d'un projet commun. Pendant la crise du Kosovo en 1999, par exemple, le sport a offert aux jeunes l'occasion de contribuer à l'effort de reconstruction sociale et de consolidation de la paix. Dans les six camps de réfugiés installés près de Kukes en Albanie, des Conseils de jeunes Kosovars ont été créés pour encadrer quelque 20 000 jeunes de 15 à 25 ans. Avec l'appui de l'UNICEF et de Clubs de jeunes Albanais, les membres de ces conseils ont organisé des tournois sportifs et des concerts et participé activement à la gestion des camps, à leur nettoyage et à leur sécurité. Ils ont aidé à intégrer les familles nouvellement arrivées dans les camps et collecté des fonds pour les réfugiés les plus démunis. Ils ont aidé les organismes des Nations Unies et les ONG à distribuer du matériel d'information sur le danger des mines terrestres ainsi que du matériel sur les loisirs organisés et le soutien psychologique des enfants les plus jeunes. La participation à ces Conseils a permis à leurs membres d'acquérir de nouvelles aptitudes en matière d'encadrement et de règlement des problèmes et un grand nombre d'entre eux sont rentrés au Kosovo pour participer à la reconstruction de leur communauté³².

« Nous avons pris confiance en nous et, fortes de notre nouvelle assurance, nous nous sommes mises à croire en nos capacités. »

Caroline, Volontaire du MEF d'Ouganda
Parlement des enfants et des jeunes, Kampala

Deux jeunes filles athlétiques se disputent la balle au cours d'un match de football organisé par la Mathare Youth Sports Association (Kenya).

ENCADRÉ

4

LA GRANDE VICTOIRE DES FILLES !

D'un attrait quasi universel, le football est une passion que partagent des millions de personnes, et la Coupe du monde de la FIFA est maintenant l'épreuve sportive la plus regardée de l'histoire. Pour la première fois, grâce à une alliance stratégique conclue entre l'UNICEF et la FIFA, l'autorité qui régit le football au niveau mondial, la Coupe du monde 2002 a été dédiée aux enfants. Les 19 et 20 juin, à l'occasion des « Journées officielles mondiales du football » de la campagne « Dire oui pour les enfants », des activités en rapport avec le football ont permis de sensibiliser la population aux problèmes des enfants. A chaque match, des enfants portant des T-shirts UNICEF ornés du slogan « Dites oui pour les enfants » ont précédé les joueurs sur le terrain. Des jeunes ont participé à chaque événement organisé dans le cadre de la Coupe du monde, et la vente aux enchères d'objets relatifs au football, organisée en ligne pendant les matchs, a permis d'obtenir d'importantes sommes au profit de l'UNICEF. Plus d'un milliard de téléspectateurs ont suivi les matchs, ce qui a permis de donner une place prééminente aux droits de l'enfant.

Les adultes ne sont évidemment pas les seuls à être passionnés de football. Même dans les circonstances les plus difficiles, les enfants du monde entier jouent au foot là où ils le peuvent – dans d'étroites ruelles, dans des camps de réfugiés et des zones de guerre. L'article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant reconnaît aux enfants, filles et garçons, « le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives... ». Et pourtant, les filles sont bien moins nombreuses que les garçons sur les terrains de foot, comme d'ailleurs sur tout autre terrain de sport.

Ouvrir la voie

Mais à Mathare (Kenya), l'équipe qui court dans la poussière rouge d'un terrain sans herbe n'est pas constituée de garçons imitant leurs joueurs préférés, mais de filles,

des filles qui ouvrent ainsi la voie à la participation des femmes au sport le plus populaire du monde. Le bidonville de Mathare est une suite de constructions délabrées, aux murs de terre battue, qui s'étendent le long de la rive escarpée d'une rivière saturée d'ordures, à quelques kilomètres au nord-est de Nairobi. Les emplois rémunérés sont peu nombreux – des postes de domestiques dans les foyers de la classe moyenne de Nairobi, peut-être, ou des petits boulots irréguliers dans les carrières locales – et la plupart des habitants gagnent leur vie en vendant dans la rue de la nourriture ou d'autres produits. Nombre de femmes se prostituent pour survivre. Dans cet environnement, les activités de loisirs sont très rares.

En 1987, les seuls ballons de football qui existaient à Mathare étaient faits de ficelles et de bouts de plastique récupérés ici et là. Mais cette année-là, grâce à une initiative de Bob Munro, un Canadien travaillant dans un organisme de développement, de véritables ballons ont fait leur apparition et l'Association des sports de la jeunesse de Mathare (MYSA) a vu le jour. Dès sa création, la MYSA a associé football et environnement : des jeunes ont formé non seulement des équipes et des ligues de football mais aussi des groupes de nettoyage des ordures.

La MYSA s'est considérablement développée, ce qui montre à quel point le programme était nécessaire. Aujourd'hui, la MYSA parraine des centaines d'équipes de football. Elle propose en outre des bourses scolaires, gère un programme très utile d'informations sur le VIH/SIDA, un projet de photographie, ainsi que de nombreuses autres initiatives communautaires.

Remporter la Coupe

Les premières équipes de football féminin ont été formées en 1992, après que des garçons et des dirigeants de la MYSA eurent assisté pour la première fois à des matchs de filles au cours d'un voyage en Norvège. Mais il



n'a pas été simple de faire profiter les filles de ces possibilités, et l'organisation a dû vaincre des traditions solidement ancrées. Les parents ont été beaucoup plus réticents à donner leur accord pour les filles qu'ils ne l'avaient été pour les garçons. Beaucoup d'entre eux estimaient par exemple que le football ne devait pas empêcher les filles de s'acquitter des nombreuses responsabilités domestiques – préparer les repas, s'occuper de frères et sœurs plus jeunes etc. – qui leur prennent énormément de temps. Ils tenaient également à ce que leurs filles rentrent à la maison avant la tombée de la nuit, la sécurité étant beaucoup plus difficile à assurer pour les filles que pour les garçons.

Les mères ont dans l'ensemble accueilli favorablement la participation de leurs filles aux matchs de football. Et le fait que les filles aient la possibilité d'aller en Norvège participer à la Coupe des jeunes – qu'elles ont remportée dans la catégorie des moins de 14 ans – a balayé les objections de plusieurs pères. « Lorsque j'ai commencé à jouer pour la MYSA, raconte une fille de 15 ans, mon père disait que le foot n'était pas fait pour les filles et il me battait. A chaque fois que je voulais jouer, ma mère mentait en disant qu'elle m'avait envoyée faire des courses quelque part. Ensuite, quand je suis allée en Norvège, ça a commencé à lui plaire. »¹

Fortes et puissantes

Dans le monde entier, des efforts sont entrepris – avec plus ou moins de succès – afin de donner aux filles le droit de participer à des sports d'équipe et de bénéficier des avantages qui en découlent. Aux Etats-Unis, l'actuel champion du monde de football féminin, le nombre de filles qui pratiquent ce sport au lycée a augmenté de 112 % dans les années 1990² et une ligue de joueuses professionnelles a été créée en 2000. L'Américaine Brandi Chastain est une joueuse très connue qui inspire des millions de filles du monde entier. « Le football permet aux

filles de jouer un rôle de premier plan et d'acquérir une meilleure estime d'elles-mêmes, explique-t-elle. Elles découvrent qu'elles peuvent mener le jeu, être puissantes et fortes, et que ce sont des qualités parfaitement acceptables chez une femme. Elles se découvrent grâce au football. »

Les filles qui font du sport ont tendance à être en meilleure santé – psychologiquement et physiquement – et risquent moins de fumer ou de se droguer ou de consommer de l'alcool en quantité excessive. Les femmes qui ont été actives physiquement toute leur vie durant pourraient également avoir moins de risques de cancer du sein et d'ostéoporose. En outre, les adolescentes qui pratiquent un sport ont tendance à devenir sexuellement actives à un âge plus tardif³, peut-être en partie parce que la pratique d'un sport amène les adolescentes à se sentir responsables de leur corps et à prendre conscience de leur force, au lieu de se penser simplement comme un objet sexuel à la disposition des hommes. « Avant de jouer au football, j'étais craintive, explique une fille, maintenant je ne le suis plus car j'ai l'habitude de rencontrer des gens, et je sais mieux juger les situations. » Grâce au football, raconte une autre jeune joueuse du Kenya, « j'ai appris à avoir mes propres principes et à ne pas me laisser emporter et balloter au gré du vent. »⁴

1 Brady, Martha, et Arjmand Banu Khan, *Letting Girls Play: The Mathare Youth Sports Association's football program for Girls*, Population Council, 2002, New York 2002, p.14.

2 Women's Sports Foundation, *Women's Sports & Fitness Facts & Statistics*, p.11.

3 Sabo, Donald et al., *The Women's Sports Foundation Report: Sport and Teen Pregnancy*, New York, 1998.

4 Brady et Khan, op. cit.



5

ENTRE PARTICIPATION ET PROTECTION

Les adolescents sont inévitablement les enfants qui vivent avec le plus d'intensité la contradiction, à laquelle n'échappe aucun enfant, entre la participation et la protection. Ils sont appelés à assurer la relève dans le monde : c'est le groupe d'âge qui a directement accès aux avantages et aux possibilités qu'offre l'âge adulte, mais c'est aussi le groupe le plus menacé par les graves échecs de la société.

Des études récentes ont confirmé ce que savent d'expérience ceux qui travaillent auprès des adolescents, à savoir qu'un sentiment de profond attachement au foyer et à l'école leur est bénéfique; que le fait d'avoir des relations étroites avec autrui, d'être appréciés dans leur communauté et d'avoir l'occasion de se rendre utiles leur réussit; et qu'ils attachent beaucoup d'importance à des relations positives avec les adultes, à l'accès à des lieux sûrs et à la possibilité de contribuer de manière concrète à la vie de la société³³.

A la découverte de nouvelles compétences

Comme des millions d'autres filles de par le monde, les Pakistanaïses âgées de 11 à 17 ans, en particulier lorsqu'elles vivent dans une famille à

faible revenu, se voient le plus souvent refuser la possibilité de participer activement à la vie de la société et à leur propre épanouissement. Voilà une décennie que le Projet sur les fillettes s'emploie à résoudre ce problème en renforçant les moyens dont disposent les filles au sein de leur propre famille et de leur communauté. Ce projet s'adresse à 500 villages et villes du Pakistan.

Les filles assistent à des ateliers d'orientation de cinq jours qui les sensibilisent davantage aux problèmes sociaux tout en communiquant des informations pratiques sur la santé, l'hygiène et la nutrition, des informations dont toute la famille peut profiter. Celles qui ont été scolarisées reçoivent du matériel d'enseignement à domicile, dont un tableau noir, de la craie et des panneaux muraux. De la sorte, beaucoup d'entre elles peuvent organiser des mini-écoles pour les filles qui n'ont jamais été scolarisées, ce qui leur permet non seulement de prendre confiance en elles et, parfois, de se faire un peu d'argent, mais, plus largement, de contribuer à améliorer l'autonomie de leur communauté. D'autres optent pour une formation à l'administration des premiers soins ou décident d'acquérir de nouvelles compétences qui seront sources de

« Xpression », une réunion organisée à Port of Spain (Trinité-et-Tobago) par l'UNICEF, YMCA et l'organisation Island People, a rassemblé ces jeunes et des ONG du monde entier, afin de chercher comment se servir de la musique, des graffiti, du hip-hop, de la mode et du sport pour apporter aux jeunes les compétences, les services et le soutien dont ils ont besoin.

revenus. La découverte par ces filles de leurs propres capacités et des nouvelles perspectives qui s'ouvraient à elles, le fait qu'elles sont devenues des sources d'inspiration pour d'autres filles, engageant ainsi un processus long et laborieux qui permettra d'abattre les obstacles traditionnels à la participation des femmes, constituent l'un des plus beaux succès du programme³⁴.

« Je n'étais pas comme ça il y a quelques années », dit Sumera Zafar (20 ans). « J'étais même très gauche et extrêmement timide ... Mais maintenant, les gens ont confiance en mon jugement. Les filles de tout le quartier viennent me demander de les aider à régler divers problèmes, y compris de graves problèmes avec leur famille. Le Projet sur les fillettes a vraiment aidé des filles comme moi à croire en elles-mêmes. Il nous a fait comprendre que le fait d'être une femme n'est pas une malédiction ou une calamité. Il nous a appris à nous aimer nous-mêmes et à être fières de ce que nous sommes. A présent, je pense vraiment que les femmes valent bien les hommes ... »

Voici le message qu'elle adresse aux filles et aux femmes du Pakistan : *« Cessez de dépendre d'autrui et croyez en vous-mêmes. Prenez position, car c'est la seule façon d'améliorer votre existence et d'aller de l'avant³⁵. »*

Favoriser le changement social

On pourrait citer beaucoup d'exemples d'adolescents s'efforçant, un peu partout dans le monde, de favoriser le changement social en influençant le comportement de leurs pairs. Au Monténégro (Yougoslavie), l'UNICEF a financé des séminaires destinés à former de jeunes bénévoles de la Croix-Rouge aux méthodes de l'éducation par les pairs. On y utilise des techniques novatrices de jeu de rôle pour bien mettre en évidence les questions que les adolescents peuvent se poser : avoir ou non des relations sexuelles, comment refuser d'adopter des comportements à haut risque et comment se protéger contre les infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH/SIDA³⁶.

Des adolescents formés aux techniques de l'éducation par les pairs luttent également contre le VIH/SIDA dans toute l'Afrique, comme en Zambie, dans les dispensaires adaptés aux besoins des jeunes où le théâtre, la poésie, la musique et les médias électroniques véhiculent des informations de base sur le VIH/SIDA, d'autres maladies et la grossesse³⁷. Des chefs de groupe sont également à l'œuvre au Cameroun, où ils établissent une cartographie de leurs quartiers pour y repérer les secteurs où peuvent apparaître des comportements à haut risque – bars, salles vidéo ou casernes –, puis localisent les associations de jeunes existantes pour collaborer avec elles à des actions de sensibilisation au VIH/SIDA³⁸. En Namibie, des jeunes ont de leur côté pris contact avec 100 000 de leurs camarades, scolarisés ou non, pour leur offrir une préparation à la vie active visant à réduire les grossesses chez les adolescentes et à prévenir le VIH/SIDA³⁹.

L'idée consistant à confier à des adolescents le soin de se pencher sur les comportements à haut risque d'autres jeunes prend une forme particulièrement intéressante dans certaines régions des Etats-Unis. C'est ainsi que l'on voit parfois des adolescents condamner leurs pairs dans le cadre de « tribunaux d'adolescents » composés de bénévoles âgés de 8 à 18 ans – dont certains sont eux-mêmes d'anciens contrevenants – remplissant les fonctions d'avocat, de juge et de membre du jury et ayant à juger des crimes sans violence, des infractions au code de la route ou au règlement scolaire. Ce modèle est actuellement étudié en Allemagne et au Japon⁴⁰.

En Thaïlande, dans le cadre d'un Camp de jeunes organisé contre la violence à l'encontre des enfants et des femmes, 60 jeunes ont reçu une formation de bénévoles chargés de suivre la violence familiale dans leurs communautés respectives et de faire campagne pour y mettre fin. Cette initiative a débouché sur l'élaboration d'un projet de loi nationale sur la violence familiale, qui est actuellement en cours d'examen⁴¹.

Comme la petite enfance, l'adolescence est une période de la vie au cours de laquelle les personnes handicapées sont habituellement exclues des scénarios normaux de la vie quotidienne. Au Bélarus, l'UNICEF a appuyé des programmes visant à insérer les jeunes handicapés dans la société, à leur faire suivre une formation pour pouvoir vivre de façon plus indépendante et à leur faire acquérir des compétences professionnelles⁴². En République islamique d'Iran, la prise en considération des opinions des enfants handicapés dans le processus de conception des programmes de l'UNICEF a été rendue possible par la tenue de trois séminaires où 150 garçons et filles venus de tous les coins du pays et souffrant de troubles de la parole, de l'ouïe, de la vue et de la motricité ont débattu des problèmes qu'ils ont en commun et dégagé des stratégies et activités pouvant leur être bénéfiques. En outre, des enfants handicapés ont organisé un séminaire à l'occasion de la célébration annuelle de l'anniversaire de la ratification par l'Iran de la Convention relative aux droits de l'enfant⁴³.

Le problème : enfants exploités par des adultes

Le fait de prendre toute la mesure des capacités et des réalisations des adolescents ne doit pas faire oublier que la conduite intolérable d'adultes leur fait courir des risques mortels : c'est le cas, par exemple, de la traite des enfants à des fins de travail forcé ou de prostitution et de leur enrôlement forcé dans des rangs de combattants.

- La traite des enfants rapporte actuellement des milliards de dollars par an; on estime à 1,2 million le nombre annuel d'enfants victimes de ce trafic⁴⁴.
- Un nouveau problème est apparu récemment en Afrique subsaharienne, à savoir la traite des enfants aux fins de leur exploitation dans l'agriculture et les emplois de service domestique⁴⁵.
- La traite des filles aux fins de prostitution est un problème déjà ancien en Asie du Sud-Est.

Il arrive que les services de police, les proches et les gardiens s'associent en réseau, chaque maillon touchant sa part des bénéfices⁴⁶.

- Il s'est produit une très forte augmentation du nombre de filles originaires de la République de Moldova, de Roumanie et d'Ukraine victimes de la traite pratiquée en direction de l'Europe occidentale par des associations de malfaiteurs originaires d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine ou du Kosovo (Yougoslavie)⁴⁷.
- On estime à 300 000 le nombre des enfants qui auraient été enrôlés contre leur gré dans les forces armées, que ce soit comme soldats, porteurs, messagers, cuisiniers ou esclaves sexuels; leur nombre se monterait à 120 000 pour l'Afrique seulement⁴⁸.

Il s'agit là de cas extrêmes, mais dans chaque société les adolescents sont le groupe d'âges qui risque le plus de se retrouver marginalisé, maltraité, exploité et négligé, et dans une situation dangereusement incertaine : ces enfants ne sont, en effet, plus assez jeunes pour déclencher chez les adultes un réflexe protecteur ni assez vieux pour savoir tirer parti du pouvoir et des possibilités inhérents à la société des adultes. Dans presque tous les pays, on rencontre des adolescents parvenant tout juste à subsister dans les rues de leurs centres urbains. Selon les estimations les plus récentes, ils seraient jusqu'à 100 millions dans ce cas⁴⁹. Très souvent, ces enfants cherchent leur subsistance dans la rue, mais rentrent chez eux le soir; d'autres, cependant, sont loin de pouvoir compter sur la protection et la sollicitude d'une famille. Beaucoup d'entre eux n'ont probablement jamais considéré que leur foyer était un endroit où ils pouvaient se sentir en sécurité, tant il est vrai que leur décision de le quitter et de vivre dans la rue leur a souvent été dictée, notamment, par les mauvais traitements qu'ils ont reçus chez eux.

Dans tous les pays, les enfants qui vivent dans la rue ou y passent le plus clair de leur temps courent des risques accrus à tous les égards – risque

de malnutrition ou d'infection par le VIH, ou risque de se faire entraîner dans le milieu de la drogue. Dans certaines villes, ils sont tous les jours en danger de mort. Vivant inévitablement en marge de la loi, ils ont souvent maille à partir avec les autorités locales et des études réalisées dans de nombreux pays indiquent que ce dont ces enfants ont le plus peur, c'est de mourir de mort violente⁵⁰.

Une solution : s'organiser pour se protéger

Au Brésil, les garçons et les filles qui vivent dans les rues des villes disposent avec le MNMMR (Mouvement national des garçons et filles des rues) d'un organisme qui favorise leur participation et leur a permis de prendre conscience de leurs droits, de reconsidérer leur façon de concevoir l'existence et de se battre pour leurs droits. En 1985, des éducateurs venus de toutes les régions du pays qui travaillaient déjà en contact avec les enfants des rues ont fondé le Mouvement au lendemain d'une rencontre nationale à laquelle les groupes locaux avaient envoyé des délégations d'adolescents. En 1986, quelque 600 enfants vivant dans les rues de villes d'un peu partout dans le pays ont rencontré des éducateurs de rue et ont défini avec eux les quatre principaux objectifs du Mouvement :

- modifier les lois qui répriment les enfants pauvres au motif qu'ils sont pauvres
- lutter contre la violence
- appuyer et élargir le Mouvement pour faire participer un plus grand nombre de garçons et de filles

- former des éducateurs et des militants pour disposer des compétences nécessaires et définir une ligne de conduite adaptée au travail à mener auprès de ces enfants.

Fort de ces objectifs, le Mouvement a été mis en place pour renforcer la coordination, l'entraide et les méthodes pédagogiques à la faveur de deux niveaux d'intervention : 1) les éducateurs des groupes locaux et étatiques, et une coordination nationale; et 2) des groupes de filles et de garçons, composant les *Nucleos de Base*, qui se réunissent aux niveaux municipal, étatique et national. La rencontre nationale a lieu tous les trois ans : en 2002, elle a réuni plus de 1 000 garçons et filles à Brasilia, la capitale du pays.

Le Mouvement a eu un impact remarquable sur la réforme de la législation nationale. En 1988, alors que le pays sortait de 25 ans de dictature militaire, il a fait insérer dans la Constitution du Brésil en cours de révision un article synthétisant la Convention relative aux droits de l'enfant. Le Mouvement a également participé activement au débat ayant débouché sur l'adoption en 1990 du Statut national de l'enfant et de l'adolescent et, par ailleurs, a joué un rôle de premier plan dans la dénonciation des groupes d'extermination.

En participant au Mouvement, les garçons et les filles ayant vécu dans la rue apprennent ce qu'ils doivent faire pour retourner chez eux et dans leur communauté dans les meilleures conditions, fréquenter l'école et se voir reconnaître un endroit leur appartenant en propre dans lequel ils peuvent se battre pour leurs droits.

« Parmi les alliés que nous recherchons, nous nous tournons en particulier vers les enfants eux-mêmes. »

Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant
1990

Dans une famille afghane, trois enfants regardent Sabina, la photographe de 11 ans, avec curiosité, tandis que d'autres membres de la famille se concentrent sur leur repas.

ENCADRÉ

5

BÂTIR DES NATIONS

Dans le monde entier, les enfants font entendre leurs points de vue sur des questions législatives qui les concernent, et, dans de nombreux pays, les gouvernements apprennent à les écouter.

Jirga des enfants

En Afghanistan, une Jirga (assemblée) des enfants est prévue cette année pour examiner les difficultés que connaissent des millions d'enfants afghans, notamment ceux qui ont perdu un de leurs parents ou les deux, ont été déplacés par des conflits ou estropiés par des mines terrestres, ou souffrent de malnutrition. Le Gouvernement afghan a été prié de créer une commission nationale de l'enfance qui agira dans plusieurs domaines, comme la santé et l'éducation, « de façon à ce que les enfants jouent un rôle de premier plan dans l'élaboration de politiques et l'allocation de ressources », explique Olara Otunnu, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU chargé de la question des enfants et des conflits armés.

Une nouvelle nation

Au Timor-Leste, neuf jours avant la célébration de l'indépendance, le 20 mai 2002, un Parlement des élèves

De nouvelles pousses apparaissent sur le cocotier du Timor. « Nous ne voulons pas qu'il se courbe, nous voulons qu'il reste droit et partage ainsi à l'avenir son ombre de manière équitable, nous ne voulons pas qu'il se penche sur les autres arbres ou bloque la lumière dont ils ont besoin. »

Giles Soares, 18 ans.

« Through the Eyes of the Children », UNICEF, Timor-Leste

a été constitué et a tenu sa première réunion à l'assemblée parlementaire. Alors que la nouvelle nation s'apprêtait à accéder à l'indépendance, l'UNICEF et ses partenaires ont lancé une grande campagne visant à informer les jeunes de la démocratie. Avec le slogan « Bâtir une nation avec les enfants et les jeunes », l'UNICEF a encouragé les jeunes à participer à la vie politique. De cette campagne est né le Parlement des élèves.





Afghanistan/4. Imagine - tes photos m'ouvriront les yeux »/GT2/2002

Les élèves ont débattu de sujets variés – allant des soins de santé à l’information sur le VIH/SIDA – et ont adopté 22 résolutions. Ils ont demandé au nouveau gouvernement de ratifier les instruments relatifs aux droits de l’homme, y compris la Convention relative aux droits de l’enfant, et d’améliorer la santé et l’éducation en milieu rural.

Le Parlement des élèves a été le tout premier parlement de ce qui était alors le Timor oriental, gouverné à l’époque par une Assemblée constituante, qui conseillait Sergio Vieira de Mello, alors administrateur provisoire des Nations Unies. Xanana Gusmao, élu Président, et le Conseil des ministres, ont assumé les fonctions de M. de Mello neuf jours après l’ouverture du Parlement des élèves. Le rapport du Parlement des élèves sera présenté à l’assemblée plénière du Parlement pendant la saison parlementaire de 2002, et l’UNICEF a entrepris, avec le concours du Ministère de l’éducation, d’établir au cours de l’année scolaire des parlements d’élèves dans certains lycées.

« Au Timor oriental, les enfants comptent », a déclaré Germano da Costa, président du Parlement des élèves. « C’est un jeune pays, nous sommes un peuple jeune. C’est bien que des gens puissent bâtir leurs maisons et cultiver leurs terres, mais nous devons inculquer à nos enfants des compétences. Ils sont les garants de notre avenir. »

L’occasion de participer

Dans une autre région du monde, la Commission juridique de l’Afrique du Sud (SALC) participe à une analyse approfondie de toutes les lois relatives aux enfants. Cette analyse a commencé dans les années 90, suite au mécontentement général que suscitait la législation sur les garderies des enfants, qui datait

d’avant la fin de l’apartheid et les premières élections démocratiques de 1994.

Après l’adoption de quelques amendements urgents en 1996 et en 1999, les lois en vigueur font actuellement l’objet d’une révision complète. Dans toutes les régions du pays, des enfants ont assisté aux séminaires et groupes de discussion, et leurs commentaires ont été pris en compte lors de la formulation des recommandations préliminaires de la Commission en 2001. Un projet de loi relative aux enfants a depuis été arrêté et est actuellement examiné par le Département du développement social. S’il est approuvé, ce projet de loi sera ensuite présenté au Parlement.

La SALC a consulté les enfants sur d’imminentes modifications de la législation qui les concernaient directement et a permis aux enfants de participer à la réforme législative au même titre que les adultes. Leurs opinions ont été prises en compte autant que celles des autres intervenants et ont dans certains cas été décisives. Cela a par exemple été le cas lorsqu’il a été décidé de ne pas porter à 18 ans (au lieu de 16 ans actuellement) l’âge légal du travail.

Une évaluation indépendante de la participation des enfants a permis d’établir que les enfants ont apprécié la possibilité de participer à la réforme législative et de faire entendre leurs opinions. Comme l’a dit un de ces enfants : « Nous avons eu voix au chapitre, nous nous sommes sentis nécessaires et importants. Nous étions aussi contents d’avoir la possibilité de participer, de donner notre avis et d’être écoutés et nous espérons qu’ils parviendront à quelque chose d’utile en se servant de ce que nous avons dit. »



6

SE METTRE À L'ÉCOUTE DES ENFANTS

« J'ai parfois l'impression que le monde voudrait que je grandisse plus vite. C'est comme si les gens ne respectaient pas ce que je dis ou ce que je peux donner simplement à cause de mon âge. »

Nikki Sanchez-Hood (15 ans), Canada.

Ce n'est pas du jour au lendemain que l'on entrera dans un monde où les opinions des enfants sont systématiquement sollicitées. Comme toutes les aventures intellectuelles, il s'agit d'un processus qui commandera d'acquérir de nouvelles connaissances, de renforcer la tolérance et de triompher des appréhensions et des résistances.

Les familles

Parce que c'est dans la famille que l'enfant apprend en premier lieu à participer, c'est aussi le lieu idéal où l'enfant peut apprendre à exprimer ses vues **tout en** respectant celles d'autrui. Comme l'a fait valoir le Comité des droits de l'enfant au cours d'une de ses premières sessions : « De toute tradition, l'enfant avait été considéré comme un membre dépendant, invisible et passif de la famille. Ce n'était que récemment qu'il était devenu 'visible' et la tendance était de plus en plus à lui accorder la possibilité d'être entendu et respecté ... De son côté, la famille devenait le cadre idéal pour faire la première

expérience démocratique, pour chacun des membres de la famille et notamment des enfants »⁵¹.

Mais pour les parents et la famille élargie, obligés de trouver l'équilibre entre deux responsabilités – soutenir la participation de l'enfant d'une part, et le protéger et le guider d'autre part –, la tâche n'est pas facile. Tous les jours, plusieurs fois par jour même, ils mettent en application l'article 5 de la Convention relative aux droits de l'enfant, lorsqu'ils évaluent l'« évolution des capacités » de leur enfant (même s'il est rare qu'ils utilisent ces termes pour expliquer leurs décisions). Reconnaisant le rôle fondamental et vital des familles, de nombreuses organisations ont développé des programmes et des campagnes de sensibilisation qui soutiennent les efforts des familles et des parents. Le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes a par exemple mis au point une série de directives pour le travail avec les adolescents qui demandent que l'on instaure diverses politiques d'appui à la famille :

Au Burkina Faso, Krifilité Da, 16 ans, a rencontré sur la route ces deux garçons qui semblent avoir un peu peur de l'appareil photo.

Burkina Faso/« Imagine – tes photos m'ouvriront les yeux »/GTZ/2002

1. Sur un plan économique et matériel, en particulier en ce qui concerne l'emploi, le revenu, le logement, l'éducation et la santé;
2. Avec des programmes communautaires qui permettent à la communauté de protéger les enfants en cas de danger ou si la famille en a besoin;
3. Avec des programmes de bourses scolaires de manière à ce que les familles puissent envoyer leurs enfants à l'école et les y laisser;
4. En encourageant l'exercice de la responsabilité parentale, notamment la reconnaissance juridique de la paternité de la part des hommes, la participation active du père à l'éducation de ses enfants, et une vue plus positive de la masculinité;
5. En encourageant des modèles et pratiques culturels fondés sur l'égalité et le partage des responsabilités plutôt que ceux qui renforcent la discrimination sexuelle;
6. Par l'application de lois et programmes de lutte contre la violence dans la famille, assortie d'une formation aux droits de la femme et de l'enfant, la prévention contre la violence et la façon de régler les conflits et les différends de manière pacifique;
7. Par l'application de lois qui éliminent les pratiques sociales qui nuisent aux enfants et adolescents;
8. En offrant des programmes d'aptitude au rôle parental⁵².

Des organisations à l'écoute des enfants

De même que l'on présume depuis toujours que les parents savent ce qui répond le mieux aux besoins de leurs fils et de leurs filles, de même les organismes et autorités œuvrant en faveur des enfants se passent généralement de l'opinion des bénéficiaires de « leurs » projets, ce qui peut avoir

des conséquences désastreuses. Au Royaume-Uni, par exemple, on a accumulé, pendant les années 80 et 90, les enquêtes publiques établissant que le personnel des maisons pour enfants, institutions créées pour protéger les enfants contre leur propre famille, avaient systématiquement maltraité et agressé sexuellement leurs pensionnaires. L'un des principaux enseignements tirés de ces enquêtes était que ces pratiques avaient pu atteindre pareille échelle parce que les victimes n'avaient pas droit à la parole : lorsqu'ils se plaignaient, les enfants n'étaient pas crus et ils risquaient alors, en représailles, d'avoir à subir de nouveaux mauvais traitements⁵³.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que les programmes et les politiques qui prennent d'emblée en considération le point de vue des enfants peuvent donner de meilleurs résultats pour toutes les parties concernées. Ce qui s'est passé à Christchurch (Nouvelle-Zélande) en est un bon exemple. L'administration locale avait proposé une limite de vitesse de 60 kilomètres-heure à l'endroit où une route à 6 voies passait devant une école primaire et jugé qu'elle avait pris l'avis de la communauté locale. Christchurch est toutefois une ville inhabituelle en ce sens qu'elle s'était dotée depuis 1997 de son propre Défenseur de l'enfance, lequel a fait observer que les enfants de l'école n'avaient pas été consultés. Ceux-ci ont alors fait valoir que la nouvelle limitation de vitesse était trop élevée et qu'une zone où la vitesse serait limitée à 40 kilomètres-heure serait plus sûre non seulement pour eux, mais encore pour les personnes âgées du quartier. On a décidé d'essayer la vitesse inférieure, en installant des feux clignotants pour signaler aux automobilistes la présence d'une école. L'expérience s'est révélée si concluante que cette limitation est devenue depuis une norme d'urbanisme étendue à l'ensemble du pays⁵⁴. Le Gouvernement néo-zélandais, qui s'emploie actuellement à axer l'ensemble du processus décisionnel national sur l'intérêt supérieur des enfants, a élaboré un plan d'action en faveur des enfants en sept points, qui se propose notamment de multiplier les occasions de tenir compte de l'avis des enfants dans les processus décisionnels à l'échelle centrale et locale⁵⁵.

L'activité de PLAN en Indonésie a elle aussi été transformée depuis que l'organisation prend l'avis des enfants. Elle trouvait qu'elle avait fait du bon travail dans le village de Padi : elle avait expliqué au comité du village ce qu'il fallait faire, avait construit une route et des latrines et avait réparé le bâtiment de l'école et le dispensaire. Les responsables locaux eux-mêmes se déclaraient satisfaits.

Mais on continuait à se demander si les travaux avaient bien répondu aux besoins des groupes les plus démunis, ceux qui vivaient dans la montagne loin des routes et du nouveau système d'adduction d'eau. Tant et si bien que lorsqu'il s'est agi de travailler avec le village voisin de Kebonsari, l'organisation s'y est prise différemment : elle a consulté 150 enfants d'âge scolaire par l'entremise d'un groupe d'artistes locaux. Les enfants ont demandé instamment à PLAN de commencer par travailler avec les enfants les plus démunis – ceux dont les parents avaient migré pour trouver du travail ou qui n'avaient pas de terres. Ils se sont

plaints d'être frappés et battus à la maison et à l'école. Ils ont fait circuler une pétition en vue d'améliorer un pont dangereux et obtenu du chef de district la promesse de s'en occuper. Ils voulaient que des pompes à eau soient installées de sorte que les filles aient plus de temps pour étudier au lieu de devoir effectuer à pied un long trajet pour rapporter de l'eau.

C'est sur les enseignements tirés de l'expérience de Kebonsari – à savoir la valeur ajoutée créée lorsque les enfants sont impliqués dès le départ – que reposent la quasi-totalité des programmes de PLAN en Indonésie. Dans une culture qui insiste sur la déférence des enfants à l'égard de leurs aînés, les groupes d'enfants s'investissent en outre dans les bibliothèques rurales, de petits projets producteurs de recettes, la publication de leurs propres magazines, des programmes de santé d'enfant à enfant et la gestion des déchets⁵⁶.

Il n'est pas facile de consulter les enfants dans les cultures et les situations où il est encore courant que l'on juge naturel de les voir, mais pas de les entendre. Mais, comme le montre le cas du travail de PLAN en Indonésie, l'une des principales raisons pour lesquelles la pratique gagne du terrain est que lorsque l'on prend véritablement en considération les besoins des enfants, les résultats sont généralement bénéfiques à l'ensemble de la communauté concernée. C'est ainsi, par exemple, que les enfants ne sont pas les seuls à bénéficier de l'amélioration de la sécurité dans les rues et d'un environnement moins pollué, qu'ils réclament souvent : cela profite également à l'immense majorité des adultes.

Le fait de consulter les enfants en tant que groupe – sur un plan régional, national, voire international – peut rendre d'immenses services aux responsables politiques et aux planificateurs. Au Bangladesh, le ministère chargé d'élaborer un Plan national



Christine Norton/UNICEF/2002

d'action contre l'agression et l'exploitation sexuelles d'enfants a commencé par prendre l'avis des enfants concernés, tels que les enfants impliqués dans l'industrie du sexe, les filles victimes de la traite et les enfants vulnérables à ce genre d'agression. Les enfants ont mis en cause, dans ce trafic, des policiers, des magistrats et d'autres représentants de l'Etat. La plupart des recommandations des enfants ont été insérées dans le Plan national de 2002 et l'on met actuellement en place une « équipe spéciale d'enfants » dans le cadre du suivi et de l'application de ce Plan⁵⁷.

Des démarches collectives entreprises pour rassembler, évaluer et analyser les initiatives prises en faveur de la participation des enfants apparaissent dans certains pays et régions du monde et elles prennent de plus en plus une dimension internationale. L'un de ces lieux de discussion est offert par la Children as Partners Alliance (CAPA), coalition regroupant des ONG internationales et nationales, des représentants du Comité des droits de l'enfant, le Gouvernement canadien, des membres d'organisations de jeunesse et des chercheurs. La CAPA a pour but de tirer les enseignements des « partenariats forgés avec les jeunes dans le monde entier » et de créer une banque de données sur la question. Elle s'efforce également de définir des normes de pratique aux fins de la programmation, de la recherche, du dialogue politique et de la sensibilisation, de se consacrer à une action de sensibilisation de haut niveau afin de concrétiser le droit des enfants de participer à la prise des décisions concernant tous les aspects de leur vie, d'appuyer la création d'organisations dirigées par les enfants et d'aider les enfants et les jeunes à entreprendre des activités de recherche participative⁵⁸.

Les adultes à l'écoute des enfants

Ces exemples montrent non seulement qu'il est bon de prendre l'avis des enfants, mais aussi que les adultes doivent reconsidérer leurs modes de réflexion et d'approche afin de pouvoir mieux écouter et comprendre les enfants et les adolescents et de les associer aux discussions « sérieuses ».

S'il est vrai que la plupart des adultes n'ont pas le réflexe de travailler en collaboration avec les enfants, nombreux sont ceux toutefois que des campagnes d'information ou une formation plus spécifique ont convaincus de l'intérêt d'une telle collaboration. Les personnes vivant et travaillant en contact très étroit avec les enfants – parents, enseignants, ludothérapeutes – sont souvent les premiers à changer de façon de voir. Mais c'est aussi le cas d'autres adultes dont on aurait pu considérer jusqu'à présent qu'ils n'avaient que peu de relations avec les enfants, tels que les agents sanitaires et les urbanistes.

On voit de plus en plus de groupes d'adultes s'évertuer à « normaliser » leurs représentations des enfants et des adolescents et leurs relations avec eux. Le Comité des droits de l'enfant a rendu hommage à des pays d'histoires et de traditions aussi différentes que la Jamaïque et la Mongolie pour la façon dont ils ont cherché, dans le cadre d'ateliers de formation, à améliorer l'aptitude des parents et des enseignants, des conseillers d'orientation et des avocats, à encourager les enfants à exercer leur droit d'expression.

Aux Etats-Unis, le Child Life Council rassemble des professionnels de la santé qui s'engagent à réduire le stress et les traumatismes que les enfants expérimentent dans les centres de consultations et les hôpitaux. Le Council se distingue par le système très rigoureux de mise à l'épreuve et de qualification des professionnels de la santé qu'il a mis en place dans le souci de mieux travailler avec les enfants. La démarche et la pratique du Council reposent sur l'idée que la relation aux enfants et le fait de se mettre à leur écoute n'ont rien d'un « jeu d'enfant », mais sont un attribut indispensable que les praticiens doivent acquérir par l'étude et qui devrait faire partie de leur qualification⁵⁹.

Pour comprendre comment on peut recycler les adultes, on peut citer l'exemple de Kolkata (Calcutta, Inde), où un programme de police amie des enfants, en place depuis 1998, a jusqu'à présent associé 42 commissariats de police

de la ville. Les fonctionnaires de police suivent des cours destinés à les sensibiliser aux droits des enfants démunis et des jeunes délinquants, et à établir des liens avec les services de protection sociale. Avec l'appui de Rotary International, la police accueille des consultations de santé dans ses locaux le dimanche matin⁶⁰. Un projet analogue appuyé par l'UNICEF a donné de bons résultats dans la ville de Bangalore, dans le sud de l'Inde. Là, les policiers et les enfants des rues participent ensemble à des séances de formation où sont examinés les droits des enfants et les façons de faire face à des situations difficiles. Jusqu'à présent, 1 700 policiers ont reçu une formation et cinq commissariats se sont vu décerner un prix de la police amie des enfants. « J'essaie de ne pas considérer l'enfant comme un criminel », a dit l'un des policiers. « Nous devons comprendre ce qui l'a conduit à se lancer dans des activités illicites⁶¹. »

En El Salvador, le projet des Defensorías de Derechos Humanos de la Niñez y la Adolescencia, lancé en 1995 par l'UNICEF avec l'appui de Rädde Barnen (Suède) et Save the Children UK (Royaume-Uni), s'est fixé comme objectif de transformer la culture de l'« absence de droits » qui imprégnait profondément les relations familiales, interpersonnelles et institutionnelles. Dans le cadre des Defensorías, un Réseau de jeunes a rencontré le Ministre de l'éducation pour la première fois dans l'histoire du pays et a proposé des politiques en faveur des enfants et des jeunes, qui préconisaient notamment d'en finir avec la politique selon laquelle les filles enceintes doivent cesser d'aller à l'école. Le Secrétariat national aux affaires familiales a pris cette proposition en considération lorsqu'il a élaboré la Politique nationale sur les enfants et les adolescents.

Grâce aux Defensorías, les préoccupations des jeunes et des adolescents ont été présentées dans les mairies et les maires se sont investis dans l'étude des problèmes des enfants et des adolescents, en accordant une attention prioritaire à leurs droits au moment de prendre des décisions budgétaires. On en a eu des exemples avec

UNE STRATÉGIE MUNICIPALE ADAPTÉE AUX ENFANTS

Elle réunit toutes les parties concernées, y compris les enfants, les ONG et des représentants de la société civile et :

- Elle se fonde sur l'ensemble de la Convention relative aux droits de l'enfant
- Elle bénéficie, de la part du gouvernement, d'un rang de priorité élevé
- Elle s'intègre à d'autres plans nationaux et locaux
- Elle privilégie la décentralisation dans la mise en œuvre des objectifs
- Elle inclut une série de priorités et des objectifs mesurables et assortis de délais
- Elle concerne tous les enfants
- Elle est largement diffusée
- Elle fait l'objet d'une évaluation et d'un contrôle réguliers.

Source : Riggio, E., Child Friendly Cities : Good governance in the best interest of the child, *Environment and Urbanization*, vol. 14, no. 2, octobre 2002.

l'aménagement de parcs et de terrains de jeu, la construction de complexes sportifs, de bibliothèques et de ponts, la réparation des structures de certains établissements d'enseignement et de routes, l'adduction d'eau salubre, le reboisement et la défense de l'environnement, et le renforcement du maintien de l'ordre et de la sécurité. Dans bien des cas, les membres de la Police nationale civile ont également changé d'attitude envers les adolescents vivant dans la communauté. Qui plus est, les parents et les enseignants ont reconsidéré leurs façons de punir leurs enfants et leurs élèves, et l'on signale moins de cas de mauvais traitements.

Des villes qui « écoutent » les enfants

Le projet des villes amies des enfants, dans le cadre duquel des adultes s'efforcent d'aménager des espaces urbains propices à la participation des enfants, apparaît de plus en plus comme une idée dans l'air du temps : les autorités urbaines et les urbanistes sont de plus en plus nombreux dans le monde à vouloir réaliser les droits de l'enfant au niveau local, qui est celui où les enfants peuvent influencer le cours des choses, et rendre l'environnement urbain plus favorable à la santé des enfants⁶² (voir *Encadré sur une stratégie municipale adaptée aux enfants*, page 47). Un milliard d'enfants environ vivent dans les villes – soit près de la moitié des enfants du monde – et au moins 80 % d'entre eux vivent en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Dans les pays en développement, entre un tiers et la moitié des citoyens ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté; beaucoup d'entre eux vivent dans des locaux illégalement construits, sans véritable accès à l'eau salubre ni à un réseau d'assainissement approprié⁶³.

Le projet des Maires défenseurs des enfants a été lancé en 1992 pour inciter les dirigeants des municipalités à prendre des mesures qui permettent aux enfants d'exercer leurs droits. Le projet tient compte du fait que la décentralisation aboutit à conférer aux administrations locales du monde entier des responsabilités sans cesse accrues en matière de services de base. Les pouvoirs locaux peuvent donc avoir davantage d'influence sur la vie des enfants et sur l'environnement, et il devient plus facile de faire participer les jeunes et de prendre leur avis. Cela est devenu d'autant plus essentiel que la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) a souligné en 1996 que c'est le bien-être des enfants qui est en dernier ressort l'indicateur d'une société saine.

En Italie, le Ministère de l'environnement coordonne les projets de Ville amie des enfants; quelque 200 villes s'étaient associées à ce

mouvement en 2001. Les réunions annuelles sont l'occasion d'échanger des idées nouvelles et des prix sont décernés aux villes qui ont obtenu les meilleurs résultats dans diverses catégories telles que l'urbanisme centré sur les enfants⁶⁴. Aux Philippines, le mouvement a également acquis une dimension nationale avec un programme orienté vers les objectifs qui entendent promouvoir les principes fondés sur les droits de l'enfant à tous les niveaux, au sein de la famille, du *barangay* (quartier), de la ville ou de la région⁶⁵. L'Ukraine, de son côté, a lancé le vigoureux mouvement des « maires pour les droits de l'enfant » dans le cadre duquel les maires de 35 villes du pays ont décidé en 2000 d'associer les enfants à la planification, à la conception, à l'application et à l'évaluation de la politique concernant leur santé, leur développement et leur protection⁶⁶.

A Kolkata (Inde), un programme d'action à l'échelle de la métropole est appliqué collectivement par les principaux organismes qui se sont engagés à protéger les enfants démunis – y compris les enfants qui travaillent et les enfants sans logis – et à leur fournir des services de base. Une vaste enquête a permis de localiser tous les enfants non scolarisés. Comme les écoles ne sont pas assez nombreuses pour accueillir tous ces enfants, la ville crée actuellement 700 centres d'éducation primaire, qui seront gérés par des ONG et organisés par des jeunes ayant reçu une formation spéciale d'« enseignants aux pieds nus »⁶⁷.

On retrouve des exemples de projets de Ville amie des enfants jusque dans des lieux de conflit, comme le Territoire palestinien occupé. Quinze Centres d'activités pour enfants ont été fondés pour encourager la communauté à participer à la réalisation des droits de l'enfant. Ces Centres s'adressent plus particulièrement aux jeunes enfants, notamment les fillettes et ceux qui ont besoin d'une protection spéciale, mais les adolescents sont également invités à participer et ils reçoivent une formation qui leur permettra d'épauler les activités de ces Centres⁶⁸.

« Ecouter les enfants et assurer leur participation. Les enfants et les adolescents sont des citoyens pleins de ressources, capables de contribuer à l'avènement d'un avenir meilleur pour tous. Aussi, devons-nous respecter leurs droits d'expression et de participation à toutes les questions qui les touchent, compte tenu de leur âge et de leur maturité d'esprit . »

Déclaration d' « Un monde digne des enfants »
2002

Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, une jeune fille témoigne par écrit de sa vie dans ce pays, tandis qu'un de ses amis photographie la scène.

ENCADRÉ

6

NOUS LEUR AVONS DONNÉ LA PAROLE

Demander l'avis des enfants et des jeunes n'est pas toujours sans danger. Car leurs réponses ne nous plaisent pas forcément. A cet égard, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a fait preuve de courage et a montré l'exemple en invitant les enfants à s'exprimer lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, qui s'est tenue en mai 2002. « Pour l'instant, ce sont les adultes qui ont pris toutes les décisions, mais l'heure est maintenant venue de construire le monde avec les enfants. Nous vous écouterons, je vous le promets », a déclaré le Secrétaire général.

Et les enfants se sont exprimés, haut et fort. En présentant les résultats de la campagne « Dire oui pour les enfants » – qui a obtenu près de 95 millions de signatures – ils ont indiqué aux dirigeants de la planète que 95 millions de personnes s'attendaient à ce qu'ils prennent des initiatives au nom des enfants et que 95 millions de personnes étaient prêtes à les aider à défendre les droits de tous les enfants.

Dans leur déclaration présentée à l'Assemblée générale, ils ont exigé un monde sans pauvreté, sans guerre et sans violence. Ils ont proposé de participer, grâce à leurs connaissances et à leur ingénuité, à l'élaboration de solutions aux problèmes qui les concernent. « Nous avons la volonté, le savoir, la sensibilité et la motivation nécessaires », ont-ils affirmé.

Tout au long de la Session extraordinaire, on les a retrouvés partout. Des enfants et des jeunes ont présidé des réunions, ont fait participer des dirigeants internationaux à d'intenses débats lors de sessions de dialogue intergénérationnel et ont présenté aux journalistes leurs points de vue et leurs attentes. Ils ont soulevé des problèmes, analysé des situations et proposé avec lucidité des solutions.

Sondages et enquêtes

Dans l'année qui a précédé la Session extraordinaire, dans le cadre de l'une des plus grandes enquêtes internationales qui ait jamais été menée auprès des enfants, près de 40 000 enfants âgés de 9 à 18 ans, vivant dans 72 pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, d'Europe et d'Asie centrale et d'Amérique latine et des Caraïbes ont donné leur avis sur des sujets aussi variés que l'école, leur expérience de la violence et leurs attentes des gouvernements. Lors de ces sondages, effectués par l'UNICEF et ses partenaires, la majorité des enfants ont déclaré avoir de bonnes relations avec leurs parents et leurs enseignants, être heureux la plupart du temps et être profondément préoccupés par diverses questions économiques, sociales et environnementales.

Mais beaucoup trop d'enfants et de jeunes ont évoqué de pénibles réalités :

- la violence dont ils font l'expérience chez eux, à l'école ou dans leur quartier;
- la discrimination dont sont victimes dans leur pays les pauvres, les personnes handicapées et les enfants issus de minorités;
- la peur du chômage et de la conjoncture économique;
- le manque d'informations sur leurs droits, sur les drogues, le VIH/SIDA et les relations sexuelles;
- la priorité accrue que le gouvernement doit accorder à une éducation de qualité;
- l'impossibilité d'exprimer leurs opinions et de participer à la prise des décisions qui les concernent;



- leur déception face aux politiques et aux hommes politiques traditionnels.

Ces résultats témoignent de l'état de nos sociétés et de nos systèmes de valeurs. S'ils passent inaperçus ou restent sans suite, cela présage mal de l'avenir de nos démocraties.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, deux enfants sur trois ne font pas ou peu confiance à leur gouvernement et aux institutions qui s'y rattachent. Les enfants estiment qu'ils n'ont aucune importance aux yeux de ces institutions.

En Europe et en Asie centrale, seuls 4 enfants sur 10 pensent que voter lors d'élections permet véritablement d'améliorer la situation de leur pays. Un peu moins d'un tiers fait confiance à leur gouvernement, tandis qu'un autre tiers s'en méfie. Lorsqu'on leur demande de nommer des célébrités qu'ils admirent, seuls 2 enfants sur 100 choisissent un homme ou un dirigeant politique.

Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, seuls 3 % des enfants interrogés ont cité un président ou un premier ministre lorsqu'on leur a demandé de nommer la personne qu'ils admiraient le plus. (Exception notable : ce pourcentage était de 21 % au Timor-Leste, l'ex-Timor oriental). En Amérique latine et dans les Caraïbes, la situation est encore plus préoccupante. Parmi les enfants interrogés, beaucoup n'ont cité aucun dirigeant. Certains pensaient que la situation de leur pays empirerait à l'avenir, en partie parce que leur gouvernement est, à leur avis, incapable de résoudre les problèmes.

Et, parmi tous les enfants interrogés, la confiance accordée aux hommes politiques et aux policiers et enseignants diminue avec l'âge et – probablement – avec l'expérience.

Et maintenant ?

Dans de nombreux pays, les dirigeants ont reconnu que ce sondage avait souligné à quel point il est important d'écouter les enfants et de tenir compte de leurs opinions lorsqu'on prend des décisions les concernant. Par exemple, 21 chefs d'Etat d'Amérique latine ont résolu, lors du Xe Sommet ibéro-américain, d'accorder plus d'attention à la situation des enfants et des jeunes. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la plus grande organisation régionale de sécurité dans le monde, a demandé à ses missions sur le terrain de tenir compte des résultats du sondage lors de l'élaboration de programmes visant à renforcer le civisme démocratique, l'éducation civique, la prévention des conflits et la sécurité.

Dans les régions où aucun sondage n'a été effectué, des enquêtes nationales, des consultations et des conférences de jeunes ont permis aux dirigeants de s'informer des préoccupations des enfants et des jeunes. A Amman, par exemple, les adolescents de 16 pays réunis à l'occasion d'un forum régional de la jeunesse ont proposé des initiatives portant sur certains problèmes, notamment l'emploi et l'éducation, et le grand nombre de jeunes fumeurs et de jeunes vivant en situation de conflits.

Aujourd'hui, c'est à nous de nous engager dans une nouvelle direction. Nous avons demandé aux enfants de nous faire part de leurs réflexions et de leurs espoirs. Ils l'ont fait. « C'est maintenant, a déclaré Carol Bellamy à la clôture de la Session extraordinaire, qu'il faut agir. »



7

FAVORISER LA PARTICIPATION

Favoriser la participation des enfants, cela signifie qu'il faut reconfigurer le monde des adultes. Il est nécessaire en effet que ces derniers prêtent attention, et fassent une place, à ce que les enfants ont à proposer. Il faut également que ces derniers soient encouragés à développer et affiner leurs compétences et à mettre en pratique les valeurs démocratiques. Tout cela suppose enfin que les adultes partagent avec eux la gestion, le pouvoir, la prise de décision et l'information.

Mais quelle est la probabilité que le monde des adultes soit prêt à faire sien l'idéal de la participation des enfants et à continuer de tenir compte de leurs vues ? Elle est plus forte que par le passé, sans toutefois l'être autant qu'il le faudrait.

Les enfants subissent une discrimination pour la simple raison qu'ils sont des enfants. On n'en veut pour preuve que le fait que, dans beaucoup de pays, il reste licite de frapper des enfants. On continue de croire un peu partout que la « fessée » est l'un des moyens essentiels à la disposition des parents pour discipliner leurs enfants. Un sondage d'opinion effectué par l'UNICEF dans 35 pays d'Europe et d'Asie centrale a signalé que 6 enfants sur 10 ont à subir un

comportement violent ou agressif au sein de leur famille⁶⁹.

On retrouve cette discrimination dans bien d'autres domaines. Les enfants restent dans l'impossibilité d'influencer les médias (*voir Encadré 7 sur les enfants et médias, page 58*), par exemple, ou n'ont pas accès à l'information dont ils auraient pourtant besoin pour se développer et pouvoir apporter une contribution positive au monde.

Accès à l'information

Pour avoir la parole, les enfants ont besoin d'une information qui soit disponible en temps utile et adaptée à leur niveau particulier de développement intellectuel. Les enfants recherchent l'information dès leur naissance⁷⁰. Les activités d'éveil du jeune enfant visent à stimuler son esprit pour lui faire construire les mécanismes d'intégration des signaux reçus depuis la naissance et à aider à établir très tôt dans le cerveau les « connexions » déterminant l'aptitude à l'apprentissage. De plus, le processus éducatif se propose d'apporter à l'enfant l'information nécessaire pour comprendre son environnement, y participer et en tirer parti.

Asiata Baâlla, une Marocaine de 12 ans, a pris deux de ses amies en photo.

L'accès à l'information est une question de survie dans bien des situations, et son caractère d'urgence est rendu aujourd'hui des plus manifestes par l'épidémie de VIH/SIDA et les idées fausses que se font très souvent les jeunes au sujet de cette maladie. Ces idées fausses varient selon les cultures, et certaines populations ajoutent foi à certaines rumeurs concernant tant le mode de transmission du VIH (par la piqûre d'un moustique ou par la sorcellerie, par exemple) que la façon d'éviter l'infection (en mangeant un certain poisson, par exemple). Il ressort d'enquêtes menées dans 40 pays que plus de 50 % des jeunes de 15 à 24 ans nourrissent de graves illusions à propos de la transmission du VIH/SIDA.

Pour sauver, au plus fort de l'épidémie, des vies mises en danger par l'ignorance et la peur qui entourent la maladie, il est essentiel de fournir une éducation de base de qualité à tous les enfants, qui doivent en retirer une information solide sur la sexualité et le VIH, des aptitudes à la prise de décision et un plus grand respect de soi.

L'aspect qui pourrait être le plus important de l'accès à l'information est la façon dont il facilite l'autonomisation de ceux qui la possèdent. L'accès à l'information sous-tend l'ensemble du processus de développement protégé par la Convention relative aux droits de l'enfant et est une dimension déterminante tant du passage de l'enfant à l'âge adulte (développement personnel) que de son intégration en tant que membre à part entière de la communauté dans laquelle il vit (développement social).

Jonathan Bronner, 12 ans, pose pour un autoportrait dans sa maison de Mound Bayou, Mississippi (Etats-Unis).

Jonathan Bronner/Kemetic Institute/Etats-Unis/2002

Les parlements d'enfants

Les politiques publiques ne tiennent quasiment jamais compte des enfants et des jeunes et ces derniers ne disposent d'aucun véritable moyen de se faire entendre sur la scène nationale. Même dans les sociétés où une démocratie vigoureuse sert les intérêts des électeurs, les enfants sont presque toujours marginalisés – parce qu'on suppose que les parents parleront en leur nom. L'ex-Présidente du Parlement européen Nicole Fontaine a constaté ce qui suit : « Le fait que l'expérience et la sensibilité propres des enfants soient relativement absentes de toutes les principales instances législatives et décisionnelles a eu pour effet de produire des politiques qui défavorisent les enfants. Cette situation n'est nulle part plus manifeste que dans le domaine de la politique



économique qui, en s'abstenant de prêter une attention active à la situation des enfants, a causé une augmentation inacceptable de la pauvreté des enfants dans toute l'Union européenne⁷¹. ».

Pour remédier à cette situation, on peut faire appel aux parlements d'enfants, dont le nombre est en forte augmentation. Ils répondent au double besoin de donner la parole aux jeunes et de promouvoir la citoyenneté démocratique. C'est peut-être pour cette dernière raison qu'elles suscitent un enthousiasme particulier et encourageant dans les pays ayant récemment accédé à la démocratie, tels que la Géorgie, la République de Moldova, la Slovénie – et le Timor-Leste, où un parlement d'étudiants s'est réuni quelques jours avant l'indépendance en mai 2002 de façon à pouvoir présenter ses recommandations au nouveau gouvernement (*voir Encadré sur « Bâtir des nations », page 40*).

En Albanie, des parlements régionaux de jeunes ont commencé à fonctionner à titre expérimental dans les préfectures de Shkodër et de Gjirokastrë en 2000. Limités dans quatre autres régions en 2001, ces parlements devraient s'étendre sur 80 % du territoire albanais à la fin de 2002. Elues tous les deux ans, ces assemblées se réunissent deux fois par mois. Tous les membres de ces parlements régionaux se réunissent dans la capitale, Tirana, pour une session annuelle, au cours de laquelle ils débattent avec leurs homologues adultes du Parlement national des sujets importants. Parmi leurs initiatives récentes, on peut citer une campagne contre l'exploration pétrolière dans la zone humide de Nartes, qui a une grande valeur pour l'environnement⁷².

Les parlements des enfants sont inévitablement organisés selon des modalités très différentes suivant les pays. Aucun ne dispose de la compétence législative qui ferait de lui autre chose qu'une simple instance consultative présentant des propositions au gouvernement. Aucun n'est directement élu par tous les enfants, encore que ses membres viennent parfois de l'enseignement public et peuvent avoir été élus par leurs

condisciples. Ailleurs, les jeunes se rencontrent pour une seule journée de discussion de questions d'actualité sans préparation, formation ou suivi particuliers.

Mais d'autres parlements d'enfants sont mis en place et organisés avec plus de rigueur. En Thaïlande, par exemple, plus de 200 représentants de jeunes, dont des enfants handicapés, venus d'écoles des 76 provinces ont participé aux travaux du Parlement national de la jeunesse, qui s'est tenu pendant trois jours en 2002. Une procédure démocratique et participative a permis de définir plusieurs questions qui ont fait l'objet d'un échange de vues très animé. Lorsque le rapport de cette assemblée a été présenté en réunion du Conseil des ministres le 22 janvier, celui-ci a élevé la participation des jeunes au rang de politique officielle⁷³.

En Irlande, le *Dáil na nÓg* – qui s'est réuni pour la première fois en septembre 2001 – était le résultat d'une requête spécifique présentée par les jeunes dans le cadre des consultations qui ont précédé l'annonce de la nouvelle Stratégie nationale en faveur des enfants. L'un des trois principaux objectifs de la Stratégie consiste à « donner la parole aux enfants ». Le gouvernement a octroyé des moyens financiers à l'initiative : en mars 2002, il a annoncé que chaque ville et comté d'Irlande recevraient 2 500 euros à titre de contribution aux frais de mise sur pied d'un conseil des enfants. Chacun de ces conseils débattera des questions d'intérêt local et élira des membres de l'Assemblée nationale. Le Ministre des enfants, Mary Hanafin, a dit qu'il ne s'agissait pas de promesses en l'air : « *Dáil na nÓg* n'est pas une sortie à la Mansion House de Dublin au cours de laquelle les enfants récitent leurs doléances et les hommes politiques font semblant d'écouter. Nous nous sommes expressément engagés à ce que les idées et les vues exprimées à chaque *Dáil na nÓg* soient prises en considération au niveau de la politique officielle. Il en ira de même pour les conseils des enfants locaux créés dans tout le pays. »⁷⁴.

En Jordanie, où une très grande rigueur a présidé à la mise en place du dispositif prévu pour élire le

Parlement des enfants, les écoliers élisent des représentants – environ 3 500 – qui participent à 18 conférences distinctes organisées au niveau des gouvernorats au sujet de questions concernant la vie des enfants. Ces représentants élisent à leur tour 350 enfants qui participeront à une conférence nationale, laquelle élabore un plan de travail pour le Parlement des enfants, puis élit ses 120 membres. Comme les parlementaires adultes, les membres ainsi élus siègent pendant plusieurs années⁷⁵.

En dépit de leurs différences d'organisation et de poids exercé sur la politique actuelle, les assemblées des jeunes ont en commun de renforcer la participation des enfants et d'initier les jeunes au fonctionnement d'un gouvernement démocratique.

En Géorgie, par exemple, les jeunes ayant pris part aux travaux du Parlement des enfants et des jeunes ont réussi à lancer un mouvement contre la corruption et une série de débats télévisés sur les questions auxquelles sont confrontés les jeunes Géorgiens; et ces jeunes ont été très marqués par leur participation au Parlement. Comme l'explique l'un de ses membres, Badri Papava, « personne ne sait ce que l'avenir nous réserve; certains vont peut-être continuer dans la politique, d'autres choisir un autre type d'activité, mais tous ces jeunes mettront à profit l'expérience acquise pendant ces deux années. »

Le Vice-Président du Parlement, Tamar Janikashvili, a constaté que « la Géorgie a des enfants instruits qui veulent participer à la gestion du pays et qui s'intéressent à ce qui se passe dans le pays⁷⁶. »

Risques associés à la participation des enfants

Les exemples positifs ne doivent pas faire oublier que la participation des jeunes comporte certains risques, dont les enfants et les adultes doivent être conscients. Dans les réunions publiques, la participation des enfants peut n'être que purement symbolique; ils peuvent être considérés comme des représentants, ce qu'ils ne sont pas; on peut

s'imaginer que les adolescents parlent au nom des jeunes enfants, alors qu'ils sont plus près de l'âge adulte. Ils peuvent devenir des porte-parole d'enfants « professionnels » et faire partie d'une nouvelle élite même s'ils ne faisaient partie d'aucune élite avant d'être « choisis » et perdre la confiance des groupes qui les ont nommés.

Il existe d'autres dangers, plus graves. Le militantisme politique peut être, dans les pays connaissant une relative stabilité, une étape utile dans l'apprentissage du fonctionnement de la démocratie, mais dans certains autres contextes sociopolitiques, le fait d'encourager les enfants et les adolescents à faire entendre leur voix peut leur faire courir des dangers accrus⁷⁷. Il ne faut pas compter sur les enfants pour jouer un rôle de premier plan lorsqu'il s'agit d'affronter un régime répressif qui viole les droits de l'homme; dans une société où leurs parents ne peuvent pas s'exprimer sans prendre de graves risques, il importe d'éviter que les enfants se retrouvent en première ligne.

Dans certains conflits, la participation des enfants prend une place de plus en plus importante. Le fait de se représenter les enfants placés dans ces situations comme des victimes sans défense tributaires des adultes n'est pas forcément la meilleure façon de les aider. Assurément, certains enfants ont été si gravement traumatisés par leur expérience qu'ils ont besoin de soins spécialisés. Il n'en importe pas moins de se rendre compte que les enfants peuvent habituellement contribuer d'une façon importante à leur propre protection. Qui plus est, l'adversité ne les touche pas toujours de la même manière que les adultes – de sorte que si l'on ne prend pas leur avis ou que l'on n'en tient pas compte, on peut, avec les meilleures intentions du monde, prendre à leur égard des dispositions inappropriées, voire dangereuses⁷⁸.

Prendre l'avis des enfants sur la paix

S'agissant des conflits déjà anciens, les enfants sont souvent bien placés pour jouer un rôle d'intermédiaire entre les adversaires et reconstruire la paix. Au beau milieu du conflit apparemment

insoluble qui sévit dans le sud du Soudan, par exemple, les opinions des enfants ont influencé la programmation de l'UNICEF. En novembre 1999, 37 enfants et adolescents, représentant différents groupes ethniques disséminés dans tout le sud du Soudan, se sont rendus à une conférence où ils ont élaboré un projet d'avenir consistant avant tout à réaliser la paix par l'éducation. Leurs idées ont beaucoup influencé le développement ultérieur du programme de l'UNICEF au sud du Soudan⁷⁹.

De même, quand une conférence s'est tenue en juillet 2000 sur les enfants soldats du sud du Soudan, les enfants et les jeunes ont, avec des parents, des enseignants, des chefs coutumiers, des prêtres et des chefs spirituels, et des représentants d'ONG et des autorités civiles et militaires, élaboré des plans d'action pour l'avenir. C'est ainsi que d'anciens enfants soldats ont déclaré qu'ils ne rejoindraient pas l'armée, et qu'ils reprendraient leurs études. Des enfants scolarisés ont dit qu'ils voudraient continuer d'aller à l'école et ont demandé que leurs activités périscolaires fassent une place aux jeux et aux sports⁸⁰.

Au Sri Lanka, l'activité de Save the Children (Norvège), ainsi que de ses partenaires locaux,

Eastern Self-Reliant et Community Awakening Organization (ESCO), a également montré que la participation des enfants se trouvant dans des zones de conflit, et exposés de ce fait à d'autres dangers, peut en réalité contribuer à leur protection. Les enfants du village tamoul de Sivanthivu, par exemple, vivent dans une zone « mal définie » que ne contrôlent ni les forces gouvernementales ni les forces rebelles des Tigres de libération de l'Eelam tamoul. L'une des premières actions décidées par le nouveau Club des enfants a été de contester la décision du commandant local de l'armée sri-lankaise de fermer la route menant à leur village. Cette décision avait en fait mis un terme aux études des enfants, qui se rendaient en autobus à l'école du village voisin de Valachchenai; en effet, le trajet, à pied ou en bicyclette, les aurait exposés aux brimades des soldats. Les tentatives précédentes des villageois s'étaient soldées par un échec; pourtant, le Club des enfants a fait circuler une pétition qui a recueilli les signatures de tous les habitants de Sivanthivu. Les agents des ONG ont transmis cette pétition à qui de droit et ont réussi à intéresser à la question de hauts dirigeants de l'armée. La route a été dûment rouverte et dès lors, l'autobus a pu se rendre normalement au village⁸¹.

Visiblement fascinés par le marionnettiste de 11 ans, Anderson Diniz, de jeunes enfants de l'école de communication de la Fondation Casa Grande ne prêtent aucune attention au photographe de 16 ans, João Paulo Morópo.

LES ENFANTS ET LES MÉDIAS

« **Dis-le !** ». Et ils l'ont dit.

« *Troç!* », en albanais, cela veut dire « Dis-le » ou « Dis la vérité » et c'est aussi le nom d'un magazine télévisé produit par des jeunes de 13 à 18 ans et diffusé toutes les semaines à la télévision nationale albanaise, auprès d'un public de près de 75 000 téléspectateurs.

Dans un pays où près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et où l'on estime que de 36 000 à 44 000 jeunes émigrent illégalement en Europe tous les ans, un groupe de 70 à 80 personnes s'efforce de faire bouger les choses.

« Notre seul objectif », explique Ebi Spahiu, journaliste de 16 ans à *Troç*, est « de faire sortir la vérité, pour que la situation puisse s'améliorer. »

Avec l'appui de l'UNICEF, *Troç* est devenu l'une des formes de participation les plus novatrices et les plus importantes qui soit offerte aux jeunes de la région. Ceux-ci écrivent et produisent eux-mêmes les programmes, qui sont appréciés du public et font souvent également évoluer la situation. Par exemple, un mois après une émission dans laquelle les reporters de *Troç* avaient dénoncé les mauvais traitements infligés aux enfants d'un dortoir, les autorités locales ont convoqué le directeur du dortoir et l'ont renvoyé. Après une autre émission, consacrée au manque de manuels scolaires des lycées d'une ville, les services éducatifs n'ont pas tardé à fournir aux étudiants des manuels, à temps pour les examens de fin d'année.

Troç s'inscrit dans le cadre d'une initiative de plus grande envergure menée par l'UNICEF dans la région : le Réseau de médias des jeunes, qui encourage des groupes de jeunes créateurs du domaine de la communication, dans le cadre de programmes d'échange, par exemple de missions dans les Balkans, de partenariats, de stages, de prix, de subventions et de dons.

En mettant les médias au service de la tolérance et de l'entente entre différents groupes ethniques, l'équipe de *Troç* a rendu compte des tentatives de réconciliation et de dialogue effectuées par des jeunes de différentes origines au Kosovo (Yougoslavie) et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. « Avec ces reportages, explique Akil Kraja, 16 ans, reporter et producteur de *Troç*, nous aimerions favoriser la communication et l'entente entre des jeunes de différents groupes ethniques. Pour que la paix règne dans la région, il faut d'abord accepter la langue, la culture et les traditions des autres. »

Casa Grande

Au Brésil, la participation des jeunes aux médias donne de très bons résultats dans une petite ville du Nord-Est du pays, où la Fondation Casa Grande accueille les enfants et les jeunes qui ne veulent pas se limiter à l'enseignement qu'ils reçoivent à l'école.

« J'avais entendu parler de Casa Grande et j'admirais leur travail, mais mon mari et moi ne voulions pas que notre fille y aille », raconte Maria Macedo de Freitas, la mère de Samara Diniz, reporter de 19 ans à Casa Grande. « Ici, dans la région du *sertão* (les terres intérieures semi-arides), les filles sont censées rester à la maison, aux côtés de leur mère. »¹

Mais Samara ne cessait de se rendre en cachette à Casa Grande après l'école, et sa mère la ramenait constamment à la maison, sous les ordres du père. « Elle n'était pas d'accord avec son 'macho' de père, se souvient la mère de Samara, ce qui ne se fait pas ici. Mais sa persistance et son excellent travail de reporter ont fini par me persuader de participer également aux activités de Casa Grande. » Aujourd'hui, la mère de Samara est la Directrice de l'éducation à Casa Grande et le père de Samara est fier de sa fille.



Fondée en 1992 par les musiciens brésiliens Alemberg Quindins et Rosiane Limaverde, la Fondation Casa Grande est aidée par l'UNICEF et d'autres partenaires. Environ 70 enfants et adolescents participent à la planification des activités et aux prises de décision, ainsi qu'à la gestion de la Fondation. Ils produisent des vidéos, des bandes dessinées, des revues et des émissions radio destinés aux enfants et aux jeunes. « Bien que nous vivions dans une petite ville, dit Samuel Macedo, 17 ans, responsable de la radio et membre de l'équipe de télévision et d'un groupe de rock, nous pouvons avoir des informations et des connaissances comme tous les jeunes du Brésil. »

En avril 2001, l'équipe du projet a lancé un magazine et une vidéo produits avec l'appui de l'UNICEF et de la Fondation des Nations Unies. Les supports d'informations sur la prévention du tabagisme ont remporté un franc succès et ont été distribués à plus de 550 000 enfants et adolescents dans les écoles de Ceará. « Les activités que j'ai ici ont changé ma vie, explique Samuel, car auparavant je ne pensais pas à l'avenir et la vie ne m'intéressait pas beaucoup. Maintenant, je m'occupe de la coordination d'émissions radio et télé, je sais me servir d'instruments de musique, d'ordinateurs et, surtout, je sais m'intégrer à un groupe. »

Journée internationale de la radio et de la télévision en faveur des enfants

Les projets internationaux entrepris dans le domaine de la communication ont également permis aux enfants de s'exprimer. Tous les ans depuis 1992, le deuxième dimanche de décembre, des milliers d'enfants du monde entier célèbrent la Journée internationale de la radio et de la télévision en faveur des enfants. Les enfants deviennent alors reporters, présentateurs et producteurs de programmes sur des thèmes comme leurs droits, la pauvreté, le VIH/SIDA, la discrimination et les conflits.

Grâce à la participation de plus de 2 000 radios et chaînes de télévision, cette Journée est la plus grande campagne médiatique mondiale en faveur des enfants.

Entreprise conjointement par l'International Council of the National Academy of Television Arts and Sciences (NATAS) et l'UNICEF, cette initiative a dépassé le cadre de la Journée internationale et développe la participation des enfants aux médias pendant toute l'année. Certains programmes créés à l'occasion de la célébration de la Journée sont devenus hebdomadaires; d'autres ont mené à l'ouverture d'instituts de formation.

Par exemple, en août 2002, la télévision centrale chinoise (CCTV) a créé l'école de formation aux médias télévisés Galaxy Teenagers, destinée aux enfants de 9 à 12 ans. Sur les quelque 300 enfants de Beijing qui ont postulé et passé les examens d'entrée, 50 ont été sélectionnés pour suivre une formation et devenir de jeunes journalistes de la télévision qui pourront travailler à CCTV jusqu'à l'âge de 14 ans. Très prochainement, un plus grand nombre d'enfants auront la possibilité de participer à ce programme, à mesure que d'autres établissements de l'école ouvriront dans l'ensemble du pays.

« J'ai de la chance d'avoir eu cette occasion d'être un jeune reporter et de faire des interviews, particulièrement sur le terrain », reconnaît Yang Yi, 12 ans, reporter à Galaxy. « Je m'aperçois que le métier de reporter représente beaucoup de travail et je me rends compte des efforts qu'il faut faire pour obtenir une bonne interview. Je pense que j'apprends à être patient, à paraître sûr de moi devant la caméra et à m'adapter aux changements. Etre un jeune reporter m'a ouvert l'esprit et cela m'a permis de rencontrer des gens et d'aller dans des endroits que je n'aurais sinon jamais découverts. »

¹ Casa Grande, *A Escola de Comunicação da Meninada do Sertão*, vidéo produite par le SENAC, le Service national d'enseignement commercial, 2001.

SAY YES FOR CHILDREN

Love & Peace

郁江

HANABI



I love Peace
Viva Colombia
Say Yes for Children's

Thủy Trang
Việt Nam

Los Hel
En
mi

me en
este
luzina
luzni!



COLOMBIA
Say yes for children
9-07

Los Unidos

STREETVISION

8

À LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ONU CONSACRÉE AUX ENFANTS

« En 1990, nos pays ont signé la Convention relative aux droits de l'enfant, mais n'ont pratiquement rien fait pour l'appliquer », a déclaré un représentant de 17 ans. Il tremblait en parlant, mais de passion, pas à cause du trac. « Nous acceptons vos promesses, mais maintenant vous devez nous montrer que vous êtes sérieux. Je vous parle du fond du cœur – à vous de faire de même ⁸². »

Les possibilités que représente la participation des enfants, les avantages et les problèmes qui en découlent ont été examinés avec soin dans la période qui a précédé la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, tenue en mai 2002. Cette rencontre a fourni en quelque sorte l'occasion d'apprécier la valeur de la participation des enfants à l'échelle internationale, ce qui a véritablement placé l'UNICEF, les gouvernements et les organisations non gouvernementales en terrain non balisé.

Après le Sommet mondial pour les enfants de 1990, les années 90 ont permis de constater que l'importance de la participation des enfants était de mieux en mieux admise, ce qui tenait pour une bonne part à la Convention relative aux droits de l'enfant, et que l'on était de plus en plus disposé à

tenter l'expérience de cette participation dans les conférences internationales. En 1997, après que l'UNICEF eut procédé à un bilan systématique de la participation des enfants à ses propres activités, on avait pu constater que 302 programmes bénéficiant de son soutien avaient fait participer des jeunes. Ces taux de participation avaient été particulièrement élevés en Europe centrale et orientale et dans la Communauté d'Etats indépendants ainsi qu'en Afrique de l'Est et en Afrique australe.

Les préparatifs de la Session extraordinaire consacrée aux enfants ont commencé tôt, car ils devaient donner lieu à des consultations régionales de grande envergure : les organisations s'occupant de jeunes ont participé à des rencontres de haut niveau à Beijing, à Berlin, au Caire, à Katmandou, à Kingston, à Panama et à

Vue partielle d'une banderole, longue de près de neuf mètres, déployée au Forum des enfants. Plus de 400 jeunes délégués de 154 pays ont pu y inscrire et dessiner des messages.

Rabat pour faire le bilan des progrès accomplis depuis le Sommet mondial pour les enfants et pour tracer la voie à suivre pour l'avenir. Les rencontres officielles qui se sont déroulées à New York pour préparer la Session extraordinaire ont permis de procéder à quelques essais et de tirer la leçon d'erreurs inévitables.

Le Mouvement mondial en faveur des enfants

Dans la période qui a précédé la Session extraordinaire, le Mouvement mondial en faveur des enfants a rassemblé des adultes, des adolescents et des enfants; des militants, des conseillers et des champions des droits de l'enfant, bref tous ceux qui veulent bâtir un monde digne des enfants. Tout en étant bien consciente qu'il ne pouvait être question d'attendre des enfants et des adolescents qu'ils remettent en question par leurs propres moyens les priorités discutables de la communauté internationale, cette alliance très active s'est déclarée convaincue que la tâche ne pourrait jamais être accomplie par les adultes **sans** l'enthousiasme des enfants et leur façon de voir les choses.

Le Mouvement mondial en faveur des enfants s'est alors concentré principalement sur une grande campagne mondiale appelée « Dire oui pour les enfants », lancée à l'occasion d'activités organisées un peu partout dans le monde à partir de mars 2001. Il était demandé aux adultes comme aux enfants de dire « Oui » à la déclaration suivante – « Je suis convaincu que tous les enfants doivent pouvoir grandir en bonne santé et dans la paix et la dignité » – et de soutenir le programme d'action en 10 points du Mouvement mondial. On leur demandait ensuite d'indiquer les trois mesures prioritaires qu'ils jugeaient les plus importantes. La participation dont il peut être question dans une campagne d'une telle envergure ne peut qu'être limitée. Mais cette dimension d'interactivité – sur l'Internet ou sur des formulaires sur papier distribués à grande échelle – a sans aucun doute contribué à gagner au processus à la fois les enfants et les adultes.

Lorsque les formulaires de participation à la campagne « Dire oui » ont été présentés en mai 2002 à Nelson Mandela et Graça Machel à l'occasion du Forum des enfants à New York, on en avait réuni au total – ce qui était très supérieur aux prévisions – près de 95 millions, dont 20 millions en provenance de Chine et, chiffre tout à fait remarquable, 16 millions en provenance de Turquie (soit un habitant sur quatre). L'immense majorité des déclarations ayant été recueillies auprès d'enfants, les trois questions jugées les plus urgentes étaient l'éducation, la discrimination et la pauvreté.

Fait plus important, la volonté de mobiliser le plus grand nombre de personnes possible a été l'occasion de promouvoir un débat sur les droits de l'enfant et de sensibiliser le public à la question – comme au Pérou, où 800 000 enfants ont « dit oui ». En Asie orientale, 10 pays ont profité de la campagne « Dire oui » pour organiser un Forum national des enfants, avant d'envoyer des représentants à un forum régional qui se tenait en République démocratique populaire lao et ils ont choisi les membres de la délégation d'enfants qu'ils enverraient à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants pour y représenter la région. En République arabe syrienne, un séminaire national a vu 150 enfants de 6 à 12 ans débattre de la Convention relative aux droits de l'enfant avec des écrivains, des artistes, des éducateurs et des producteurs d'émissions télévisées. Les enfants ont présenté une liste de recommandations au Premier Ministre, demandé la création d'un parlement des enfants et déclaré qu'à présent, ils osaient croire au changement⁸³.

La campagne « Dire oui pour les enfants » a permis de créer une chaîne de participation formée par les millions d'enfants et de jeunes à même d'établir le lien entre la déclaration qu'ils avaient faite dans leurs communautés locales respectives et des personnalités de premier plan comme Nelson Mandela et Graça Machel, puis entre ces dernières et la Session extraordinaire consacrée

aux enfants, et enfin entre celle-ci et le document final et une déclaration des gouvernements des pays du monde.

Le Forum des enfants

Les enfants qui se sont rendus à New York en mai pour assister à la Session extraordinaire étaient plus de 400 et venaient de plus de 150 pays. C'étaient pour la plupart des adolescents, mais certains n'avaient pas plus de 10 ans. Certains n'avaient pas été élus, mais choisis, soit par leur gouvernement, soit par des ONG, et ne pouvaient donc pas être considérés comme mandatés par d'autres enfants. Cela dit, beaucoup avaient été choisis non pas seulement pour leur assurance ou leur éloquence, mais parce qu'ils participaient déjà avec enthousiasme aux activités de sensibilisation à la question des droits de l'enfant ou avaient lancé leur propre mouvement en ce sens.

Le Forum des enfants, qui a duré trois jours, a été inauguré par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a été clos par une cérémonie présidée par trois invités d'honneur, Nelson Mandela, Graça Machel et Mme Nane Annan. Entre l'inauguration et la cérémonie de clôture, les seuls adultes présents ont été des interprètes et des animateurs. Les enfants ont commencé par former des groupes régionaux et fixer les règles du jeu à observer pendant tout le temps qu'ils passeraient ensemble : respect mutuel et « unité dans la diversité ». Ils se sont ensuite répartis en groupes pour analyser huit questions fondamentales ainsi définies : exploitation et maltraitance, environnement, protection contre la guerre, participation des enfants, santé, VIH/SIDA, pauvreté et éducation. Ils ont élu des rapporteurs, ainsi qu'un groupe chargé de rédiger une déclaration commune.

Gabriela Azurduy Arrieta (13 ans, Bolivie) et Audrey Cheynut (17 ans, Monaco) ont donné lecture de la déclaration « Un monde digne de nous » à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants (voir Encadré 8 « Nous sommes les enfants du monde », p. 66 et les cartes pp. 74-79).

« Jusqu'à présent, je ne connaissais que les problèmes des enfants de mon quartier, mais aujourd'hui, pour la première fois, j'ai pris conscience des problèmes des enfants de tous les coins du monde. Cet échange et cette prise de conscience nous a rapprochés et nous a aussi rendus sensibles aux souffrances d'autrui. J'en suis aussi venu à penser que je ne dois pas me battre seulement pour les droits des enfants de mon pays, mais pour les droits de tous les enfants du monde. Un pour tous, tous pour un ! »

« Les vues et les paroles des enfants insérées dans le document étaient brillantes. C'est la première fois que j'entendais lire un document rédigé à partir de voix d'enfants, y compris la mienne. Après avoir écouté, je me suis dit ceci : 'Les enfants peuvent changer le monde si on leur en donne l'occasion. Nous devons nous battre pour créer cette occasion' ⁸⁴. »

– Jehanzeb Khan (12 ans), Pakistan

Il y avait des enfants partout

A la Session extraordinaire, les enfants ont eu un impact qui a été ressenti bien au-delà du Forum des enfants lui-même. La présence et la participation des enfants a changé le style de la manifestation en insufflant aux débats une franchise, un idéalisme et une honnêteté auxquels les rencontres internationales de ce type ne nous avaient point accoutumés. Lors de conférences de presse et de réunions d'information, les délégués des enfants ont expliqué ce qu'ils avaient obtenu et exprimé leurs aspirations avec une assurance étonnante – sans même parler d'une originalité qui soutient fort bien la comparaison avec la sécheresse qui caractérise souvent les échanges de vues entre adultes dans d'autres instances. Comme l'a dit Manuel de Jesus Acosta Delgado, un Péruvien de 15 ans, « les enfants ont une vision des choses plus proche de la réalité que celle d'un Président, qui ne les considère qu'à un niveau très général. Ils sont davantage capables de voir ce qu'il faut faire. Ils disent les choses comme elles sont – et ils disent ce qu'ils pensent » ⁸⁵.

Les ateliers et les sessions parallèles ont été animés par les témoignages d'enfants de toutes les régions du monde. Leur présence même, tout autant que le contenu de leurs paroles, était en soi porteur de message. La croyance passionnée en l'intérêt de la participation des enfants était omniprésente. « Nous sommes prêts », a dit l'adolescente ukrainienne Kateryna Yasko, « à proposer notre collaboration, sur un pied d'égalité et sur une base constructive »

A l'occasion des ateliers du « Dialogue intergénérationnel », les délégués des enfants se sont trouvés face à face avec des premiers ministres et des princes, des ministres et des directeurs d'organisations internationales. La franchise passionnée des enfants a été souvent remarquable. Ainsi, par exemple, lorsqu'elle a accueilli les participants – dont le Président du Mozambique et le Roi du Lesotho – au Dialogue intergénérationnel sur l'Afrique, qu'elle présidait, Fatoumatta Nduré (16 ans, Gambie) a déclaré : « Je souhaite la bienvenue tout d'abord aux enfants d'Afrique, et ensuite à tous les adultes amis des enfants. »

Il est impossible d'évaluer toutes les retombées positives de la participation des enfants à la Session extraordinaire, même si les changements que cette participation a entraînés dans la vie de chaque enfant concerné, sur le plan de son épanouissement personnel par exemple, ne sont pas difficiles à imaginer.

« C'est la première fois que je voyageais en dehors de mon pays, a expliqué Umo Aua Bari, 17 ans, originaire de Guinée-Bissau. Cela a été merveilleux d'être ici, de voir ce qui se passe dans le pays le plus puissant du monde. Mais le mieux, ça a été d'être avec les enfants. J'ai eu l'impression de rencontrer le monde entier ici. Je connaissais

un peu les problèmes des enfants avant, surtout en Afrique, mais pas tellement leurs possibilités. Cela m'a montré qu'il est possible de créer un monde nouveau. Le monde entier doit à présent se mettre dans la tête que nous devons changer le monde; chacun là où il vit doit comprendre que les enfants sont l'avenir du monde. »

Mais on ne peut s'empêcher de penser que ce type d'interaction entre les enfants et les hommes et les femmes ayant le pouvoir d'influencer le cours des choses dans le monde ne peut être que bénéfique. Le Conseil de sécurité de l'ONU, par exemple, a tenu une réunion officielle sur les enfants dans les conflits armés pendant la Session extraordinaire, et trois enfants – d'Afrique, d'Asie et d'Europe – dont la vie avait été bouleversée par la guerre, ont pris la parole.

« La meilleure chose que vous puissiez faire pour aider les enfants confrontés à la guerre », a dit au Conseil de sécurité Eliza Kantardzic (17 ans, Bosnie-Herzégovine), « est de barrer la route à la guerre, de la prévenir. Et c'est quelque chose que ce Conseil a le pouvoir de faire. La vraie question est celle-ci : ce pouvoir est-il utilisé ? »

« Le simple fait que les enfants aient eu accès à la tribune pour s'adresser au Conseil de sécurité représente un changement fondamental, et cela est important », a dit Graça Machel, auteur du rapport publié par l'ONU en 1996 sur l'impact des conflits armés sur les enfants et d'un livre publié récemment, *The Impact of War on Children*, qui a également pris la parole devant le Conseil. « Les enfants se sont hissés au sommet, d'où ils peuvent dire à qui que ce soit, y compris aux gouvernements, ce qu'ils pensent et aussi ce qu'ils attendent des adultes⁸⁶. »

« Nous, les enfants, nous savons bien ce qu'avoir 8, 12 ou 17 ans veut dire dans les sociétés d'aujourd'hui.... Si vous nous consultez, vous travaillerez avec plus d'efficacité et les enfants y gagneront. Je vous propose, moi, de nous inclure dans votre équipe. »

Heidi Grande, 17 ans
une déléguée norvégienne à la Session
extraordinaire consacrée aux enfants

Le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan (au centre), s'adresse aux plus de 400 jeunes qui participent à la première journée du Forum des enfants, le 5 mai 2002. Après leur avoir rappelé que leur présence à l'ONU revêtait une grande importance, il leur a promis que leurs voix seraient entendues.

NOUS SOMMES LES ENFANTS DU MONDE

Après trois jours de débats et de discussions organisés lors du Forum des enfants, une rencontre qui précédait la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants, plus de 400 jeunes se sont mis d'accord sur une déclaration à donner aux dirigeants de la communauté internationale. Gabriela Azurduy Arrieta, une Bolivienne de 13 ans, et Audrey Cheynut, une Monégasque de 17 ans, ont été choisies par leurs camarades pour les représenter. A l'ouverture de la Session extraordinaire, ces deux jeunes déléguées du Forum ont pris la parole devant l'Assemblée générale et présenté leur message. Ce fut un moment historique, la première fois que des enfants prenaient officiellement la parole devant l'Assemblée générale au nom des enfants, et présentaient leur vision d'un monde meilleur.

Un monde digne de nous

Nous sommes les enfants du monde.

Nous sommes les victimes des mauvais traitements et de l'exploitation.

Nous sommes les enfants de la rue.

Nous sommes les enfants de la guerre.

Nous sommes les victimes et les orphelins du VIH/SIDA.

Nous sommes privés d'une éducation de qualité et de soins de santé.

Nous sommes victimes de la discrimination politique, économique, culturelle et environnementale.

Nous sommes les enfants dont les voix sont ignorées : il est temps qu'on nous écoute.

Nous voulons un monde digne des enfants, car un monde digne de nous est un monde digne de tous.

Dans ce monde-là,

Nous voyons le respect des droits de l'enfant :

- les gouvernements et les adultes s'engagent réellement et effectivement en faveur du principe des droits de l'enfant et mettent en œuvre la Convention relative aux droits de l'enfant,
- un environnement sûr et sain pour les enfants et leurs familles, communautés et nations.

Nous voyons la fin de l'exploitation, des mauvais traitements et de la violence :

- des lois protégeant les enfants de l'exploitation et des mauvais traitements, et mises en œuvre et respectées par tous,
- des centres et programmes aidant à reconstruire la vie des enfants victimes.

Nous voyons la fin des guerres :

- des chefs d'États résolvant les conflits par un dialogue pacifique et non par la force,
- les enfants réfugiés et victimes des guerres protégés par tous les moyens, et ayant les mêmes possibilités que tout autre enfant,
- le désarmement, l'élimination du trafic d'armes et la fin de l'utilisation d'enfants soldats.

Nous voyons des soins de santé :

- des médicaments essentiels et des traitements accessibles pour tous les enfants,
- des partenariats forts et responsables afin de promouvoir une meilleure santé pour les enfants.

Nous voyons l'éradication du VIH/SIDA :

- des systèmes d'éducation incluant des programmes de prévention du SIDA,
- le dépistage gratuit et des centres de conseil sur le SIDA,



- l'information contre le SIDA libre d'accès pour tout le monde,
- la prise en charge des orphelins du SIDA et des enfants séropositifs en veillant à ce qu'ils disposent des mêmes possibilités que tous les autres enfants.

Nous voyons la protection de l'environnement :

- la conservation et la protection des ressources naturelles,
- la prise en conscience de la nécessité de vivre dans un environnement sain et favorable à notre développement,
- un environnement accessible aux enfants handicapés.

Nous voyons la fin du cercle vicieux de la pauvreté :

- des comités anti-pauvreté assurant la transparence des dépenses et répondant à tous les besoins de l'enfant,
- l'annulation de la dette qui empêche le progrès en faveur des enfants.

Nous voyons une éducation meilleure :

- l'égalité des chances et l'accès à une éducation de qualité gratuite et obligatoire,
- un milieu scolaire où les enfants sont heureux d'étudier,
- l'éducation pour la vie qui n'est pas seulement scolaire mais qui inclut des leçons de compréhension, droits de l'homme, paix, tolérance et citoyenneté active.

Nous voyons la participation active des enfants :

- une prise en conscience accrue et le respect parmi les personnes de tout âge du droit de tout enfant à une participation complète, dans l'esprit de la Convention relative aux droits de l'enfant,
- la participation active des enfants aux processus de prise de décision à tous niveaux, et dans la planification, la mise en œuvre, le contrôle et l'évaluation de toutes les questions concernant les droits de l'enfant.

Nous nous engageons à un partenariat égal dans cette lutte en faveur des droits de l'enfant. Et, en promettant de soutenir les actions que vous entreprenez en faveur des enfants, nous demandons également votre engagement et soutien dans les actions que nous menons : car les enfants du monde ne sont pas bien compris.

Nous ne sommes pas la source des problèmes, nous sommes les ressources nécessaires pour les résoudre. Nous ne constituons pas une dépense, nous représentons un investissement.

Nous ne sommes pas simplement des jeunes, nous sommes surtout des êtres humains et des citoyens du monde.

Nous lutterons pour nos droits jusqu'à ce que les autres acceptent leurs responsabilités envers nous.

Nous avons la volonté, le savoir, la sensibilité et le dévouement.

Nous promettons que, quand nous serons des adultes, nous défendrons les droits de l'enfant avec la même passion que maintenant, en tant qu'enfants.

Nous promettons de nous traiter les uns les autres avec dignité et respect.

Nous promettons d'être tolérants et respectueux des différences.

Nous sommes les enfants du monde, et malgré nos différences, nous partageons une réalité commune.

Nous sommes unis par notre combat pour rendre le monde meilleur pour tous.

Vous considérez que nous sommes l'avenir, nous sommes aussi le présent.



9

POUR ALLER DE L'AVANT

Il ne saurait être question de revenir à une époque où les enfants souffraient en silence en attendant que le monde se soucie de leur protection et leur fasse l'aumône. La Convention relative aux droits de l'enfant a irrévocablement transformé la situation. Ses 54 articles témoignent non seulement d'une grande précision dans la réflexion et du soin particulier qui a été apporté à leur rédaction, tous deux inhabituels dans les instruments de droit international, mais aussi d'une rare sagesse dont le monde est fondé à s'enorgueillir. Le fait que la Convention ait été acceptée par la quasi-totalité des pays est en soi un hommage.

Les effets de la Convention continuent à se faire sentir dans le monde entier. De la Malaisie au Mexique, de la Namibie à la Norvège, de plus en plus d'enfants se familiarisent chaque jour avec leurs droits, et les personnes qui vivent et travaillent à leurs côtés comprennent un peu mieux chaque jour comment respecter ces droits. La participation des enfants reste hésitante et inégale et n'a pas encore été vraiment évaluée, mais il y a des leçons que l'on ne peut pas oublier.

L'une des leçons les plus importantes est que les capacités des enfants, dès leur naissance et pratiquement à tous les âges ultérieurs, vont bien au-delà de ce que la plupart d'entre nous imaginaient antérieurement. Les enfants sauront relever les

défis qui leur sont lancés. Mais pour les millions d'enfants pris dans les conflits armés ou condamnés à l'esclavage sexuel ou à des travaux pénibles et dangereux, le fardeau est beaucoup trop lourd. Le monde doit protéger ses enfants bien mieux qu'il ne le fait actuellement, alors même qu'il leur ouvre la porte de la participation.

Et cette porte, il est absolument indispensable de l'ouvrir. Non seulement parce que les enfants qui la franchissent seront mieux à même de se protéger, mais aussi parce que nous ne pouvons pas bâtir un monde digne des enfants sans écouter attentivement ce qu'ils ont à nous dire.

La démocratie n'est ni facile ni garantie. Comme nous le rappelle le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, « l'une des entreprises les plus difficiles pour l'humanité du nouveau siècle sera de lutter pour rendre la pratique de la démocratie véritablement universelle⁸⁷. »

Si nous voulons atteindre les buts d'un Monde digne des enfants et les Objectifs de développement pour le Millénaire, si nous voulons changer ce monde divisé, dégradé et meurtri par les conflits en faisant progresser partout la pratique de la démocratie, si nous voulons le rendre vraiment digne des enfants, nous n'avons d'autre choix que d'associer pleinement les enfants et les jeunes à l'entreprise.

Jouant devant l'objectif, ce jeune orphelin rwandais, lui-même photographe, se fait prendre en photo par J. Leon Imanizabayo, âgé de 16 ans.

Through the Eyes of Children: The Rwanda Project/2002

RÉFÉRENCES

- 1 Discours des enfants prononcé devant les dirigeants des pays du monde lors du Sommet mondial sur le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 2 septembre 2002; et la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable, 2-4 septembre 2002.
- 2 Information provenant du site de Myrada sur internet [www.myrada.org].
- 3 Hart, Roger A., *Children's Participation: From tokenism to citizenship*, Innocenti essays, n° 4, Centre international pour le développement de l'enfant de l'UNICEF, Florence (Italie), 1992, p. 5.
- 4 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *The Participation Rights of Adolescents: A strategic approach*, UNICEF, Collection de documents de travail, Division des programmes, New York, New York, août 2001, p. 11.
- 5 Hart, Roger A., *Children's Participation: From tokenism to citizenship*, op. cit., p.9.
- 6 *Un monde digne des enfants: les objectifs de développement pour le Millénaire, documents de la Session extraordinaire consacrée aux enfants et Convention relative aux droits de l'enfant*, UNICEF, New York, juillet 2002, pp. 14 et 15.
- 7 Annan, Kofi A., Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, 'Why Democracy Is an International Issue', conférence Cyril Foster, Université d'Oxford (Royaume-Uni), 19 juin 2001.
- 8 Programmes des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2002*, Oxford University Press, New York, 2002, p. 1.
- 9 Organisation des Nations Unies, Déclaration du Millénaire, résolution A/RES/55/2 de l'Assemblée générale, Organisation des Nations Unies, New York, 18 septembre 2000, par. 24.
- 10 Seuls 82 de ces pays, où vivent 57 % de la population mondiale, peuvent être considérés comme pleinement démocratiques. Source : Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur le développement humain 2002*, Oxford University Press, New York, 2002, p. 10.
- 11 Ibid., p. 1.
- 12 Ibid., p. 9.
- 13 Ibid., p. 4.
- 14 Ibid., p. 5.
- 15 Mentionné dans Roachat, Philippe, *The Infant's World*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, et Londres, 2001, p. 143.
- 16 Engle, Patrice L., Gretel Peltó, Peggy Bentley, 'Care for Nutrition and Development', UNICEF (publication interne) 30 août 2000, p. 7.
- 17 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La Situation des enfants dans le monde 2001*, UNICEF, New York, p. 12.
- 18 Super, Charles M., M. Guillermo Herrera et José Mora, 'Long-Term Effects of Food Supplementation and Psychosocial Intervention on the Physical Growth of Colombian Infants at Risk of Malnutrition,' *Child Development*, vol. 61, n° 1, février 1990, p. 36 à 46; Meyers, Robert, 'Relating health and nutrition to social and psychological development,' Chap. 9 in *The Twelve Who Survive: Strengthening programmes of early childhood development in the Third World*, 2e éd., High/Scope Press, Ypsilanti, Michigan, 1995, pp. 169, 184; et autres.
- 19 'Homelessness and Social Services,' chap. 3 in *Homelessness – Causes and Effects: A review of the literature*, British Columbia Ministry of Social Development and Economic Security and BC Housing Management Commission, Victoria, BC, 2001, pp. 24, 25,27.
- 20 Ibid, pp.25,26; Burt, Martha R., et al., 'An Overview of Homeless Clients', chap. 2 in *Homelessness: Programs and the people they serve: Findings of the National Survey of Homeless Assistance Providers and Clients*, rapport sommaire, Washington, D. C, Urban Institute Department of Housing and Urban Development, décembre 1999; Sengupta, Somini, 'Youths Leaving Foster Care System with Few Skills or Resources,' *The New York Times*, 28 mars 2000.
- 21 *Les enfants au bord du gouffre 2002 : rapport conjoint sur les estimations du nombre d'orphelins et les stratégies de programme*, TvT Associates pour l'USAID, l'ONUSIDA et l'UNICEF, Washington. D.C., juillet 2002, pp. 22, 28.
- 22 Peralta Espinosa, Maria Victoria (2000). Una propuesta de criterios de calidad para una educacion inicial latinoamericana. (Une proposition de critères de qualité pour l'éducation préscolaire en Amérique latine) In M.V.Peralta et R. Salazar (dir. publ.), *Calidad y modalidades alternativas en educacion inicial (Qualité et modes d'éducation préscolaire parallèle*. (Pp. 7 à 58). La Paz (Bolivie) : Ediciones CERID/MAYSAL
- 23 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La situation des enfants dans le monde 2001*, UNICEF, New York, pp. 50 et 51.
- 24 Information communiquée par le bureau de l'UNICEF au Nigéria, avril 2002.
- 25 En Afrique sub-saharienne, le nombre total d'enfants en âge d'aller à l'école primaire qui ne sont pas scolarisés se monte à plus de 50 millions. En Asie du Sud, il dépasse les 40 millions.

- 26 'Young People Lead the Way', brochure sur la participation des jeunes au MEF, in *GEM: Networking for Change*, pochette d'information, 2002.
- 27 Benatar, Piers, 'Brothers join in promoting girls' education in remote rural areas of Pakistan', article sans date communiqué par le bureau de l'UNICEF à Islamabad, avril 2002.
- 28 Forero, Clemente et Daniel Rodríguez, 'School System and Democratic Behavior of Colombian Children', *Sixth Annual Conference of the International Society for New Institutional Economics, ISNIF*, septembre 2002.
- 29 Information communiquée par le bureau de l'UNICEF au Guatemala, avril 2002.
- 30 Van Dongen, René, 'Results of the Escuela Nueva Baseline Survey', collection des documents de travail, Bureau de l'UNICEF au Guyana, 2002.
- 31 Kofi Annan, 9 février 2002, Déclaration du Secrétaire général à l'ouverture du Forum d'Olympic Aid à Salt Lake City, Communiqué de presse du CINU.
- 32 Machel, Graça, 'Kosovo Youth Councils,' *The Impact of War on Children: A review of progress since the 1996 United Nations Report on the Impact of Armed Conflict on Children*, Hurst & Company, Londres, 2001, p. 33.
- 33 *The Participation Rights of Adolescents: A strategic approach*, collection des documents de travail de l'UNICEF, Division des programmes, août 2001, p. 1.
- 34 Croll, Elisabeth, *The Girl Child Project, Pakistan: Assessment report, June 2001*, Department of Development Studies, School of Oriental and African Studies, University of London, pp. 3-9, 26.
- 35 Syedda Sumera Zafar, dans une description communiquée par le bureau de l'UNICEF au Pakistan, avril 2002.
- 36 À partir d'informations communiquées par le bureau de l'UNICEF en Yougoslavie à Belgrade, avril 2002.
- 37 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA et Organisation mondiale de la santé, *Les jeunes et le VIH/SIDA, Une solution à la crise*, UNICEF, ONUSIDA, OMS, 2002, p. 30.
- 38 À partir d'informations communiquées par le bureau de l'UNICEF au Cameroun, avril 2002.
- 39 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA et Organisation mondiale de la santé, *Les jeunes et le VIH/SIDA, Une solution à la crise*, op. cit., p. 30.
- 40 Fisher, Margaret, *Youth Courts: Young people delivering justice*, Road Maps Series, American Bar Association, Washington, DC, mars 2002.
- 41 Opération de cartographie de la participation des enfants aux programmes de pays de l'UNICEF dans la région de l'Asie orientale et du Pacifique, à partir des Rapports annuels 2001, 2002.
- 42 "UNICEF's Action for Children with Disabilities", document d'information, avril 2002, p. 9.
- 43 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Rapport annuel de la République islamique d'Iran à l'UNICEF 1998 (publication interne), UNICEF, 1998, p. 5.
- 44 Bureau international du Travail, *A Future without Child Labour*, op. cit., p. 32. [Bureau international du Travail, Genève, 2002, p.32.]
- 45 Ibid.
- 46 Ibid. pp. 32-33.
- 47 Ibid. p. 33.
- 48 Ibid. p. 34.
- 49 Serrano, Alfonso F., 'Education Crucial for Street Kids', *On the Record for Children*, vol. 3, n° 14, 10 mai 2002, p. 7.
- 50 Bartlett, Sheridan, et al., *Cities for Children: Children's rights, poverty and urban management*, UNICEF/Earthscan, Londres, 1999, p. 214.
- 51 Comité des droits de l'enfant, Rapport de la septième session, CRC/C/134, septembre-octobre 1994, paragraphe 183 et suivants, cité dans le *Manuel d'application de la Convention relative aux droits de l'enfant* préparé pour l'UNICEF par Rachel Hodgkin et Peter Newell, UNICEF 1998, p.81.
- 52 *'Adolescents in Latin America and the Caribbean: Policy Guidelines'*, Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2001, pp.28-29.
- 53 Landsdown, Gerison, *Promouvoir la participation des enfants au processus décisionnel démocratique*. Centre de recherche Innocenti/UNICEF, Florence, Italie, Février 2001, p.3.
- 54 Communication de Lyn Campbell, Défenseur de l'enfance de Christchurch (Nouvelle-Zélande), 23 mai 2002. PLAN International, Rapport de l'Atelier régional sur le développement communautaire centré sur l'enfant, Makasar (Indonésie), avril 2000.
- 55 Ministère du développement social, *New Zealand's Agenda for Children Summary Report*, Ministère du développement social, Wellington, juin 2002.
- 56 'A tale of two villages', world family : The Magazine of PLAN International, Printemps 2001, PLAN International UK, Londres, Février 2001, pp.16-17.
- 57 Information communiquée par le bureau de l'UNICEF au Bangladesh, juillet 2002.
- 58 La 'Children As Partners' Initiative, déclaration prononcée lors de la séance de fondation de la Children as Partners Alliance (CAPA), Victoria (B.C.), août 2002.
- 59 Child Life Council: *An Overview*, Child Life Council, révision d'avril 2001; *Position Statement on Child Life: Services in Healthcare Settings*, Child Life Council; Child Life Council: Membership Brochure, Child Life Council, Rockville, Maryland.

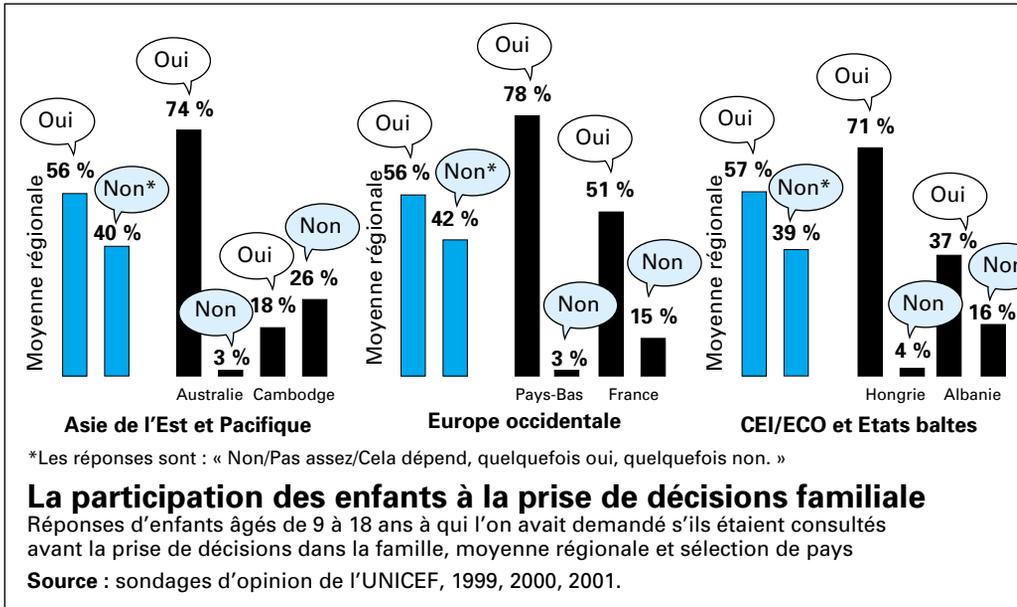
- 60 *Calcutta's Deprived Urban Children – A Survey*, City Level Program of Action, CLPOA, West Bengal District Primary Education Programme, Loreto Day School Sealdah, Kolkata, 1999. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 'Approche de la programmation fondée sur les droits : la participation de l'enfant' (publication interne), Bureau de l'UNICEF en Inde, 2001, pp. 28 à 31.
- 61 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 'Approche de la programmation fondée sur les droits : la participation de l'enfant' (publication interne), Bureau de l'UNICEF en Inde, 2001, pp. 28 à 31.
- 62 Riggio, Eliana, 'Child Friendly Cities: Good governance in the best interest of the child', *Environment & Urbanization*, vol. 14, n° 2, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), Londres, octobre 2002.
- 63 UNICEF/Innocenti Digest: 2002, *Poverty and Exclusion Among Urban Children*, UNICEF/Centre de recherche Innocenti, Florence, Italie, prochainement en 2002, pp. 1, 7.
- 64 Corsi, Marco, 'The child friendly cities initiative in Italy', *Environment & Urbanization*, Vol. 14, N° 2, Londres : IIED, octobre 2002, mentionné in Riggio, 'Child friendly cities'.
- 65 Racelis, Mary, et Angela Desiree M. Aguirre, 'Child Friendly Cities: Perspectives from city hall, views from the community', *Environment & Urbanization*, vol. 14, n° 2, octobre 2002.
- 66 Information communiquée par le bureau de l'UNICEF en Ukraine, avril 2002.
- 67 *Shikshalaya Prakalpa: A school for every child, every child in school*, City Level Programme of Action (CLPOA) and State Resource Group for Education of Deprived Urban Children (SRGEDUC), Kolkata, 2001; *Calcutta's Deprived Urban Children – Cité A Survey*, CLPOA, West Bengal District Primary Education Programme, Loreto Day School Sealdah, Kolkata, 1999 [www.childfriendlycities.org/resources/examples/india.html].
- 68 *Making Five Palestinian Communities Child Friendly: A Medin project proposal for building local partnerships for children*, UNICEF, Jerusalem, 2001; mentionné in Riggio, op. cit., 'Palestine – examples from Child Friendly Cities', site Web sur les Villes amies des enfants [www.childfriendlycities.org/resources/examples/palestine.html].
- 69 *Young Voices: Opinion survey of children and young people in Europe and Central Asia*, Rapport final, UNICEF, Genève, août 2001, p. 39.
- 70 Koren, Marian, *Tell me! The right of the child to information*, NBLC Uitgeverij, La Haye 1996, p. 73.
- 71 Fontaine, Nicole, ex-Présidente du Parlement européen, préface à Gerison Lansdown, 'Challenging Discrimination Against Children in the EU', Réseau d'enfants européens, novembre 2000.
- 72 Site Internet du Parlement des jeunes albanais [www.youthparliament.org.all].
- 73 Information communiquée par le bureau de l'UNICEF en Thaïlande, août 2002.
- 74 Hanafin, Mary, 'We'll raise children's pride in community by listening to their ideas', *Irish Sunday Mirror*, 14 avril 2002 Information communiquée par le bureau de l'UNICEF en Jordanie, avril 2002.
- 75 Information communiquée par le bureau de l'UNICEF en Jordanie, avril 2002.
- 76 Information communiquée par le bureau de l'UNICEF en Géorgie, avril 2002.
- 77 Man, Nathalie, *Children, Torture and Power*, Londres : Save the Children UK, 2000, pp. 61 à 65.
- 78 Boyden, Jo, et Gillian Mann, 'Children's Risk, Resilience and Coping in Extreme Situations', Document d'information pour la Consultation on Children in Adversity, Oxford, 9-12 septembre 2000, p.18.
- 79 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *I Have A Dream*, Rapport sur la Conférence pour un projet d'avenir concernant les enfants dans le sud du Soudan – 2005, novembre 1999.
- 80 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *No Child Soldiers*, Rapport sur la Conférence pour un projet d'avenir concernant les enfants soldats, UNICEF, Rumbek (Soudan), 4-6 juillet 2000, p. 18.
- 81 Hart, Jason, 'Children's Clubs: New ways of working with conflict displaced children in Sri Lanka', *Forced Migration Review*, numéro 15, Refugee Studies Centre, Oxford, octobre 2002.
- 82 Discours donné à l'occasion du Dialogue entre les Chefs de délégations et les enfants de l'Afrique, événement parallèle de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, 9 mai 2002.
- 83 Information communiquée par le bureau de l'UNICEF en République arabe syrienne, avril 2002.
- 84 Citation extraite du journal de Jehanzeb Khan sur la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, publié en ligne, mai 2002 [<http://www.unicef.org/specialsession/under-18/jehanzeb.htm>].
- 85 Lightman, Naomi, 'Unity Prevails at Children's Forum', *On the Record for Children*, vol. 3, n° 12, 8 mai 2002, p.1.
- 86 Pacis, Angely, 'Children Make Strides at Influencing the Security Council', *On the Record for Children*, vol. 3, n° 12, 8 mai 2002, p. 7.
- 87 Annan, Kofi A., 'Solution to Afghan crisis must come from women and men of Afghanistan itself', discours prononcé au National Democratic Institute for International Affairs, Washington, D.C., le 28 novembre 2001.

CARTES

Représentations graphiques des opinions d'enfants et de jeunes telles qu'elles ont été exprimées lors d'enquêtes et de sondages, et de ce qu'ils souhaitent pour édifier un monde digne des enfants. Les indicateurs sélectionnés illustrent en partie la vision des enfants ainsi que les obstacles qu'il faudra surmonter pour assurer leur bien-être.

CARTES

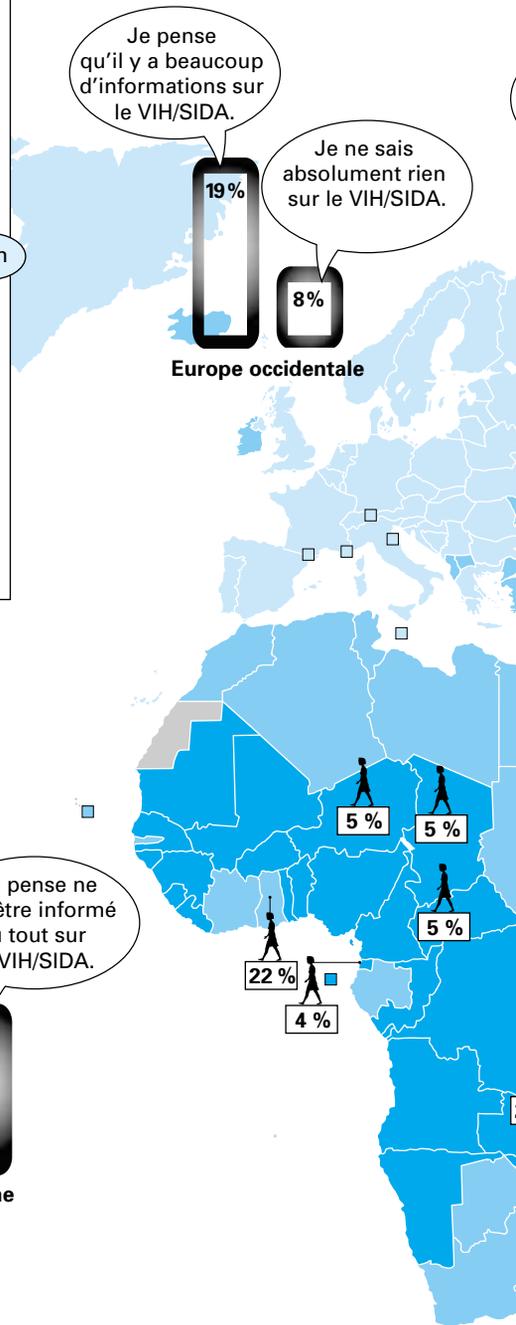
1. Ce que pensent les enfantspage 74
 2. Ce que veulent les enfants : santé, éducation, environnement sainpage 76
 3. Ce que veulent les enfants : protectionpage 78
- Remarques générale sur les cartespage 80



La participation des enfants à la prise de décisions familiale

Réponses d'enfants âgés de 9 à 18 ans à qui l'on avait demandé s'ils étaient consultés avant la prise de décisions dans la famille, moyenne régionale et sélection de pays

Source : sondages d'opinion de l'UNICEF, 1999, 2000, 2001.



* Lors d'enquêtes et consultations menées dans le monde entier, les enfants ont dit ce qu'ils pensent et ce qu'ils savent des questions qui les concernent.

- Une forte proportion d'enfants et de jeunes femmes signalent qu'ils n'ont pas ou très peu d'informations sur le VIH/SIDA.
- En général, les jeunes femmes en savent moins sur le VIH/SIDA que les hommes et les taux de prévalence du VIH chez les femmes sont plus élevés.
- Malgré des rapports avec les parents qui sont généralement positifs, près de la moitié des enfants interrogés estiment que leurs opinions ne sont pas tenues en compte lorsque des décisions qui les concernent directement sont prises dans la famille.
- Dans les pays de la Ligue arabe, où le taux de chômage atteint 15 %, l'emploi et l'éducation figurent en tête des préoccupations chez les jeunes de 13 à 20 ans.

CE QUE PENSENT LES ENFANTS*

Je pense qu'il y a beaucoup d'informations sur le VIH/SIDA.

Je ne sais absolument rien sur le VIH/SIDA.

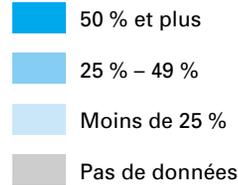
18%

14%

CEI/ECO et Etats baltes

Là où vivent les enfants

Moins de 18 ans, en proportion de la population totale, 2001



Source : Division de la population des Nations Unies.

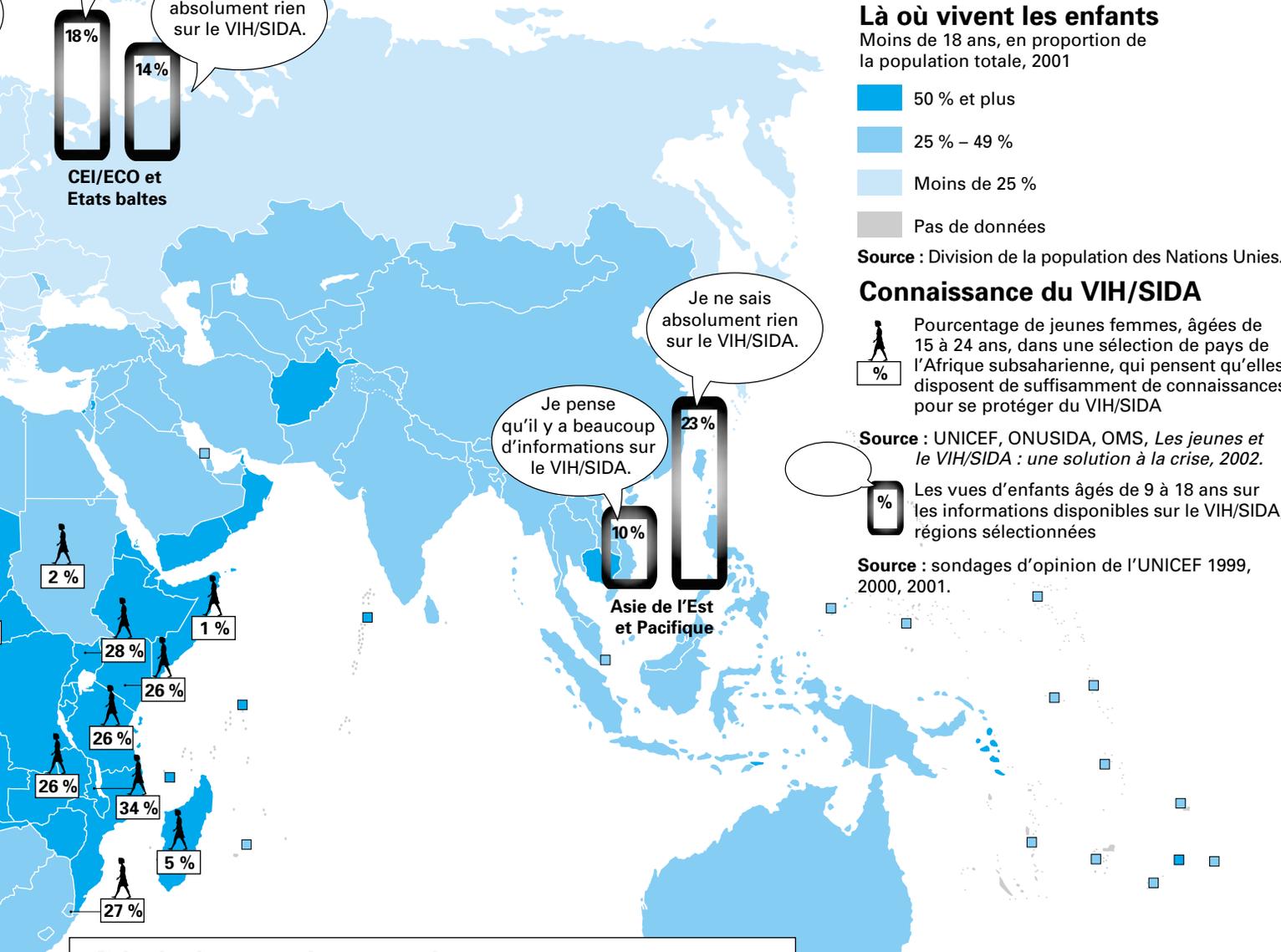
Connaissance du VIH/SIDA

 Pourcentage de jeunes femmes, âgées de 15 à 24 ans, dans une sélection de pays de l'Afrique subsaharienne, qui pensent qu'elles disposent de suffisamment de connaissances pour se protéger du VIH/SIDA

Source : UNICEF, ONUSIDA, OMS, *Les jeunes et le VIH/SIDA : une solution à la crise, 2002.*

 Les vues d'enfants âgés de 9 à 18 ans sur les informations disponibles sur le VIH/SIDA, régions sélectionnées

Source : sondages d'opinion de l'UNICEF 1999, 2000, 2001.

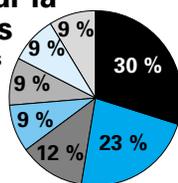


Principales questions pour la jeunesse des Etats arabes

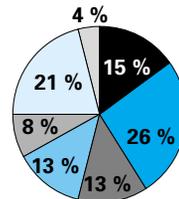
La réponse des jeunes de 13 à 20 ans interrogés en 2001



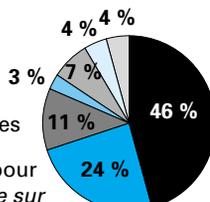
Source : PNUD, Bureau régional pour les bureaux arabes, *Rapport arabe sur le développement humain 2002.* Statistiques arrondies.



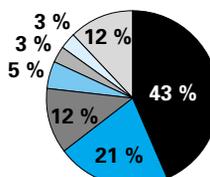
Filles plus jeunes



Garçons plus jeunes



Filles plus âgées



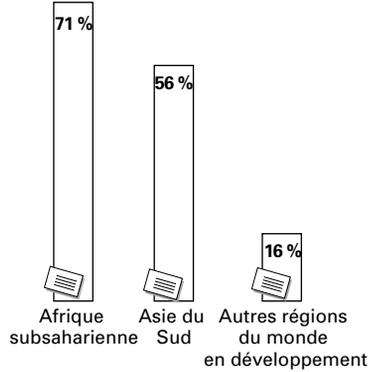
Garçons plus âgés

Cette carte ne reflète pas une position de l'UNICEF sur le statut légal des pays et territoires représentés ou sur la délimitation de leurs frontières. La ligne en pointillé représente approximativement la « ligne de contrôle » établie à Jammu et au Cachemire consentie par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif de Jammu et du Cachemire n'a pas encore fait l'objet d'un accord final entre les parties.

Enregistrement à la naissance

Pourcentage de naissances annuelles non enregistrées, par région, 2000

Source : UNICEF, 2001.



Pays en développement sans données ou sans système d'enregistrement des naissances

Bahamas, Belize, Cap-Vert, Chypre, Iles Marshall, Iles Salomon, Nauru, Niue, Qatar, Samoa, Seychelles, Timor-Leste, Tonga, Vanuatu.

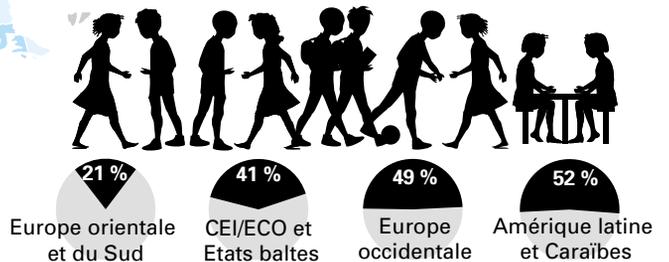
* Dans une déclaration faite à la Session extraordinaire de l'ONU consacrée aux enfants, les enfants ont demandé aux dirigeants de la communauté internationale de garantir à tout enfant le droit à des soins de santé, à l'éducation et à un environnement sain.

- Les enfants qui ne sont pas enregistrés à la naissance n'ont pas d'identité, pas de nom officiel et pas de nationalité – trois éléments indispensables à la participation à la société. En 2000, plus de 50 millions de bébés n'ont pas été enregistrés, soit 41 % des naissances dans le monde.
- Près de 120 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés, 53 % d'entre eux sont des filles.
- Chaque année, des millions d'enfants de moins de 5 ans meurent de maladies facilement évitables par la vaccination.
- L'augmentation des quantités de gaz à effet de serre – comme le dioxyde de carbone – provoquée par les activités de l'homme contribue au réchauffement de la planète et aux changements climatiques. Cela risque d'entraîner des famines et autres catastrophes.
- La participation des enfants, au sein de groupes par exemple, est un élément capital de leur épanouissement et d'une croissance saine.

Clubs pour enfants

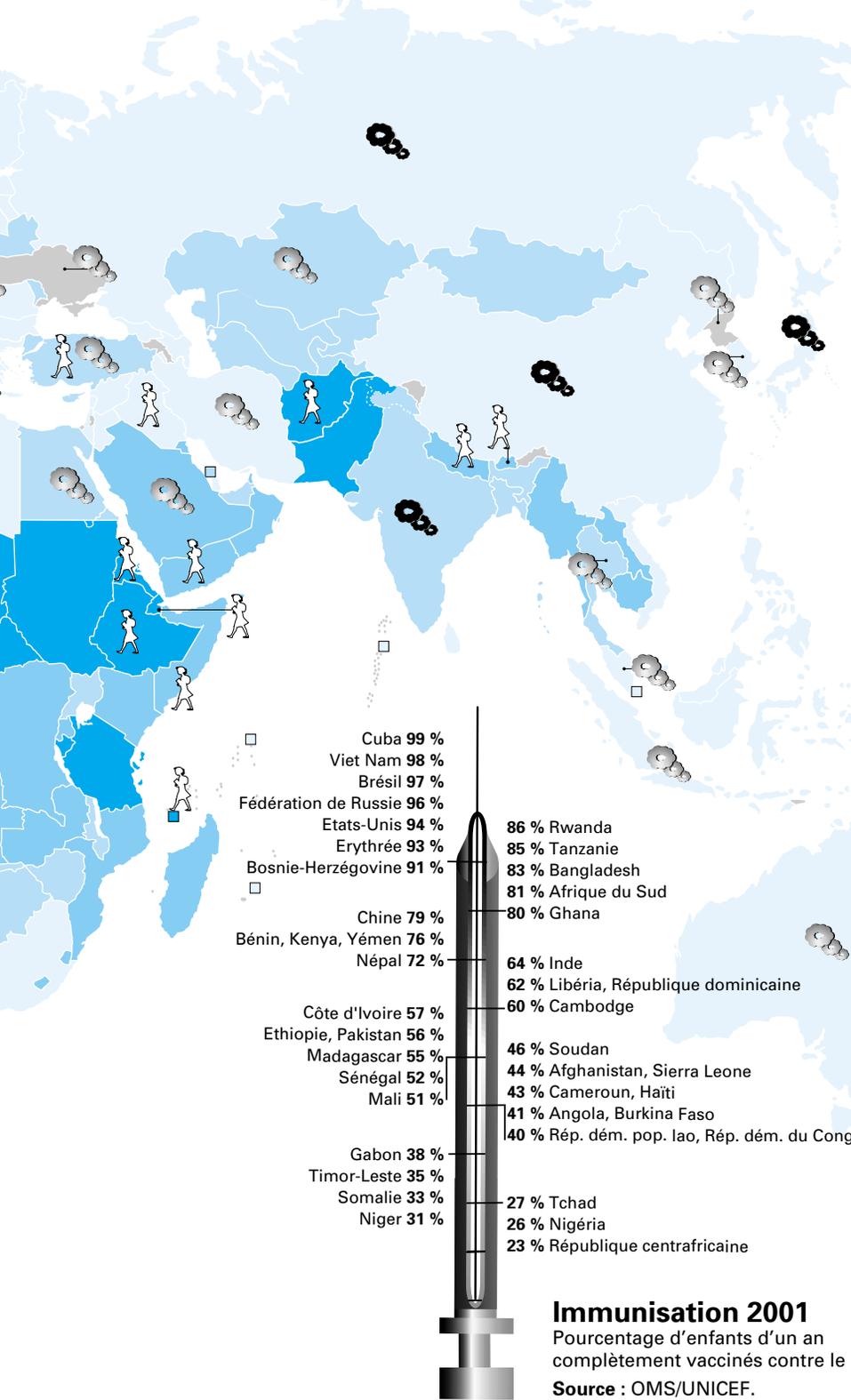
Pourcentage d'enfants de 9 à 18 ans qui affirment être membre d'un groupe organisé, d'un club ou d'une association

Source : sondages d'opinion UNICEF 1999, 2000, 2001.



CE QUE VEULENT LES ENFANTS*

Santé, éducation, environnement sain



Scolarisation

Proportion d'enfants inscrits à l'école primaire, ou qui la fréquentent, 1995-2001

- Moins de 50 %
- 50 % - 74 %
- 75 % - 89 %
- 90 % et plus
- Pas de données



Pays dans lesquels moins de 40 % des filles sont inscrites à l'école et/ou l'écart entre les sexes est supérieur à 10 %, 1997-2000

Source : UNESCO/UNICEF.

Emissions de CO₂



Pays émettant plus d'un milliard de tonnes de CO₂, 1996-1998



Pays émettant de 100 à 999 millions de tonnes de CO₂, 1996-1998

Source : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; Centre d'information et d'analyse sur le dioxyde de carbone, 2001.

□ Cuba 99 %	86 % Rwanda
□ Viet Nam 98 %	85 % Tanzanie
□ Brésil 97 %	83 % Bangladesh
□ Fédération de Russie 96 %	81 % Afrique du Sud
□ Etats-Unis 94 %	80 % Ghana
□ Erythrée 93 %	64 % Inde
□ Bosnie-Herzégovine 91 %	62 % Libéria, République dominicaine
□ Chine 79 %	60 % Cambodge
□ Bénin, Kenya, Yémen 76 %	46 % Soudan
□ Népal 72 %	44 % Afghanistan, Sierra Leone
□ Côte d'Ivoire 57 %	43 % Cameroun, Haïti
□ Ethiopie, Pakistan 56 %	41 % Angola, Burkina Faso
□ Madagascar 55 %	40 % Rép. dém. pop. lao, Rép. dém. du Congo
□ Sénégal 52 %	27 % Tchad
□ Mali 51 %	26 % Nigéria
□ Gabon 38 %	23 % République centrafricaine
□ Timor-Leste 35 %	
□ Somalie 33 %	
□ Niger 31 %	

Immunisation 2001

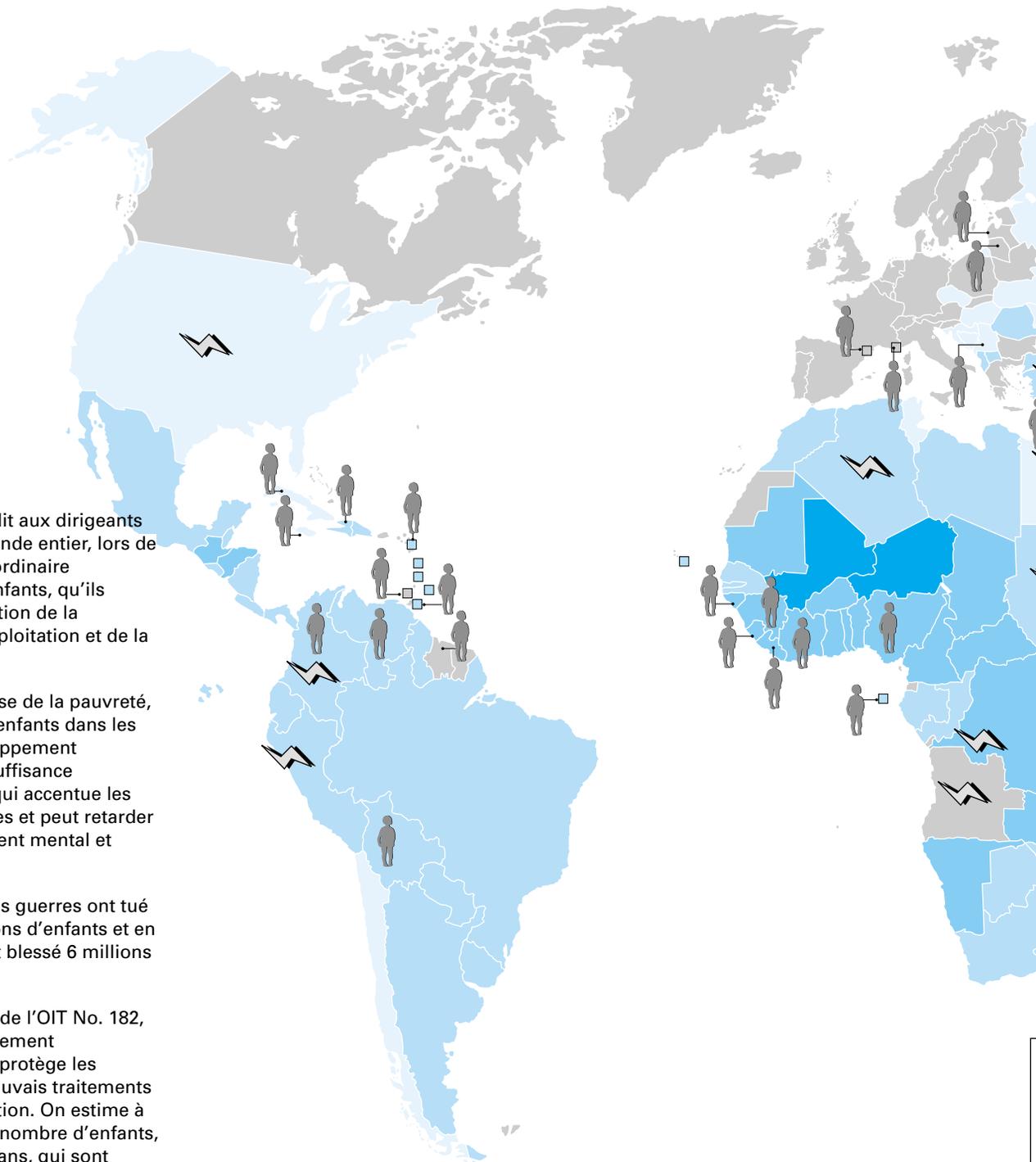
Pourcentage d'enfants d'un an complètement vaccinés contre le DTC

Source : OMS/UNICEF.

Cette carte ne reflète pas une position de l'UNICEF sur le statut légal des pays et territoires représentés ou sur la délimitation de leurs frontières. La ligne en pointillé représente approximativement la « ligne de contrôle » établie à Jammu et au Cachemire consentie par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif de Jammu et du Cachemire n'a pas encore fait l'objet d'un accord final entre les parties.

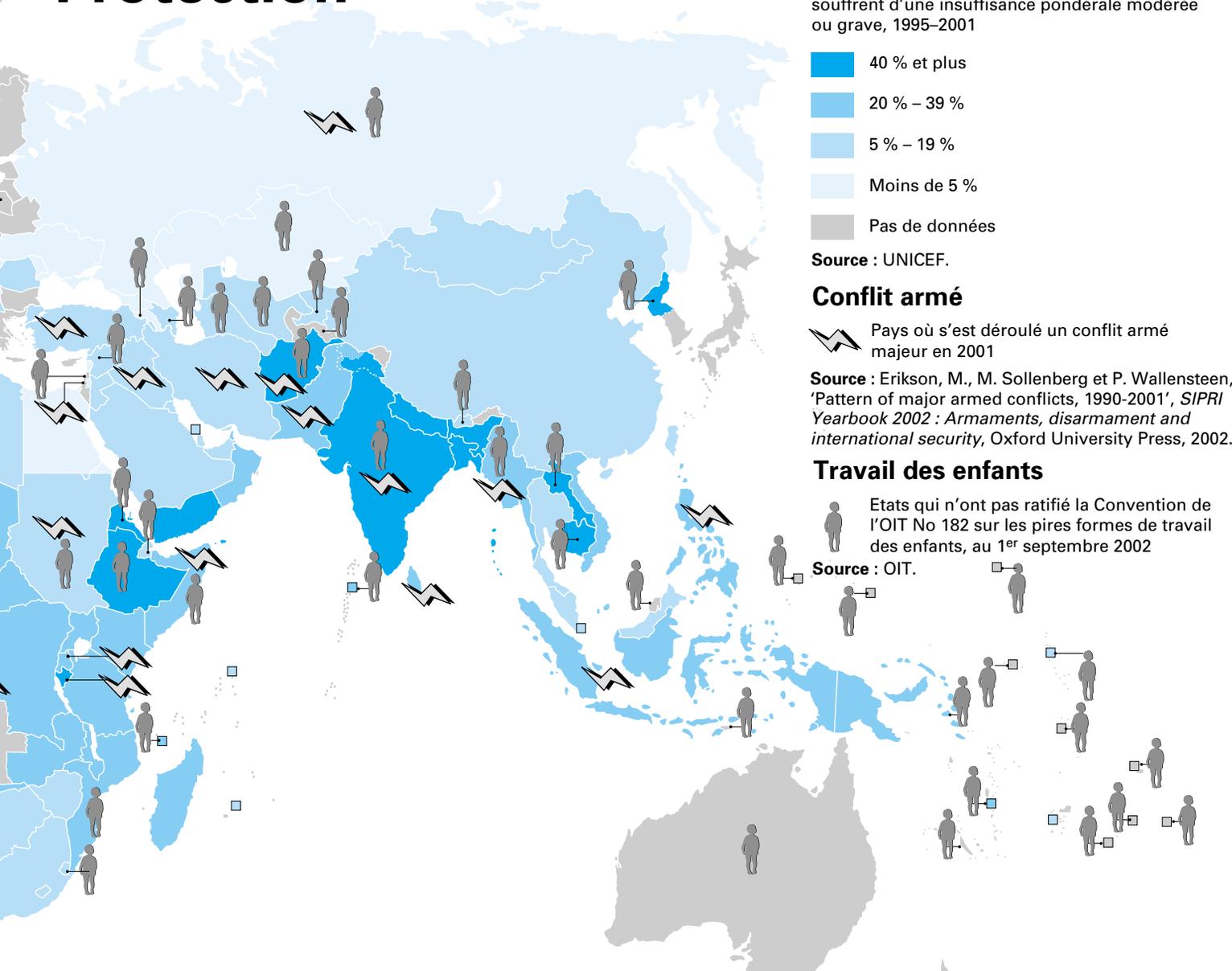
* Les enfants ont dit aux dirigeants politiques du monde entier, lors de la Session extraordinaire consacrée aux enfants, qu'ils veulent l'élimination de la pauvreté, de l'exploitation et de la guerre.

- En partie à cause de la pauvreté, 150 millions d'enfants dans les pays en développement souffrent d'insuffisance pondérale, ce qui accentue les risques de décès et peut retarder le développement mental et physique.
- Depuis 1990, les guerres ont tué plus de 2 millions d'enfants et en ont grièvement blessé 6 millions d'autres.
- La Convention de l'OIT No. 182, qui est juridiquement contraignante, protège les enfants des mauvais traitements et de l'exploitation. On estime à 180 millions le nombre d'enfants, âgés de 5 à 17 ans, qui sont exploités dans les pires conditions, soit un enfant sur 8 dans le monde. Chaque année 1,2 million d'enfants sont victimes de la traite.
- 14 millions d'enfants de moins de 15 ans actuellement ont perdu un de leurs parents, ou les deux, à cause du SIDA.



CE QUE VEULENT LES ENFANTS*

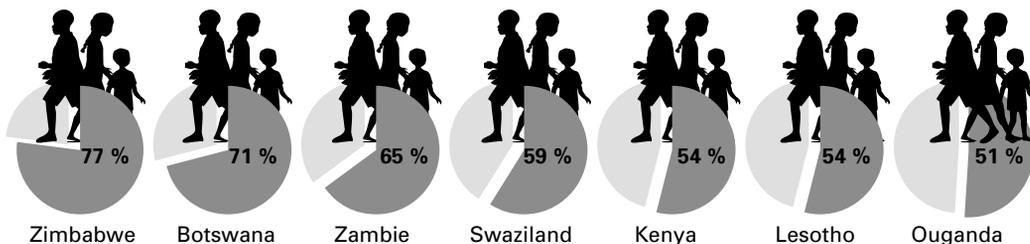
Protection



Enfants rendus orphelins par le SIDA

Pays où 50 % ou plus des orphelins de 0 à 14 ans ont perdu un de leurs parents, ou les deux, à cause du SIDA, 2001

Source : ONUSIDA/UNICEF, USAID, *Enfants au bord du gouffre 2002*.



Cette carte ne reflète pas une position de l'UNICEF sur le statut légal des pays et territoires représentés ou sur la délimitation de leurs frontières. La ligne en pointillé représente approximativement la « ligne de contrôle » établie à Jammu et au Cachemire consentie par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif de Jammu et du Cachemire n'a pas encore fait l'objet d'un accord final entre les parties.

Remarques générales sur les cartes

Ces cartes ont été réalisées à partir de sondages d'opinion effectués par l'UNICEF, de consultations menées avec des enfants du monde entier, de données variées et de la déclaration « Un monde digne de nous », faite à la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants, tenue en mai 2002 (voir pages 66-67).

Les sources des données utilisées à des fins d'illustration sont indiquées sur chaque carte. Nous avons fait figurer le plus grand nombre de pays et territoires possible dans la limite de l'espace disponible. Certains pays Etats insulaires ont été marqués d'un carré pour faciliter la lecture des données.

Carte 1. Ce que pensent les enfants : les sondages d'opinion ont été effectués auprès d'échantillons représentatifs de garçons et de filles pour illustrer les vues de 103 millions d'enfants de 9 à 18 ans d'Amérique latine et des Caraïbes, de 93 millions d'enfants de 9 à 17 ans d'Europe occidentale, de l'ECO/CEI et des Etats baltes et de 300 millions d'enfants de 9 à 17 ans de la région d'Asie orientale et du Pacifique. Comme l'on a posé des questions différentes dans ces trois régions, les résultats présentés ici ne sauraient être utilisés à titre de comparaison entre pays de régions différentes. Cela s'applique aussi aux questions qui semblent les mêmes mais qui ne permettraient pas les mêmes réponses. Les opinions des enfants sur les informations dont ils disposent sur le VIH/SIDA dans ces régions reflètent l'impression qu'ont les enfants de leurs connaissances et ne sont pas un test du niveau de leurs connaissances sur le sujet. Les jeunes filles des pays d'Afrique subsaharienne sélectionnés qui estiment que leur niveau de connaissance en matière

de VIH/SIDA est suffisant pour se protéger de la maladie ont à la fois identifié correctement les moyens de prévenir la transmission sexuelle du VIH et éliminé les principales idées fausses sur la transmission et la prévention. Cet indicateur est un composé de méthodes de prévention (utilisation du préservatif et un partenaire fidèle) et d'idées fausses. L'échantillon de jeunes Arabes qui ont répondu aux questions sur leurs principales préoccupations provient de deux groupes : des jeunes de 15-20 ans d'Egypte, de Jordanie, du Liban, de la Jamahiriya arabe libyenne, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis en 2001; et de jeunes de 13 à 17 ans de 14 pays arabes qui participaient à la Conférence des enfants arabes, organisée à Amman (Jordanie) en juillet 2001.

Carte 2. Ce que veulent les enfants – santé, éducation, environnement sain : pas d'observation particulière.

Carte 3. Ce que veulent les enfants – protection : la faim et la malnutrition sont des termes très généraux qui recouvrent chacun des éléments complexes – insécurité alimentaire, pauvreté, absence de prestation de services, soins inadéquats, eau non salubre, pour n'en citer que quelques-uns. La faim et la malnutrition étant à la fois cause et conséquence d'un manque de revenus, il s'agit d'un indicateur indirect de la pauvreté. La définition d'un « conflit armé majeur » se fonde sur celle donnée par le *SIPRI Yearbook 2002*, c'est à dire un conflit concernant un gouvernement et/ou un territoire sur lequel l'utilisation de la force armée par les forces militaires de deux parties, dont l'une au moins est un gouvernement ou un Etat, a entraîné au moins 1 000 décès liés aux combats en une seule année.

STATISTIQUES

Statistiques économiques et sociales sur les pays et territoires du monde, en rapport avec le bien-être des enfants.

Note générale sur les données	page 82
Explication des signes	page 82
Classement des pays selon leur taux	
de mortalité des moins de 5 ans	page 83
Index des pays par régions et catégories.....	page 114
Mesurer le développement humain :	
Introduction au tableau 9	page 115

TABLEAUX	1 Indicateurs de base	page 84
	2 Nutrition	page 88
	3 Santé	page 92
	4 Education	page 96
	5 Indicateurs démographiques	page 100
	6 Indicateurs économiques	page 104
	7 Femmes	page 108
	8 Le VIH/SIDA et le paludisme	page 112
	9 Le taux du progrès	page 116

Note générale sur les données

Les données rassemblées dans les tableaux statistiques suivants s'accompagnent de définitions, de sources et d'explications des signes. Ces tableaux, établis d'après un grand nombre de sources, présentent inévitablement des degrés de fiabilité divers. Les données provenant des organismes compétents des Nations Unies ont été utilisées chaque fois que cela était possible. Lorsqu'il n'existe pas d'estimations normalisées au niveau international, les données des tableaux proviennent d'autres sources, notamment des bureaux des services extérieurs de l'UNICEF concernés. Chaque fois que cela était possible, seules les données nationales globales ou représentatives ont été utilisées.

La valeur des données risque d'être affectée dans les pays récemment touchés par des catastrophes, naturelles ou dues à l'homme, notamment dans les cas où l'infrastructure de base du pays a été atteinte ou lorsque sont intervenus d'importants mouvements de population.

Plusieurs des données relatives à l'espérance de vie, à l'indice synthétique de fécondité, ou aux taux bruts de natalité et de mortalité, par exemple, ont été établies dans le cadre du travail ordinaire d'estimations et de projections de la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies. Ces estimations et projections, ainsi que d'autres estimations internationales, font l'objet de mises à jour périodiques, ce qui explique que certaines données diffèrent de celles de publications antérieures de l'UNICEF.

Explication des signes

L'objectif de ce chapitre de statistiques étant de fournir un aperçu aussi large que possible de la situation des enfants et des femmes dans le monde entier, il est apparu que le détail des données et notes n'avait pas sa place dans cette section. Les signes suivants s'appliquent à tous les tableaux ; l'explication des signes spécifiques à un tableau se trouve à la dernière page du tableau.

Un nouveau tableau, ajouté cette année, présente des données sur le VIH/SIDA et le paludisme. En ce qui concerne le VIH/SIDA, les tableaux incluent des données sur la prévalence et le nombre de personnes qui vivent avec le VIH/SIDA, la prévention du SIDA et les orphelins. Pour le paludisme, les tableaux présentent des données sur l'usage de moustiquaires et de moustiquaires imprégnées d'insecticide, ainsi que sur le traitement de la fièvre avec des médicaments anti-paludiques. Ne sont inclus dans ce tableau que les pays où la prévalence du VIH/SIDA chez les adultes est de 1 % ou plus et/ou où 50 % ou plus de la population vit dans des régions où le paludisme est endémique.

En outre, des modifications ont été apportées aux tableaux 2 et 3. Dans le souci de mieux adhérer aux recommandations concernant l'allaitement exclusif au sein au cours des 6 premiers mois de la vie, telles qu'elles sont énoncées dans l'objectif d'*Un monde digne des enfants* se rapportant à l'allaitement, les taux d'allaitement exclusif dans le tableau 2 ont été recalculés pour les nourrissons âgés de 0 à 6 mois. Comme ces données comprennent des nourrissons plus âgés, et que l'allaitement exclusif tend à diminuer à mesure que l'enfant grandit, les niveaux sont plus bas que ceux que l'on avait signalés pour les enfants plus jeunes, 0-4 mois, dans les éditions précédentes.

Des données sur les taux de couverture vaccinale contre l'hépatite B ont été ajoutées au tableau 3. D'ici à la fin de 2002, 80 % des pays disposant d'un système de prestation adéquat devraient avoir introduit le vaccin contre l'hépatite B. Tous les pays devraient l'avoir introduit d'ici à 2007.

- données non disponibles
- x données se rapportant à une année ou une période différente de celle indiquée en tête de colonne, ne correspondant pas à la définition standard, ou ne portant pas sur l'ensemble du pays. Ces données ne sont pas incluses dans les moyennes ou totaux régionaux.
- * données se rapportant à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

Classement des pays et territoires selon leur taux de mortalité des moins de 5 ans

Les pays et territoires sont énumérés par ordre décroissant de leur taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5), évalué pour 2001. Ce taux est l'un des indicateurs les plus importants du bien-être des enfants. Dans les 9 tableaux suivants, les pays sont classés par ordre alphabétique. A noter que le Timor oriental est devenu officiellement le Timor-Leste le 27 septembre 2002.

	TMM5 Taux	TMM5 Classement		TMM5 Taux	TMM5 Classement		TMM5 Taux	TMM5 Classement
Sierra Leone	316	1	Afrique du Sud	71	66	Jamahiriya arabe libyenne	19	130
Niger	265	2	Kiribati	69	67	Maurice	19	130
Angola	260	3	Ouzbékistan	68	68	Sainte-Lucie	19	130
Afghanistan	257	4	Namibie	67	69	Sri Lanka	19	130
Libéria	235	5	Iles Marshall	66	70	Yougoslavie	19	130
Mali	231	6	Kirghizistan	61	71	Bosnie-Herzégovine	18	136
Somalie	225	7	Guatemala	58	72	Seychelles	17	137
Guinée-Bissau	211	8	République populaire démocratique de Corée	55	73	Bahamas	16	138
République démocratique du Congo,	205	9	Tuvalu	52	74	Bahreïn	16	138
Zambie	202	10	Algérie	49	75	Bulgarie	16	138
Tchad	200	11	République dominicaine	47	76	Qatar	16	138
Burkina Faso	197	12	Indonésie	45	77	Uruguay	16	138
Mozambique	197	12	Maroc	44	78	Dominique	15	143
Burundi	190	14	Nicaragua	43	79	Antigua-et-Barbuda	14	144
Malawi	183	15	Turquie	43	79	Barbade	14	144
Mauritanie	183	15	République islamique d'Iran	42	81	Oman	13	146
Nigéria	183	15	Vanuatu	42	81	Chili	12	147
Rwanda	183	15	Egypte	41	83	Estonie	12	147
République centrafricaine	180	19	Belize	40	84	Costa Rica	11	149
Côte d'Ivoire	175	20	Chine	39	85	Liechtenstein	11	149
Ethiopie	172	21	El Salvador	39	85	Koweït	10	151
Guinée	169	22	Pérou	39	85	Emirats arabes unis	9	152
République-Unie de Tanzanie	165	23	Cap-Vert	38	88	Cuba	9	152
Bénin	158	24	Honduras	38	88	Hongrie	9	152
Cameroun	155	25	Philippines	38	88	Lituanie	9	152
Guinée Equatoriale	153	26	Viet Nam	38	88	Pologne	9	152
Swaziland	149	27	Brésil	36	92	Slovaquie	9	152
Djibouti	143	28	Arménie	35	93	Croatie	8	158
Togo	141	29	Jordanie	33	94	Etats-Unis	8	158
Cambodge	138	30	Liban	32	95	Malaisie	8	158
Sénégal	138	30	République de Moldova	32	95	Andorre	7	161
Madagascar	136	32	Suriname	32	95	Canada	7	161
Iraq	133	33	Albanie	30	98	Royaume-Uni	7	161
Lesotho	132	34	Equateur	30	98	Australie	6	164
Gambie	126	35	Nauru	30	98	Belgique	6	164
Ouganda	124	36	Paraguay	30	98	Brunei Darussalam	6	164
Timor-Leste (Timor oriental)	124	36	Géorgie	29	102	Chypre	6	164
Haïti	123	38	Mexico	29	102	Espagne	6	164
Zimbabwe	123	38	Palaos	29	102	France	6	164
Kenya	122	40	Arabie Saoudite	28	105	Irlande	6	164
Erythrée	111	41	République arabe syrienne	28	105	Israël	6	164
Botswana	110	42	Thaïlande	28	105	Italie	6	164
Myanmar	109	43	Tunisie	27	108	Nouvelle-Zélande	6	164
Pakistan	109	43	Ex-République yougoslave de Macédoine	26	109	Pays-Bas	6	164
Congo	108	45	Grenade	25	110	Portugal	6	164
Soudan	107	46	Panama	25	110	Saint-Marin	6	164
Yémen	107	46	Saint-Vincent/Grenadines	25	110	Suisse	6	164
Azerbaïdjan	105	48	Samoa	25	110	Allemagne	5	178
Ghana	100	49	Etats fédérés de Micronésie	24	114	Autriche	5	178
République démocratique populaire lao	100	49	Saint-Kitts-et-Nevis	24	114	Finlande	5	178
Turkménistan	99	51	Iles Salomon	24	114	Grèce	5	178
Bhoutan	95	52	Territoire palestinien occupé	24	114	Japon	5	178
Papouasie-Nouvelle-Guinée	94	53	Colombie	23	118	Luxembourg	5	178
Inde	93	54	Iles Cook	23	118	Malte	5	178
Népal	91	55	Venezuela	22	120	Monaco	5	178
Gabon	90	56	Fédération de Russie	21	121	République de Corée	5	178
Comores	79	57	Fidji	21	121	République tchèque	5	178
Bangladesh	77	58	Lettonie	21	121	Slovénie	5	178
Bolivie	77	58	Roumanie	21	121	Danemark	4	189
Maldives	77	58	Bélarus	20	125	Islande	4	189
Kazakhstan	76	61	Jamaïque	20	125	Norvège	4	189
Mongolie	76	61	Tonga	20	125	Singapour	4	189
Sao Tomé-et-Principe	74	63	Trinité-et-Tobago	20	125	Suède	3	193
Guyana	72	64	Ukraine	20	125	Nioué	pas de données	-
Tadjikistan	72	64	Argentine	19	130	Saint-Siège	pas de données	-

TABLEAU 1 : INDICATEURS DE BASE

Pays et territoires	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans		Taux de mortalité infantile (moins d'un an)		Population (milliers) d'habitants 2001	Nombre annuel de naissances (milliers) 2001	Nombre annuel de décès des moins de 5 ans (milliers) 2001	RNB par habitant (SEU) 2001	Espérance de vie à la naissance (années) 2001	Taux d'alphabétisation des adultes 2000	Taux net d'inscription/fréquentation à l'école primaire (%) 1995-2001*	Part du revenu des ménages (%) 1990-2000*	
		1960	2001	1960	2001								les 40% les plus pauvres	les 20% les plus riches
Afghanistan	4	360	257	215	165	22474	1078	277	250x	43	36	24	-	-
Afrique du Sud	66	130	71	89	56	43792	1105	78	2900	50	85	95	8	65
Albanie	98	151	30	112	26	3145	59	2	1230	73	-	90	-	-
Algérie	75	280	49	164	39	30841	750	37	1630	70	63	97	19	43
Allemagne	178	40	5	34	4	82007	697	3	23700	78	-	87	21	39
Andorre	161	-	7	-	6	90	1	0	d	-	-	-	-	-
Angola	3	345	260	208	154	13527	697	181	500	45	-	64	-	-
Antigua-et-Barbuda	144	-	14	-	12	65	1	0	9070	-	82x	98	-	-
Arabie saoudite	105	250	28	170	23	21028	715	20	7230x	72	77	58	-	-
Argentine	130	72	19	60	16	37488	724	14	6960	74	97	100	-	-
Arménie	93	-	35	-	31	3788	36	1	560	73	99x	-	15	51
Australie	164	24	6	20	6	19338	249	1	19770	79	-	95	18	41
Autriche	178	43	5	37	5	8075	71	0	23940	78	-	91	20	38
Azerbaïdjan	48	-	105	-	74	8096	107	11	650	72	97x	91	18	43
Bahamas	138	68	16	51	13	308	6	0	14960x	69	96	88	-	-
Bahreïn	138	160	16	110	13	652	11	0	9370x	74	88	84	-	-
Bangladesh	58	248	77	149	51	140369	4284	330	370	60	41	79	21	43
Barbade	144	90	14	74	12	268	3	0	9250x	77	98	90	-	-
Bélarus	125	47	20	37	17	10147	91	2	1190	69	99	85x	27	33
Belgique	164	35	6	31	5	10264	102	1	23340	79	-	100	22	37
Belize	84	104	40	74	34	231	6	0	2910	74	80x	100	-	-
Bénin	24	296	158	176	94	6446	269	43	360	54	37	70	-	-
Bhoutan	52	300	95	175	74	2141	75	7	640	62	47	53	-	-
Bolivie	58	255	77	152	60	8516	267	21	940	63	86	91	13	49
Bosnie-Herzégovine	136	160	18	105	15	4067	39	1	1240	74	93x	98	-	-
Botswana	42	173	110	118	80	1554	49	5	3630	39	77	84	-	-
Brésil	92	177	36	115	31	172559	3363	121	3060	68	85	97	8	64
Brunéi Darussalam	164	87	6	63	6	335	7	0	24630x	76	92	91x	-	-
Bulgarie	138	70	16	49	14	7867	62	1	1560	71	99	95	24	37
Burkina Faso	12	315	197	181	104	11856	558	110	210	47	23	35	12	60
Burundi	14	250	190	148	114	6502	284	54	100	41	48	47	15	48
Cambodge	30	-	138	-	97	13441	479	66	270	56	68x	65	18	48
Cameroun	25	255	155	151	96	15203	558	86	570	50	75	74	13	53
Canada	161	33	7	28	5	31015	342	2	21340	79	-	99	20	39
Cap-Vert	88	-	38	-	29	437	13	0	1310	70	73	99	-	-
Chili	147	155	12	118	10	15402	287	3	4350	75	96	89	10	61
Chine	85	225	39	150	31	1284972	18841	735	890	71	85	93	16	47
Chypre	164	36	6	30	5	790	11	0	12370x	78	97	81	-	-
Colombie	118	125	23	79	19	42803	979	23	1910	71	92	90	10	61
Comores	57	265	79	200	59	727	28	2	380	60	74x	34	-	-
Congo	45	220	108	143	81	3110	139	15	700	51	81	96x	-	-
Congo (République démocratique du)	9	302	205	174	129	52522	2507	514	100x	52	67x	51	-	-
Corée (République de)	178	127	5	90	5	47069	611	3	9400	75	98	97	20	39
Corée (République populaire démocratique de)	73	120	55	85	42	22428	387	21	a	65	100x	-	-	-
Costa Rica	149	123	11	87	9	4112	92	1	3950	77	96	91	13	51
Côte d'Ivoire	20	290	175	195	102	16349	581	102	630	48	47	57	18	44
Croatie	158	98	8	70	7	4655	54	0	4650	74	98	72	22	38
Cuba	152	54	9	39	7	11237	134	1	1170x	76	96	99	-	-
Danemark	189	25	4	22	4	5333	61	0	31090	76	-	99	25	35
Djibouti	28	289	143	186	100	644	25	4	890	42	51	31	-	-
Dominique	143	-	15	-	14	71	1	0	3060	-	-	89	-	-
Egypte	83	282	41	189	35	69080	1672	69	1530	68	55	86	23	39
El Salvador	85	191	39	130	33	6400	167	7	2050	70	79	81	11	56
Emirats arabes unis	152	223	9	149	8	2654	41	0	18060x	75	87x	78	-	-
Equateur	98	178	30	107	24	12880	308	9	1240	70	92	98	15	50
Erythrée	41	-	111	-	72	3816	152	17	190	52	30x	40	-	-
Espagne	164	57	6	46	4	39921	359	2	14860	79	98	100	20	40
Estonie	147	52	12	40	11	1377	12	0	3880	71	98x	98	18	45
Etats-Unis	158	30	8	26	7	285926	3827	31	34870	77	-	95	16	46

	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans		Taux de mortalité infantile (moins d'un an)		Population (milliers d'habitants) 2001	Nombre annuel de naissances (milliers) 2001	Nombre annuel de décès des moins de 5 ans (milliers) 2001	RNB par habitant (SEU) 2001	Espérance de vie à la naissance (années) 2001	Taux d'alphabétisation des adultes 2000	Taux net d'inscription/fréquentation à l'école primaire (%) 1995-2001*	Part du revenu des ménages (%) 1990-2000*	
		1960	2001	1960	2001								les 40% les plus pauvres	les 20% les plus riches
		1960	2001	1960	2001									
Ethiopie	21	269	172	180	116	64459	2848	490	100	44	39	30	18	48
Fidji	121	97	21	71	18	823	20	0	2130	69	93	99	-	-
Finlande	178	28	5	22	4	5178	52	0	23940	78	-	100	24	36
France	164	34	6	29	4	59453	733	4	22690	79	-	100	20	40
Gabon	56	-	90	-	60	1262	48	4	3160	53	71	93	-	-
Gambie	35	364	126	207	91	1337	51	6	330	47	37	46	12	55
Géorgie	102	70	29	52	24	5239	56	2	620	73	100x	98	18	44
Ghana	49	215	100	126	57	19734	653	65	290	57	70	50	16	47
Grèce	178	64	5	53	5	10623	96	0	11780	78	97	97	20	40
Grenade	110	-	25	-	20	94	2	0	3720	-	-	98	-	-
Guatemala	72	202	58	136	43	11687	409	24	1670	65	69	81	11	61
Guinée	22	380	169	215	109	8274	365	62	400	48	41	49	17	47
Guinée-Bissau	8	-	211	-	130	1227	55	12	160	45	37	41	9	59
Guinée équatoriale	26	316	153	188	101	470	20	3	700	51	83	38	-	-
Guyana	64	126	72	100	54	763	17	1	840	63	98	97	17	47
Haïti	38	253	123	169	79	8270	256	31	480	53	49	54	-	-
Honduras	88	204	38	137	31	6575	204	8	900	66	81x	86	9	59
Hongrie	152	57	9	51	8	9917	89	1	4800	72	99	90	25	34
Iles Cook	118	-	23	-	19	20	0	0	-	-	-	98	-	-
Iles Marshall	70	-	66	-	54	52	2	0	2190	-	-	100	-	-
Iles Salomon	114	185	24	120	20	463	18	0	580	69	-	-	-	-
Inde	54	242	93	146	67	1025096	25112	2335	460	64	56	76	20	46
Indonésie	77	216	45	128	33	214840	4440	200	680	67	87	91	21	41
Iran														
(République islamique d')	81	281	42	164	35	71369	1592	67	1750	69	77	97	-	-
Iraq	33	171	133	117	107	23584	823	109	2170x	63	58x	93	-	-
Irlande	164	36	6	31	6	3841	57	0	23060	77	-	90	18x	43x
Islande	189	22	4	17	3	281	4	0	28880	79	-	100	-	-
Israël	164	39	6	32	6	6172	126	1	16710x	79	96	100	17	44
Italie	164	50	6	44	4	57503	505	3	19470	79	98	100	23	36
Jamaïque	125	74	20	56	17	2598	54	1	2720	75	87	94	17	46
Japon	178	40	5	31	3	127335	1192	6	35990	81	-	100	25	36
Jordanie	94	139	33	97	27	5051	169	6	1750	71	90	94	19	44
Kazakhstan	61	-	76	-	61	16095	263	20	1360	65	98x	88	18	42
Kenya	40	205	122	122	78	31293	1080	132	340	50	82	74	15	51
Kirghizistan	71	180	61	135	52	4986	101	6	280	68	97x	82	19	43
Kiribati	67	-	69	-	51	84	3	0	830	-	-	71	-	-
Koweït	151	128	10	89	9	1971	35	0	18030x	76	82	66	-	-
Lesotho	34	203	132	137	91	2057	68	9	550	44	84	65	9x	60x
Lettonie	121	44	21	35	17	2406	18	0	3300	71	100	93	21	40
l'ex-République yougoslave de Macédoine	109	177	26	120	22	2044	25	1	1690	73	-	94	-	-
Liban	95	85	32	65	28	3556	69	2	4010	73	86	90	-	-
Libéria	5	288	235	190	157	3108	172	40	490x	53	53	83	-	-
Libye, Jamahiriya arabe	130	270	19	159	16	5408	146	3	5540x	71	80	96	-	-
Liechtenstein	149	-	11	-	10	33	0	0	d	-	-	-	-	-
Lituanie	152	70	9	52	8	3689	33	0	3270	72	100	94	21	40
Luxembourg	178	41	5	33	5	442	5	0	41770	78	-	96	23	37
Madagascar	32	186	136	112	84	16437	696	95	260	53	47x	52	17	45
Malaisie	158	105	8	73	8	22633	522	4	3640	73	88	94	13	54
Malawi	15	361	183	205	114	11572	525	96	170	40	60	78	-	-
Maldives	58	300	77	180	58	300	11	1	2040	67	96	98	-	-
Mali	6	517	231	293	141	11677	583	135	210	52	40	43	13	56
Malte	178	42	5	37	5	392	5	0	9120x	78	92	99	-	-
Maroc	78	211	44	132	39	30430	775	34	1180	68	49	74	17	47
Maurice	130	92	19	67	17	1171	19	0	3830	72	84	94	-	-
Mauritanie	15	310	183	180	120	2747	120	22	350	52	40	61	18	44
Mexique	102	134	29	94	24	100368	2295	67	5540	73	91	100	11	57
Micronésie (Etats fédérés de)	114	-	24	-	20	126	4	0	2150	-	-	-	-	-

TABLEAU 1 : INDICATEURS DE BASE

	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans		Taux de mortalité infantile (moins d'un an)		Population (milliers) d'habitants 2001	Nombre annuel de naissances (milliers) 2001	Nombre annuel de décès des moins de 5 ans (milliers) 2001	RNB par habitant (SEU) 2001	Espérance de vie à la naissance (années) 2001	Taux d'alphabétisation des adultes 2000	Taux net d'inscription/fréquentation à l'école primaire (%) 1995-2001*	Part du revenu des ménages (%) 1990-2000*	
		1960	2001	1960	2001								les 40% les plus pauvres	les 20% les plus riches
		1960	2001	1960	2001									
Moldova (République de)	95	88	32	64	27	4285	50	2	380	67	99	86	16	47
Monaco	178	-	5	-	4	34	0	0	d	-	-	-	-	-
Mongolie	61	-	76	-	61	2559	57	4	400	63	99	85	20	41
Mozambique	12	313	197	180	125	18644	795	157	210	39	44	50	17	47
Myanmar	43	252	109	169	77	48364	1173	128	220x	56	85	68	-	-
Namibie	69	206	67	129	55	1788	63	4	1960	45	82	80	-	-
Nauru (République de)	98	-	30	-	25	13	0	0	-	-	95x	98	-	-
Népal	55	315	91	212	66	23593	821	75	250	59	41	66	19	45
Nicaragua	79	193	43	130	36	5208	173	7	420x	69	64	80	8	64
Niger	2	354	265	211	156	11227	625	166	170	46	16	30	10	53
Nigéria	15	207	183	123	110	116929	4702	860	290	52	64	56	13	56
Nioué	-	-	-	-	2	0	-	-	-	-	100	-	-	-
Norvège	189	23	4	19	4	4488	53	0	35530	79	-	100	24	36
Nouvelle-Zélande	164	26	6	22	6	3808	53	0	12380	78	-	100	-	-
Oman	146	280	13	164	12	2622	94	1	4940x	71	72	65	-	-
Ouganda	36	224	124	133	79	24023	1222	152	280	45	67	87	18	45
Ouzbékistan	68	-	68	-	52	25257	533	36	550	69	99x	78	14	49
Pakistan	43	227	109	139	84	144971	5340	582	420	60	43	46	22	41
Palaos	102	-	29	-	24	20	1	0	6730	-	-	-	-	-
Panama	110	88	25	58	19	2899	61	2	3290	74	92	98	12	53
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53	214	94	143	70	4920	160	15	580	57	76	84	12	57
Paraguay	98	90	30	66	26	5636	170	5	1300	70	93	91	8	61
Pays-Bas	164	22	6	18	5	15930	175	1	24040	78	-	100	20	40
Pérou	85	234	39	142	30	26093	606	24	2000	69	90	100	13	51
Philippines	88	110	38	80	29	77131	2065	78	1040x	70	95	96	14	52
Pologne	152	70	9	62	8	38577	370	3	4240	74	100	97	21	40
Portugal	164	112	6	81	5	10033	113	1	10670	76	92	100	19	43
Qatar	138	140	16	94	11	575	10	0	12000x	70	81	95	-	-
République centrafricaine	19	327	180	187	115	3782	144	26	270	44	46	43	7	65
République démocratique populaire lao	49	235	100	155	87	5403	197	20	310	54	62	69	19	45
République dominicaine	76	149	47	102	41	8507	201	9	2230	67	84	92	14	53
République tchèque	178	25	5	22	4	10260	90	0	5270	75	-	90	25	36
Roumanie	121	82	21	69	19	22388	233	5	1710	70	98	93	21	40
Royaume-Uni	161	27	7	23	6	59542	653	5	24230	78	-	99	18	43
Russie, Fédération de	121	64	21	48	18	144664	1230	26	1750	66	99	93x	13	54
Rwanda	15	206	183	122	96	7949	320	59	220	40	67	68	23x	39x
Saint-Kitts-et-Nevis	114	-	24	-	20	38	1	0	6880	-	-	89	-	-
Saint-Marin	164	-	6	-	4	27	0	0	d	-	-	-	-	-
Saint-Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	110	-	25	-	22	114	2	0	2690	-	-	84	-	-
Sainte-Lucie	130	-	19	-	17	149	3	0	3970	74	-	96	15	48
Samoa	110	210	25	134	20	159	4	0	1520	70	-	97	-	-
Sao Tomé-et-Principe	63	-	74	-	57	140	6	0	280	-	-	74	-	-
Sénégal	30	300	138	173	79	9662	369	51	480	54	37	47	17	48
Seychelles	137	-	17	-	13	81	3	0	7050x	-	88x	100	-	-
Sierra Leone	1	390	316	220	182	4587	232	73	140	40	36	37	3x	63x
Singapour	189	40	4	31	3	4108	48	0	24740x	78	92	93	-	-
Slovaquie	152	40	9	33	8	5403	55	0	3700	73	100	-	28	31
Slovénie	178	45	5	37	4	1985	17	0	9780	76	100x	94	23	38
Somalie	7	-	225	-	133	9157	481	108	120x	48	-	12	-	-
Soudan	46	208	107	123	65	31809	1098	117	330	56	57	45	-	-
Sri Lanka	130	133	19	83	17	19104	332	6	830	72	92	97	20	43
Suède	193	20	3	16	3	8833	75	0	25400	80	-	100	24	35
Suisse	164	27	6	22	5	7170	65	0	36970	79	-	99	20	40
Suriname	95	98	32	70	26	419	8	0	1690	71	94	89	-	-
Swaziland	27	225	149	150	106	938	32	5	1300	42	80	71	9	64
Syrie, République arabe	105	201	28	136	23	16610	495	14	1000	71	74	99	-	-
Tadjikistan	64	140	72	95	53	6135	149	11	170	68	99	84	21	40
Tanzanie (République-Unie de)	23	241	165	142	104	35965	1393	230	270	51	75	47	18	46

	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans		Taux de mortalité infantile (moins d'un an)		Population (milliers) d'habitants 2001	Nombre annuel de naissances (milliers) 2001	Nombre annuel de décès des moins de 5 ans (milliers) 2001	RNB par habitant (SEU) 2001	Espérance de vie à la naissance (années) 2001	Taux d'alphabétisation des adultes 2000	Taux net d'inscription/fréquentation à l'école primaire (%) 1995-2001*	Part du revenu des ménages (%) 1990-2000*	
		1960	2001	1960	2001								les 40% les plus pauvres	les 20% les plus riches
Tchad	11	-	200	-	117	8135	396	79	200	46	54	39	-	-
Territoire palestinien occupé	114	-	24	-	21	3311	132	3	1350	72	-	94	-	-
Thaïlande	105	148	28	103	24	63584	1170	33	1970	70	96	81	16	48
Timor-Leste	36	-	124	-	85	750	20	2	-	49	-	-	-	-
Togo	29	267	141	158	79	4657	182	26	270	52	57	63	-	-
Tonga (Royaume des)	125	-	20	-	17	99	2	0	1530	-	99x	95	-	-
Trinité-et-Tobago	125	73	20	61	17	1300	17	0	5540	75	98	93	16	46
Tunisie	108	254	27	170	21	9562	176	5	2070	70	71	94	16	48
Turkménistan	51	-	99	-	76	4835	127	13	990	67	-	80	16	48
Turquie	79	219	43	163	36	67632	1424	61	2540	70	85	88	16	48
Tuvalu	74	-	52	-	38	10	0	0	-	-	98x	100	-	-
Ukraine	125	53	20	41	17	49112	400	8	720	68	99x	-	22	38
Uruguay	138	56	16	48	14	3361	58	1	5670	75	98	94	15x	48x
Vanuatu	81	225	42	141	34	202	6	0	1050	68	-	96	-	-
Venezuela	120	75	22	56	19	24632	577	13	4760	73	93	88	11	53
Viet Nam	88	219	38	147	30	79175	1586	60	410	69	93	94	19	45
Yémen	46	340	107	220	79	19114	953	102	460	61	46	61	20	41
Yougoslavie	130	120	19	87	17	10538	120	2	940x	73	98x	97	-	-
Zambie	10	213	202	126	112	10649	448	90	320	42	78	66	11	57
Zimbabwe	38	159	123	97	76	12852	459	56	480	43	93	80	13	56

DONNÉES CONSOLIDÉES

Afrique subsaharienne	253	173	152	107	633831	26115	4518	519	48	61	57	11	59
Moyen-Orient et Afrique du Nord	250	61	157	47	350661	9792	597	1375	67	65	80	20	43
Asie du Sud	244	98	148	70	1378048	37053	3631	449	62	53	71	20	45
Asie de l'Est et Pacifique	212	43	140	33	1893785	31823	1368	1140	69	87	91	18	45
Amérique latine et Caraïbes	153	34	102	28	521051	11452	389	3610	70	88	95	9	60
ECO/CEI** et États baltes	103	37	78	30	476604	5826	216	1980	69	97	89	18	45
Pays industrialisés	37	7	31	5	965071	109687	68	28210	78	-	97	20	41
Pays en développement	223	89	141	62	4925611	119157	10605	1159	62	74	79	15	50
Pays les moins avancés	278	157	170	100	684615	27105	4255	295	51	51	56	18	46
Total mondial	197	82	126	57	6219051	231748	10803	5228	64	79	81	19	43

**Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants. On trouvera page 114 la liste des pays classés par régions.

DÉFINITIONS

Taux de mortalité des moins de 5 ans – Probabilité de décéder entre la naissance et le cinquième anniversaire, pour 1 000 naissances vivantes.

Taux de mortalité infantile – Probabilité de décéder entre la naissance et le premier anniversaire, pour 1 000 naissances vivantes.

RNB par habitant – Le revenu national brut (RNB) est la somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidents, majorée des taxes (subventions en moins) non incluses dans l'évaluation des produits ainsi que des recettes nettes des revenus primaires provenant du reste du monde (rémunérations des employés et revenus de la propriété). Le RNB par habitant correspond au revenu national brut divisé par le nombre d'habitants au milieu de l'année. La conversion du RNB par habitant en dollars des E.-U. s'effectue selon la méthode utilisée pour l'Atlas de la Banque mondiale.

Espérance de vie à la naissance – Nombre d'années que vivrait un nouveau-né sujet aux risques particuliers à un échantillon représentatif de la population au moment de sa naissance.

Taux d'alphabétisation des adultes – Pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus sachant lire et écrire.

Taux net d'inscription/de fréquentation à l'école primaire – Calculé à partir des taux de scolarisation en primaire indiqués par l'UNESCO et des rapports sur la fréquentation de l'école primaire tirés des enquêtes nationales sur les ménages.

Répartition du revenu – Pourcentage du revenu dont disposent les 20 % des ménages les plus riches et les 40 % des ménages les plus pauvres.

SOURCES PRINCIPALES

Mortalité infantile et mortalité des moins de 5 ans – UNICEF, Division de la population de l'Organisation des Nations Unies, et Bureau de statistique des Nations Unies.

Population totale – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

Natalité – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

Décès des moins de 5 ans – UNICEF.

RNB par habitant – Banque mondiale.

Espérance de vie – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

Alphabétisation des adultes – Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), y compris Bilan de l'éducation pour tous à l'an 2000.

Inscription/fréquentation à l'école primaire – UNESCO, y compris Bilan de l'éducation pour tous à l'an 2000, enquêtes par grappes avec indicateurs multiples (MICS) et enquêtes démographiques et sanitaires (EDS).

Revenu des ménages – Banque mondiale.

NOTES

a : 745 dollars ou moins.

b : Entre 746 et 2 975 dollars.

c : Entre 2 976 et 9 205 dollars.

d : Plus de 9 206 dollars.

- données non disponibles.

x données se rapportant à une année ou une période différente de celle indiquée en tête de colonne, ne correspondant pas à la définition standard, ou ne portant pas sur l'ensemble du pays.

* données se rapportant à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

TABLEAU 2 : NUTRITION

Pays et territoires	Classement selon le TMM5	% de nouveau-nés présentant une insuffisance pondérale 1995-2000*	% d'enfants nourris au sein (1995-2001*)			% d'enfants de moins de 5 ans (1995-2001*) souffrant				Taux de couverture de l'apport en vitamine A (6-59 mois) 2000	% de ménages consommant du sel iodé 1997-2002*
			exclusivement (<6 mois)	plus aliments de sevrage (6-9 mois)	encore allaités (20-23 mois)	d'insuffisance pondérale modérée et grave	d'insuffisance pondérale grave	d'émaciation modérée et grave	de retard de croissance modéré et grave		
Afghanistan	4	-	-	-	-	48	-	25	52	70	-
Afrique du Sud	66	-	6	46	-	12	2	3	25	-	62
Albanie	98	5	6	24	6	14	4	11	32	-	56
Algérie	75	7	13	38	22	6	1	3	18	-	69
Allemagne	178	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Andorre	161	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	3	-	11	77	37	-	-	-	-	100	10x
Antigua-et-Barbuda	144	8	-	-	-	10x	4x	10x	7x	-	-
Arabie saoudite	105	3	31k	60	30	14	3	11	20	-	-
Argentine	130	7	-	-	-	5	1	3	12	-	90x
Arménie	93	9	30	51	13	3	0	2	13	-	84
Australie	164	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	178	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan	48	10	7	39	16	17	4	8	20	-	41
Bahamas	138	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bahreïn	138	10	34k	65	41	9	2	5	10	-	-
Bangladesh	58	30	46	-	87	48	13	10	45	85	70
Barbade	144	10	-	-	-	6x	1x	5x	7x	-	-
Bélarus	125	5	-	-	-	-	-	-	-	-	37x
Belgique	164	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belize	84	4	24k	54	23	6x	1x	-	-	-	90x
Bénin	24	15	38	66	62	23	5	8	31	96	72
Bhoutan	52	15	-	-	-	19	3	3	40	93	82x
Bolivie	58	8	29	76	36	10	2	2	26	73	63
Bosnie-Herzégovine	136	4	-	-	-	4	1	6	10	-	-
Botswana	42	11	34	57	11	13	2	5	23	-	66
Brésil	92	9	-	30	17	6	1	2	11	11	95x
Brunéi Darussalam	164	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	138	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Burkina Faso	12	18	6	49	87	34	12	13	37	93	23x
Burundi	14	16x	62	46	85	45	13	8	57	96	68
Cambodge	30	9	12	72	59	45	13	15	45	63	14
Cameroun	25	10	12	72	29	21	4	5	35	100	84
Canada	161	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cap-Vert	88	13	57k	64	13	14x	2x	6x	16x	-	0x
Chili	147	5	73k	-	-	1	-	0	2	-	100
Chine	85	6	67k	-	-	10	-	3	17	-	91
Chypre	164	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colombie	118	7	32	58	25	7	1	1	14	-	92
Comores	57	18	21	34	45	25	9	12	42	6	83
Congo	45	-	4k	94	13	14x	3x	4x	19x	100	-
Congo (République démocratique du)	9	15	24	79	52	31	9	13	38	93	72
Corée (République de)	178	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corée (République populaire démocratique de)	73	-	97k	-	-	60	-	19	60	96	-
Costa Rica	149	6	35x,k	47x	12x	5	0	2	6	-	97x
Côte d'Ivoire	20	17	10	54	42	21	5	8	25	16	31
Croatie	158	6	23	-	-	1	-	1	1	-	90
Cuba	152	6	41	42	9	4	0	2	5	-	0
Danemark	189	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	28	-	-	-	-	18	6	13	26	-	-
Dominique	143	8x	-	-	-	5x	0x	2x	6x	-	-
Egypte	83	10	57	71	30	4	1	3	19	-	28
El Salvador	85	13	16	77	40	12	1	1	23	-	91x
Emirats arabes unis	152	-	34k	52	29	14	3	15	17	-	-
Equateur	98	16	29x,k	52x	34x	15	2	-	27	25	99
Erythrée	41	14	59	45	60	44	17	16	38	74	97
Espagne	164	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Estonie	147	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	158	8	-	-	-	1x	0x	1x	2x	-	-

	Classement selon le TMM5	% de nouveau-nés présentant une insuffisance pondérale 1995-2000*	% d'enfants nourris au sein (1995-2001*)			% d'enfants de moins de 5 ans (1995-2001*) souffrant				Taux de couverture de l'apport en vitamine A (6-59 mois) 2000	% de ménages consommant du sel iodé 1997-2002*
			exclusivement (<6 mois)	plus aliments de sevrage (6-9 mois)	encore allaités (20-23 mois)	d'insuffisance pondérale modérée et grave	d'insuffisance pondérale grave	d'émaciation modérée et grave	de retard de croissance modéré et grave		
Ethiopie	21	12	55	43	77	47	16	11	52	65	28
Fidji	121	12x	-	-	-	8x	1x	8x	3x	-	31x
Finlande	178	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France	164	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gabon	56	-	6	62	9	12	2	3	21	100	15
Gambie	35	14	26	37	54	17	4	9	19	87	8
Géorgie	102	6	18k	12	12	3	0	2	12	-	8
Ghana	49	9	31	70	57	25	5	10	26	89	28
Grèce	178	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grenade	110	11x	39k	-	-	-	-	-	-	-	-
Guatemala	72	12	39	76	45	24	5	3	46	-	49
Guinée	22	10	11	28	73	23	5	9	26	99	12
Guinée-Bissau	8	20	37	36	67	23	5	10	28	91	2
Guinée équatoriale	26	-	24	-	-	-	-	-	-	-	20x
Guyana	64	14	-	-	-	12	-	12	10	-	-
Haïti	38	28x	24	73	30	17	4	5	23	32	11
Honduras	88	6	42k	69	45	25	4	2	39	60	80
Hongrie	152	9	-	-	-	2x	0x	2x	3x	-	-
Iles Cook	118	1x	19k	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Marshall	70	14x	-	-	-	-	-	-	-	83	-
Iles Salomon	114	-	-	-	-	21x	4x	7x	27x	-	-
Inde	54	26	37k	44	66	47	18	16	46	22	49
Indonésie	77	9	42	81	65	26	8	-	-	71	64
Iran (République islamique d')	81	7	66k	96	41	11	2	5	15	-	94
Iraq	33	23	-	-	25	16	-	-	22	-	40
Irlande	164	4x	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Islande	189	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	164	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	164	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jamaïque	125	11	-	-	-	4	-	4	3	-	100
Japon	178	7x	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jordanie	94	10	11	68	12	5	1	2	8	-	88
Kazakhstan	61	6	36	73	17	4	0	2	10	-	20
Kenya	40	9	5	67	24	23	7	6	37	90	91
Kirghizistan	71	6	24	77	21	11	2	3	25	-	27
Kiribati	67	3x	-	-	-	13x	-	11x	28x	61	-
Koweït	151	7	12k	26	9	10	3	11	24	-	-
Lesotho	34	-	16	47	52	16	4	5	44	17	69
Lettonie	121	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
l'ex-République yougoslave de Macédoine	109	6	37	8	10	6	1	4	7	-	100
Liban	95	6	27k	35	11	3	0	3	12	-	87
Libéria	5	-	73k	-	28	20x	-	3x	37x	83	-
Libye, Jamahiriya arabe	130	7x	-	-	23	5	1	3	15	-	90x
Liechtenstein	149	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	152	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	178	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	32	15	41	82	43	33	11	14	49	58	76
Malaisie	158	9	-	-	-	18	1	-	-	-	-
Malawi	15	13x	44	93	77	25	6	6	49	54	49
Maldives	58	12	10	85	-	30	7	13	25	93	44
Mali	6	16	8	33	60	43	-	-	-	70	9x
Malte	178	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maroc	78	9x	31k	33	20	9x	2x	2x	23x	-	-
Maurice	130	13	16x,k	29x	-	16	2	15	10	-	0x
Mauritanie	15	-	28k	78	57	32	10	13	35	81	2
Mexique	102	9	38x,k	36x	21x	8	1	2	18	-	90
Micronésie (Etats fédérés de)	114	9x	-	-	-	-	-	-	-	72	-

TABLEAU 2 : NUTRITION

	Classement selon le TMM5	% de nouveau-nés présentant une insuffisance pondérale 1995-2000*	% d'enfants nourris au sein (1995-2001*)			% d'enfants de moins de 5 ans (1995-2001*) souffrant				Taux de couverture de l'apport en vitamine A (6-59 mois) 2000	% de ménages consommant du sel iodé 1997-2002*
			exclusivement (<6 mois)	plus aliments de sevrage (6-9 mois)	encore allaités (20-23 mois)	d'insuffisance pondérale modérée et grave	d'émaciation modérée et grave	de retard de croissance modérée et grave			
Moldova (République de)	95	7	-	-	-	3	-	3	10	-	33
Monaco	178	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mongolie	61	6	51	54	57	13	3	6	25	87	68
Mozambique	12	13	30	87	58	26	9	8	36	92	62x
Myanmar	43	16	11	66	59	36	9	10	37	67	46
Namibie	69	15x	14x	65x	23x	24	5	9	24	81	63
Nauru (République de)	98	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Népal	55	21	69	66	92	48	13	10	51	82	63
Nicaragua	79	13	22	65	29	12	2	2	25	-	86
Niger	2	12	1	56	61	40	14	14	40	92	44
Nigéria	15	9	17	-	35	27	11	12	46	79	98
Nioué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	189	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	164	6	-	-	-	-	-	-	-	-	83
Oman	146	8	31k	-	-	24	4	13	23	-	61
Ouganda	36	13	65	75	50	23	5	4	39	42	95
Ouzbékistan	68	6	16	45	36	19	5	12	31	-	19
Pakistan	43	21x	16k	31	56	38	13	-	-	95	19x
Palaos	102	8x	59k	-	-	-	-	-	-	-	-
Panama	110	10	25	38	21	7	-	1	14	-	95
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53	-	59	74	66	35x	-	-	-	-	-
Paraguay	98	9	7k	59	15	5	-	1	11	-	83
Pays-Bas	164	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pérou	85	10	71	76	49	7	1	1	25	-	93
Philippines	88	18	37	57	23	28	-	6	30	90	22
Pologne	152	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	164	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Qatar	138	10	12k	48	21	6	-	2	8	-	-
République centrafricaine	19	13x	17	78	53	24	6	9	39	100	87
République démocratique populaire lao	49	-	23	10	47	40	13	15	41	58	76
République dominicaine	76	13	11	26	6	5	1	2	6	9	18
République tchèque	178	6	-	-	-	1x	0x	2x	2x	-	-
Roumanie	121	9	-	-	-	6x	1x	3x	8x	-	-
Royaume-Uni	161	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Russie, Fédération de	121	7	-	-	-	3	1	4	13	-	30x
Rwanda	15	12x	84	79	71	24	5	7	43	59	82
Saint-Kitts-et-Nevis	114	13x	56k	-	-	-	-	-	-	-	100
Saint-Marin	164	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	110	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	130	8x	-	-	-	14x	-	6x	11x	-	-
Samoa	110	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	63	7x	56	-	-	16	5	5	26	3	41
Sénégal	30	12	24k	64	49	18	4	8	19	93	31
Seychelles	137	10x	-	-	-	6x	0x	2x	5x	-	-
Sierra Leone	1	22	4	53	51	27	9	10	34	77	23
Singapour	189	8	-	-	-	14x	-	4x	11x	-	-
Slovaquie	152	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Slovénie	178	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	7	-	9	13	8	26	7	17	23	100	-
Soudan	46	-	13x	45x	44x	17	7	-	-	99	1
Sri Lanka	130	17	54k	-	62	29	-	14	14	-	88
Suède	193	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	164	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suriname	95	11	9	25	11	-	-	-	-	-	-
Swaziland	27	-	24	60	25	10	2	1	30	-	54
Syrie, République arabe	105	6	-	50x	-	13	4	9	21	7	40
Tadjikistan	64	13	14	35	35	-	-	-	-	-	20
Tanzanie (République-Unie de)	23	11	32	64	48	29	7	5	44	45	67

	Classement selon le TMM5	% de nouveau-nés présentant une insuffisance pondérale 1995-2000*	% d'enfants nourris au sein (1995-2001*)			% d'enfants de moins de 5 ans (1995-2001*) souffrant				Taux de couverture de l'apport en vitamine A (6-59 mois) 2000	% de ménages consommant du sel iodé 1997-2002*
			exclusivement (<6 mois)	plus aliments de sevrage (6-9 mois)	encore allaités (20-23 mois)	d'insuffisance pondérale modérée et grave	d'émaciation grave	d'émaciation modérée et grave	de retard de croissance modéré et grave		
Tchad	11	24	10	68	51	28	10	12	28	99	58
Territoire palestinien occupé	114	9	29k	78	11	3	0	1	8	16	37
Thaïlande	105	7	4k	71	27	19x	-	6x	16x	-	74
Timor-Leste	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Togo	29	13	18	65	65	25	7	12	22	100	67
Tonga (Royaume des)	125	2x	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	125	-	2	-	-	7x	-	4x	4x	-	1
Tunisie	108	5	12x,k	-	16x	4	1	2	12	-	97
Turkménistan	51	5	13	71	27	12	2	6	22	-	75
Turquie	79	15	7	34	21	8	1	2	16	-	64
Tuvalu	74	3x	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	125	6	-	46	10	3	1	6	15	-	5
Uruguay	138	-	-	-	-	5	1	1	8	-	-
Vanuatu	81	7x	-	-	-	20x	-	-	19x	-	-
Venezuela	120	6	7k	50	31	5	1	3	14	-	90
Viet Nam	88	9	31k	52	21	33	6	6	36	61	40
Yémen	46	26	18	79	41	46	15	13	52	95	39
Yougoslavie	130	5	11k	33	11	2	0	4	5	-	73
Zambie	10	11	11k	-	39	25	-	4	59	86	54
Zimbabwe	38	10	33	90	35	13	2	6	27	-	93

DONNÉES CONSOLIDÉES

Afrique subsaharienne	12	27	63	50	29	9	10	40	77	67
Moyen-Orient et Afrique du Nord	11	41	68	30	14	4	6	22	-	53
Asie du Sud	26	36	42	67	46	17	15	45	42	53
Asie de l'Est et Pacifique	8	54	-	-	17	-	4	21	-	80
Amérique latine et Caraïbes	9	-	48	25	8	1	2	16	-	81
ECO/CEI* et Etats baltes	9	13	42	21	7	2	4	16	-	39
Pays industrialisés	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays en développement	14	39	54	52	27	10	8	32	56	68
Pays les moins avancés	18	34	63	63	36	10	11	43	78	54
Total mondial	14	39	54	52	27	10	8	32	56	67

**Europe centrale et orientale, Communauté d'Etats indépendants.

On trouvera page 114 la liste des pays classés par régions.

DÉFINITIONS

Insuffisance pondérale à la naissance – Moins de 2 500 grammes.

Faible poids – Modéré et grave : pourcentage d'enfants dont le poids pour l'âge est inférieur de deux écarts-types à la médiane de la population de référence; grave : pourcentage d'enfants dont le poids pour l'âge est inférieur de trois écarts-types à la médiane de la population de référence.

Émaciation – Modérée et grave : pourcentage d'enfants dont le poids pour la taille est inférieur de deux écarts-types à la médiane de la population de référence.

Retard de croissance – Modéré et grave : pourcentage d'enfants dont la taille pour l'âge est inférieure de deux écarts-types à la médiane de la population de référence.

Vitamine A – Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 59 mois qui ont reçu au moins une forte dose de comprimés de vitamine A en 2000.

SOURCES PRINCIPALES

Insuffisance pondérale à la naissance – UNICEF, enquêtes démographiques et sanitaires (EDS), enquêtes par grappes avec indicateurs multiples et Organisation mondiale de la santé (OMS).

Allaitement maternel – EDS, enquêtes par grappes avec indicateurs multiples et UNICEF.

Faible poids, émaciation, retard de croissance – EDS, enquêtes par grappes avec indicateurs multiples, OMS et UNICEF.

Iodation du sel – Enquêtes par grappes avec indicateurs multiples, EDS et UNICEF.

Vitamine A – Bureaux extérieurs de l'UNICEF et OMS.

NOTES	
-	données non disponibles.
x	données se rapportant à une année ou une période différente de celle indiquée en tête de colonne, ne correspondant pas à la définition standard, ou ne portant pas sur l'ensemble du pays.
k	données se rapportant à l'allaitement exclusif au sein pendant moins de 4 mois.
*	données se rapportant à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

TABLEAU 3 : SANTÉ

Pays et territoires	Classement selon le TMM5	% de la population utilisant des sources d'eau potable améliorées 2000			% de la population ayant accès à un assainissement adéquat 2000			% de vaccins PEV réguliers payés par l'Etat 2001	% d'enfants complètement vaccinés 2001					Taux de prévalence du VIH chez les adultes (15-49 ans) (%) 2001	Taux de réhydratation orale (%) 1994-2000*
		totale	urbaine	rurale	totale	urbaine	rurale	total	Enfants d'un an					2001	1994-2000*
									TB	DTC3	Polio3	Rougeole	hepB3		
Afghanistan	4	13	19	11	12	25	8	0x	54	44	45	46	-	-	40
Afrique du Sud	66	86	99	73	87	93	80	100	87	81	80	72	80	20,1	-
Albanie	98	97	99	95	91	99	85	15x	93	97	97	95	96	-	48
Algérie	75	89	94	82	92	99	81	100	97	89	89	83	-	0,1	62
Allemagne	178	-	-	-	-	-	-	-	-	97	95	89	29	0,10	-
Andorre	161	100	100	100	100	100	100	-	-	90	90	90	75	-	-
Angola	3	38	34	40	44	70	30	13	74	41	44	72	-	5,5	-
Antigua-et-Barbuda	144	91	95	89	95	98	94	100	-	98	99	97	96	-	-
Arabie saoudite	105	95	100	64	100	100	100	100	94	97	97	94	95	-	-
Argentine	130	-	-	-	-	-	-	100	99	82	88	94	-	0,69	-
Arménie	93	-	-	-	-	-	-	0	97	94	97	93	69	0,15	30
Australie	164	100	100	100	100	100	100	100	-	92	92	93	94	0,07	-
Autriche	178	100	100	100	100	100	100	100	-	84	83	79	-	0,24	-
Azerbaïdjan	48	78	93	58	81	90	70	10	98	98	99	99	-	<0,1	27
Bahamas	138	97	98	86	100	100	100	100x	-	99	91	93	-	3,5	-
Bahreïn	138	-	-	-	-	-	-	100x	-	97	97	98	97	0,26	-
Bangladesh	58	97	99	97	48	71	41	100	94	83	83	76	-	<0,1	-
Barbade	144	100	100	100	100	100	100	100	-	84	86	92	17	1,2	-
Bélarus	125	100	100	100	-	-	-	100	99	99	99	99	93	0,27	-
Belgique	164	-	-	-	-	-	-	-	-	96	96	83	60	0,16	-
Belize	84	92	100	82	50	71	25	100x	95	89	89	96	75	2,0	-
Bénin	24	63	74	55	23	46	6	55	94	76	75	65	-	3,6	18
Bhoutan	52	62	86	60	70	65	70	0x	81	88	88	78	89	<0,1	-
Bolivie	58	83	95	64	70	86	42	60	94	81	79	79	-	0,10	40
Bosnie-Herzégovine	136	-	-	-	-	-	-	-	95	91	92	92	-	<0,1	11
Botswana	42	95	100	90	66	88	43	100	99	87	87	83	64	38,8	-
Brésil	92	87	95	53	76	84	43	100	99	97	99	99	95	0,65	18
Brunéi Darussalam	164	-	-	-	-	-	-	100	99	99	99	99	99	-	-
Bulgarie	138	100	100	100	100	100	100	-	98	94	94	90	93	<0,1	-
Burkina Faso	12	42	66	37	29	39	27	0	72	41	42	46	-	6,5	37
Burundi	14	78	91	77	88	68	90	6	84	74	69	75	-	8,3	10
Cambodge	30	30	54	26	17	56	10	7	64	60	59	59	-	2,7	-
Cameroun	25	58	78	39	79	92	66	35	77	43	43	62	-	11,8	23
Canada	161	100	100	99	100	100	99	-	-	97	89	96	-	0,31	-
Cap-Vert	88	74	64	89	71	95	32	100	84	78	77	72	-	-	-
Chili	147	93	99	58	96	96	97	100x	97	97	98	97	-	0,30	-
Chine	85	75	94	66	40	69	27	100	77	79	79	79	-	0,11	29
Chypre	164	100	100	100	100	100	100	-	-	-	-	-	-	0,25	-
Colombie	118	91	99	70	86	96	56	100x	86	74	78	75	74	0,40	-
Comores	57	96	98	95	98	98	98	-	90	70	70	70	-	-	22
Congo	45	51	71	17	-	14	-	0	53	31	32	35	-	7,2	13
Congo (République démocratique du)	9	45	89	26	21	54	6	0	57	40	42	46	-	4,9	-
Corée (République de)	178	92	97	71	63	76	4	40x	89	99	98	97	89	<0,1	-
Corée (République populaire démocratique de)	73	100	100	100	99	99	100	-	-	-	-	-	-	-	18
Costa Rica	149	95	99	92	93	89	97	0x	92	88	80	82	89	0,55	-
Côte d'Ivoire	20	81	92	72	52	71	35	65	72	57	57	61	-	9,7	25
Croatie	158	-	-	-	-	-	-	100	97	94	94	94	98	<0,1	-
Cuba	152	91	95	77	98	99	95	99	99	99	99	99	99	<0,1	-
Danemark	189	100	100	100	-	-	-	100	-	97	97	94	-	0,15	-
Djibouti	28	100	100	100	91	99	50	85	38	49	49	49	-	-	-
Dominique	143	97	100	90	83	86	75	100	99	99	99	99	-	-	-
Egypte	83	97	99	96	98	100	96	100	98	99	99	97	99	<0,1	-
El Salvador	85	77	91	64	82	89	76	100x	99	99	98	97	99	0,60	-
Emirats arabes unis	152	-	-	-	-	-	-	100x	98	94	94	94	92	-	-
Equateur	98	85	90	75	86	92	74	100	99	90	92	99	71	0,30	-
Erythrée	41	46	63	42	13	66	1	0x	98	93	93	88	-	2,8	-
Espagne	164	-	-	-	-	-	-	-	-	95	95	94	80	0,50	-
Estonie	147	-	-	-	-	93	-	100	99	94	94	95	90	1,0	-
Etats-Unis	158	100	100	100	100	100	100	-	-	94	90	91	90	0,61	-

	Classement selon le TMM5	% de la population utilisant des sources d'eau potable améliorées 2000			% de la population ayant accès à un assainissement adéquat 2000			% de vaccins PEV réguliers payés par l'Etat 2001	% d'enfants complètement vaccinés 2001					Taux de prévalence du VIH chez les adultes (15-49 ans) (%) 2001	Taux de réhydratation orale (%) 1994-2000*
		totale	urbaine	rurale	totale	urbaine	rurale	total	Enfants d'un an					2001	1994-2000*
									TB	DTC3	Polio3	Rougeole	hepB3		
Ethiopie	21	24	81	12	12	33	7	18x	76	56	57	52	-	6,4	-
Fidji	121	47	43	51	43	75	12	100	99	90	99	90	93	0,07	-
Finlande	178	100	100	100	100	100	100	100	99	99	95	96	-	<0,1	-
France	164	-	-	-	-	-	-	-	84	98	97	84	-	0,33	-
Gabon	56	86	95	47	53	55	43	100	89	38	31	55	-	-	-
Gambie	35	62	80	53	37	41	35	57	99	96	87	90	84	1,6	26
Géorgie	102	79	90	61	100	100	99	0	97	86	81	73	61	<0,1	33
Ghana	49	73	91	62	72	74	70	100	91	80	80	81	-	3,0	22
Grèce	178	-	-	-	-	-	-	-	88	88	87	88	88	0,17	-
Grenade	110	95	97	93	97	96	97	100	-	96	99	96	-	-	-
Guatemala	72	92	98	88	81	83	79	100	92	82	82	90	-	1,0	15
Guinée	22	48	72	36	58	94	41	20x	71	43	43	52	-	-	21
Guinée-Bissau	8	56	79	49	56	95	44	0	70	47	52	48	-	2,8	13
Guinée équatoriale	26	44	45	42	53	60	46	0x	34	32	40	19	-	3,4	-
Guyana	64	94	98	91	87	97	81	90	95	85	90	92	-	2,7	7
Haïti	38	46	49	45	28	50	16	30x	71	43	43	53	-	6,1	-
Honduras	88	88	95	81	75	93	55	100	99	95	95	95	-	1,6	-
Hongrie	152	99	100	98	99	100	98	100	99	99	99	99	-	0,06	-
Iles Cook	118	100	100	100	100	100	100	-	99	92	92	84	92	-	-
Iles Marshall	70	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Iles Salomon	114	71	94	65	34	98	18	-	85	78	80	-	78	-	-
Inde	54	84	95	79	28	61	15	100	73	64	70	56	-	0,79	-
Indonésie	77	78	90	69	55	69	46	100	65	60	70	59	44	0,10	18
Iran (République islamique d')	81	92	98	83	83	86	79	100	93	95	95	96	94	<0,1	-
Iraq	33	85	96	48	79	93	31	100	93	81	84	90	70	<0,1	37
Irlande	164	-	-	-	-	-	-	100	-	84	84	73	-	0,11	-
Islande	189	-	-	-	-	-	-	100	-	92	91	88	-	0,15	-
Israël	164	-	-	-	-	-	-	100	-	95	92	94	96	0,10	-
Italie	164	-	-	-	-	-	-	-	-	95	96	70	95	0,37	-
Jamaïque	125	92	98	85	99	99	99	100	96	90	91	85	-	1,2	-
Japon	178	-	-	-	-	-	-	-	-	85	99	96	-	<0,1	-
Jordanie	94	96	100	84	99	100	98	100	-	99	97	99	97	<0,1	-
Kazakhstan	61	91	98	82	99	100	98	100	96	96	96	96	96	0,07	20
Kenya	40	57	88	42	87	96	82	3	91	76	73	76	-	15,0	30
Kirghizistan	71	77	98	66	100	100	100	11	99	99	99	99	57	<0,1	13
Kiribati	67	48	82	25	48	54	44	-	85	85	88	76	85	-	-
Koweït	151	-	-	-	-	-	-	100x	95	98	94	99	-	-	-
Lesotho	34	78	88	74	49	72	40	39	92	85	84	77	-	31,0	-
Lettonie	121	-	-	-	-	-	-	100	99	97	97	98	96	0,40	-
l'ex-République yougoslave de Macédoine	109	-	-	-	-	-	-	100x	97	90	91	92	-	<0,1	-
Liban	95	100	100	100	99	100	87	49	-	93	93	94	70	-	30
Libéria	5	-	-	-	-	-	-	0	77	62	61	78	-	-	26
Libye, Jamahiriya arabe	130	72	72	68	97	97	96	2x	99	94	94	93	93	0,24	-
Liechtenstein	149	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,07	-
Lituanie	152	-	-	-	-	-	-	100	99	95	97	97	95	-	-
Luxembourg	178	-	-	-	-	-	-	-	-	98	98	91	49	0,16	-
Madagascar	32	47	85	31	42	70	30	16	72	55	58	55	-	0,29	16
Malaisie	158	-	-	94	-	-	98	100	99	97	97	92	95	0,35	-
Malawi	15	57	95	44	76	96	70	2x	93	90	86	82	-	15,0	-
Maldives	58	100	100	100	56	100	41	100x	99	98	98	99	96	0,06	-
Mali	6	65	74	61	69	93	58	100	68	51	51	37	-	1,7	22
Malte	178	100	100	100	100	100	100	-	-	95	95	65	-	0,13	-
Maroc	78	80	98	56	68	86	44	100	93	96	93	96	84	0,08	-
Maurice	130	100	100	100	99	100	99	100	89	92	93	90	92	0,10	-
Mauritanie	15	37	34	40	33	44	19	100	70	61	58	58	-	-	-
Mexique	102	88	95	69	74	88	34	100	99	97	89	97	-	0,28	-
Micronésie (Etats fédérés de)	114	-	-	-	-	-	-	5	39	75	79	84	81	-	-

TABLEAU 3 : SANTÉ

	Classement selon le TMM5	% de la population utilisant des sources d'eau potable améliorées 2000			% de la population ayant accès à un assainissement adéquat 2000			% de vaccins PEV réguliers payés par l'Etat 2001	% d'enfants complètement vaccinés 2001					Taux de prévalence du VIH chez les adultes (15-49 ans) (%) 2001	Taux de réhydratation orale (%) 1994-2000*	
		totale	urbaine	rurale	totale	urbaine	rurale		total	Enfants d'un an						
										TB	DTC3	Polio3	Rougeole			hepB3
Moldova (République de)	95	92	97	88	99	100	98	26	98	90	93	81	84	0,24	19	
Monaco	178	100	100	100	100	100	100	-	99	99	99	99	-	-	-	
Mongolie	61	60	77	30	30	46	2	20x	98	95	95	95	95	<0,1	32	
Mozambique	12	57	81	41	43	68	26	10x	97	80	71	92	25	13,0	27	
Myanmar	43	72	89	66	64	84	57	0	70	72	71	73	0	-	24	
Namibie	69	77	100	67	41	96	17	100	69	63	64	58	-	22,5	-	
Nauru (République de)	98	-	-	-	-	-	-	100	99	95	99	95	95	-	-	
Népal	55	88	94	87	28	73	22	60	84	72	92	71	-	0,49	11	
Nicaragua	79	77	91	59	85	95	72	55	98	92	92	99	-	0,20	18	
Niger	2	59	70	56	20	79	5	33x	49	31	30	51	-	-	38	
Nigéria	15	62	78	49	54	66	45	100	54	26	25	40	-	5,8	24	
Nioué	-	100	100	100	100	100	100	100	99	99	99	99	99	-	-	
Norvège	189	100	100	100	-	-	-	100	92	95	95	93	-	0,08	-	
Nouvelle-Zélande	164	-	100	-	-	-	-	100	-	90	82	85	90	0,06	-	
Oman	146	39	41	30	92	98	61	100	98	99	99	99	99	0,11	88	
Ouganda	36	52	80	47	79	93	77	75	81	60	60	61	-	1,0	-	
Ouzbékistan	68	85	94	79	89	97	85	11	98	97	99	99	8	<0,1	19	
Pakistan	43	90	95	87	62	95	43	100	78	56	58	54	-	0,11	19	
Palaos	102	79	100	20	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	
Panama	110	90	99	79	92	99	83	100	99	98	99	97	-	1,5	7	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53	42	88	32	82	92	80	100x	74	56	33	58	42	0,65	-	
Paraguay	98	78	93	59	94	94	93	100x	51	66	63	77	-	-	-	
Pays-Bas	164	100	100	100	100	100	100	-	-	97	97	96	-	0,21	-	
Pérou	85	80	87	62	71	79	49	99	88	85	88	97	92	0,35	29	
Philippines	88	86	91	79	83	93	69	100	45	70	85	75	80	<0,1	28	
Pologne	152	-	-	-	-	-	-	-	95	98	98	97	99	0,1	-	
Portugal	164	-	-	-	-	-	-	-	82	96	96	87	58	0,52	-	
Qatar	138	-	-	-	-	-	-	100x	99	93	90	92	99	-	-	
République centrafricaine	19	70	89	57	25	38	16	0x	38	23	22	29	-	12,9	34	
République démocratique populaire lao	49	37	61	29	30	67	19	0	60	40	55	50	-	<0,1	20	
République dominicaine	76	86	90	78	67	70	60	85	96	62	74	98	66	2,5	22	
République tchèque	178	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<0,1	-	
Roumanie	121	58	91	16	53	86	10	100	99	99	99	98	98	<0,1	-	
Royaume-Uni	161	100	100	100	100	100	100	-	-	94	94	85	-	0,10	-	
Russie, Fédération de	121	99	100	96	-	-	-	100x	97	96	97	98	46	0,90	-	
Rwanda	15	41	60	40	8	12	8	0	74	86	84	78	-	8,9	4	
Saint-Kitts-et-Nevis	114	98	-	-	96	-	-	97	97	99	99	94	99	-	-	
Saint-Martin	164	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Vincent-et-Grenadines	110	93	-	-	96	-	-	100	99	99	99	98	-	-	-	
Sainte-Lucie	130	98	-	-	89	-	-	100	99	99	99	89	-	-	-	
Samoa	110	99	95	100	99	95	100	-	98	93	92	92	98	-	-	
Sao Tomé-et-Principe	63	-	-	-	-	-	-	-	81	82	87	69	-	-	25	
Sénégal	30	78	92	65	70	94	48	100	89	52	49	48	-	0,50	4	
Seychelles	137	-	-	-	-	-	-	100	99	96	96	95	95	-	-	
Sierra Leone	1	57	75	46	66	88	53	0	74	44	46	37	-	7,0	28	
Singapour	189	100	100	-	100	100	-	100	97	92	91	89	91	0,20	-	
Slovaquie	152	100	100	100	100	100	100	100	93	99	99	99	99	<0,1	-	
Slovénie	178	100	100	100	-	-	-	-	96	92	93	98	-	<0,1	-	
Somalie	7	-	-	-	-	-	-	0x	70	33	33	38	-	1,0	-	
Soudan	46	75	86	69	62	87	48	25x	51	46	47	67	-	2,6	21	
Sri Lanka	130	77	98	70	94	97	93	100	99	99	99	99	-	<0,1	-	
Suède	193	100	100	100	100	100	100	-	-	99	99	94	98	0,08	-	
Suisse	164	100	100	100	100	100	100	-	-	95	95	81	-	0,50	-	
Suriname	95	82	93	50	93	99	75	100	-	80	80	90	-	1,2	24	
Swaziland	27	-	-	-	-	-	-	100x	95	77	76	72	78	33,4	7	
Syrie, République arabe	105	80	94	64	90	98	81	100x	99	92	92	93	89	-	-	
Tadjikistan	64	60	93	47	90	97	88	0	97	83	85	86	-	<0,1	20	
Tanzanie (République-Unie de)	23	68	90	57	90	99	86	10x	89	85	62	83	-	7,8	21	

	Classement selon le TMM5	% de la population utilisant des sources d'eau potable améliorées 2000			% de la population ayant accès à un assainissement adéquat 2000			% de vaccins PEV réguliers payés par l'Etat 2001	% d'enfants complètement vaccinés 2001					Taux de prévalence du VIH chez les adultes (15-49 ans) (%) 2001	Taux de réhydratation orale (%) 1994-2000*
		totale	urbaine	rurale	totale	urbaine	rurale	total	Enfants d'un an						
									TB	DTC3	Polio3	Rougeole	hepB3		
Tchad	11	27	31	26	29	81	13	100	44	27	24	36	-	3,6	36
Territoire palestinien occupé	114	86	97	86	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	43
Thaïlande	105	84	95	81	96	96	96	100	99	96	97	94	95	1,8	-
Timor-Leste	36	-	-	-	-	-	-	0	72	35	34	-	-	-	-
Togo	29	54	85	38	34	69	17	0x	84	64	63	58	-	6,0	23
Tonga (Royaume des)	125	100	100	100	-	-	-	100	91	94	95	93	96	-	-
Trinité-et-Tobago	125	90	-	-	99	-	-	100	-	91	91	91	-	2,5	17x
Tunisie	108	80	92	58	84	96	62	100	97	96	96	92	94	-	-
Turkménistan	51	-	-	-	-	-	-	100	99	95	98	98	-	<0,1	31
Turquie	79	82	81	86	90	97	70	100	89	88	88	90	77	<0,1	15
Tuvalu	74	100	100	100	100	100	100	100	99	96	96	99	99	5,0	-
Ukraine	125	98	100	94	99	100	98	100	98	99	99	99	7	-	-
Uruguay	138	98	98	93	94	95	85	100	99	94	94	94	94	0,30	-
Vanuatu	81	88	63	94	100	100	100	100	90	93	87	94	69	-	-
Venezuela	120	83	85	70	68	71	48	100	94	70	88	49	54	0,5	-
Viet Nam	88	77	95	72	47	82	38	70	99	98	97	97	96	0,30	20
Yémen	46	69	74	68	38	89	21	38	73	76	76	79	21	0,12	-
Yougoslavie	130	98	99	97	100	100	99	-	99	93	93	90	-	0,19	-
Zambie	10	64	88	48	78	99	64	0x	92	78	79	85	-	21,5	8
Zimbabwe	38	83	100	73	62	71	57	100	80	75	75	68	75	33,7	50

DONNÉES CONSOLIDÉES

Afrique subsaharienne	57	83	44	53	73	43	58	73	54	52	58	6	8,6	24
Moyen-Orient et Afrique du Nord	87	95	77	83	93	70	92	88	87	87	89	66	0,30	-
Asie du Sud	85	94	80	34	67	22	99	76	65	70	59	-	0,63	-
Asie de l'Est et Pacifique	76	93	67	48	73	35	93	75	77	79	77	23	0,19	26
Amérique latine et Caraïbes	86	94	66	77	86	52	98	95	89	89	91	49	0,63	-
ECO/CEI** et Etats baltes	91	95	82	91	97	81	75	95	94	95	95	57	0,44	19
Pays industrialisés	100	100	100	100	100	100	-	85	94	93	90	82	0,35	-
Pays en développement	78	92	69	52	77	35	89	78	71	73	70	20	1,3	25
Pays les moins avancés	62	82	55	44	71	35	49	76	62	61	63	2	3,5	-
Total mondial	82	95	71	61	85	40	-	79	73	75	72	24	1,2	-

**Europe centrale et orientale, Communauté d'Etats indépendants. On trouvera page 114 la liste des pays classés par régions.

DÉFINITIONS

Financement des vaccins par l'État – Pourcentage des vaccins systématiquement administrés dans un pays pour protéger les enfants qui est payé par l'État (prêts compris).

PEV (Programme élargi de vaccination) – Les vaccins de base de ce programme visent à protéger les enfants contre la tuberculose, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la rougeole et la poliomyélite, et à protéger les nourrissons contre le tétanos néonatal en vaccinant les femmes enceintes. Dans certains pays, d'autres vaccinations (contre l'hépatite B ou contre la fièvre jaune, par exemple) peuvent être intégrées au programme.

DTC – diphtérie, tétanos, coqueluche.

HepB3 – Pourcentage d'enfants qui ont reçu trois doses de vaccins contre l'hépatite B.

Prévalence du VIH chez les adultes – Le nombre approximatif d'adultes vivant avec le VIH/SIDA à la fin de 1999 a été divisé par le nombre d'adultes (15-49 ans) en 1999.

Taux de réhydratation orale – Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant de diarrhée les deux dernières semaines et qui ont continué à être alimentés tout en recevant plus de liquides pendant l'épisode.

SOURCES PRINCIPALES

Utilisation de ressources en eau potable et d'installations sanitaires améliorées – UNICEF, Organisation mondiale de la santé (OMS), enquêtes par grappes avec indicateurs multiples (MICS) et enquêtes démographiques et sanitaires (EDS).

Financement des vaccins par l'Etat – UNICEF et OMS.

Vaccination – UNICEF et OMS.

Prévalence du VIH chez les adultes – Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA).

Réhydratation orale – UNICEF, enquêtes par grappes avec indicateurs multiples et EDS.

- NOTES**
- données non disponibles.
 - x données se rapportant à une année ou une période différente de celle indiquée en tête de colonne, ne correspondant pas à la définition standard, ou ne portant pas sur l'ensemble du pays.
 - * données se rapportant à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

TABLEAU 4 : ÉDUCATION

Pays et territoires	Classement selon le TMM5	Taux d'alphabétisation des adultes				Postes pour 1000 habitants 1997		Taux de scolarisation dans le primaire				Taux de fréquentation dans le primaire (%)		% d'enfants entrés en 1 ^{re} année atteignant la 5 ^e 1995-99*	Taux de scolarisation dans le secondaire 1995-99* (brut)	
		1990		2000		Radio	TV	1995-99* (brut)		1995-99* (net)		1992-2001*			Garçons	Filles
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles			
Afghanistan	4	40	12	51	21	132	13	53	5	42x	15x	36	11	49	32	11
Afrique du Sud	66	82	80	86	84	355	134	121	117	95	96	-	-	76	86	95
Albanie	98	-	-	-	-	259	129	110	109	100	100	90	90	82x	75	77
Algérie	75	66	39	75	51	242	105	119	110	99	96	98	96	95	65	69
Allemagne	178	-	-	-	-	948	567	106	105	86	87	-	-	100x	100	99
Andorre	161	-	-	-	-	227	391	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	3	56x	29x	-	-	54	13	97	81	60	52	64	65	4	18	13
Antigua-et-Barbuda	144	90	87	80x	83x	542	463	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	105	78	51	84	67	321	262	70	67	60	56	-	-	95	72	65
Argentine	130	96	96	97	97	681	223	119	119	100	100	-	-	95	91	97
Arménie	93	-	-	100x	99x	239	232	92	98	-	-	-	-	-	85x	91x
Australie	164	-	-	-	-	1391	554	101	101	95	95	-	-	99x	156	157
Autriche	178	-	-	-	-	751	525	104	103	90	91	-	-	96	101	97
Azerbaïdjan	48	99	96	99x	96x	23	22	97	96	89	90	91	91	98	80	80
Bahamas	138	94	96	95	97	739	230	95	92	88	88	-	-	78	88x	91x
Bahreïn	138	87	75	91	83	580	472	102	103	93	95	85	84	96	99	105
Bangladesh	58	46	23	52	29	50	6	98	95	80	83	78	80	70	52	56
Barbade	144	98	96	98	97	888	285	109	108	89	90	-	-	-	99	103
Bélarus	125	99	97	100	99	292	243	101	96	87x	84x	-	-	96	96	93
Belgique	164	-	-	-	-	797	466	105	104	100	100	-	-	-	138	153
Belize	84	70x	70x	80x	80x	591	183	130	125	100	100	92	90	78	72	72
Bénin	24	38	16	52	24	110	11	103	69	83	57	52	34	64	30	14
Bhoutan	52	51	23	61	34	19	6	82	62	58	47	-	-	87	7x	2x
Bolivie	58	87	70	92	79	675	116	115	112	97	97	92	90	82	81	76
Bosnie-Herzégovine	136	92	85	98x	89x	267	0	100	100	100	100	98	98	-	-	-
Botswana	42	66	70	74	80	154	20	109	109	82	85	82	85	88	78	85
Brésil	92	82	81	85	85	434	223	170	162	100	93	95	95	66	98	109
Brunéi Darussalam	164	91	79	95	88	302	250	109	104	90x	91x	-	-	95	105	116
Bulgarie	138	98	96	99	98	537	394	105	102	96	94	-	-	91	93	91
Burkina Faso	12	25	8	33	13	34	9	51	35	41	28	32	22	68	12	8
Burundi	14	49	28	56	41	69	4	69	56	49	40	49	44	74x	8	6
Cambodge	30	-	-	79x	58x	128	9	109	95	94	83	66	65	45	22	12
Cameroun	25	72	53	82	69	163	32	88	74	81x	71x	76	71	51x	22	17
Canada	161	-	-	-	-	1067	710	98	99	98	99	-	-	99x	102	103
Cap-Vert	88	75	53	84	65	183	4	145	143	98	99	-	-	91	54	56
Chili	147	94	94	96	96	354	215	109	105	89	88	90	89	100	87	88
Chine	85	87	68	92	77	335	321	105	108	92	95	99	99	97	66	60
Chypre	164	98	90	99	95	406	325	82	83	81	82	-	-	100	81	85
Colombie	118	89	88	92	92	524	115	113	112	88	88	90	90	69	67	75
Comores	57	63x	47x	78x	70x	141	2	91	76	60	50	34	34	48	23	18
Congo	45	77	58	88	74	126	12	82	75	99x	93x	-	-	55	62	45
Congo (République démocratique du)	9	-	-	83x	54x	376	135	49	44	33	32	55	48	64	24	13
Corée (République de)	178	98	93	99	96	1039	348	98	99	97	98	-	-	99	98	97
Corée (République populaire démocratique de)	73	-	-	100x	100x	146	52	108x	101x	-	-	-	-	100	-	-
Costa Rica	149	94	94	95	96	261	140	109	106	91	91	92	91	89	48	54
Côte d'Ivoire	20	43	23	55	38	161	64	88	66	67	50	61	52	70	28	15
Croatie	158	99	94	99	97	337	272	91	89	72	72	-	-	98x	83	86
Cuba	152	95	95	96	96	352	239	106	102	100	99	93	95	95	80	84
Danemark	189	-	-	-	-	1145	594	102	102	99	99	-	-	100x	125	131
Djibouti	28	55	27	65	38	84	45	43	31	35	26	73y	62y	77	13	17
Dominique	143	-	-	-	-	647	78	93	105	89	89	-	-	91	-	-
Egypte	83	60	34	67	44	317	119	104	96	95	90	88	84	92	86	81
El Salvador	85	76	69	82	76	465	677	113	109	74	87	-	-	77	50	50
Emirats arabes unis	152	78	84	85x	93x	355	134	95	94	78	79	-	-	92	70	80
Equateur	98	91	86	94	90	348	130	114	114	97	98	90	90	72	56	57
Erythrée	41	-	-	-	-	100	0	67	55	43	37	39y	35y	95	33	23
Espagne	164	98	95	99	97	331	409	105	105	100	100	-	-	98x	110	116
Estonie	147	-	-	98x	98x	698	418	105	101	98	97	-	-	96x	105	108
Etats-Unis	158	-	-	-	-	2116	806	101	99	95	95	-	-	99x	94	95

	Classement selon le TMM5	Taux d'alphabétisation des adultes				Postes pour 1000 habitants 1997		Taux de scolarisation dans le primaire				Taux de fréquentation dans le primaire (%) 1992-2001*		% d'enfants entrés en 1 ^{re} année atteignant la 5 ^e 1995-99*	Taux de scolarisation dans le secondaire 1995-99* (brut)	
		1990		2000		Radio	TV	1995-99* (brut)		1995-99* (net)		Garçons	Filles		Garçons	Filles
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			Garçons	Filles	Garçons	Filles					
Ethiopie	21	36	21	44	33	202	6	85	57	34	28	33	28	51	6	4
Fidji	121	92	86	95	91	636	27	111	110	99	100	-	-	92	64x	65x
Finlande	178	-	-	-	-	1498	622	101	100	100	100	-	-	100	119	130
France	164	-	-	-	-	946	595	106	105	100	100	-	-	98	109	109
Gabon	56	68	45	80	62	183	55	134	130	82	83	93	93	59	58	51
Gambie	35	32	20	44	30	165	4	79	71	75	65	49	44	74	31	23
Géorgie	102	100	98	100x	99x	590	502	95	95	95	95	98	98	98	77	78
Ghana	49	69	46	79	61	236	93	82	74	51	50	75	74	80x	45x	29x
Grèce	178	98	92	99	96	475	240	99	99	97	97	-	-	100x	93	96
Grenade	110	-	-	-	-	615	353	133	118	98	97	-	-	-	-	-
Guatemala	72	69	54	76	61	79	61	105	94	83	79	80	75	51	35	30
Guinée	22	45	18	55	27	49	12	75	51	56	41	46	33	87	20	7
Guinée-Bissau	8	42	12	53	21	43	-	99	66	63	45	44	38	20x	26	14
Guinée équatoriale	26	85	61	92	75	428	10	137	112	88	70	38	38	16	43	19
Guyana	64	98	96	99	98	498	55	117	115	100	94	97	92	91	80	82
Haïti	38	42	37	51	46	53	5	153	155	78	83	52	57	41	21x	20x
Honduras	88	74	76	78x	85x	410	95	96	98	85	86	-	-	58	29x	37x
Hongrie	152	99	99	100	99	690	435	104	103	90	90	-	-	98x	98	99
Iles Cook	118	-	-	-	-	711	193	113	110	99	97	-	-	51	-	-
Iles Marshall	70	-	-	-	-	-	-	134	133	100	100	-	-	-	-	-
Iles Salomon	114	-	-	-	-	141	6	104x	90x	-	-	-	-	81	21x	14x
Inde	54	62	34	69	42	120	65	99	82	78	64	79	73	60	59	39
Indonésie	77	88	75	92	82	155	68	110	106	93	90	93	93	90	56	54
Iran (République islamique d')	81	73	55	84	70	263	71	89	86	75	74	99	96	98	83	77
Iraq	33	-	-	71x	45x	229	83	111	91	100	86	88	80	72x	47	29
Irlande	164	-	-	-	-	697	402	120	119	90	90	-	-	95	119	127
Islande	189	-	-	-	-	950	358	102	101	100	100	-	-	99x	105	113
Israël	164	97	92	98	94	524	288	115	114	100	100	-	-	100x	93	93
Italie	164	98	97	99	98	880	528	102	101	100	100	-	-	99	95	91
Jamaïque	125	78	87	83	91	483	183	96	102	94	94	92	94	96x	85	82
Japon	178	-	-	-	-	956	686	101	101	100	100	-	-	100x	101	103
Jordanie	94	90	72	95	84	271	82	101	101	93	94	95	94	98	86	89
Kazakhstan	61	98	98	98x	98x	395	237	100	100	100	100	87	88	92	87	87
Kenya	40	81	61	89	76	108	26	89	88	92x	89x	73	75	68x	31	28
Kirghizistan	71	-	-	99x	95x	113	45	103	100	82	82	95	95	89	82	84
Kiribati	67	-	-	-	-	212	15	-	-	-	-	-	-	95	-	-
Koweït	151	80	73	84	80	678	505	85	84	68	65	-	-	97	65	65
Lesotho	34	66	89	74	94	52	27	99	108	55	62	62	68	68	24	32
Lettonie	121	100	99	100	100	715	496	102	100	93	93	-	-	96	88	90
l'ex-République yougoslave de Macédoine	109	97x	91x	-	-	206	257	101	100	94	93	-	-	95	85	82
Liban	95	88	73	92	80	907	375	102	98	71	71	90	90	91	75	82
Libéria	5	55	23	70	37	329	29	137	99	100	64	59y	53y	33	27	18
Libye, Jamahiriya arabe	130	83	51	91	68	259	140	110x	110x	97x	96x	-	-	89x	75	84
Liechtenstein	149	-	-	-	-	658	364	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	152	99	98	100	99	513	459	101	100	94	94	-	-	98	115	71
Luxembourg	178	-	-	-	-	683	391	99	101	95	97	-	-	-	93	98
Madagascar	32	-	-	50x	44x	209	22	104	100	66	67	50	53	51	15	14
Malaisie	158	87	75	91	84	434	172	102	100	100	100	94	94	99	94	104
Malawi	15	69	36	75	47	258	-	158	158	66	71	77	79	34	50	40
Maldives	58	94	94	96	96	129	28	133	134	100	100	99	97	98	41	44
Mali	6	32	18	48	33	55	4	65	45	51	36	33	25	84	20	10
Malte	178	88	89	91	93	669	735	106	107	99	100	-	-	100	95	85
Maroc	78	53	25	62	36	247	115	98	83	79	70	65	47	82	44	35
Maurice	130	85	75	88	81	371	228	108	109	94	94	97	98	100	108	106
Mauritanie	15	46	24	51	29	146	25	87	82	63	59	55	53	66	21	15
Mexique	102	90	85	93	89	329	272	114	113	100	100	97	97	85	72	75
Micronésie (Etats fédérés de)	114	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4 : ÉDUCATION

	Classement selon le TMM5	Taux d'alphabétisation des adultes				Postes pour 1000 habitants 1997		Taux de scolarisation dans le primaire				Taux de fréquentation dans le primaire (%)		% d'enfants entrés en 1 ^{re} année atteignant la 5 ^e 1995-99*	Taux de scolarisation dans le secondaire 1995-99* (brut)	
		1990		2000		Radio	TV	1995-99* (brut)		1995-99* (net)		1992-2001*			Garçons	Filles
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles			
Moldova (République de)	95	99	95	100	98	736	288	96	95	-	-	86	87	93	78	81
Monaco	178	-	-	-	-	1039	768	-	-	-	-	-	-	98x	-	-
Mongolie	61	99	99	99	99	142	47	97	100	88	91	85	84	-	58	71
Mozambique	12	49	18	60	28	40	5	98	73	55	46	63	56	46	17	11
Myanmar	43	87	74	89	81	96	6	91	91	84	83	68	69	69	35	35
Namibie	69	77	72	83	81	143	37	112	114	77	82	84	87	83	56	63
Nauru (République de)	98	-	-	93x	96x	609	46	104	98	99	97	-	-	-	-	-
Népal	55	48	14	59	24	38	6	140	104	79	60	71	60	44	62	45
Nicaragua	79	61	61	64	64	265	68	104	105	79	80	80	80	55	55	65
Niger	2	18	5	23	8	70	13	39	26	21	22	36	25	61	8	5
Nigéria	15	59	38	72	56	226	66	75	65	38	33	58	54	80x	33x	28x
Nioué	-	-	-	-	-	586	-	100	100	100	100	-	-	-	-	-
Norvège	189	-	-	-	-	917	462	101	101	100	100	-	-	100x	116	118
Nouvelle-Zélande	164	-	-	-	-	997	512	101	101	100	100	-	-	97	110	116
Oman	146	68	38	80	62	607	694	75	71	66	65	90	88	94	68	67
Ouganda	36	69	43	78	57	130	16	129	114	92	83	69	66	45	15	9
Ouzbékistan	68	95	95	99x	99x	465	276	100	100	87	89	78	78	-	99x	87x
Pakistan	43	49	20	58	28	94	22	99	69	84	60	50	41	50	46	32
Palaos	102	-	-	-	-	663	608	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Panama	110	89	88	93	91	299	187	111	108	98	98	-	-	92	67	71
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53	78	57	84	68	91	9	88	80	88	80	32y	31y	60	24	18
Paraguay	98	92	88	94	92	182	101	115	111	91	92	92	80	76	56	58
Pays-Bas	164	-	-	-	-	980	519	109	107	100	99	-	-	96x	127	122
Pérou	85	92	79	95	85	273	126	128	127	100	100	87y	87y	88	83	78
Philippines	88	93	92	96	95	161	52	118	119	98	93	89	91	69	73	79
Pologne	152	100	100	100	100	522	337	102	100	97	97	-	-	98x	99	98
Portugal	164	91	84	95	90	306	336	125	120	100	100	-	-	97	108	116
Qatar	138	77	76	80	83	450	404	108	104	95	96	-	-	88	78	107
République centrafricaine	19	47	21	60	35	83	5	68	45	63	42	47	39	24x	15x	6x
République démocratique populaire lao	49	65	39	74	50	145	10	124	106	85	78	71	67	54	42	29
République dominicaine	76	80	79	84	84	178	95	126	123	90	91	91	92	84	60	73
République tchèque	178	-	-	-	-	803	531	104	104	90	90	-	-	98	87	89
Roumanie	121	99	95	99	97	319	233	103	101	93	93	96	96	96	80	81
Royaume-Uni	161	-	-	-	-	1443	521	99	99	99	99	-	-	-	146	169
Russie, Fédération de	121	100	97	100	99	417	410	108x	107x	93x	93x	-	-	-	79	85
Rwanda	15	63	44	74	61	101	0	124	121	97	97	68	68	45	12	12
Sainte-Lucie	130	-	-	-	-	746	213	117	111	95	96	-	-	95x	85	104
Saint-Kitts-et-Nevis	114	-	-	-	-	701	264	101	94	92	86	-	-	-	-	-
Saint-Marin	164	-	-	-	-	620x	358x	-	-	-	-	-	-	100	-	-
Saint-Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	110	-	-	-	-	690	163	99	83	90	78	-	-	-	-	-
Samoa	110	-	-	-	-	1035	61	104	101	97	96	-	-	83	73	80
Sao Tomé-et-Principe	63	85x	62x	-	-	272	163	-	-	-	-	73	74	-	-	-
Sénégal	30	38	19	47	28	141	41	78	68	66	58	51	44	77	24	15
Seychelles	137	-	-	87x	89x	560	145	101	101	100	100	-	-	100	-	-
Sierra Leone	1	40	14	51	23	253	12	68	63	68	63	39	34	-	26	22
Singapour	189	95	83	96	88	744	388	95	93	93x	92x	-	-	100x	70	77
Slovaquie	152	100	100	100	100	581	488	99	98	-	-	-	-	97x	86	87
Slovénie	178	-	-	100x	100x	403	356	98	97	94	93	-	-	98x	97	100
Somalie	7	36x	14x	-	-	53	15	18x	9x	13x	7x	13	11	-	10x	6x
Soudan	46	59	31	68	46	272	86	59	51	49	41	54	52	87	22	36
Sri Lanka	130	93	85	94	89	211	84	107	104	97	97	-	-	97	70	74
Suède	193	-	-	-	-	932	519	108	111	100	100	-	-	97	135	172
Suisse	164	82x	80x	-	-	979	457	108	107	100	99	-	-	100x	103	96
Suriname	95	94	89	96	93	728	153	129x	125x	100x	100x	88	91	99x	50x	58x
Swaziland	27	74	70	81	79	168	23	128	121	92	94	71	71	76	60	60
Syrie, République arabe	105	82	47	88	60	278	70	108	99	96	89	99	98	92	44	39
Tadjikistan	64	99	97	100	99	143	3	109	101	90	83	83	84	-	82	70
Tanzanie (République-Unie de)	23	76	51	84	67	280	3	63	63	46	48	47	51	81	6	5

	Classement selon le TMM5	Taux d'alphabétisation des adultes				Postes pour 1000 habitants 1997		Taux de scolarisation dans le primaire				Taux de fréquentation dans le primaire (%)		% d'enfants entrés en 1 ^{re} année atteignant la 5 ^e 1995-99*	Taux de scolarisation dans le secondaire 1995-99* (brut)	
		1990		2000		Radio	TV	1995-99* (brut)		1995-99* (net)		1992-2001*			Garçons	Filles
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles			
Tchad	11	57	29	67	41	236	1	87	53	69	45	46	33	55	18	5
Territoire palestinien occupé	114	-	-	-	-	-	-	108	109	99	99	93	94	98	78	83
Thaïlande	105	96	91	97	94	234	254	96	91	83	80	-	-	97	78	80
Timor-Leste	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Togo	29	61	29	72	43	219	17	139	109	100	82	67	59	52	50	22
Tonga (Royaume des)	125	-	-	-	-	619	21	124	120	98	93	-	-	92	-	-
Trinité-et-Tobago	125	98	96	99	98	533	333	105	103	93	93	-	-	96	75	82
Tunisie	108	72	46	81	60	224	100	121	115	99	97	95	93	92	73	76
Turkménistan	51	99x	97x	-	-	289	194	-	-	-	-	81y	80y	-	-	-
Turquie	79	90	69	94	77	178	330	98	86	93	82	73	70	99	67	48
Tuvalu	74	-	-	98x	98x	384	-	100	100	100	100	-	-	96	-	-
Ukraine	125	-	-	98x	99x	882	353	87x	86x	-	-	-	-	98x	87	99
Uruguay	138	96	97	97	98	603	239	113	111	93	94	-	-	86	84	99
Vanuatu	81	-	-	-	-	350	14	113	122	100	92	-	-	65	31	26
Venezuela	120	91	89	93	93	472	180	103	101	84	92	-	-	91	54	65
Viet Nam	88	94	85	96	91	107	47	110	107	95	94	94	93	83	68	61
Yémen	46	55	13	67	25	64	29	98	56	76	45	75y	40y	74	69	25
Yougoslavie	130	97x	88x	99x	97x	296	259	65	67	50	51	98	96	100x	59	62
Zambie	10	79	59	85	71	120	32	81	76	67	66	62	62	78	29	22
Zimbabwe	38	91	83	96	90	102	33	98	95	80	80	80	82	73	48	43

DONNÉES CONSOLIDÉES

Afrique subsaharienne	60	41	69	54	199	47	85	74	54	49	55	52	61	26	22
Moyen-Orient et Afrique du Nord	67	41	75	54	275	114	94	83	80	73	86	79	91	67	62
Asie du Sud	60	32	66	40	110	53	99	81	79	66	74	68	59	57	40
Asie de l'Est et Pacifique	88	72	93	80	304	252	106	107	92	93	95	95	93	65	61
Amérique latine et Caraïbes	87	84	89	87	409	204	134	130	96	94	93	92	76	80	86
ECO/CEI* et Etats baltes	98	93	99	96	442	339	100	95	92	88	81	79	97	81	80
Pays industrialisés	-	-	-	-	1322	641	102	101	97	97	-	-	-	105	108
Pays en développement	77	58	82	66	245	157	103	94	82	76	80	77	76	60	53
Pays les moins avancés	53	31	61	40	142	23	88	74	62	57	57	52	62	31	26
Total mondial	82	69	85	74	417	240	103	95	83	78	81	77	77	66	61

**Europe centrale et orientale, Communauté d'Etats indépendants. On trouvera page 114 la liste des pays classés par régions.

DÉFINITIONS

Taux d'alphabétisation des adultes – Pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus sachant lire et écrire.

Taux brut de scolarisation dans le primaire et le secondaire – Nombre total d'enfants scolarisés dans le primaire ou le secondaire, quel que soit leur âge, divisé par le nombre total d'enfants appartenant au groupe d'âge correspondant officiellement à ce niveau d'enseignement.

Taux net de scolarisation dans le primaire – Nombre total d'enfants scolarisés dans le primaire qui appartiennent au groupe d'âge correspondant officiellement à ce niveau d'enseignement, divisé par le nombre total d'enfants appartenant à ce même groupe d'âge.

Taux net de fréquentation dans le primaire – Pourcentage d'enfants appartenant au groupe d'âge correspondant officiellement à l'enseignement primaire qui fréquentent l'école primaire. Ces données proviennent des enquêtes nationales auprès des ménages. Alors que les données sur la fréquentation et la scolarisation devraient renseigner sur les enfants qui vont à l'école primaire, le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés à l'école primaire est incertain pour beaucoup de pays, et cela peut conduire à fausser le taux de scolarisation.

Enfants atteignant la 5e année d'études primaires – Pourcentage d'enfants entrés en première année du cycle d'enseignement primaire atteignant la 5e année.

SOURCES PRINCIPALES

Alphabétisation des adultes – UNESCO, y compris le Bilan de l'éducation pour tous à l'an 2000.

Postes de radio et de télévision – UNESCO.

Taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire – UNESCO, y compris le Bilan de l'éducation pour tous à l'an 2000.

Taux net de fréquentation dans le primaire – Enquêtes en grappe à indicateur multiple et Enquêtes démographiques et sanitaires (EDS).

Enfants atteignant la 5e année – UNESCO, y compris le Bilan de l'éducation pour tous à l'an 2000.

- NOTES**
- données non disponibles.
 - x données se rapportant à une année ou une période différente de celle indiquée en tête de colonne, ne correspondant pas à la définition standard, ou ne portant pas sur l'ensemble du pays.
 - y données ne correspondant pas à la définition standard ou ne portant que sur une partie du pays mais incluses dans le calcul des moyennes régionales ou mondiales.
 - * données se rapportant à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

TABLEAU 5 : INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES

Pays et territoires	Classement selon le TMM5	Population (milliers) 2001		Taux annuel d'accroissement de la population (%)		Taux brut de mortalité		Taux brut de natalité		Espérance de vie		Indice synthétique de fécondité	% de la population urbanisée 2001	Taux annuel moyen d'accroissement de la population urbaine (%)	
		moins de 18 ans	moins de 5 ans	1970-90	1990-2001	1970	2001	1970	2001	1970	2001			1970-90	1990-2001
Afghanistan	4	11219	3928	0,4	4,5	26	22	50	48	38	43	6,8	23	2,9	6,5
Afrique du Sud	66	17645	5188	2,4	1,7	14	15	38	25	53	50	2,9	57	2,5	3,2
Albanie	98	1100	300	2,2	-0,4	8	5	33	19	67	73	2,4	43	2,8	1,2
Algérie	75	12653	3528	3,0	2,0	16	5	49	24	53	70	2,9	58	4,3	3,0
Allemagne	178	15355	3743	0,1	0,3	12	11	14	9	71	78	1,3	88	0,4	0,5
Andorre	161	17	4	5,4	4,8	-	-	-	-	-	-	-	92	5,1	4,6
Angola	3	7412	2678	2,7	3,1	27	20	49	51	37	45	7,2	35	5,7	5,3
Antigua-et-Barbuda	144	23	6	0,5	0,3	-	-	-	-	-	-	-	37	0,7	0,8
Arabie saoudite	105	10298	3265	4,9	2,8	18	4	48	34	52	72	5,7	87	7,3	3,8
Argentine	130	12278	3515	1,5	1,3	9	8	23	19	66	74	2,5	88	2,0	1,5
Arménie	93	1083	193	1,7	0,6	5	7	24	9	72	73	1,2	67	2,3	0,6
Australie	164	4750	1259	1,5	1,2	9	7	20	13	71	79	1,8	91	1,5	1,9
Autriche	178	1613	391	0,2	0,4	13	10	15	9	70	78	1,3	67	0,1	0,5
Azerbaïdjan	48	2761	572	1,6	1,1	7	6	29	13	68	72	1,6	52	2,0	0,7
Bahamas	138	108	30	2,0	1,7	7	7	31	20	66	69	2,3	89	2,8	2,3
Bahreïn	138	213	55	4,0	2,6	9	4	40	16	62	74	2,4	92	4,5	3,1
Bangladesh	58	63232	18871	2,5	2,2	21	9	47	31	44	60	3,6	26	7,3	4,6
Barbade	144	67	17	0,4	0,4	9	8	22	12	69	77	1,5	51	1,3	1,5
Bélarus	125	2332	456	0,6	-0,1	8	14	16	9	71	69	1,2	70	2,7	0,3
Belgique	164	2120	539	0,2	0,3	12	10	14	10	71	79	1,5	97	0,3	0,3
Belize	84	103	29	2,1	2,0	8	4	40	26	66	74	3,0	48	1,8	2,0
Bénin	24	3432	1131	2,7	3,0	25	13	53	42	42	54	5,8	43	6,3	5,0
Bhoutan	52	1052	333	2,4	2,1	22	9	42	35	42	62	5,2	7	4,9	5,4
Bolivie	58	3895	1221	2,2	2,4	20	8	45	31	46	63	4,1	63	3,9	3,5
Bosnie-Herzégovine	136	938	205	0,9	-0,5	7	8	23	10	66	74	1,3	43	2,8	0,3
Botswana	42	768	223	3,3	2,1	15	23	51	31	52	39	4,1	49	11,6	3,4
Brésil	92	59214	16021	2,2	1,4	11	7	35	19	59	68	2,2	82	3,6	2,2
Brunéi Darussalam	164	124	34	3,4	2,4	7	3	36	20	67	76	2,6	73	3,7	3,3
Bulgarie	138	1517	306	0,1	-0,9	9	15	16	8	71	71	1,1	68	1,4	-0,8
Burkina Faso	12	6631	2276	2,5	2,5	25	17	53	47	40	47	6,8	17	6,8	4,6
Burundi	14	3559	1133	2,4	1,3	20	21	44	44	44	41	6,8	9	7,2	5,0
Cambodge	30	6937	2131	1,6	3,0	21	11	42	36	43	56	4,9	18	2,0	6,0
Cameroun	25	7576	2378	2,8	2,4	21	15	45	37	44	50	4,8	50	6,2	4,4
Canada	161	7087	1766	1,2	1,0	7	8	17	11	73	79	1,6	79	1,3	1,3
Cap-Vert	88	200	61	1,2	2,3	12	6	41	30	56	70	3,3	63	5,3	5,5
Chili	147	5134	1433	1,6	1,5	10	6	30	19	62	75	2,4	86	2,1	1,8
Chine	85	376467	95091	1,6	1,0	9	7	33	15	61	71	1,8	37	3,9	3,6
Chypre	164	218	53	0,5	1,3	10	7	20	13	71	78	1,9	70	2,8	2,1
Colombie	118	16407	4752	2,2	1,8	9	6	38	23	61	71	2,7	76	3,2	2,7
Comores	57	363	120	3,2	2,9	18	9	50	38	48	60	5,1	34	5,1	4,7
Congo	45	1643	581	2,8	3,0	20	14	46	45	46	51	6,3	66	5,5	4,6
Congo (République démocratique du)	9	29197	10340	3,0	3,2	20	14	48	48	45	52	6,7	31	2,6	4,1
Corée (République de)	178	11846	3067	1,5	0,8	9	6	31	13	60	75	1,5	82	4,5	1,8
Corée (République populaire démocratique de)	73	7017	1902	1,6	1,1	9	10	33	17	61	65	2,1	61	2,0	1,4
Costa Rica	149	1562	446	2,8	2,7	7	4	35	22	67	77	2,7	60	4,5	3,7
Côte d'Ivoire	20	8035	2466	4,1	2,4	21	16	51	36	44	48	4,8	44	6,0	3,3
Croatie	158	1020	269	0,4	0,3	10	11	15	12	69	74	1,7	58	1,9	0,9
Cuba	152	2822	703	1,1	0,5	7	7	30	12	69	76	1,6	75	2,1	0,7
Danemark	189	1142	322	0,2	0,3	10	11	16	11	73	76	1,7	85	0,5	0,4
Djibouti	28	320	103	5,9	2,2	25	20	57	38	40	42	5,9	84	7,2	2,5
Dominique	143	25	7	0,1	0,0	-	-	-	-	-	-	-	71	1,9	0,4
Egypte	83	28708	8014	2,3	1,9	17	6	40	24	51	68	3,0	43	2,5	1,7
El Salvador	85	2651	802	1,8	2,0	12	6	44	26	57	70	3,0	61	2,9	4,1
Emirats arabes unis	152	815	199	11,0	2,5	11	4	36	16	61	75	3,0	87	12,7	3,3
Equateur	98	5108	1467	2,7	2,1	12	6	42	24	58	70	2,9	63	4,4	3,3
Erythrée	41	1919	638	2,6	1,9	21	14	47	40	43	52	5,4	19	4,1	3,7
Espagne	164	7186	1801	0,8	0,1	9	10	20	9	72	79	1,1	78	1,4	0,4
Estonie	147	299	59	0,7	-1,2	11	13	15	9	70	71	1,2	69	1,2	-1,4
Etats-Unis	158	73767	19834	1,0	1,0	9	8	17	13	71	77	2,0	77	1,1	1,3

	Classement selon le TMM5	Population (milliers) 2001		Taux annuel d'accroissement de la population (%)		Taux brut de mortalité		Taux brut de natalité		Espérance de vie		Indice synthétique de fécondité	% de la population urbanisée 2001	Taux annuel moyen d'accroissement de la population urbaine (%)	
		moins de 18 ans	moins de 5 ans	1970-90	1990-2001	1970	2001	1970	2001	1970	2001			1970-90	1990-2001
Ethiopie	21	33331	11469	2,5	2,8	23	20	48	44	41	44	6,8	16	4,4	4,8
Fidji	121	324	97	1,7	1,2	8	5	35	25	60	69	3,0	50	2,5	2,9
Finlande	178	1118	281	0,4	0,3	10	10	15	10	70	78	1,6	59	1,4	0,0
France	164	13414	3641	0,6	0,4	11	9	17	12	72	79	1,8	76	0,8	0,6
Gabon	56	582	201	3,1	2,7	21	15	32	38	44	53	5,4	82	7,0	4,4
Gambie	35	615	209	3,5	3,3	28	17	50	38	36	47	4,9	31	6,0	5,4
Géorgie	102	1295	289	0,7	-0,4	7	10	19	11	68	73	1,4	56	1,5	-0,2
Ghana	49	9410	2857	2,8	2,4	17	11	47	33	49	57	4,3	36	3,6	3,2
Grèce	178	1962	496	0,7	0,4	8	10	17	9	72	78	1,3	60	1,3	0,6
Grenade	110	33	9	-0,2	0,3	-	-	-	-	-	-	-	38	0,1	1,4
Guatemala	72	5877	1874	2,6	2,6	15	7	45	35	52	65	4,6	40	2,9	3,1
Guinée	22	4189	1459	2,3	2,7	28	17	52	44	37	48	6,0	28	4,9	4,3
Guinée-Bissau	8	612	215	2,4	2,4	28	20	45	45	36	45	6,0	33	4,7	5,2
Guinée équatoriale	26	235	82	1,0	2,6	25	16	42	43	40	51	5,9	49	2,4	5,6
Guyana	64	279	81	0,2	0,4	11	9	38	22	60	63	2,4	37	0,8	1,3
Haïti	38	3933	1146	2,1	1,6	19	13	39	31	47	53	4,1	36	4,1	3,6
Honduras	88	3173	969	3,2	2,7	15	7	48	31	52	66	3,9	54	5,0	5,0
Hongrie	152	2012	473	0,0	-0,4	11	14	15	9	69	72	1,3	65	1,2	0,0
Iles Cook	118	8	2	-0,8	1,0	-	-	-	-	-	-	-	59	-0,2	0,9
Iles Marshall	70	23	7	2,8	1,5	-	-	-	-	-	-	-	66	3,0	1,6
Iles Salomon	114	237	81	3,4	3,4	10	5	46	38	54	69	5,4	20	5,9	6,4
Inde	54	402043	116316	2,1	1,8	17	9	40	25	49	64	3,1	28	3,4	2,6
Indonésie	77	78016	21639	2,1	1,5	17	7	41	21	48	67	2,4	42	5,0	4,4
Iran (République islamique d')	81	31637	7466	3,5	1,8	15	5	45	22	53	69	2,9	65	5,0	3,1
Iraq	33	11340	3637	3,1	2,8	16	8	48	35	55	63	4,9	68	4,1	2,6
Irlande	164	1012	269	0,9	0,8	11	8	22	15	71	77	2,0	59	1,3	1,2
Islande	189	78	21	1,1	0,9	7	7	22	14	74	79	1,9	93	1,4	1,1
Israël	164	2052	622	2,2	2,8	7	6	27	20	71	79	2,8	92	2,6	3,0
Italie	164	9902	2590	0,3	0,1	10	11	17	9	72	79	1,2	67	0,4	0,2
Jamaïque	125	971	261	1,2	0,8	8	6	35	21	68	75	2,4	57	2,3	1,7
Japon	178	22787	6131	0,8	0,3	7	8	19	9	72	81	1,4	79	1,3	0,5
Jordanie	94	2348	783	3,5	4,0	16	4	51	34	54	71	4,4	79	4,7	4,8
Kazakhstan	61	5181	1249	1,2	-0,4	9	10	26	16	64	65	2,0	56	1,9	-0,5
Kenya	40	15867	4770	3,6	2,6	17	13	52	35	50	50	4,3	34	7,9	5,8
Kirghizistan	71	1980	513	2,0	1,1	11	7	31	20	62	68	2,5	34	2,0	0,3
Kiribati	67	38	12	1,8	1,4	-	-	-	-	-	-	-	39	3,3	2,4
Koweït	151	744	150	5,3	-0,8	6	3	47	18	66	76	2,7	96	6,3	-0,7
Lesotho	34	940	293	2,1	1,8	18	20	43	33	48	44	4,5	29	6,4	5,1
Lettonie	121	514	90	0,6	-0,9	11	13	14	8	70	71	1,1	60	1,3	-2,3
l'ex-République yougoslave de Macédoine	109	552	140	1,0	0,6	8	8	24	12	66	73	1,6	59	2,0	0,9
Liban	95	1298	333	0,5	2,5	11	5	36	19	64	73	2,2	90	2,2	3,1
Libéria	5	1555	614	2,2	3,4	21	13	49	55	46	53	6,8	46	4,6	4,1
Libye, Jamahiriya arabe	130	2218	664	3,9	2,1	16	5	49	27	52	71	3,5	88	6,8	2,7
Liechtenstein	149	7	2	1,6	1,2	-	-	-	-	-	-	-	22	1,7	1,6
Lituanie	152	864	178	0,9	-0,1	9	11	17	9	71	72	1,3	69	2,4	0,0
Luxembourg	178	98	28	0,6	1,3	12	9	13	12	70	78	1,7	92	1,8	1,9
Madagascar	32	8404	2932	2,7	2,9	20	14	46	42	44	53	5,8	30	5,3	5,2
Malaisie	158	9019	2611	2,5	2,2	10	5	37	23	61	73	3,0	58	4,5	3,6
Malawi	15	6136	2087	3,7	1,9	25	23	56	45	40	40	6,5	15	6,9	4,3
Maldives	58	152	49	2,9	3,0	17	6	40	36	50	67	5,5	28	6,1	3,8
Mali	6	6157	2209	2,4	2,6	26	18	51	50	42	52	7,0	31	4,9	5,0
Malte	178	95	24	0,9	0,8	9	8	17	12	70	78	1,8	91	1,5	1,1
Maroc	78	12368	3620	2,4	1,9	17	6	47	25	52	68	3,1	56	4,1	3,3
Maurice	130	355	93	1,2	0,9	7	7	29	16	62	72	1,9	42	1,0	1,2
Mauritanie	15	1394	486	2,4	2,9	22	15	45	44	42	52	6,0	59	8,3	5,6
Mexique	102	38933	11126	2,5	1,7	10	5	44	23	61	73	2,6	75	3,5	2,0
Micronésie (Etats fédérés de)	114	56	18	1,9	2,7	-	-	-	-	-	-	-	29	2,4	3,4

TABLEAU 5 : INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES

	Classement selon le TMM5	Population (milliers) 2001		Taux annuel d'accroissement de la population (%)		Taux brut de mortalité		Taux brut de natalité		Espérance de vie		Indice synthétique de fécondité	% de la population urbanisée 2001	Taux annuel moyen d'accroissement de la population urbaine (%)	
		moins de 18 ans	moins de 5 ans	1970-90	1990-2001	1970	2001	1970	2001	1970	2001			1970-90	1990-2001
Moldova (République de)	95	1203	251	1,0	-0,2	10	12	19	12	65	67	1,5	42	2,9	-1,2
Monaco	178	7	2	1,1	1,1	-	-	-	-	-	-	-	99	1,2	1,1
Mongolie	61	1054	267	2,8	1,3	14	7	42	22	53	63	2,4	57	4,0	1,3
Mozambique	12	9418	3217	2,0	2,8	22	24	47	43	42	39	6,0	33	8,4	7,0
Myanmar	43	18752	5354	2,1	1,6	18	12	40	24	48	56	3,0	28	2,4	2,8
Namibie	69	900	282	2,8	2,4	18	18	44	35	48	45	5,0	31	4,6	3,9
Nauru (République de)	98	6	2	2,0	3,3	-	-	-	-	-	-	-	96	1,9	2,6
Népal	55	11161	3620	2,1	2,4	22	10	41	35	42	59	4,6	12	6,3	5,2
Nicaragua	79	2576	810	2,9	2,8	14	5	48	33	54	69	4,0	57	3,5	3,4
Niger	2	6351	2375	3,1	3,4	27	20	56	56	37	46	8,0	21	6,3	5,9
Nigéria	15	60495	20068	2,9	2,8	22	14	48	40	43	52	5,6	45	5,7	5,1
Nioué	-	1	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35	-2,0	-0,2
Norvège	189	1045	283	0,4	0,5	10	10	17	12	74	79	1,7	75	0,9	0,9
Nouvelle-Zélande	164	1036	274	0,9	1,1	9	8	22	14	71	78	2,0	86	1,1	1,3
Oman	146	1326	416	4,5	3,5	21	4	50	36	47	71	5,6	77	13,0	5,4
Ouganda	36	13496	4858	3,0	3,0	19	18	51	51	46	45	7,1	15	4,7	5,5
Ouzbékistan	68	10659	2691	2,7	1,9	10	6	37	21	63	69	2,5	37	3,1	1,1
Pakistan	43	69782	22651	2,9	2,5	18	10	44	37	48	60	5,2	34	3,9	3,4
Palaos	102	9	3	2,0	2,6	-	-	-	-	-	-	-	68	3,2	2,3
Panama	110	1062	300	2,3	1,7	8	5	37	21	65	74	2,5	57	2,9	2,2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53	2300	717	2,4	2,4	19	10	42	33	43	57	4,4	18	4,6	3,9
Paraguay	98	2586	784	2,9	2,6	9	5	37	30	65	70	3,9	57	4,3	4,0
Pays-Bas	164	3457	921	0,7	0,6	8	9	17	11	74	78	1,5	90	0,8	0,7
Pérou	85	10219	2893	2,5	1,7	14	6	42	23	53	69	2,7	73	3,4	2,3
Philippines	88	33699	9858	2,6	2,1	11	5	40	27	57	70	3,4	59	4,5	3,9
Pologne	152	9094	1931	0,8	0,1	8	10	17	10	70	74	1,3	63	1,5	0,4
Portugal	164	2033	561	0,7	0,1	11	11	21	11	67	76	1,5	66	3,6	3,2
Qatar	138	179	53	7,0	2,2	13	4	34	18	61	70	3,4	93	7,6	2,5
République centrafricaine	19	1877	615	2,3	2,3	23	19	43	38	42	44	5,0	42	3,4	3,2
République démocratique populaire lao	49	2649	846	2,1	2,4	23	13	44	36	40	54	5,0	20	4,5	4,7
République dominicaine	76	3364	944	2,3	1,7	11	7	42	24	58	67	2,8	66	4,2	2,8
République tchèque	178	2033	441	0,2	0,0	13	11	16	9	70	75	1,2	75	2,1	-0,1
Roumanie	121	4946	1137	0,7	-0,3	9	13	21	10	68	70	1,3	55	1,9	-0,1
Royaume-Uni	161	13467	3447	0,2	0,3	12	11	16	11	72	78	1,6	90	0,2	0,4
Russie, Fédération de	121	32171	6229	0,6	-0,2	9	15	15	9	70	66	1,2	73	1,4	-0,3
Rwanda	15	4094	1340	3,0	1,5	21	19	53	40	44	40	5,9	6	5,5	2,8
Saint-Kitts-et-Nevis	114	13	4	-0,6	-0,9	-	-	-	-	-	-	-	34	-0,5	-0,9
Saint-Marin	164	5	1	1,2	1,5	-	-	-	-	-	-	-	90	3,1	1,3
Saint-Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100	-	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	110	40	11	1,0	0,7	-	-	-	-	-	-	-	56	3,0	3,6
Sainte-Lucie	130	57	17	1,4	1,2	8	6	41	23	64	74	2,6	38	1,0	1,4
Samoa	110	77	21	0,6	-0,1	10	6	40	28	55	70	4,3	22	0,8	0,4
Sao Tomé-et-Principe	63	75	26	2,3	1,8	-	-	-	-	-	-	-	48	4,8	3,6
Sénégal	30	4908	1621	2,8	2,5	25	12	49	38	41	54	5,2	48	3,7	4,2
Seychelles	137	42	14	1,4	1,3	-	-	-	-	-	-	-	65	4,9	3,2
Sierra Leone	1	2328	845	2,1	1,1	30	25	49	51	34	40	6,5	38	4,8	3,2
Singapour	189	1046	271	1,9	2,8	5	5	23	12	69	78	1,5	100	1,9	2,8
Slovaquie	152	1282	282	0,7	0,3	10	10	19	10	70	73	1,3	58	2,3	0,4
Slovénie	178	386	88	0,7	0,3	10	10	17	8	70	76	1,2	49	2,2	0,1
Somalie	7	5003	1874	3,4	2,2	25	17	51	52	40	48	7,3	28	4,3	3,6
Soudan	46	14739	4790	2,7	2,3	22	11	48	35	43	56	4,6	37	5,1	5,3
Sri Lanka	130	6056	1564	1,6	1,0	8	6	29	17	64	72	2,1	23	1,5	1,8
Suède	193	1891	415	0,3	0,3	10	11	14	9	74	80	1,4	83	0,4	0,3
Suisse	164	1420	353	0,5	0,4	9	10	16	9	73	79	1,4	67	1,0	1,5
Suriname	95	155	39	0,4	0,4	8	6	37	19	63	71	2,1	75	2,1	1,6
Swaziland	27	451	139	3,0	1,8	19	21	47	34	46	42	4,5	27	7,5	2,8
Syrie, République arabe	105	7916	2285	3,4	2,7	14	4	47	30	55	71	3,8	52	4,0	3,2
Tadjikistan	64	2790	749	2,9	1,3	11	6	40	24	63	68	3,1	28	2,2	0,1
Tanzanie (République-Unie de)	23	18623	6064	3,2	2,9	20	13	50	39	45	51	5,2	33	9,1	6,9

	Classement selon le TMM5	Population (milliers) 2001		Taux annuel d'accroissement de la population (%)		Taux brut de mortalité		Taux brut de natalité		Espérance de vie		Indice synthétique de fécondité	% de la population urbanisée 2001	Taux annuel moyen d'accroissement de la population urbaine (%)	
		moins de 18 ans	moins de 5 ans	1970-90	1990-2001	1970	2001	1970	2001	1970	2001			1970-90	1990-2001
Tchad	11	4313	1542	2,3	3,0	27	19	48	49	38	46	6,7	24	5,2	4,3
Territoire palestinien occupé	114	1747	614	3,4	3,9	19	4	50	40	54	72	5,7	67	4,2	4,4
Thaïlande	105	20171	5791	2,1	1,4	10	6	37	18	59	70	2,0	20	3,8	2,0
Timor-Leste	36	375	89	1,0	0,1	24	14	45	27	39	49	4,0	8	0,1	0,0
Togo	29	2369	784	2,7	2,7	21	13	48	39	44	52	5,5	34	6,6	4,3
Tonga (Royaume des)	125	41	11	0,8	0,3	-	-	-	-	-	-	-	33	2,6	0,8
Trinité-et-Tobago	125	399	86	1,1	0,6	7	6	28	13	66	75	1,6	75	1,6	1,3
Tunisie	108	3394	829	2,3	1,4	14	7	40	18	54	70	2,2	66	3,6	2,7
Turkménistan	51	2108	600	2,6	2,5	11	7	38	26	60	67	3,3	45	2,3	2,5
Turquie	79	24038	7021	2,3	1,7	13	6	39	21	56	70	2,4	66	4,6	2,4
Tuvalu	74	4	1	2,0	1,0	-	-	-	-	-	-	-	55	5,4	3,9
Ukraine	125	10725	2095	0,5	-0,5	9	15	16	8	71	68	1,1	68	1,5	-0,3
Uruguay	138	983	283	0,5	0,7	10	9	21	17	69	75	2,3	92	0,9	1,0
Vanuatu	81	98	30	2,7	2,8	14	6	43	32	53	68	4,4	22	4,5	4,4
Venezuela	120	9792	2805	3,0	2,1	7	5	38	23	65	73	2,8	87	3,8	2,5
Viet Nam	88	30942	7607	2,2	1,6	18	7	41	20	49	69	2,3	25	2,7	3,4
Yémen	46	10784	4056	3,0	4,5	23	9	53	50	41	61	7,6	25	5,7	5,4
Yougoslavie	130	2552	626	0,8	0,3	9	11	19	11	68	73	1,6	52	2,1	0,5
Zambie	10	5702	1918	3,2	2,5	19	20	51	42	46	42	5,8	40	4,6	2,7
Zimbabwe	38	6741	2065	3,4	2,1	13	18	47	36	55	43	4,7	36	6,0	4,3

DONNÉES CONSOLIDÉES

Afrique subsaharienne	325348	108836	2,9	2,6	21	16	48	41	44	48	5,6	35	4,5	4,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	155263	44913	3,1	2,3	17	6	45	28	51	67	3,7	57	4,2	3,1
Asie du Sud	564697	167332	2,2	2,0	17	9	41	27	48	62	3,4	28	3,6	3,0
Asie de l'Est et Pacifique	601336	157560	1,8	1,2	10	7	34	17	58	69	2,0	39	3,9	3,5
Amérique latine et Caraïbes	193842	54891	2,2	1,6	11	6	37	22	60	70	2,6	76	3,2	2,3
ECO/CEI* et Etats baltes	127049	29345	1,0	0,3	9	11	20	12	66	69	1,6	63	1,8	0,3
Pays industrialisés	190309	50109	0,7	0,6	10	9	17	11	72	78	1,6	79	0,9	0,9
Pays en développement	1894433	548031	2,2	1,7	14	9	38	24	53	62	3,0	41	3,7	3,2
Pays les moins avancés	340222	112883	2,5	2,6	22	14	47	40	43	51	5,3	26	4,5	4,8
Total mondial	2157844	612986	1,8	1,5	13	9	32	22	56	64	2,7	48	2,4	2,4

*Europe centrale et orientale, Communauté d'Etats indépendants.

On trouvera page 114 la liste des pays classés par régions.

DÉFINITIONS

Espérance de vie à la naissance – Nombre d'années que vivrait un nouveau-né sujet aux risques particuliers à une coupe instantanée de la population au moment de sa naissance.

Taux brut de mortalité – Nombre annuel de décès pour 1 000 habitants.

Taux brut de natalité – Nombre annuel de naissances pour 1 000 habitants.

Indice synthétique fécondité – Nombre d'enfants que mettrait au monde une femme qui vivrait jusqu'à la fin de ses années de procréation en donnant naissance, à chaque âge, au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité pour cet âge.

Population urbaine – Pourcentage de la population résidant dans les régions urbaines telles qu'elles ont été définies par des critères nationaux lors du dernier recensement.

SOURCES PRINCIPALES

Espérance de vie – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

Population enfantine – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

Taux bruts de mortalité et de natalité – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

Fécondité – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

Population urbaine – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

TABLEAU 6 : INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Pays et territoires	Classement selon le TMM5	RNB par habitant (SEU) 2001	Taux annuel moyen de croissance du PIB par habitant (%)		Taux annuel d'inflation (%) 1990-2001	% de la population ayant moins de 1 \$EU/jour 1990-99	% des dépenses du gouvernement central affecté aux secteurs (1990-2001*)			APD totale reçue en millions de \$EU 2000	APD totale reçue en % du RNB du pays bénéficiaire 2000	Service de la dette en % des exportations de biens et de services	
			1960-90	1990-2001			Santé	Éducation	Défense			1990	2000
Afghanistan	4	250x	0,1	-	-	-	-	-	-	141	-	-	-
Afrique du Sud	66	2900	1,3	0,2	9	11	-	-	-	488	0	-	9
Albanie	98	1230	-	3,0	34	-	4	2	4	319	8	1	1
Algérie	75	1630	2,4	0,1	17	2	4	24	17	162	0	62	19
Allemagne	178	23700	-	1,2	2	-	17x	1x	7x	-	-	-	-
Andorre	161	d	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	3	500	-	-1,1	659	-	6x	15x	34x	307	5	7	15
Antigua-et-Barbuda	144	9070	-	2,5	2	-	-	-	-	10	2	-	-
Arabie saoudite	105	7230x	2,2	-1,2	2	-	6x	14x	36x	31	0	-	-
Argentine	130	6960	0,6	2,4	4	-	2	6	4	76	0	30	63
Arménie	93	560	-	-1,3	172	8	-	-	-	216	11	-	4
Australie	164	19770	2,1	2,8	2	-	15	8	7	-	-	-	-
Autriche	178	23940	3,2	1,7	2	-	14	9	2	-	-	-	-
Azerbaïdjan	48	650	-	1,7	59	2	1	3	11	139	3	-	5
Bahamas	138	14960x	1,2	0,1	3	-	16	20	3	-	-	-	-
Bahreïn	138	9370x	-	1,7	0	-	8	13	16	49	-	-	-
Bangladesh	58	370	0,5	3,1	4	29	5x	11x	10x	1171	2	18	8
Barbade	144	9250x	3,0	1,7	3	-	-	-	-	0	0	14x	6x
Bélarus	125	1190	-	-0,6	318	2	4	4	4	-	-	-	2
Belgique	164	23340	2,9	1,8	2	-	2x	12x	5x	-	-	-	-
Belize	84	2910	3,2	1,6	2	-	8	20	5	15	2	6	15
Bénin	24	360	0,1	1,9	8	-	6x	31x	17x	239	10	7	10
Bhoutan	52	640	-	3,5	9	-	10	15	-	53	11	5	4
Bolivie	58	940	-0,1	1,4	8	14	10	20	7	477	6	31	36
Bosnie-Herzégovine	136	1240	-	16,2	3	-	-	-	-	737	15	-	20
Botswana	42	3630	8,6	2,9	9	33x	5	26	8	31	1	4	2
Brésil	92	3060	3,6	1,4	168	12	6	6	3	322	0	19	78
Brunéi Darussalam	164	24630x	-1,8	-0,7	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	138	1560	-	-0,9	93	2	5	4	8	-	-	19	13
Burkina Faso	12	210	1,1	2,4	4	61	7	17	14	336	14	6	14
Burundi	14	100	2,0	-4,3	13	-	2	15	23	93	13	41	23
Cambodge	30	270	-	2,0	22	-	-	-	-	398	13	-	1
Cameroun	25	570	2,5	-0,3	5	33	3	12	10	380	4	20	17
Canada	161	21340	2,3	2,0	1	-	1	2	6	-	-	-	-
Cap-Vert	88	1310	-	3,3	5	-	-	-	-	94	16	5	7
Chili	147	4350	1,2	4,8	7	2	12	18	8	49	0	20	25
Chine	85	890	4,8	8,9	6	19	0	2	12	1736	0	10	7
Chypre	164	12370x	6,2	3,1	4	-	6	12	4	-	-	-	-
Colombie	118	1910	2,3	0,8	20	20	9	20	13	187	0	39	28
Comores	57	380	-	-2,3	5	-	-	-	-	19	9	2	3
Congo	45	700	3,1	-3,1	10	-	-	-	-	33	2	32	0
Congo (République démocratique du)	9	100x	-1,4	-8,2	1423	-	0	0	18	184	-	5	-
Corée (République de)	178	9400	6,5	4,6	5	2	1	21	17	-55x	0x	10	10
Corée (République populaire démocratique de)	73	a	-	-	-	-	-	-	-	75	-	-	-
Costa Rica	149	3950	1,6	2,8	16	13	22	21	-	12	0	21	7
Côte d'Ivoire	20	630	1,0	0,1	8	12	4x	21x	4x	352	3	26	20
Croatie	158	4650	-	2,1	72	2	15	7	5	66	0	-	25
Cuba	152	1170x	-	-	1	-	23x	10x	-	44	-	-	-
Danemark	189	31090	2,1	2,1	2	-	1	13	4	-	-	-	-
Djibouti	28	890	-	-3,6	4	-	-	-	-	71	13	-	4
Dominique	143	3060	-	1,4	3	-	-	-	-	15	6	4	6x
Egypte	83	1530	3,5	2,6	8	3	3	15	9	1328	1	20	8
El Salvador	85	2050	-0,4	2,3	7	21	5	24	7	180	1	14	5
Emirats arabes unis	152	18060x	-5,0	-1,6	2	-	7	17	30	-	-	-	-
Equateur	98	1240	2,9	-0,3	39	20	11x	18x	13x	147	1	27	17
Erythrée	41	190	-	0,4	10	-	-	-	-	176	24	-	1
Espagne	164	14860	3,2	2,5	4	-	6	4	3	-	-	-	-
Estonie	147	3880	-	1,7	45	2	16	10	5	-	-	-	8
Etats-Unis	158	34870	2,2	2,2	2	-	21	2	15	-	-	-	-

	Classe- ment selon le TMM5	RNB par habitant (SEU) 2001	Taux annuel moyen de croissance du PIB par habitant (%)		Taux annuel d'inflation (%) 1990-2001	% de la population ayant moins de 1 \$EU/jour 1990-99	% des dépenses du gouvernement central affecté aux secteurs (1990-2001*)			APD totale reçue en millions de \$EU 2000	APD totale reçue en % du RNB du pays bénéficiaire 2000	Service de la dette en % des exportations de biens et de services	
			1960-90	1990-2001			Santé	Éducation	Défense			1990	2000
Ethiopie	21	100	-	2,5	6	31	6	16	9	693	10	30	12
Fidji	121	2130	1,9	1,7	3	-	9	18	6	29	2	12	2
Finlande	178	23940	3,4	2,6	2	-	3	10	4	-	-	-	-
France	164	22690	2,9	1,4	2	-	16x	7x	6x	-	-	-	-
Gabon	56	3160	3,1	-0,1	6	-	-	-	-	12	0	4	14
Gambie	35	330	1,1	0,0	4	59	7x	12x	4x	49	11	18	6
Géorgie	102	620	-	-4,9	279	2	3	4	4	170	5	-	7
Ghana	49	290	-1,2	1,9	27	45	7	22	5	609	9	20	16
Grèce	178	11780	3,8	2,0	9	-	7	11	8	-	-	-	-
Grenade	110	3720	-	2,9	2	-	10	17	-	17	5	3	4
Guatemala	72	1670	1,4	1,4	10	10	11	17	11	264	1	11	8
Guinée	22	400	-	1,6	5	-	3x	11x	29x	153	5	18	13
Guinée-Bissau	8	160	-0,5	-1,3	29	-	1x	3x	4x	80	37	21	7
Guinée équatoriale	26	700	-	18,8	17	-	-	-	-	21	6	3	0
Guyana	64	840	-0,3	4,4	12	-	-	-	-	108	17	-	16x
Haïti	38	480	0,1	-2,5	19	-	-	-	-	208	5	4	6
Honduras	88	900	1,1	0,3	18	24	10x	19x	7x	449	8	30	18
Hongrie	152	4800	3,9	2,0	18	2	4	6	2	-	-	30	24
Iles Cook	118	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-
Iles Marshall	70	2190	-	-	5	-	-	-	-	57	50	-	-
Iles Salomon	114	580	2,4	-1,5	8	-	-	-	-	68	25	10	7
Inde	54	460	1,6	4,0	8	44	2	3	16	1487	0	25	12
Indonésie	77	680	4,3	2,1	16	8	2	6	4	1731	1	31	23
Iran (République islamique d')	81	1750	-3,5	2,0	26	-	7	19	14	130	0	1	11
Iraq	33	2170x	-1,1	-	0x	-	-	-	-	101	-	-	-
Irlande	164	23060	3,1	6,7	4	-	16	14	3	-	-	-	-
Islande	189	28880	3,6	2,0	3	-	25	10	-	-	-	-	-
Israël	164	16710x	3,1	2,2	10	-	13	14	17	-	-	-	-
Italie	164	19470	3,2	1,5	4	-	11x	8x	4x	-	-	-	-
Jamaïque	125	2720	0,1	-0,3	22	3	6	14	1	10	0	20	13
Japon	178	35990	4,8	1,0	0	-	2	6	4	-	-	-	-
Jordanie	94	1750	2,5	0,9	3	2	10	16	19	552	7	18	10
Kazakhstan	61	1360	-	-1,8	169	2	2	4	4	189	1	-	12
Kenya	40	340	2,3	-0,6	13	27	7	26	6	512	5	26	14
Kirghizistan	71	280	-	-4,0	95	-	11	20	10	215	16	-	26
Kiribati	67	830	-5,5	0,6	3	-	-	-	-	18	21	-	-
Koweït	151	18030x	-6,2	-1,4	3	-	7	15	17	-	-	-	-
Lesotho	34	550	3,1	2,0	10	43	9	27	7	41	3	4	11
Lettonie	121	3300	4,1	-1,1	42	2	11	6	3	-	-	-	14
l'ex-République yougoslave de Macédoine	109	1690	-	-0,9	66	-	-	-	-	252	7	-	8
Liban	95	4010	-	3,6	15	-	2	7	11	197	1	1	8x
Libéria	5	490x	-0,6	-	-	-	5x	11x	9x	68	-	-	-
Libye, Jamahiriya arabe	130	5540x	0,2	-	-	-	-	-	-	7x	-	-	-
Liechtenstein	149	d	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	152	3270	-	-1,7	63	2	16	6	5	-	-	-	15
Luxembourg	178	41770	2,6	4,2	2	-	2	10	2	-	-	-	-
Madagascar	32	260	-1,3	-0,6	18	49	7	9	5	322	8	32	6
Malaisie	158	3640	4,1	3,9	4	-	6	23	11	45	0	12	5
Malawi	15	170	1,5	1,7	33	-	7x	12x	5x	445	26	23	9
Maldives	58	2040	-	5,3	5	-	10	18	14	19	4	4	4
Mali	6	210	0,1	1,6	7	73	2x	9x	8x	360	14	8	9
Malte	178	9120x	7,1	4,0	3	-	10	11	2	21	1	-	-
Maroc	78	1180	2,3	0,7	3	2	3	18	13	419	1	18	26
Maurice	130	3830	2,9	3,9	6	-	8	16	1	20	0	6	20
Mauritanie	15	350	0,8	1,2	6	29	4x	23x	-	212	21	24	20
Mexique	102	5540	2,4	1,5	18	16	4	26	3	-54	0	16	26
Micronésie (Etats fédérés de)	114	2150	-	-1,3	3	-	-	-	-	102	42	-	-

TABLEAU 6 : INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	Classement selon le TMM5	RNB par habitant (SEU) 2001	Taux annuel moyen de croissance du PIB par habitant (%)		Taux annuel d'inflation (%) 1990-2001	% de la population ayant moins de 1 \$EU/jour 1990-99	% des dépenses du gouvernement central affecté aux secteurs (1990-2001*)			APD totale reçue en millions de \$EU 2000	APD totale reçue en % du RNB du pays bénéficiaire 2000	Service de la dette en % des exportations de biens et de services	
			1960-90	1990-2001			Santé	Éducation	Défense			1990	2000
Moldova (République de)	95	380	-	-8,2	103	11	3	4	1	123	9	-	13
Monaco	178	d	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mongolie	61	400	-	0,0	51	14	6	9	9	217	23	-	3
Mozambique	12	210	-	5,1	29	38	5x	10x	35x	876	21	21	6
Myanmar	43	220x	1,4	5,1x	25	-	3	8	29	107	-	9	4
Namibie	69	1960	-	1,8	9	35	10x	22x	7x	152	4	-	-
Nauru (République de)	98	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-
Népal	55	250	0,5	2,5	8	38	5	15	5	390	7	10	6
Nicaragua	79	420x	-1,5	-0,1	45	-	13	15	6	562	34x	2	22
Niger	2	170	-2,2	-0,9	6	61	-	-	-	211	11	12	8
Nigéria	15	290	0,4	-0,3	27	70	1x	3x	3x	185	1	22	4
Nioué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-
Norvège	189	35530	3,4	2,9	3	-	5	7	6	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	164	12380	-	1,8	2	-	17	16	4	-	-	-	-
Oman	146	4940x	7,6	0,3x	-3x	-	7	15	33	46	-	12	7
Ouganda	36	280	-	3,6	11	-	2x	15x	26x	819	12	34	16
Ouzbékistan	68	550	-	-1,8	212	3	-	-	-	186	1	-	24
Pakistan	43	420	2,9	1,2	10	31	1	1	18	703	1	17	23
Palaos	102	6730	-	-	2	-	-	-	-	39	29	-	-
Panama	110	3290	1,8	2,1	2	14	17	4	12	17	0	3	9
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53	580	1,1	1,0	7	-	7	22	4	275	8	37	12
Paraguay	98	1300	3,0	-0,7	12	19	7	22	11	82	1	12	9
Pays-Bas	164	24040	2,4	2,2	2	-	15	10	4	-	-	-	-
Pérou	85	2000	0,4	2,5	23	15	5x	16x	11x	401	1	6	39
Philippines	88	1040x	1,5	1,1	8	-	5	19	2	578	1x	23	13
Pologne	152	4240	-	4,4	21	2	2	5	4	-	-	4	20
Portugal	164	10670	4,0	2,5	5	2	9x	11x	6x	-	-	-	-
Qatar	138	12000x	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République centrafricaine	19	270	-0,6	-0,3	4	67	-	-	-	76	7	8	8
République démocratique populaire lao	49	310	-	3,8	28	26	-	-	-	281	19	8	7
République dominicaine	76	2230	3,1	4,2	9	3	11	16	4	62	0	7	4
République tchèque	178	5270	-	1,1	11	2	17	9	5	-	-	-	12
Roumanie	121	1710	2,0	0,0	91	3	14	10	5	-	-	0	18
Royaume-Uni	161	24230	2,1	2,2	3	-	15	4	7	-	-	-	-
Russie, Fédération de	121	1750	3,8	-3,5	140	7	1	2	12	-	-	-	6
Rwanda	15	220	1,1	-1,3	13	36x	5x	26x	-	322	16	10	15
Saint-Kitts-et-Nevis	114	6880	3,7	4,7	3	-	-	-	-	4	1	3	12
Saint-Marin	164	d	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	110	2690	-	2,5	2	-	12	16	-	6	2	3	7
Sainte-Lucie	130	3970	-	0,6	3	-	-	-	-	11	2	2	9
Samoa	110	1520	-	2,1	4	-	-	-	-	27	11	5	7
Sao Tomé-et-Principe	63	280	-	-0,6	47	-	-	-	-	35	82	28	26
Sénégal	30	480	-0,6	1,1	4	26	3	14	7	423	9	14	12
Seychelles	137	7050x	3,1	1,1	3	-	7	7	3	18	3	8	3
Sierra Leone	1	140	0,6	-5,0	27	57x	10x	13x	10x	182	30	5	16
Singapour	189	24740x	6,9	4,7	1	-	5	21	26	-	-	-	-
Slovaquie	152	3700	-	2,1	10	2	18	10	5	-	-	-	16
Slovénie	178	9780	-	3,0	18	2	-	-	-	61	0	-	-
Somalie	7	120x	-1,0	-	-	-	1x	2x	38x	104	-	10	-
Soudan	46	330	-0,1	5,5	55	-	1	8	28	225	2	3	0
Sri Lanka	130	830	2,7	3,8	9	7	6	10	18	276	2	10	8
Suède	193	25400	2,2	1,7	2	-	2	7	6	-	-	-	-
Suisse	164	36970	1,6	0,3	1	-	20	2	5	-	-	-	-
Suriname	95	1690	-0,6	2,0	84	-	-	-	-	34	5	-	-
Swaziland	27	1300	2,1	0,2	13	-	8	20	8	13	1	6	2
Syrie, République arabe	105	1000	2,9	2,5	6	-	3	10	25	158	1	20	3
Tadjikistan	64	170	-	-10,0	202	-	2	3	10	142	13	-	9
Tanzanie (République-Unie de)	23	270	-	0,3	20	20	6x	8x	16x	1045	12	25	13

	Classement selon le TMM5	RNB par habitant (\$EU) 2001	Taux annuel moyen de croissance du PIB par habitant (%)		Taux annuel d'inflation (%) 1990-2001	% de la population ayant moins de 1 \$EU/jour 1990-99	% des dépenses du gouvernement central affecté aux secteurs (1990-2001*)			APD totale reçue en millions de \$EU 2000	APD totale reçue en % du RNB du pays bénéficiaire 2000	Service de la dette en % des exportations de biens et de services	
			1960-90	1990-2001			Santé	Éducation	Défense			1990	2000
Tchad	11	200	-1,2	-0,5	7	-	8x	8x	-	131	8	2	8
Territoire palestinien occupé	114	1350	-	-3,0	8	-	-	-	-	636	13	-	-
Thaïlande	105	1970	4,6	3,0	4	2	8	22	8	641	1	14	15
Timor-Leste	36	-	-	-	-	-	-	-	-	233	-	-	-
Togo	29	270	1,1	-0,6	7	-	5x	20x	11x	70	5	8	3
Tonga (Royaume des)	125	1530	-	2,1	2	-	7x	13x	-	19	12	2	11
Trinité-et-Tobago	125	5540	3,1	2,9	5	12	9	15	2	-2	0	18	9
Tunisie	108	2070	3,3	3,1	4	2	6	18	5	223	1	22	19
Turkménistan	51	990	-	-5,9	328	12	-	-	-	32	1	-	30x
Turquie	79	2540	2,0	1,8	74	2	3	10	8	325	0	27	33
Tuvalu	74	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-
Ukraine	125	720	-	-7,4	221	3	2	6	5	-	-	-	14
Uruguay	138	5670	0,9	2,1	28	2x	6	7	4	17	0	31	26
Vanuatu	81	1050	-	-1,1	3	-	-	-	-	46	21	2	1
Venezuela	120	4760	-0,5	-0,6	43	23	7	22	5	77	0	22	14
Viet Nam	88	410	-	5,8	14	-	4	14	-	1700	6	7	7
Yémen	46	460	-	2,2	21	16	4	22	19	265	4	4	2
Yougoslavie	130	940x	-	0,5	54	-	-	-	-	1135	11	-	-
Zambie	10	320	-1,2	-1,7	48	64	13	14	4	795	25	13	18
Zimbabwe	38	480	1,4	-0,2	28	36	8	24	7	178	3	19	16

DONNÉES CONSOLIDÉES

Afrique subsaharienne	519	1,2	0,5	25	43	-	-	-	11964	4	17	9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1375	0,9	1,9	15	-	5	17	14	4593	1	20	13
Asie du Sud	449	1,7	3,6	8	40	2	3	17	4240	0	22	12
Asie de l'Est et Pacifique	1140	5,1	6,1	7	16	2	10	12	8437	0	14	10
Amérique latine et Caraïbes	3610	2,4	1,7	79	14	6	13	5	3807	0	20	34
ECO/CEI** et Etats baltes	1980	3,4	-0,4	97	4	4	5	8	-	-	-	16
Pays industrialisés	28210	3,1	1,8	2	-	12	4	10	-	-	-	-
Pays en développement	1159	2,9	3,5	36	26	3	11	10	34655	1	18	17
Pays les moins avancés	295	0,0	2,2	40	34	-	-	-	12473	8	11	8
Total mondial	5228	3,1	2,0	10	24	10	6	10	37369	1	17	17

**Europe centrale et orientale, Communauté d'Etats indépendants. On trouvera page 114 la liste des pays classés par régions.

DÉFINITIONS

RNB par habitant – Le revenu national brut (RNB) est la somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidents, majorée des taxes (subventions en moins) non incluses dans l'évaluation des produits ainsi que des recettes nettes des revenus primaires provenant du reste du monde (rémunérations des employés et revenus de la propriété). Le RNB par habitant correspond au revenu national brut divisé par le nombre d'habitants au milieu de l'année. La conversion du RNB par habitant en dollars des E.-U. s'effectue selon la méthode utilisée pour l'Atlas de la Banque mondiale.

PIB par habitant – Le produit intérieur brut (PIB) est la somme de la valeur brute ajoutée par tous les producteurs résidents, majorée des taxes (moins les subventions) non incluses dans l'évaluation des produits. Le PIB par habitant est le produit intérieur brut converti en dollars des États-Unis selon la méthode utilisée pour l'Atlas de la Banque mondiale et divisé par le nombre d'habitants au milieu de l'année. La croissance est calculée à partir du PIB à prix constants en devise locale.

% de la population ayant moins de 1 dollar par jour – Pourcentage de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour aux prix internationaux de 1985, ajustés en fonction de la parité du pouvoir d'achat.

APD – Aide publique au développement.

Service de la dette – Total des paiements d'intérêts et des remboursements du principal afférents aux dettes extérieures publiques et aux emprunts à long terme garantis par l'État.

SOURCES PRINCIPALES

RNB par habitant – Banque mondiale.

PIB par habitant – Banque mondiale.

% de la population ayant moins de 1 dollar par jour – Banque mondiale.

Taux annuel d'inflation – Banque mondiale.

Dépenses pour la santé, l'éducation et la défense – Fonds monétaire international (FMI).

APD – Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Service de la dette – Banque mondiale.

NOTES

a : 745 dollars ou moins.

b : Entre 746 et 2 975 dollars.

c : Entre 2 976 et 9 205 dollars.

d : Plus de 9 206 dollars.

- données non disponibles.

x données se rapportant à une année ou une période différente de celle indiquée en tête de colonne, ne correspondant pas à la définition standard, ou ne portant pas sur l'ensemble du pays.

* données se rapportant à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

TABLEAU 7 : FEMMES

Pays et territoires	Classement selon le TMM5	Espérance de vie des femmes en % de celle des hommes 2001	Taux d'alphabétisation des femmes adultes en % de celui des hommes 2000	Taux de scolarisation des filles en % de celui des garçons		Taux d'emploi des contraceptifs (%) 1995-2001*	Taux de couverture pour les soins prénatals (%) 1995-2001*	Accouchements assistés par du personnel soignant qualifié (%) 1995-2001*	Ratio mortalité maternelle déclarée [†] 1985-2001*
				primaire 1995-99*	secondaire 1995-99*				
Afghanistan	4	101	41	9	34	2x	-	-	-
Afrique du Sud	66	106	98	97	110	56	94	84	-
Albanie	98	108	-	99	103	-	95	99	-
Algérie	75	104	68	92	106	57	58x	92	140
Allemagne	178	108	-	99	99	75x	-	-	8
Andorre	161	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	3	106	-	84	72	8	-	23	-
Antigua-et-Barbuda	144	-	104	-	-	53	82	100x	150
Arabie saoudite	105	104	80	96	90	32	90	91	-
Argentine	130	110	100	100	107	74x	95x	98	41
Arménie	93	108	-	107	107x	61	92	97	35
Australie	164	107	-	100	101	76x	100x	100	-
Autriche	178	108	-	99	96	51	100x	-	-
Azerbaïdjan	48	110	97	99	100	55	69	88	80
Bahamas	138	113	102	97	103x	62x	-	99x	-
Bahreïn	138	106	91	101	106	62	97	98	46
Bangladesh	58	100	57	97	108	54	40	12	400
Barbade	144	107	99	99	104	55	89	91	0
Bélarus	125	118	99	95	97	50	100	-	20
Belgique	164	108	-	99	111	78x	-	-	-
Belize	84	104	101	96	100	56	96	77x	140
Bénin	24	106	45	67	47	19	81	66	500
Bhoutan	52	104	55	76	29x	31	-	15x	380
Bolivie	58	106	86	97	94	48	69	59	390
Bosnie-Herzégovine	136	108	91	100	-	48	99	100	10
Botswana	42	99	107	100	109	48	97	99	330
Brésil	92	112	100	95	111	77	86	88	160
Brunéi Darussalam	164	106	93	95	110	-	100x	99	0
Bulgarie	138	112	99	97	98	86	-	-	15
Burkina Faso	12	104	39	69	67	12	61	31	480
Burundi	14	104	72	81	75	9x	76	25	-
Cambodge	30	109	-	87	55	24	38	32	440
Cameroun	25	103	85	84	77	26	75	56	430
Canada	161	107	-	101	101	75	-	98	-
Cap-Vert	88	109	77	99	104	53	99	53	35
Chili	147	108	100	96	101	56x	95x	100	23
Chine	85	106	84	103	91	91	-	89	55
Chypre	164	106	96	101	105	-	-	-	0
Colombie	118	109	100	99	112	77	91	86	80
Comores	57	105	89	84	78	26	74	62	-
Congo	45	108	85	91	73	-	-	-	-
Congo (République démocratique du)	9	105	-	90	54	8x	68	61	950
Corée (République de)	178	110	97	101	99	81	-	100	20
Corée (République populaire démocratique de)	73	109	-	94x	-	-	-	-	110
Costa Rica	149	106	100	97	113	75x	70	98	29
Côte d'Ivoire	20	101	70	75	54	15	88	47	600
Croatie	158	111	98	98	104	-	-	-	6
Cuba	152	105	100	96	105	73	100	100	33
Danemark	189	107	-	100	105	78x	-	-	10
Djibouti	28	106	59	72	131	-	-	-	-
Dominique	143	-	-	113	-	50	100	100	65
Egypte	83	105	65	92	94	56	53	61	80
El Salvador	85	109	93	96	100	60	76	51	120
Emirats arabes unis	152	106	109	99	114	28	97	99	3
Equateur	98	108	96	100	102	66	69	69	160
Erythrée	41	105	-	82	70	8	49	21	1000
Espagne	164	109	98	100	105	81	-	-	6
Estonie	147	116	-	96	103	70x	-	-	52
Etats-Unis	158	108	-	98	101	76	99x	99	8

	Classement selon le TMM5	Espérance de vie des femmes en % de celle des hommes 2001	Taux d'alphabétisation des femmes adultes en % de celui des hommes 2000	Taux de scolarisation des filles en % de celui des garçons		Taux d'emploi des contraceptifs (%) 1995-2001*	Taux de couverture pour les soins prénatals (%) 1995-2001*	Accouchements assistés par du personnel soignant qualifié (%) 1995-2001*	Ratio mortalité maternelle déclarée† 1985-2001*
				primaire 1995-99*	secondaire 1995-99*				
Ethiopie	21	103	76	67	67	8	27	6	870
Fidji	121	105	96	99	102x	32x	-	100	38
Finlande	178	110	-	99	109	77x	100x	-	6
France	164	110	-	99	100	75x	99x	-	10
Gabon	56	104	78	97	88	33	94	86	520
Gambie	35	106	68	90	74	10	79	51	-
Géorgie	102	112	100	100	101	41	95	96	50
Ghana	49	105	77	90	64x	22	88	44	210x
Grèce	178	107	97	100	103	-	-	-	1
Grenade	110	-	-	89	-	54x	98	100x	1
Guatemala	72	109	80	90	86	38	60	41	190
Guinée	22	102	49	68	35	6	71	35	530
Guinée-Bissau	8	107	40	67	54	1x	54	35	910
Guinée équatoriale	26	106	81	82	44	-	37x	-	-
Guyana	64	115	99	98	103	41x	-	95	110
Haïti	38	112	91	101	95x	28	79	24	520
Honduras	88	109	109	102	128x	50	84	54	110
Hongrie	152	113	100	99	101	77x	-	-	15
Iles Cook	118	-	-	97	-	50x	-	100	-
Iles Marshall	70	-	-	99	-	37x	-	95	-
Iles Salomon	114	104	-	87x	67x	25x	-	85	553x
Inde	54	102	61	83	66	47	60	43	540
Indonésie	77	106	89	96	96	55	89	56	380
Iran (République islamique d')	81	103	84	97	93	73	77	-	37
Iraq	33	105	-	82	62	14x	78	-	290
Irlande	164	107	-	99	107	-	-	-	6
Islande	189	106	-	99	108	-	-	-	-
Israël	164	105	96	99	100	-	-	-	5
Italie	164	108	99	99	96	78x	-	-	7
Jamaïque	125	106	110	106	96	66	99	95	95
Japon	178	109	-	100	102	59x	-	100	8
Jordanie	94	104	89	100	103	57	96	97	41
Kazakhstan	61	119	100	100	100	66	91	99	65
Kenya	40	103	85	99	90	39	76	44	590
Kirghizistan	71	112	-	97	102	60	97	98	65
Kiribati	67	-	-	-	-	28x	88x	85	-
Koweït	151	105	95	99	100	50	95x	98	5
Lesotho	34	99	127	109	133	23x	88	60	-
Lettonie	121	117	100	98	102	-	-	100	45
l'ex-République yougoslave de Macédoine	109	106	-	99	96	-	100	-	7
Liban	95	104	87	96	109	63	87	88	100x
Libéria	5	104	53	72	67	6x	84	51	580
Libye, Jamahiriya arabe	130	106	74	100x	112	45	81	94	75
Liechtenstein	149	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	152	115	100	99	62	-	-	-	18
Luxembourg	178	109	-	102	105	-	-	-	0
Madagascar	32	104	-	96	93	19	73	47	490
Malaisie	158	107	91	98	111	55x	-	96	41
Malawi	15	99	63	100	80	31	91	56	1100
Maldives	58	98	100	101	107	32	81	70	350
Mali	6	104	69	69	50	7	47	24	580
Malte	178	107	102	101	89	-	-	-	-
Maroc	78	106	58	85	80	59	42	40	230
Maurice	130	111	92	101	98	26	-	-	21
Mauritanie	15	106	58	94	71	8	64	53	750
Mexique	102	109	96	99	104	70	86	86	55
Micronésie (Etats fédérés de)	114	-	-	-	-	-	-	93	-

TABLEAU 7 : FEMMES

	Classement selon le TMM5	Espérance de vie des femmes en % de celle des hommes 2001	Taux d'alphabétisation des femmes adultes en % de celui des hommes 2000	Taux de scolarisation des filles en % de celui des garçons		Taux d'emploi des contraceptifs (%) 1995-2001*	Taux de couverture pour les soins prénatals (%) 1995-2001*	Accouchements assistés par du personnel soignant qualifié (%) 1995-2001*	Ratio mortalité maternelle déclarée [†] 1985-2001*
				primaire 1995-99*	secondaire 1995-99*				
Moldova (République de)	95	112	99	99	104	74	99	99	28
Monaco	178	-	-	-	-	-	-	-	-
Mongolie	61	107	100	103	122	60	97	97	150
Mozambique	12	104	47	74	65	10	71	44	1100
Myanmar	43	109	91	100	100	33	76	-	230
Namibie	69	100	98	102	113	44	91	78	270
Nauru (République de)	98	-	-	94	-	-	-	-	-
Népal	55	99	40	74	73	39	28	11	540
Nicaragua	79	107	100	101	118	60	82	65	150
Niger	2	101	35	67	63	14	41	16	590
Nigéria	15	101	78	87	85x	15	64	42	-
Nioué	-	-	-	100	-	-	-	100	-
Norvège	189	108	-	100	102	74x	-	-	6
Nouvelle-Zélande	164	107	-	100	105	75	95x	100	15
Oman	146	104	77	95	99	40	96	91	14
Ouganda	36	103	74	88	60	23	92	39	510
Ouzbékistan	68	109	100	100	88x	67	97	96	21
Pakistan	43	100	48	70	70	17	28	20	-
Palaos	102	-	-	-	-	47x	-	100	-
Panama	110	106	98	97	106	58x	72	90	70
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53	103	81	91	75	26	78	53	370x
Paraguay	98	107	98	97	104	57	89	58	190
Pays-Bas	164	107	-	98	96	79x	-	100	7
Pérou	85	108	90	99	94	69	84	59	190
Philippines	88	106	100	101	108	47	86	56	170
Pologne	152	112	100	98	99	49x	-	-	8
Portugal	164	110	95	96	107	66x	-	100	8
Qatar	138	104	103	96	137	43	94x	-	10
République centrafricaine	19	108	58	66	40x	28	67x	44	1100
République démocratique populaire lao	49	105	68	85	69	19x	29	21	650
République dominicaine	76	108	100	98	122	64	98	96	230x
République tchèque	178	109	-	100	102	69x	99x	-	9
Roumanie	121	110	98	98	101	64	-	98	42
Royaume-Uni	161	107	-	100	116	82x	-	99	7
Russie, Fédération de	121	121	99	99x	108	-	-	-	44
Rwanda	15	104	82	98	100	13	92	31	1100
Saint-Kitts-et-Nevis	114	-	-	93	-	41	100x	100	130
Saint-Marin	164	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	110	-	-	84	-	58	92	100x	43
Sainte-Lucie	130	107	-	95	122	47	100x	100	30
Samoa	110	110	-	97	110	30	-	100	-
Sao Tomé-et-Principe	63	-	-	-	-	10x	-	86x	-
Sénégal	30	107	59	87	63	11	77	51	560
Seychelles	137	-	-	100	-	-	-	-	-
Sierra Leone	1	107	45	93	85	4	68	42	1800
Singapour	189	106	92	98	110	74x	-	100	6
Slovaquie	152	111	100	99	101	74x	98x	-	9
Slovénie	178	110	-	99	103	-	-	-	11
Somalie	7	107	-	50x	60x	1x	32	34	-
Soudan	46	105	67	86	164	10x	75x	86x	550
Sri Lanka	130	108	94	97	106	71	98	97	90
Suède	193	107	-	103	127	78x	-	-	5
Suisse	164	108	-	99	93	82	-	-	5
Suriname	95	108	97	97x	116x	42	91	85	110
Swaziland	27	102	97	95	100	28	89	70	230
Syrie, République arabe	105	103	68	92	89	46	51x	76x	110x
Tadjikistan	64	109	99	93	85	34	71	77	65
Tanzanie (République-Unie de)	23	104	79	100	83	22	49	36	530

	Classement selon le TMM5	Espérance de vie des femmes en % de celle des hommes 2001	Taux d'alphabétisation des femmes adultes en % de celui des hommes 2000	Taux de scolarisation des filles en % de celui des garçons		Taux d'emploi des contraceptifs (%) 1995-2001*	Taux de couverture pour les soins prénatals (%) 1995-2001*	Accouchements assistés par du personnel soignant qualifié (%) 1995-2001*	Ratio mortalité maternelle déclarée† 1985-2001*
				primaire 1995-99*	secondaire 1995-99*				
Tchad	11	105	61	61	28	8	42	16	830
Territoire palestinien occupé	114	105	-	101	106	51	96	-	-
Thaïlande	105	109	97	95	103	72	86	85	44
Timor-Leste	36	104	-	-	-	27	71	26	-
Togo	29	105	59	78	44	26	73	49	480
Tonga (Royaume des)	125	-	-	97	-	-	-	92	-
Trinité-et-Tobago	125	107	99	98	109	38	98x	99	70
Tunisie	108	104	74	95	104	66	79x	90	70
Turkménistan	51	110	-	-	-	62	98	97	65
Turquie	79	108	82	88	72	64	68	81	130x
Tuvalu	74	-	-	100	-	-	-	99	-
Ukraine	125	117	-	99x	114	89	-	99	25
Uruguay	138	110	101	98	118	84	94	99	26
Vanuatu	81	105	-	108	84	15x	-	89	-
Venezuela	120	108	100	98	120	77	90	95	60
Viet Nam	88	107	95	97	90	74	68	70	95
Yémen	46	104	37	57	36	21	34	22	350
Yougoslavie	130	107	98	103	105	58	-	-	9
Zambie	10	98	84	94	76	19	96	47	650
Zimbabwe	38	98	94	97	90	54	93	73	700

DONNÉES CONSOLIDÉES

Afrique subsaharienne	103	78	87	82	22	66	41	1100
Moyen-Orient et Afrique du Nord	104	72	88	92	56	65	64	360
Asie du Sud	101	61	82	71	45	52	35	430
Asie de l'Est et Pacifique	107	86	101	94	81	-	80	140
Amérique latine et Caraïbes	110	98	97	108	71	84	81	190
ECO/CEI** et Etats baltes	113	97	95	99	67	81	90	55
Pays industrialisés	108	-	99	103	-	-	99	12
Pays en développement	105	80	91	88	61	65	56	440
Pays les moins avancés	103	66	84	85	29	55	29	1000
Total mondial	105	87	92	92	63	65	59	400

**Europe centrale et orientale, Communauté d'Etats indépendants. On trouvera page 114 la liste des pays classés par régions.

DÉFINITIONS

Espérance de vie – Nombre d'années que vivrait un nouveau-né sujet aux risques particuliers à une coupe instantanée de la population au moment de sa naissance.

Taux d'alphabétisation des adultes – Pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus sachant lire et écrire.

Taux de scolarisation dans le primaire ou le secondaire – Nombre total d'enfants scolarisés dans le primaire ou le secondaire, quel que soit leur âge, divisé par le nombre total d'enfants appartenant au groupe d'âge correspondant officiellement à ce niveau d'enseignement.

Taux d'emploi des contraceptifs – Pourcentage de femmes mariées âgées de 15 à 49 ans qui utilisent des moyens de contraception.

Soins prénatals – Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont été examinées au moins une fois au cours d'une grossesse par des agents de santé qualifiés (médecins, infirmières ou sages-femmes).

Accouchements assistés – Pourcentage de tous les accouchements assistés par du personnel soignant qualifié (médecins, infirmières ou sages-femmes).

Ratio mortalité maternelle – Nombre annuel de décès chez les femmes par suite de causes liées à la grossesse ou à l'accouchement, pour 100 000 naissances vivantes. Cette colonne donne des chiffres, indiqués par les pays, qui n'ont pas été ajustés pour tenir compte des erreurs de classement et du fait qu'une partie seulement en a été déclarée.

SOURCES PRINCIPALES

Espérance de vie – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

Alphabétisation des adultes – Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), y compris le Bilan de l'Education pour tous, 2000.

Scolarisation – Enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) et UNESCO, y compris le Bilan de l'Education pour tous, 2000.

Taux d'emploi des contraceptifs – EDS, Enquêtes en grappe à indicateurs multiples, Division de la population de l'Organisation des Nations Unies et UNICEF.

Soins prénatals – EDS, Enquêtes en grappe à indicateurs multiples, Organisation mondiale de la santé (OMS) et UNICEF.

Accouchements assistés – EDS, Enquêtes en grappe à indicateurs multiples, OMS et UNICEF.

Mortalité maternelle – OMS et UNICEF.

† Les données sur la mortalité maternelle présentées dans ce tableau proviennent des autorités nationales. Périodiquement, l'OMS et l'UNICEF évaluent ces données et procèdent à des ajustements pour tenir compte des erreurs de classement et du fait qu'une partie des décès maternels ne sont pas signalés et pour établir des estimations pour les pays qui ne disposent pas de données. Les totaux régionaux et mondiaux figurant dans ce tableau sont basés sur l'évaluation la plus récente de ces données et se rapportent à 1995.

NOTES - données non disponibles.

x se rapporte à une année ou une période différente de celle indiquée en tête de colonne, ne correspond pas à la définition standard, ou ne se réfère pas à la totalité du pays.

* se rapporte à l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données pendant la période indiquée en tête de colonne.

TABLEAU 8: VIH/SIDA ET PALUDISME

Pays et territoires	Taux de prévalence chez les adultes (15-49 ans), fin 2001	Estimation du nombre de personnes qui vivent avec le VIH/SIDA, fin 2001		Prévalence du VIH chez les femmes enceintes (15-24 ans), grandes zones urbaines			Prévention du VIH/SIDA, 1999-2001*	% qui ont utilisé un préservatif lors de leurs derniers rapports à risques au cours des 12 derniers mois 1998-2001*		Orphelins	Paludisme, 2000				
		Adultes et enfants (0-49 ans)	Enfants (0-14 ans)	Année [nombre de sites]	Médiane (15-19 ans)	Médiane (20-24 ans)	% qui ont des connaissances suffisantes pour se protéger du VIH/SIDA Femmes (15-24 ans)	Femmes (15-24 ans)	Hommes (15-24 ans)		Enfants orphelins à cause du SIDA (0-14 ans), 2001	Taux de scolarisation des orphelins en % de celui des non-orphelins (1995-2001)*	% d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous une moustiquaire	% d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous une moustiquaire traitée	% d'enfants fiévreux de moins de 5 ans qui prennent des médicaments anti-paludiques
Afghanistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique du Sud	20,1	5000000	250000	2000 [n]	16,1	29,1	-	20	-	660000	-	-	-	-	-
Angola	5,5	350000	37000	-	-	-	12	-	-	100000	89	10	2	63	-
Bahamas	3,5	6200	<100	-	-	-	-	-	-	2900	-	-	-	-	-
Bangladesh	<0,1	13000	310	-	-	-	-	-	-	2100	-	-	-	-	-
Barbade	1,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belize	2,0	2500	180	-	-	-	-	-	-	950	-	-	-	-	-
Bénin	3,6	120000	12000	1999 [n]	2,2	4,8	-	-	-	34000	37	39	5	60	-
Bhoutan	<0,1	<100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Botswana	38,8	330000	28000	2001 [3]	27,1	34,9	-	-	-	69000	99	-	-	-	-
Burkina Faso	6,5	440000	61000	1998 [1]	6,2	8,8	-	41	55	270000	-	-	-	-	-
Burundi	8,3	390000	55000	1998 [1]	8,8	15,4	24	-	-	240000	69	3	0	31	-
Cambodge	2,7	170000	12000	2000 [n]	1,9	2,8	37	41	-	55000	71	-	-	-	-
Cameroun	11,8	920000	69000	2000 [5]	9,5	11,2	16	16	31	210000	92	11	1	66	-
Comores	-	-	-	-	-	-	10	-	-	-	-	36	9	63	-
Congo	7,2	110000	15000	2000 [u]	11,0	-	-	-	-	78000	-	-	-	-	-
Congo (République démocratique du)	4,9	1300000	170000	-	-	-	12	-	-	930000	77	12	1	45	-
Côte d'Ivoire	9,7	770000	84000	1998 [3]	4,7	12,2	16	25	56	420000	77	10	1	58	-
Djibouti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
El Salvador	0,6	24000	830	-	-	-	-	-	-	13000	-	-	-	-	-
Equateur	0,3	20000	660	-	-	-	-	-	-	7200	-	-	-	-	-
Erythrée	2,8	55000	4000	-	-	-	-	-	2x	24000	-	-	-	-	-
Estonie	1,0	7700	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ethiopie	6,4	2100000	230000	2000 [4]	8,9	17,6	-	17	30	990000	60	1	0	3	-
Gabon	-	-	-	1995 [3]	7,1	2x	-	33	48	-	98	-	-	-	-
Gambie	1,6	8400	460	-	-	-	15	-	-	5300	-	42	15	55	-
Ghana	3,0	360000	34000	2000 [5]	1,9	3	22x	48x	57x	200000	95	-	-	61	-
Guatemala	1,0	67000	4800	-	-	-	-	-	-	32000	98	6	1	-	-
Guinée	-	-	-	1995 [1]	0,5	2	-	18	32	-	115	-	-	-	-
Guinée-Bissau	2,8	17000	1500	-	-	-	8	-	-	4300	104	67	7	58	-
Guinée équatoriale	3,4	5900	420	-	-	-	4	-	-	-	-	15	1	49	-
Guyana	2,7	18000	800	1997 [1]	3,0	7	-	-	-	4200	-	61	7	3	-
Haïti	6,1	250000	12000	2000 [n]	3,7	3,8	-	19	30	200000	82	-	-	-	-
Honduras	1,6	57000	3000	-	-	-	-	-	-	14000	-	-	-	-	-
Iles Salomon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inde	0,8	3970000	170000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jamaïque	1,2	20000	800	1997 [3]	1,3	1,4	-	-	-	5100	-	-	-	-	-
Kenya	15,0	2500000	220000	1997 [1]	12,5	16,2	26	14	43	890000	75	17	3	40	-
Lesotho	31,0	360000	27000	1999 [n]	25,0	41	18	-	-	73000	89	-	-	-	-
Libéria	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	0,3	22000	1000	-	-	-	5	-	-	6300	-	30	1	59	-
Malawi	15,0	850000	65000	2001 [3]	13,6	25,7	34	32	38	470000	92	8	3	27	-
Mali	1,7	110000	13000	1997 [u]	3,5x	3,5x	-	-	-	70000	72	-	-	-	-
Mauritanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50	-
Mexique	0,3	150000	3600	-	-	-	-	-	-	27000	-	-	-	-	-
Mozambique	13,0	1100000	80000	2000 [2]	13,0	14,7	-	-	-	420000	35	-	-	-	-
Myanmar	-	-	-	2000 [n]	2,9	2,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namibie	22,5	230000	30000	2000 [n]	11,9	20,3	-	-	-	47000	-	-	-	-	-
Népal	0,5	58000	1500	-	-	-	-	-	-	13000	-	-	-	-	-
Nicaragua	0,2	5800	210	-	-	-	-	-	-	2000	-	-	-	-	-
Niger	-	-	-	-	-	-	5	2	2	-	69	17	1	48	-
Nigéria	5,8	3500000	270000	2000 [n]	3,0	5,8	-	-	-	1000000	88	-	-	-	-
Ouganda	5,0	600000	110000	2000 [2]	7,0	10,5	28	44	62	880000	94	7	0	-	-
Panama	1,5	25000	800	-	-	-	-	-	-	8100	-	-	-	-	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,1	17000	500	-	-	-	-	-	-	4200	-	-	-	-	-

	Estimation du nombre de personnes qui vivent avec le VIH/SIDA, fin 2001			Prévalence du VIH chez les femmes enceintes (15-24 ans), grandes zones urbaines			Prévention du VIH/SIDA, 1999-2001*			% qui ont utilisé un préservatif lors de leurs derniers rapports à risques au cours des 12 derniers mois 1998-2001*		Orphelins			Paludisme, 2000		
	Taux de prévalence chez les adultes, (15-49 ans) fin 2001	Adultes et enfants (0-49 ans)		Année [nombre de sites]	Médiane (15-19 ans)	Médiane (20-24 ans)	% qui ont des connaissances suffisantes pour se protéger du VIH/SIDA Femmes (15-24 ans)	% qui ont utilisé un préservatif lors de leurs derniers rapports à risques au cours des 12 derniers mois 1998-2001*		Enfants orphelins à cause du SIDA (0-14 ans), 2001	Taux de scolarisation des orphelins en % de celui des non-orphelins (1995-2001*)	% d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous une moustiquaire	% d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous une moustiquaire traitée	% d'enfants fiévreux de moins de 5 ans qui prennent des médicaments anti-paludiques			
		Enfants (0-14 ans)	Adultes (0-49 ans)					Femmes (15-24 ans)	Hommes (15-24 ans)								
Paraguay	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
République centrafricaine	12,9	250000	25000	-	-	-	5	-	-	110000	89	31	2	66			
République démocratique populaire lao	<0,1	1400	<100	-	-	-	-	-	-	-	-	21	0	-			
République dominicaine	2,5	130000	4700	1999 [n]	1,8x	1,8x	33	12x	48x	33000	87	-	-	-			
Rwanda	8,9	500000	65000	1999 [4]	8,4	12,8	-	23	55	260000	93	6	5	13			
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	-	-	-	11	-	-	-	-	43	22	61			
Sénégal	0,5	27000	2900	-	-	-	10	-	-	15000	-	15	2	36			
Sierra Leone	7,0	170000	16000	-	-	-	16	-	-	42000	74	15	2	61			
Somalie	1,0	43000	-	-	-	-	1	-	-	-	-	16	0	19			
Soudan	2,6	450000	30000	-	-	-	2	-	-	62000	-	24	2	23			
Sri Lanka	<0,1	4800	<100	-	-	-	-	-	-	2000	-	-	-	-			
Suriname	1,2	3700	190	-	-	-	27	-	-	1700	89	72	3	-			
Swaziland	33,4	170000	14000	2000 [u]	22,0	42,2	27	-	-	35000	86	0	0	24			
Tanzanie (République-Unie de)	7,8	1500000	170000	2000 [3]	13,2x	13,2x	26	21	31	810000	72	21	2	53			
Tchad	3,6	150000	18000	-	-	-	5	3x	2x	72000	93	27	1	32			
Thaïlande	1,8	670000	21000	-	-	-	-	-	-	290000	-	-	-	-			
Togo	6,0	150000	15000	-	-	-	20	22	41	63000	92	15	2	60			
Trinité-et-Tobago	2,5	17000	300	-	-	-	33	-	-	3600	-	-	-	-			
Ukraine	1,0	250000	-	1999 [u]	-	0,4	-	-	-	-	-	-	-	-			
Vanuatu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Yémen	0,1	9900	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Zambie	21,5	1200000	150000	1998 [4]	16,7	26,8	26	20x	39x	570000	88	6	1	59			
Zimbabwe	33,7	2300000	240000	2000 [u]	27,1	34,8	17x	42	69	780000	85	3	-	-			

DÉFINITIONS ET PRINCIPALES SOURCES DE DONNÉES

VIH/SIDA

Taux de prévalence chez les adultes (15-49 ans), fin 2001 : % d'adultes (15-49 ans) qui vivent avec le VIH/SIDA.

Source : Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)

Adultes et enfants vivant avec le VIH/SIDA (0-49 ans), fin 2001 : estimation du nombre d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH/SIDA fin 2001.

Source : ONUSIDA.

Enfants vivant avec le VIH/SIDA (0-14 ans), 2001 : estimation du nombre d'enfants (0-14 ans) vivant avec le VIH/SIDA.

Source : ONUSIDA.

Prévalence du VIH chez les femmes enceintes (15-24 ans) : % des prélèvements sanguins positifs effectués sur des femmes enceintes de 15 à 24 ans à l'occasion de « tests anonymes de surveillance par sentinelle séparés » menés dans plusieurs cliniques de soins prénatals. Les données sont présentées séparément pour les femmes enceintes de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans. La lettre [n] correspond à une surveillance nationale, dans les régions rurales et les agglomérations urbaines; la lettre [u] correspond à une surveillance nationale dans les agglomérations urbaines.

Sources : Rapports de surveillance par sentinelle par pays (1997-2002) et base de données sur la surveillance du VIH/SIDA ; US Census Bureau ; International Programs Center ; Health Studies Branch, 2002.

Ont des connaissances suffisantes pour se protéger : % de tous les jeunes (15-24 ans) capables à la fois d'identifier correctement des moyens de prévenir la transmission sexuelle du VIH et de rejeter les principales idées fausses qui circulent sur la transmission ou la prévention du VIH. Cet indicateur est un composite de deux méthodes de prévention (utilisation du préservatif et fidélité à un partenaire unique) et de trois idées fausses répandues localement.

Sources : Enquêtes en grappe à indicateur multiple (EGIM) ; Enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) ; Enquêtes sur le comportement de sentinelles.

NOTES - données non disponibles.

x données se rapportant à une année ou période différente de celle indiquée en tête de colonne, ne correspondant pas à la définition standard, ou ne portant pas sur l'ensemble du pays.

* indique des estimations antérieures à 2001.

Ne sont inclus dans ce tableau que les pays où la prévalence du VIH/SIDA chez les adultes est de 1 % ou plus et/ou où 50 % ou plus de la population vit dans des régions où le paludisme est endémique.

% qui ont utilisé un préservatif lors de leurs derniers rapports sexuels à risques au cours des 12 derniers mois : % d'hommes et de femmes jeunes (15-24 ans) qui déclarent avoir utilisé un préservatif lors de leurs derniers rapports sexuels hors mariage et hors concubinage, parmi ceux qui ont eu des rapports sexuels avec ce type de partenaire au cours des 12 derniers mois.

Sources : EPS, CDC, EGIM, et autres enquêtes nationales.

Enfants orphelins à cause du SIDA (0-14 ans), 2001 : estimation, fin 2001, du nombre d'enfants de 0 à 14 ans qui ont perdu un ou leurs deux parents à cause du SIDA.

Source : UNICEF, ONUSIDA, US Agency for International Development.

Taux de scolarisation des orphelins en % du taux de scolarisation des non-orphelins (1995-2001) : % d'enfants de 10 à 14 ans interrogés lors d'une enquête sur les ménages qui ont perdu leurs deux parents naturels et qui fréquentent l'école en pourcentage des enfants non orphelins du même âge qui vivent avec au moins un de leurs parents et qui vont à l'école.

Sources : EGIM, EPS.

PALUDISME

% d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous une moustiquaire, 2000 : % d'enfants (0-4 ans) qui dorment sous une moustiquaire.

Source : EGIM, EPS.

% d'enfants de moins de 5 ans qui dorment sous une moustiquaire traitée, 2000 : % d'enfants (0-4 ans) qui dorment sous une moustiquaire traitée à l'insecticide.

Sources : EGIM, EPS.

% d'enfants fiévreux de moins de 5 ans qui prennent des médicaments anti-paludiques : % d'enfants (0-4 ans) qui avaient de la fièvre au cours des deux semaines dernières et qui ont reçu quelque médicament antipaludique approprié (défini localement) que ce soit.

Sources : EGIM, EPS.

Index des pays par régions et catégories

Les moyennes consolidées indiquées à la fin de chaque tableau sont calculées en utilisant les données des pays et territoires tels qu'ils sont groupés ci-dessous.

Afrique subsaharienne

Afrique du Sud; Angola; Bénin; Botswana; Burkina Faso; Burundi; Cameroun; Cap-Vert; Comores; Congo; Congo, République démocratique du; Côte d'Ivoire; Érythrée; Éthiopie; Gabon; Gambie; Ghana; Guinée; Guinée-Bissau; Guinée équatoriale; Kenya; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Maurice; Mauritanie; Mozambique; Namibie; Niger; Nigéria; Ouganda; République centrafricaine; Rwanda; Sao Tomé-et-Principe; Sénégal; Seychelles; Sierra Leone; Somalie; Swaziland; Tanzanie, République-Unie de; Tchad; Togo; Zambie; Zimbabwe

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie; Arabie saoudite; Bahreïn; Chypre; Djibouti; Égypte; Émirats arabes unis; Iran, République islamique d'; Iraq; Jordanie; Koweït; Liban; Libye, Jamahiriya arabe libyenne; Maroc; Oman; Qatar; Soudan; Syrie, République arabe de; Tunisie; Yémen

Asie du Sud

Afghanistan; Bangladesh; Bhoutan; Inde; Maldives; Népal; Pakistan; Sri Lanka

Asie orientale et Pacifique

Brunéi Darussalam; Cambodge; Chine; Corée, République de; Corée, République populaire démocratique de; Fidji; Îles Cook; Îles Marshall; Îles Salomon; Indonésie; Kiribati; Malaisie; Micronésie, États fédérés de; Mongolie; Myanmar; Nauru; Nioué; Palaos; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Philippines; République démocratique populaire lao; Samoa; Singapour; Thaïlande; Timor-Leste; Tonga; Tuvalu; Vanuatu; Viet Nam

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda; Argentine; Bahamas; Barbade; Belize; Bolivie; Brésil; Chili; Colombie; Costa Rica; Cuba; Dominique; El Salvador; Équateur; Grenade; Guatemala; Guyana; Haïti; Honduras; Jamaïque; Mexique; Nicaragua; Panama; Paraguay; Pérou; République dominicaine; Saint-Kitts-et-Nevis; Saint-Vincent-et-les-Grenadines; Sainte-Lucie; Suriname; Trinité-et-Tobago; Uruguay; Venezuela

Europe centrale et orientale (ECO), Communauté d'Etats indépendants (CEI) et Etats baltes

Albanie; Arménie; Azerbaïdjan; Bélarus; Bosnie-Herzégovine; Bulgarie; Croatie; Estonie; Géorgie; Hongrie; Kazakhstan; Kirghizistan; l'ex-République yougoslave de Macédoine; Lettonie; Lituanie; Moldova, République de; Ouzbékistan; Pologne; République tchèque; Roumanie; Russie, Fédération de; Slovaquie; Tadjikistan; Turkménistan; Turquie; Ukraine; Yougoslavie

Pays industrialisés

Allemagne; Andorre; Australie; Autriche; Belgique; Canada; Danemark; Espagne; États-Unis; Finlande; France; Grèce; Irlande; Islande; Israël; Italie; Japon; Liechtenstein; Luxembourg; Malte; Monaco; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pays-Bas; Portugal; Royaume-Uni; Saint-Marin; Saint-Siège; Slovaquie; Suède; Suisse

Pays en développement

Afghanistan; Afrique du Sud; Algérie; Angola; Antigua-et-Barbuda; Arabie saoudite; Argentine; Arménie; Azerbaïdjan; Bahamas; Bahreïn; Bangladesh; Barbade; Belize; Bénin; Bhoutan; Bolivie; Botswana; Brésil; Brunéi Darussalam; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Cameroun; Cap-Vert; Chili; Chine; Chypre; Colombie; Comores; Congo; Congo, République démocratique du; Corée, République de; Corée, République populaire démocratique; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Cuba; Djibouti; Dominique; Égypte; El Salvador; Émirats arabes

unis; Équateur; Érythrée; Éthiopie; Fidji; Gabon; Gambie; Géorgie; Ghana; Grenade; Guatemala; Guinée; Guinée-Bissau; Guinée équatoriale; Guyana; Haïti; Honduras; Îles Cook; Îles Marshall; Îles Salomon; Inde; Indonésie; Iran, République islamique d'; Iraq; Israël; Jamaïque; Jordanie; Kazakhstan; Kenya; Kirghizistan; Kiribati; Koweït; Lesotho; Liban; Libéria; Libye, Jamahiriya arabe libyenne; Madagascar; Malaisie; Malawi; Maldives; Mali; Maroc; Maurice; Mauritanie; Mexique; Micronésie, États fédérés de; Mongolie; Mozambique; Myanmar; Namibie; Nauru; Népal; Nicaragua; Niger; Nigéria; Nioué; Oman; Ouganda; Ouzbékistan; Pakistan; Palaos; Panama; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Paraguay; Pérou; Philippines; Qatar; République centrafricaine; République démocratique populaire lao; République dominicaine; Rwanda; Saint-Kitts-et-Nevis; Saint-Vincent-et-les-Grenadines; Sainte-Lucie; Samoa; Sao Tomé-et-Principe; Sénégal; Seychelles; Sierra Leone; Singapour; Somalie; Soudan; Sri Lanka; Suriname; Swaziland; Syrie; Tadjikistan; Tanzanie, République-Unie de; Tchad; Thaïlande; Timor-Leste; Togo; Tonga; Trinité-et-Tobago; Tunisie; Turkménistan; Turquie; Tuvalu; Uruguay; Vanuatu; Venezuela; Viet Nam; Yémen, Zambie; Zimbabwe

Pays les moins avancés

Afghanistan; Angola; Bangladesh; Bénin; Bhoutan; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Cap-Vert; Comores; Congo, République démocratique du; Djibouti; Érythrée; Éthiopie; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Guinée équatoriale; Haïti; Îles Salomon; Kiribati; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Maldives; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique populaire lao; Rwanda; Samoa; Sao Tomé-et-Principe; Sénégal; Sierra Leone; Somalie; Soudan; Tanzanie, République-Unie de; Tchad; Togo; Tuvalu; Vanuatu; Yémen; Zambie.

Mesurer le développement humain :

Introduction au tableau 9

Les efforts en faveur d'un développement à visage plus humain dans les années 90 réclament que l'on dispose de méthodes sûres pour mesurer et comparer aussi bien le progrès social que le progrès économique. Du point de vue de l'UNICEF, il est particulièrement nécessaire de se doter d'une méthode jouissant de l'assentiment général pour évaluer le bien-être des enfants et ses modifications.

Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5) est utilisé au tableau 9 (page suivante) comme principal indicateur du progrès.

Le TMM5 a plusieurs avantages. Le premier est qu'il mesure les résultats du développement plutôt que ses intrants, notamment le niveau de scolarisation, le nombre de calories ingérées par personne ou le nombre de médecins pour 1 000 habitants, qui sont tous des moyens pour parvenir à des résultats.

Deuxièmement, le TMM5 est la somme d'un large éventail de données : la santé nutritionnelle et les connaissances des mères en matière de santé, le taux de vaccination et d'utilisation de la TRO, l'accès aux services de santé maternelle et infantile (y compris les soins prénatals), le revenu et la présence de nourriture au foyer, l'approvisionnement en eau salubre et un assainissement sûr, de même que la sécurité globale de l'environnement de l'enfant.

Troisièmement, contrairement au PIB par habitant, le TMM5 court moins le risque, propre aux moyennes, d'être déformé, tout simplement parce que la nature humaine ne donne pas aux enfants des riches mille fois plus de chances de survivre qu'aux enfants des pauvres, même si les conditions créées par l'homme leur permettent de disposer d'un revenu mille fois plus élevé. En d'autres termes, il est très difficile pour une minorité aisée d'influer sur le TMM5 d'un pays. Cet indicateur offre donc une vision plus adéquate, même si elle est loin d'être parfaite, de l'état de santé de la majorité des enfants (et de la société dans son ensemble).

C'est pourquoi l'UNICEF a choisi le TMM5 comme le meilleur indicateur disponible permettant d'évaluer la situation des enfants d'une nation. C'est pour cette même raison que les tableaux classent l'ensemble des pays du monde non pas en ordre ascendant de leur PIB par habitant, mais en ordre décroissant de leur TMM5.

Les progrès réalisés pour réduire le TMM5 peuvent se mesurer en calculant le taux annuel moyen de régression (TAMR). À l'inverse des comparaisons de chiffres absolus, le TAMR exprime le fait que la régression pose des difficultés de plus en plus grandes à mesure que l'on tend vers les limites inférieures du TMM5. Ainsi, lorsqu'on s'approche de ces limites, une diminution identique en termes absolus représente de toute évidence une réduction plus élevée en pourcentage. Le TAMR traduit donc un taux de progrès plus élevé pour une régression de 10 points, par exemple, si cette dernière advient lorsque le TMM5 est déjà relativement bas. (Une baisse du TMM5 de 100 à 90 représente une régression de 10 %, alors qu'une baisse de 20 à 10, de 10 points également, indique une réduction de 50 %).

Utilisé en conjonction avec le taux de croissance du PIB, le TMM5 et son taux de régression peuvent donner une bonne idée du progrès accompli en vue de satisfaire certains des besoins humains les plus essentiels, dans une région (ou un pays) et pendant une période données.

Le tableau 9 indique qu'il n'existe pas de relation fixe entre le taux annuel de régression du TMM5 et le taux annuel de croissance du PIB par habitant. Ce genre de comparaison permet de mettre l'accent sur les politiques, les priorités et les autres facteurs qui déterminent le rapport entre le progrès social et le progrès économique.

Enfin, ce tableau donne l'indice synthétique de fécondité pour chaque pays et territoire et son taux annuel moyen de régression. Il permet de constater que, dans de nombreux pays où le TMM5 a fortement baissé, les taux de fécondité ont également reculé de façon significative.

TABLEAU 9 : LE TAUX DU PROGRÈS

Pays et territoires	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans			Taux annuel moyen de régression (%)		Régression depuis 1990 (%)	Taux annuel de croissance du PIB par habitant (%)		Indice synthétique de fécondité			Taux annuel moyen de régression (%)	
		1960	1990	2001	1960-90	1990-2001		1960-90	1990-2001	1960	1990	2001	1960-90	1990-2001
Afghanistan	4	360	260	257	1,1	0,1	1	0,1	-	7,7	7,1	6,8	0,3	0,4
Afrique du Sud	66	130	60	71	2,6	-1,5	-18	1,3	0,2	6,5	3,6	2,9	2,0	2,0
Albanie	98	151	45	30	4,0	3,7	33	-	3,0	5,9	3,0	2,4	2,3	2,0
Algérie	75	280	69	49	4,7	3,1	29	2,4	0,1	7,4	4,6	2,9	1,6	4,0
Allemagne	178	40	9	5	5,0	5,3	44	-	1,2	2,4	1,4	1,3	1,8	0,7
Andorre	161	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	3	345	260	260	0,9	0,0	0	-	-1,1	6,4	7,2	7,2	-0,4	0,0
Antigua-et-Barbuda	144	-	-	14	-	-	-	-	2,5	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	105	250	44	28	5,8	4,1	36	2,2	-1,2	7,3	6,9	5,7	0,2	1,7
Argentine	130	72	28	19	3,1	3,5	32	0,6	2,4	3,1	2,9	2,5	0,2	1,3
Arménie	93	-	60	35	-	4,9	42	-	-1,3	4,5	2,4	1,2	2,1	5,9
Australie	164	24	10	6	2,9	4,6	40	2,1	2,8	3,4	1,9	1,8	1,9	0,5
Autriche	178	43	9	5	5,2	5,3	44	3,2	1,7	2,7	1,5	1,3	2,0	1,3
Azerbaïdjan	48	-	105	105	-	0,0	0	-	1,7	5,5	2,7	1,6	2,4	4,8
Bahamas	138	68	29	16	2,8	5,4	45	1,2	0,1	4,4	2,6	2,3	1,8	1,1
Bahreïn	138	160	19	16	7,1	1,6	16	-	1,7	7,1	3,8	2,4	2,1	3,9
Bangladesh	58	248	144	77	1,8	5,7	47	0,5	3,1	7,0	4,6	3,6	1,4	2,2
Barbade	144	90	16	14	5,8	1,2	13	3,0	1,7	4,5	1,7	1,5	3,2	1,1
Bélarus	125	47	21	20	2,7	0,4	5	-	-0,6	2,7	1,9	1,2	1,2	3,7
Belgique	164	35	9	6	4,5	3,7	33	2,9	1,8	2,6	1,6	1,5	1,6	0,6
Belize	84	104	49	40	2,5	1,8	18	3,2	1,6	6,6	4,5	3,0	1,3	3,5
Bénin	24	296	185	158	1,6	1,4	15	0,1	1,9	7,0	6,7	5,8	0,1	1,3
Bhoutan	52	300	166	95	2,0	5,1	43	-	3,5	5,9	5,9	5,2	0,0	1,0
Bolivie	58	255	122	77	2,5	4,2	37	-0,1	1,4	6,7	4,9	4,1	1,0	1,6
Bosnie-Herzégovine	136	160	22	18	6,6	1,8	18	-	16,2	4,1	1,7	1,3	2,9	2,4
Botswana	42	173	58	110	3,6	-5,8	-90	8,6	2,9	6,8	5,2	4,1	0,9	2,0
Brésil	92	177	60	36	3,6	4,6	40	3,6	1,4	6,2	2,8	2,2	2,6	1,9
Brunéi Darussalam	164	87	11	6	6,9	5,5	45	-1,8	-0,7	6,9	3,3	2,6	2,5	1,9
Bulgarie	138	70	16	16	4,9	0,0	0	-	-0,9	2,3	1,7	1,1	1,0	4,0
Burkina Faso	12	315	210	197	1,4	0,6	6	1,1	2,4	6,7	7,3	6,8	-0,3	0,6
Burundi	14	250	190	190	0,9	0,0	0	2,0	-4,3	6,8	6,8	6,8	0,0	0,0
Cambodge	30	-	115	138	-	-1,7	-20	-	2,0	6,3	5,6	4,9	0,4	1,2
Cameroun	25	255	139	155	2,0	-1,0	-12	2,5	-0,3	5,8	5,9	4,8	-0,1	1,9
Canada	161	33	9	7	4,3	2,3	22	2,3	2,0	3,8	1,7	1,6	2,7	0,6
Cap-Vert	88	-	60	38	-	4,2	37	-	3,3	7,0	4,3	3,3	1,6	2,4
Chili	147	155	19	12	7,0	4,2	37	1,2	4,8	5,3	2,6	2,4	2,4	0,7
Chine	85	225	49	39	5,1	2,1	20	4,8	8,9	5,7	2,2	1,8	3,2	1,8
Chypre	164	36	12	6	3,7	6,3	50	6,2	3,1	3,5	2,4	1,9	1,3	2,1
Colombie	118	125	36	23	4,1	4,1	36	2,3	0,8	6,8	3,1	2,7	2,6	1,3
Comores	57	265	120	79	2,6	3,8	34	-	-2,3	6,8	6,2	5,1	0,3	1,8
Congo	45	220	110	108	2,3	0,2	2	3,1	-3,1	5,9	6,3	6,3	-0,2	0,0
Congo (République démocratique du)	9	302	205	205	1,3	0,0	0	-1,4	-8,2	6,0	6,7	6,7	-0,4	0,0
Corée (République de)	178	127	9	5	8,8	5,3	44	6,5	4,6	6,0	1,7	1,5	4,2	0,6
Corée (République populaire démocratique de)	73	120	55	55	2,6	0,0	0	-	-	4,4	2,4	2,1	2,0	1,2
Costa Rica	149	123	17	11	6,6	4,0	35	1,6	2,8	7,1	3,2	2,7	2,7	1,5
Côte d'Ivoire	20	290	155	175	2,1	-1,1	-13	1,0	0,1	7,2	6,3	4,8	0,4	2,5
Croatie	158	98	13	8	6,7	4,4	38	-	2,1	2,4	1,7	1,7	1,1	0,0
Cuba	152	54	13	9	4,7	3,3	31	-	-	4,2	1,7	1,6	3,0	0,6
Danemark	189	25	9	4	3,4	7,4	56	2,1	2,1	2,6	1,6	1,7	1,6	-0,6
Djibouti	28	289	175	143	1,7	1,8	18	-	-3,6	7,0	6,4	5,9	0,3	0,6
Dominique	143	-	23	15	-	3,9	35	-	1,4	-	-	-	-	-
Egypte	83	282	104	41	3,3	8,5	61	3,5	2,6	7,1	4,2	3,0	1,8	3,1
El Salvador	85	191	60	39	3,9	3,9	35	-0,4	2,3	6,9	3,7	3,0	2,1	1,9
Emirats arabes unis	152	223	14	9	9,2	4,0	36	-5,0	-1,6	7,0	4,2	3,0	1,7	3,1
Equateur	98	178	57	30	3,8	5,8	47	2,9	-0,3	6,7	3,8	2,9	1,9	2,5
Erythrée	41	-	155	111	-	3,0	28	-	0,4	6,9	6,2	5,4	0,4	1,3
Espagne	164	57	9	6	6,2	3,7	33	3,2	2,5	2,9	1,4	1,1	2,4	2,2
Estonie	147	52	17	12	3,7	3,2	29	-	1,7	2,0	1,9	1,2	0,2	4,2
Etats-Unis	158	30	10	8	3,7	2,0	20	2,2	2,2	3,5	2,0	2,0	1,9	0,0

	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans			Taux annuel moyen de régression (%)		Régression depuis 1990 (%)	Taux annuel de croissance du PIB par habitant (%)		Indice synthétique de fécondité			Taux annuel moyen de régression (%)	
		1960	1990	2001	1960-90	1990-2001		1960-90	1990-2001	1960	1990	2001	1960-90	1990-2001
Ethiopie	21	269	193	172	1,1	1,0	11	-	2,5	6,9	6,9	6,8	0,0	0,1
Fidji	121	97	31	21	3,8	3,5	32	1,9	1,7	6,4	3,5	3,0	2,0	1,1
Finlande	178	28	7	5	4,6	3,1	29	3,4	2,6	2,7	1,8	1,6	1,4	0,6
France	164	34	9	6	4,4	3,7	33	2,9	1,4	2,8	1,8	1,8	1,5	0,0
Gabon	56	-	90	90	-	0,0	0	3,1	-0,1	4,1	5,1	5,4	-0,7	-0,5
Gambie	35	364	154	126	2,9	1,8	18	1,1	0,0	6,4	5,9	4,9	0,3	1,7
Géorgie	102	70	29	29	2,9	0,0	0	-	-4,9	3,0	2,1	1,4	1,2	3,7
Ghana	49	215	126	100	1,8	2,1	21	-1,2	1,9	6,9	5,7	4,3	0,6	2,6
Grèce	178	64	11	5	5,9	7,2	55	3,8	2,0	2,3	1,5	1,3	1,4	1,3
Grenade	110	-	37	25	-	3,6	32	-	2,9	-	-	-	-	-
Guatemala	72	202	82	58	3,0	3,1	29	1,4	1,4	6,9	5,6	4,6	0,7	1,8
Guinée	22	380	240	169	1,5	3,2	30	-	1,6	7,0	6,6	6,0	0,2	0,9
Guinée-Bissau	8	-	253	211	-	1,7	17	-0,5	-1,3	5,8	6,0	6,0	-0,1	0,0
Guinée équatoriale	26	316	206	153	1,4	2,7	26	-	18,8	5,5	5,9	5,9	-0,2	0,0
Guyana	64	126	90	72	1,1	2,0	20	-0,3	4,4	6,5	2,7	2,4	2,9	0,7
Haïti	38	253	150	123	1,7	1,8	18	0,1	-2,5	6,3	5,4	4,1	0,5	2,5
Honduras	88	204	61	38	4,0	4,3	38	1,1	0,3	7,5	5,2	3,9	1,2	2,4
Hongrie	152	57	16	9	4,2	5,2	44	3,9	2,0	2,0	1,8	1,3	0,4	3,0
Iles Cook	118	-	32	23	-	3,0	28	-	-	-	-	-	-	-
Iles Marshall	70	-	92	66	-	3,0	28	-	-	-	-	-	-	-
Iles Salomon	114	185	36	24	5,5	3,7	33	2,4	-1,5	6,4	5,9	5,4	0,3	0,8
Inde	54	242	123	93	2,3	2,5	24	1,6	4,0	5,9	3,9	3,1	1,4	2,1
Indonésie	77	216	91	45	2,9	6,4	51	4,3	2,1	5,6	3,3	2,4	1,8	2,9
Iran (République islamique d')	81	281	72	42	4,5	4,9	42	-3,5	2,0	7,0	5,0	2,9	1,1	5,0
Iraq	33	171	50	133	4,1	-8,9	-166	-1,1	-	7,2	6,0	4,9	0,6	1,7
Irlande	164	36	9	6	4,6	3,7	33	3,1	6,7	3,9	2,2	2,0	1,9	0,4
Islande	189	22	5	4	4,9	2,0	20	3,6	2,0	4,0	2,2	1,9	2,0	1,3
Israël	164	39	12	6	3,9	6,3	50	3,1	2,2	3,9	3,0	2,8	0,9	0,6
Italie	164	50	10	6	5,4	4,6	40	3,2	1,5	2,5	1,3	1,2	2,2	0,7
Jamaïque	125	74	20	20	4,4	0,0	0	0,1	-0,3	5,4	2,9	2,4	2,1	1,4
Japon	178	40	6	5	6,3	1,7	17	4,8	1,0	2,1	1,6	1,4	0,9	1,2
Jordanie	94	139	43	33	3,9	2,4	23	2,5	0,9	7,7	5,8	4,4	0,9	2,5
Kazakhstan	61	-	67	76	-	-1,1	-13	-	-1,8	4,5	2,8	2,0	1,6	2,7
Kenya	40	205	97	122	2,5	-2,1	-26	2,3	-0,6	8,0	6,1	4,3	0,9	3,2
Kirghizistan	71	180	83	61	2,6	2,8	27	-	-4,0	5,1	3,7	2,5	1,1	3,6
Kiribati	67	-	88	69	-	2,2	22	-5,5	0,6	-	-	-	-	-
Koweït	151	128	16	10	6,9	4,3	38	-6,2	-1,4	7,3	3,6	2,7	2,4	2,6
Lesotho	34	203	148	132	1,1	1,0	11	3,1	2,0	5,9	5,2	4,5	0,4	1,3
Lettonie	121	44	20	21	2,6	-0,4	-5	4,1	-1,1	2,0	1,9	1,1	0,2	5,0
l'ex-République yougoslave de Macédoine	109	177	41	26	4,9	4,1	37	-	-0,9	4,2	2,0	1,6	2,5	2,0
Liban	95	85	37	32	2,8	1,3	14	-	3,6	6,3	3,2	2,2	2,3	3,4
Libéria	5	288	235	235	0,7	0,0	0	-0,6	-	6,6	6,8	6,8	-0,1	0,0
Libye, Jamahiriya arabe	130	270	42	19	6,2	7,2	55	0,2	-	7,1	4,9	3,5	1,2	3,1
Liechtenstein	149	-	-	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	152	70	13	9	5,6	3,3	31	-	-1,7	2,6	2,0	1,3	0,9	3,4
Luxembourg	178	41	9	5	5,1	5,3	44	2,6	4,2	2,3	1,6	1,7	1,2	-0,6
Madagascar	32	186	168	136	0,3	1,9	19	-1,3	-0,6	6,9	6,3	5,8	0,3	0,8
Malaisie	158	105	21	8	5,4	8,8	62	4,1	3,9	6,8	3,8	3,0	1,9	2,1
Malawi	15	361	241	183	1,3	2,5	24	1,5	1,7	6,9	7,3	6,5	-0,2	1,1
Maldives	58	300	115	77	3,2	3,6	33	-	5,3	7,0	6,4	5,5	0,3	1,4
Mali	6	517	254	231	2,4	0,9	9	0,1	1,6	7,1	7,0	7,0	0,0	0,0
Malte	178	42	14	5	3,7	9,4	64	7,1	4,0	3,4	2,0	1,8	1,8	1,0
Maroc	78	211	85	44	3,0	6,0	48	2,3	0,7	7,2	4,3	3,1	1,7	3,0
Maurice	130	92	25	19	4,3	2,5	24	2,9	3,9	5,9	2,3	1,9	3,1	1,3
Mauritanie	15	310	183	183	1,8	0,0	0	0,8	1,2	6,5	6,2	6,0	0,2	0,3
Mexique	102	134	46	29	3,6	4,2	37	2,4	1,5	6,9	3,4	2,6	2,4	2,4
Micronésie (Etats fédérés de)	114	-	31	24	-	2,3	23	-	-1,3	-	-	-	-	-

TABLEAU 9 : LE TAUX DU PROGRÈS

	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans			Taux annuel moyen de régression (%)		Régression depuis 1990 (%)	Taux annuel de croissance du PIB par habitant (%)		Indice synthétique de fécondité			Taux annuel moyen de régression (%)	
		1960	1990	2001	1960-90	1990-2001		1960-90	1990-2001	1960	1990	2001	1960-90	1990-2001
Moldova (République de)	95	88	37	32	2,9	1,3	14	-	-8,2	3,3	2,4	1,5	1,1	4,3
Monaco	178	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mongolie	61	-	107	76	-	3,1	29	-	0,0	6,0	4,1	2,4	1,3	4,9
Mozambique	12	313	235	197	1,0	1,6	16	-	5,1	6,4	6,5	6,0	-0,1	0,7
Myanmar	43	252	130	109	2,2	1,6	16	1,4	5,1	6,0	4,0	3,0	1,4	2,6
Namibie	69	206	84	67	3,0	2,1	20	-	1,8	6,0	6,1	5,0	-0,1	1,7
Nauru (République de)	98	-	-	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Népal	55	315	145	91	2,6	4,2	37	0,5	2,5	6,0	5,2	4,6	0,5	1,1
Nicaragua	79	193	66	43	3,6	3,9	35	-1,5	-0,1	7,3	5,0	4,0	1,3	1,8
Niger	2	354	320	265	0,3	1,7	17	-2,2	-0,9	7,9	8,1	8,0	-0,1	0,1
Nigéria	15	207	190	183	0,3	0,3	4	0,4	-0,3	6,9	6,6	5,6	0,1	1,4
Nioué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	189	23	9	4	3,1	7,4	56	3,4	2,9	2,9	1,9	1,7	1,4	0,5
Nouvelle-Zélande	164	26	11	6	2,9	5,5	45	-	1,8	4,1	2,1	2,0	2,2	0,4
Oman	146	280	30	13	7,4	7,6	57	7,6	0,3	7,2	7,0	5,6	0,1	2,0
Ouganda	36	224	165	124	1,0	2,6	25	-	3,6	6,9	7,1	7,1	-0,1	0,0
Ouzbékistan	68	-	62	68	-	-0,8	-10	-	-1,8	6,7	4,0	2,5	1,7	4,3
Pakistan	43	227	128	109	1,9	1,5	15	2,9	1,2	6,3	6,0	5,2	0,2	1,3
Palaos	102	-	34	29	-	1,4	15	-	-	-	-	-	-	-
Panama	110	88	34	25	3,2	2,8	26	1,8	2,1	5,9	3,1	2,5	2,1	1,7
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53	214	101	94	2,5	0,7	7	1,1	1,0	6,3	5,2	4,4	0,6	1,3
Paraguay	98	90	37	30	3,0	1,9	19	3,0	-0,7	6,6	4,8	3,9	1,1	1,7
Pays-Bas	164	22	8	6	3,4	2,6	25	2,4	2,2	3,2	1,6	1,5	2,3	0,6
Pérou	85	234	80	39	3,6	6,5	51	0,4	2,5	6,9	3,7	2,7	2,1	2,9
Philippines	88	110	66	38	1,7	5,0	42	1,5	1,1	7,0	4,4	3,4	1,5	2,1
Pologne	152	70	19	9	4,3	6,8	53	-	4,4	3,0	2,1	1,3	1,2	3,9
Portugal	164	112	15	6	6,7	8,3	60	4,0	2,5	3,1	1,6	1,5	2,2	0,6
Qatar	138	140	25	16	5,7	4,1	36	-	-	7,0	4,4	3,4	1,5	2,3
République centrafricaine	19	327	180	180	2,0	0,0	0	-0,6	-0,3	5,7	5,7	5,0	0,0	1,0
République démocratique populaire lao	49	235	163	100	1,2	4,4	39	-	3,8	6,2	6,1	5,0	0,1	1,8
République dominicaine	76	149	65	47	2,8	2,9	28	3,1	4,2	7,4	3,4	2,8	2,6	1,8
République tchèque	178	25	11	5	2,7	7,2	55	-	1,1	2,3	1,8	1,2	0,8	3,7
Roumanie	121	82	32	21	3,1	3,8	34	2,0	0,0	2,3	1,9	1,3	0,6	3,4
Royaume-Uni	161	27	10	7	3,3	3,2	30	2,1	2,2	2,7	1,8	1,6	1,4	1,1
Russie, Fédération de	121	64	21	21	3,7	0,0	0	3,8	-3,5	2,7	1,8	1,2	1,4	3,7
Rwanda	15	206	178	183	0,5	-0,3	-3	1,1	-1,3	7,6	6,9	5,9	0,3	1,4
Saint-Kitts-et-Nevis	114	-	36	24	-	3,7	33	3,7	4,7	-	-	-	-	-
Saint-Martin	164	-	10	6	-	4,6	40	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-Grenadines	110	-	26	25	-	0,4	4	-	2,5	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	130	-	24	19	-	2,1	21	-	0,6	6,9	3,4	2,6	2,4	2,4
Samoa	110	210	42	25	5,4	4,7	40	-	2,1	7,3	4,8	4,3	1,4	1,0
Sao Tomé-et-Principe	63	-	90	74	-	1,8	18	-	-0,6	-	-	-	-	-
Sénégal	30	300	148	138	2,4	0,6	7	-0,6	1,1	7,0	6,3	5,2	0,4	1,7
Seychelles	137	-	21	17	-	1,9	19	3,1	1,1	-	-	-	-	-
Sierra Leone	1	390	323	316	0,6	0,2	2	0,6	-5,0	6,3	6,5	6,5	-0,1	0,0
Singapour	189	40	8	4	5,4	6,3	50	6,9	4,7	5,5	1,8	1,5	3,7	1,1
Slovaquie	152	40	15	9	3,3	4,6	40	-	2,1	3,1	2,0	1,3	1,5	3,9
Slovénie	178	45	9	5	5,4	5,3	44	-	3,0	2,4	1,6	1,2	1,4	2,0
Somalie	7	-	225	225	-	0,0	0	-1,0	-	7,3	7,3	7,3	0,0	0,0
Soudan	46	208	123	107	1,8	1,3	13	-0,1	5,5	6,7	5,5	4,6	0,7	1,6
Sri Lanka	130	133	23	19	5,8	1,7	17	2,7	3,8	5,8	2,6	2,1	2,7	1,9
Suède	193	20	6	3	4,0	6,3	50	2,2	1,7	2,3	2,0	1,4	0,5	3,2
Suisse	164	27	8	6	4,1	2,6	25	1,6	0,3	2,4	1,5	1,4	1,6	0,6
Suriname	95	98	44	32	2,7	2,9	27	-0,6	2,0	6,6	2,7	2,1	3,0	2,3
Swaziland	27	225	110	149	2,4	-2,8	-35	2,1	0,2	6,5	5,6	4,5	0,5	2,0
Syrie, République arabe	105	201	44	28	5,1	4,1	36	2,9	2,5	7,3	5,7	3,8	0,8	3,7
Tadjikistan	64	140	78	72	1,9	0,7	8	-	-10,0	6,3	4,9	3,1	0,8	4,2
Tanzanie (République-Unie de)	23	241	163	165	1,3	-0,1	-1	-	0,3	6,8	6,2	5,2	0,3	1,5

	Classement selon le TMM5	Taux de mortalité des moins de 5 ans			Taux annuel moyen de régression (%)		Régression depuis 1990 (%)	Taux annuel de croissance du PIB par habitant (%)		Indice synthétique de fécondité			Taux annuel moyen de régression (%)	
		1960	1990	2001	1960-90	1990-2001		1960-90	1990-2001	1960	1990	2001	1960-90	1990-2001
Tchad	11	-	203	200	-	0,1	1	-1,2	-0,5	6,0	6,7	6,7	-0,4	0,0
Territoire palestinien occupé	114	-	40	24	-	4,6	40	-	-3,0	7,7	6,5	5,7	0,6	1,1
Thaïlande	105	148	40	28	4,4	3,2	30	4,6	3,0	6,4	2,3	2,0	3,4	1,3
Timor oriental	36	-	-	124	-	-	-	-	-	6,4	5,0	4,0	0,8	2,0
Togo	29	267	152	141	1,9	0,7	7	1,1	-0,6	7,1	6,3	5,5	0,4	1,2
Tonga (Royaume des)	125	-	27	20	-	2,7	26	-	2,1	-	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	125	73	24	20	3,7	1,7	17	3,1	2,9	5,2	2,5	1,6	2,4	3,7
Tunisie	108	254	52	27	5,3	6,0	48	3,3	3,1	7,2	3,6	2,2	2,3	4,5
Turkménistan	51	-	97	99	-	-0,2	-2	-	-5,9	6,4	4,3	3,3	1,3	2,4
Turquie	79	219	78	43	3,4	5,4	45	2,0	1,8	6,4	3,4	2,4	2,1	3,2
Tuvalu	74	-	56	52	-	0,7	7	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	125	53	22	20	2,9	0,9	9	-	-7,4	2,5	1,8	1,1	1,1	4,5
Uruguay	138	56	24	16	2,8	3,7	33	0,9	2,1	2,9	2,5	2,3	0,5	0,8
Vanuatu	81	225	70	42	3,9	4,6	40	-	-1,1	7,2	4,9	4,4	1,3	1,0
Venezuela	120	75	27	22	3,4	1,9	19	-0,5	-0,6	6,6	3,5	2,8	2,1	2,0
Viet Nam	88	219	50	38	4,9	2,5	24	-	5,8	6,9	3,7	2,3	2,1	4,3
Yémen	46	340	142	107	2,9	2,6	25	-	2,2	7,6	7,6	7,6	0,0	0,0
Yougoslavie	130	120	30	19	4,6	4,2	37	-	0,5	2,7	2,1	1,6	0,8	2,5
Zambie	10	213	192	202	0,3	-0,5	-5	-1,2	-1,7	6,6	6,4	5,8	0,1	0,8
Zimbabwe	38	159	80	123	2,3	-3,9	-54	1,4	-0,2	7,2	5,8	4,7	0,7	1,9

DONNÉES CONSOLIDÉES

Afrique subsaharienne	253	180	173	1,1	0,4	4	1,2	0,5	6,8	6,3	5,6	0,2	1,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	250	81	61	3,8	2,6	25	0,9	1,9	7,1	5,0	3,7	1,2	3,2
Asie du Sud	244	128	98	2,2	2,4	23	1,7	3,6	6,1	4,2	3,4	1,2	2,0
Asie de l'Est et Pacifique	212	58	43	4,3	2,7	26	5,1	6,1	5,8	2,5	2,0	2,8	2,0
Amérique latine et Caraïbes	153	54	34	3,5	4,2	37	2,4	1,7	6,0	3,2	2,6	2,1	1,9
ECO/CEI** et États baltes	103	44	37	2,8	1,6	16	3,4	-0,4	3,2	2,3	1,6	1,1	3,7
Pays industrialisés	37	9	7	4,7	2,3	22	3,1	1,8	2,8	1,7	1,6	1,7	0,6
Pays en développement	223	103	89	2,6	1,3	14	2,9	3,5	6,1	3,6	3,0	1,7	2,0
Pays les moins avancés	278	180	157	1,4	1,2	13	0,0	2,2	6,7	5,9	5,3	0,4	1,2
Total mondial	197	93	82	2,5	1,1	12	3,1	2,0	5,0	3,2	2,7	1,5	1,9

**Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants.

On trouvera page 114 la liste des pays classés par régions.

DÉFINITIONS

Taux de mortalité des moins de 5 ans – Probabilité de décéder entre la naissance et le cinquième anniversaire, pour 1 000 naissances vivantes.

Régression depuis 1990 (%) – Régression du taux de mortalité des moins de 5 ans (TMM5) depuis 1990. La Déclaration des Nations Unies pour le Millénaire en 2000 avait fixé un but de diminution du TMM5 de 67 % de 1990 à 2015. Cet indicateur montre l'évaluation des progrès accomplis à ce jour.

PIB par habitant – Le produit intérieur brut (PIB) est la somme de la valeur brute ajoutée par tous les producteurs résidents, majorée des taxes (moins les subventions) non incluses dans l'évaluation des produits. Le PIB par habitant est le produit intérieur brut converti en dollars des États-Unis selon la méthode utilisée pour l'Atlas de la Banque mondiale et divisé par le nombre d'habitants au milieu de l'année. La croissance est calculée à partir du PIB à prix constants en devise locale.

Indice synthétique de fécondité – Nombre d'enfants que mettrait au monde une femme qui vivrait jusqu'à la fin de ses années de procréation en donnant naissance, à chaque âge, au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité pour cet âge.

SOURCES PRINCIPALES

Décès des moins de 5 ans – UNICEF, Division de la population de l'Organisation des Nations Unies, Division des statistiques des Nations Unies.

PIB par habitant – Banque mondiale.

Fécondité – Division de la population de l'Organisation des Nations Unies.

NOTES - données non disponibles

INDEX

- Abia, Etat de (Nigéria), 22
Abresch, Philipp, 7
Acosta Delgado, Manuel de Jesus, 63
apprentissage actif, 27
adolescents, participation et, 35–38, 44, 62
adultes
écouter les enfants, 45–47
responsabilités en matière d'aide aux enfants, 2
Afghanistan,
Loya Jirga, 40
participation en, 40
Afrique, 36, 37, 48, 64
Afrique de l'Est et Afrique australe, 61
Afrique du Sud, 1, 27
Commission juridique de l'Afrique du Sud (SALC), 41
Projet de loi relatif aux enfants, 41
Afrique subsaharienne,
éducation des filles, 27, 37
Agence allemande pour la coopération technique (GTZ), 7
Albanie, 30, 37, 55, 58
Clubs de jeunes Albanais, 30
Conseils de jeunes Kosovars en, 30
parlement de jeunes en, 55
participation des jeunes dans les médias, 58
traite des filles, 37
Allemagne, 7, 12, 36
Al-Wardy, Tohfa Mohammed, 28
Amazed World Exhibit, 6
Amérique latine, 21, 28, 29, 48, 50, 51
participation des enfants en, 21, 29, 38
chefs d'État, 517
Bureau régional de l'UNICEF en, 44
Annan, Kofi, vi, vii, 30, 50, 69
Annan, Mme Nane, 63
aptitudes pour la vie, 2–3
Asie, 48, 64
Asie de l'Est, 62
Asie de l'Est et Pacifique, 50, 51
Asie du Sud, éducation des filles, 27
Asie du Sud-Est, traite des filles, 37
Association des sports de la jeunesse de Mathare (MYSA), Kenya, 32–33
Azri, Khairul, 1
Azurduy Arrieta, Gabriela, 63, 66
Baâlla, Asiata, 53
Baloutchistan (Pakistan), 28
Bangladesh,
consultation avec les enfants, 46
Bari, Umo Alla, 64
Bébés, participation et, 19–20
Biélorus, 36
Bellamy, Carol, 51
Blazev, 20, 51
Bolivie, 63, 66
Bosnie-Herzégovine, 37, 64
Botswana, 21
Brésil
Mouvement national des garçons et filles des rues, 37–38
Participation des enfants dans le secteur des médias (Casa Grande), 58–59
Bronner, Jonathan, 54
Brothers Join Meena (Pakistan), 27–28
Burkina Faso, 43
Burundi, 21
Cameroun, 36
campagne « Dire oui pour les enfants », 16, 32, 62
Canada, 1, 12, 43, 46
Casa Grande, Fondation/programme, Brésil, 58–59
changement social, adolescents et, 36–37
Chastain, Brandi, 33
Cheynut, Audrey, 63, 66
Child Life Council (États-Unis), 46
Children as Partners Alliance (CAPA), 46
Chine, 1, 62
participation des enfants dans les médias, 59
Christchurch, Nouvelle-Zélande, 44
Colombie
écoles Escuela Nueva en, 29
Comité des droits de l'enfant, 43, 46
Communauté d'États indépendants, 61
Conférence internationale des enfants du Programme des Nations Unies pour l'environnement, 1
conseils d'enfants, 55
Conseil de sécurité, 64
consultation avec les enfants, 44–45
dans le monde, 74–75
en Irlande, 55
Convention relative aux droits de l'enfant, 13, 15, 16, 37, 43, 47, 61, 66, 67
accès à l'information, 54
constitution brésilienne et, 38
enfants handicapés et, 24, 25
impact, 69
loisirs/sports pour les enfants et, 32
participation des enfants et, 4, 15, 17, 24–25
Corée, République de, 6,
Comité coréen pour l'UNICEF, 6
Fondation de la Corée, 6
Coupe du monde de football de la FIFA, 32
Cuba, participation des enfants à, 21–22
Da, Krifilité, 43
Da Costa, Germano, 41
Da Silva, Julio, 19
Dáil na nÓg (Irlande), 55
De Freitas, Maria Macedo, 58
De Mello, Sergio Vieira, 41
Déclaration du Millénaire démocratique et, 12–13
Déclaration mondiale sur la survie, la protection et le développement des enfants (1990), 39
Defensorías de Derechos Humanos de la Niñez y la Adolescencia (projet, El Salvador), 47
démocratie
besoins de la, 13
commence par les enfants, 11–13
Déclaration du Millénaire et, 12–13
écoles et, 28–29
espoir de, 13–14
instaurer la, 9
participation et, 9–14
pratiques de la, 69
sports et valeurs démocratiques, 30
Dialogue intergénérationnel, 63–64
Diniz, Anderson, 58
Diniz, Samara, 58
discrimination, à l'encontre des enfants, 53
droits des enfants, 10, 12
droit de participer, 24
droit de savoir, 7

- Eastern Self-Reliant and Community Awakening Organization (ESCO), 57
- Echelle de la participation, 5
- Ecole amie des enfants, 28-29
et l'UNICEF, 28-29
- Ecole de formation aux médias télévisés Galaxy Teenagers, 59
- Ecole secondaire Williams Memorial, 22
- écoles, idéaux démocratiques et, 28-29
- Écouter les enfants, 44-48
- Educa a tu hijo (Eduquez votre enfant) (programme, Cuba), 21-22
- éducation, 2, 9, 11, 13, 16, 17, 21, 25, 27-33, 35, 36, 38, 40, 41, 48, 50, 51, 53, 57, 62, 63, 66, 67
filles, 27-28
formulaire de participation à la campagne « Dire oui pour les enfants » et, 62
- Education par les pairs, 36
- El Salvador, Defensorías de Derechos Humanos de la Niñez y la Adolescencia, 47
- enfants handicapés, 27, 30, 37, 55
- Equateur, 1
- Escuela Nueva (Colombie, Guatemala, Guyana), 29
- États-Unis, 7, 24, 51, 54
Child Life Council, 46, 51, 54
football féminin, 33
tribunaux pour adolescents, 36
- Europe et Asie centrale, 50, 51, 53
- Europe de l'Est et centrale, 61
- familles, 21, 43-44, 53
et participation des enfants, 43
soutien aux, 44
- Fédération de Russie, 27
- filles
éducation des, 27-28
équipes de football, 32-33
familles et participation des enfants, 43
participation et, 35-36
sports et, 30
- Fondation de la Corée, 6
- Fondation des Nations Unies, 28, 50
- Fontaine, Nicole, 54
- Forum des enfants, 61, 62-63, 66
- France, 12
- Friesen, Justin, 1
- Gambie, 64
- Garmasch, Michail, 27
- Géorgie, parlements de jeunes en, 55, 56
- gouvernements, participation des enfants et rôle des, 21-22
- Grande, Heidi, 65
- groupe spécial sur le sport pour le développement, la santé et la paix, 30
- Guatemala, Escuela Nueva au, 29
- Guinée-Bissau, 64
- Gusmao, Xanana, 41
- Guyana, Escuela Nueva au, 29
- Hanafin, Mary, 55
- Honduras, 29
- « Imagine – tes photos m'ouvriront les yeux », 7
- Imanizabayo, J. Leon, 69
- Inde
adultes à l'écoute des enfants en, 46
groupes d'enfants locaux, 2
Programme de police amie des enfants, 46-47
Projet des villes amies des enfants, 48
- Indonésie, participation en, 45
- Initiative des villes amies des enfants, 48
- Initiative en faveur d'une meilleure éducation des enfants (Turquie), 21
- information, accès à, 53-54
- International Council of the Academy of Television Arts and Sciences, 59
- Iran, République islamique d',
enfants handicapés en, 36-37
- Irlande, parlement de jeunes in, 55
- Italie, Initiative des villes amies des enfants, 48
- Jamaïque, 46
- Janikashvili, Tamar, 56
- Japon, 12, 36
- Jeux olympiques, 2004, 30
- Jordanie, parlement d'enfants en, 55-56
- Journée internationale de la radio et de la télévision en faveur des enfants, 59
- Kang, Ik-Joong, 19
- Kantardzic, Eliza, 64
- Kebonsari, 45
- Kemetic Institute, 7, 25, 54
- Kenya, Association des sports de la jeunesse de Mathare (MUSA), 32-33
- Khan, Jehanzeb, 28, 63
- Korosec, Urska, 5
- Kosovo, Yougoslavie, 30, 37, 58
Conseils de jeunes Kosovars, 30
Réseau de médias des jeunes, 58
- Kraja, Akil, 58
- Liban, 9
- Lesotho, 21, 64
- Limaverde, Rosiane, 59
- Macedo, Samuel, 59
- Machel, Graça, 62, 63, 64
- Maires défenseurs des enfants, projet des, 48
- Malaisie, 69
- Malawi, 21
- maltraitance des enfants, 37-38, 44, 45
- Mandela, Nelson, 62, 63
- Manganyi, Tiyiselani, 1
- Maroc, 53
- Mayas, enfants 29
- médias, les enfants et les, 58-59
- meilleur départ possible dans la vie, 19-20
- Mexique, 69
- Mingyu Liao, 1
- Moldova, République de, 37, 55
- Monaco, 63, 66
- Monde digne des enfants, 3, 11, 12, 69
- « Monde digne de nous », 63, 66-67, 80
- Mongolie, 46
- Morópo, João Paulo, 58
- Mouvement mondial en faveur des enfants, 62
- Mouvement national des garçons et filles des rues (Brésil), 37-38
- Mouvement pour l'éducation des filles (MEF) (Ouganda), 27
- Mozambique, 21, 64
- Munro, Bob, 32
- Myrada (Inde), groupes d'enfants locaux organisés par, 1-2
- MUSA, Association des sports de la jeunesse de Mathare (Kenya), 32-33
- Namibie, 36, 69
- National Academy of Television Arts and Sciences (NATAS), 59
- Nations Unies
Conférence sur les établissements humains (Habitat II) (1996), 48
Conseil de sécurité (enfants et conflits armés), 64
Programme de protection de l'environnement, 1
Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants (2002), 1, 6, 9, 12, 28, 50, 61-64
- Ndlovana, Julius, 1
- Nduré, Fatoumatta, 64
- Népal, participation au, 43

- National Academy of Television Arts and Sciences (NATAS), 59
- Nouvelle-Zélande, participation des enfants en, 44, 45
- Nguyen Chau Thuy Trang, 1, 50
- Nigeria, participation des enfants au, 22
- Norvège, 32, 33, 65, 69
- nourrissons, participation et, 20
- objectifs de développement pour le Millénaire, 11, 30
- Olympic Aid, 30
- Oman, 28
- Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), 17
- orphelins du SIDA, 21, 78-79
- orphelins, accroissement du nombre des, 21
- Otunnu, Olara, 40
- Ouganda, Mouvement pour l'éducation des filles (MEF), 27, 31
- paix, prendre l'avis des enfants sur la, 56-57
- Pakistan, 63
- Brothers Join Meena, 27-28
- Projet en faveur de la fillette, 35-36
- Papava, Badri, 56
- Parlement des enfants et des jeunes, Kampala, 27
- parlements, d'élèves, d'enfants, de jeunes, 40, 54-56
- parlements d'enfants, 54, 55
- participation, enfants et adolescents et, 35-38
- authentique, 4-5, 9
- bébés et, 19-20
- définition, 3-4
- démocratie et, 9-14
- droits des enfants à participer, 24-25
- effets de la maltraitance/négligence sur la, 20-21
- en peinture et en photo, 50-51
- exemples de, 40-41, 43-48
- gouvernements, rôle des, 21-22
- méthodes pour encourager la, 53-57
- mythes et réalités, 6-7
- pourquoi il faut écouter les enfants, 1-14
- raisons pour encourager la, 9-14
- risques et, 56
- Rotary International, 46
- significative, 9
- pauvreté, bulletins de la campagne « Dire oui pour les enfants » et, 62
- Pérou, 62, 63
- Petite enfance, 9, 13, 14, 20, 21, 36
- Philippines
- Initiative des villes amies des enfants, 48
- Service d'appui à l'efficacité parentale, 21
- Photo Voice, 7
- Police amie des enfants, programme de, 46-47
- Programmes de PLAN en Indonésie, 45
- Projet en faveur de la fillette (Pakistan), 35-36
- Projet « Eye to Eye », 7
- protection, 37-38, 44, 78-79
- Quindins Alemberg, 59
- Rädda Barnen (Suède), 47
- République arabe syrienne, 62
- République centrafricaine, 21
- République démocratique populaire lao, 62
- Réseau de médias des jeunes, 58
- Robinson, Deidra, 24
- Rotary International, 47
- Roumanie, 37
- Royaume-Uni, 12, 44, 50, 51
- Rwanda, 21, 69
- Sanchez-Hood, Nikki, 43
- Save the Children (Norvège), 57
- Save the Children RU, 47, 51
- Session extraordinaire consacrée aux enfants (2002), 9, 12, 16, 28, 50, 61-64, 66, 76-79
- SIDA, 9, 11, 12, 16, 21, 22, 32, 36, 37, 40, 51, 54, 57, 59, 63, 66, 67, 74-75, 78-79
- Slovénie, 55
- Soares, Giles, 40
- Sommet ibéro-américain, Xe, 17
- Sommet mondial pour les enfants (1990), 61
- Sommet mondial sur le développement durable (2002), 1
- sondages d'opinion, 74-75
- Enquêtes, 16-17, 53, 74-75
- Sondage du Millénaire de Gallup International, 13
- Soudan, prendre l'avis des enfants sur la paix, 56-57
- Spahia, Ebi, 58
- sport
- apprentissage par le, 30
- féminin, 30, 32-33
- le sport pour le développement, la santé et la paix (groupe spécial sur), 30
- Sri Lanka, prendre l'avis des enfants sur la paix, 57
- Stratégie municipale adaptée aux enfants, 38
- Swaziland, 21
- Territoire palestinien occupé, 7, 9,
- Initiative des villes amies des enfants, 48
- Thaïlande,
- Camp de jeunes organisé contre la violence à l'encontre des enfants et des femmes, 36
- parlement de jeunes en, 55
- violence familiale, 36
- Timor-Leste (ancien Timor oriental), 17, 19
- Parlement d'étudiants, 40-41, 55
- traite des enfants, 37, 46
- tribunaux pour adolescents, 36
- Trinité et Tobago, 35
- Troç (magazine télévisé, Albanie), 58
- Turquie, 62
- Initiative en faveur d'une meilleure éducation des enfants, 21
- Ukraine, 37, 63
- Initiative des villes amies des enfants, 48
- UNICEF, 28, 35, 58, 59
- directives en matière de politiques ciblant les adolescents, 43
- enfants handicapés, 36-37
- Journée internationale de la radio et de la télévision en faveur des enfants, 59
- participation des enfants et, 57, 61
- sondage au Guatemala, 29
- sondage en Europe et en Asie centrale, 53
- sondages auprès d'enfants, 50-51
- sports pour les enfants, 32
- Union européenne, 55
- vaccination, 22, 28
- Vergara, Analiz, 1
- Viet Nam, 50
- VIH/SIDA, 7, 9, 11, 12, 16, 21, 22, 32, 36, 37, 40, 51, 54, 57, 59, 63, 66, 67, 74-75, 78-79
- Voix des jeunes (la), 5
- vote
- désaffection des électeurs dans les pays du G7, 12, 13
- opinion des enfants sur le, 13, 50-51
- Yang Yi, 59
- Yasko, Kateryna, 63
- Yoruba, proverbe, 23
- Yougoslavie, 30, 36, 37, 58
- Yu Pei, 16
- Zafar, Sumera, 36
- Zambie, 21, 27, 36
- Zimbabwe, 21

GLOSSAIRE

APD : aide publique au développement

CDC : Centers for Disease Control and Prevention (Etats-Unis)

CEI : Communauté d'Etats indépendants

CO₂ : dioxyde de carbone

DTC : diphtérie, tétanos, coqueluche

ECO : Europe centrale et orientale

EDS : enquêtes démographiques et sanitaires

EGIM : Enquête à grappe à indicateurs multiples

FMI : Fonds monétaire international

G7 : groupe des sept pays industrialisés : Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni.

GTZ : Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit, Agence allemande de coopération technique

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

OIT : Organisation internationale du Travail

OMS : Organisation mondiale de la Santé

ONG : organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

ONUSIDA : Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

PIB : produit intérieur brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

RNB : revenu national brut

SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute

TMM5 : taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

USAID : Agence des Etats-Unis pour le développement international

VIH/SIDA : virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise



Bureaux de l'UNICEF

Siège de l'UNICEF

UNICEF House
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, Etats-Unis.

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe

Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse

**Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe
centrale et orientale, la Communauté d'États
indépendants et les États baltes**

Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse

**Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique
de l'Est et l'Afrique australe**

P.O. Box 44145
Nairobi, Kenya

**Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique
de l'Ouest et l'Afrique centrale**

P.O. Box 443
Abidjan 04, Côte d'Ivoire

**Bureau régional de l'UNICEF pour
les Amériques et les Caraïbes**

Apartado 3667
Balboa Ancón
Panamá City, Panamá

**Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie de
l'Est et le Pacifique**

P.O. Box 2-154
Bangkok 10200, Thaïlande

**Bureau régional de l'UNICEF pour
le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord**

P.O. Box 1551
Amman 11821, Jordanie

**Bureau régional de l'UNICEF pour
l'Asie du Sud**

P.O. Box 5815, Lekhnath Marg
Katmandou, Népal

**Pour de plus amples informations,
veuillez consulter notre site sur Internet
[www.unicef.org/french]**



Forum de la Infancia
Forum des enfants
Children's Forum
United Nations Children's Fund
United Nations Children's Fund - UNICEF

« Si nous voulons changer ce monde divisé, dégradé et meurtri par les conflits en faisant progresser partout la pratique de la démocratie, si nous voulons le rendre vraiment digne des enfants, nous n'avons d'autre choix que d'associer pleinement les enfants et les jeunes à l'entreprise. »

Carol Bellamy
Directrice générale du Fonds
des Nations Unies pour l'enfance